



## Data centers et IA : le saut dans le gigantisme

► Pour rester dans la course à l'intelligence artificielle, très gourmande en électricité, la France veut déployer sur son sol des centres de données géants

► 109 milliards d'euros d'investissements ont été annoncés au Sommet de l'IA, début février, dont 26 milliards confirmés à Choose France, le 19 mai

► L'exécutif assume son ambition, jugeant que ces data centers sont les « usines de demain », branchées sur l'énergie décarbonée du parc nucléaire

► Pour certains, ces infrastructures consomment trop d'électricité et menacent la transition énergétique sans garantir notre souveraineté technologique

► Ces projets sont en effet souvent portés par des entreprises étrangères. Il est encore tôt pour répondre à ces questionnements

PAGES 14-15

## GLACIER EFFONDRE EN SUISSE : PEUR SUR LA MONTAGNE

► Le village de Blatten a été anéanti en quelques secondes par la glace et la roche  
► Sous l'effet du réchauffement, de telles catastrophes se multiplient dans les Alpes

→ PAGE 6



Le village de Blatten, dans les Alpes suisses, le 29 mai. ALEXANDRE AGRUSTI/AFP

Débat  
Comment remettre l'Europe en mouvement ?

PAGES 28-29

Danse  
Hofesh Shechter ouvre Les Nuits de Fourvière avec un « rock show »

PAGE 22

Musique  
Miley Cyrus livre un album haute couture

PAGE 25

Rencontre  
Guillaume Gallienne, le théâtre salvateur

PAGE 26

## Géopolitique La Bundeswehr, l'armée qui n'aime pas la guerre



Lotte, soldate de 33 ans, à l'Académie militaire de Hambourg (Allemagne), le 20 mai. MAXIMILIAN MANN/DOCKS POUR « LE MONDE »

CRÉÉE PAR LES ALLIÉS, dix ans après la fin de la seconde guerre mondiale, pour contribuer à la défense de l'Europe de l'Ouest, l'armée allemande avait été pensée pour combattre le moins possible. Aujourd'hui, Berlin veut la rendre « apte à la guerre », mais l'institution, confrontée à des

problèmes de recrutement et d'équipement, peine à s'émanciper de son histoire complexe. Comme le résume un expert allemand, « de même que le nucléaire est une arme de non-emploi, la Bundeswehr est une armée de non-emploi ».

PAGES 18-19

## Politique Les projets de loi, espèce en voie de disparition

Depuis la dissolution de juin 2024, l'absence de majorité parlementaire conduit l'exécutif à laisser prospérer des propositions de loi, textes plus modestes, pour contourner les blocages. La méthode exaspère certains élus

PAGE 8

**ÉDITORIAL**  
**LE PARTI SOCIALISTE FACE À SES FAIBLESSES**

PAGE 30

## International

En Asie, Macron appelle à former une « coalition des indépendants »

Pour son discours inaugural du Dialogue du Shangri-La, à Singapour, le président français a défendu une « troisième voie » face à la Chine et aux Etats-Unis

PAGE 2

## Justice

Le « déshonneur familial » et la sexualité des jeunes filles

I., 16 ans, a été brûlée au fer à repasser et N., 14 ans, a été rouée de coups. Deux mères et deux frères ont été jugés à Bobigny pour violences contre les deux adolescentes

PAGE 12

## La visite chahutée de Marine Le Pen en Nouvelle-Calédonie

UN AN APRÈS AVOIR ROMPU avec la doctrine historique du RN, qui s'opposait à tout référendum sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, Marine Le Pen a terminé sa visite dans l'archipel par un meeting mouvementé. Sa proposition de pause institutionnelle suivie d'un référendum dans quarante ans est très éloignée de celle portée localement par les loyalistes et Le Rassemblement-Les Républicains, qui veulent s'inscrire définitivement dans la République française. Elle est également

PAGES 10 ET 11

## LIT COFFRE + MATELAS COUCHAGE 140

**990€**

Lit coffre Easykit en bois ou tissu + matelas Câlin

**Dunlopillo**

www.dunlopillo.com

Photos non contractuelles. Pas hors livraison.

Matelis : 20 cm

Coffre : 39 cm



Par l'Espace Topper

LA BOUTIQUE DU LIT COFFRE  
Unique à Paris ! Plus de 25 modèles • Matelas de grandes marques  
Paris 15 : 60 rue de la Convention • 01 40 59 02 10 • 7J/7  
M° Charles Michels / Paris 12 : 56-60 cours de Vincennes  
01 43 41 80 93 • 7J/7 • M° Nation

# Paris et Washington contre les visées de Pékin

Au forum de défense et de sécurité de l'Asie, le chef de l'Etat français a plaidé pour de « nouvelles coalitions »

SINGAPOUR - envoyée spéciale

**L'**Europe, terre des nouveaux non-alignés ? Voilà le cadre que semble dessiner Emmanuel Macron, appelant à une alliance du Vieux Continent avec les pays de l'Asie du Sud-Est dans une « coalition des indépendants » qui refuserait un alignement systématique sur les positions américaines ou chinoises, comme s'il fallait forcément choisir un camp.

« Une coalition de pays qui naviguera sur les mers tourmentées du commerce et protégera les biens communs que sont la nature et le climat (...) une coalition de pays déterminés à ne pas céder aux caprices ou à la cupidité des autres », s'est enflammé, vendredi 30 mai, le président français à Singapour, depuis le Dialogue du Shangri-La, forum de défense et de sécurité de l'Asie, assumant un langage plus offensif que diplomatique à l'égard des deux grandes puissances.

L'époque est aux convergences, aux coopérations croisées, plutôt qu'aux blocs. « Nous sommes confrontés au défi de pays révisionnistes qui veulent imposer, au nom de sphères d'influence, des sphères de coercition », a insisté Emmanuel Macron, sous l'œil noir du secrétaire à la défense américain, Pete Hegseth, dans la salle.

Invité à prononcer le discours d'introduction de l'événement – une première pour un Européen –, le chef de l'Etat s'en est pris à la guerre douanière de Donald Trump, qui déstabilise le commerce mondial, et au président chinois, Xi Jinping, qui convoite la mer de Chine méridionale et menace de prendre le contrôle de Taïwan. « On ne peut pas rester assis », s'est exclamé le président français, ouvrant les bras aux pays asiatiques pour créer une « troisième voie », afin que ne s'installe pas « la loi du plus fort ». Une rhétorique épousée par Emmanuel Macron depuis 2018 avec la mise en place de la stratégie indo-pacifique de la France.

#### **Ligne gaullienne**

Il y a un hiatus entre les envolées lyriques du président sur l'Asie du Sud-Est et la réalité sur le terrain, où l'influence européenne recule, observe Sophie Boisseau du Rocher, coauterice de *L'Asie-Pacifique. Nouveau centre du monde* (éditions Odile Jacob, 320 pages, 23,90 euros), un ouvrage que le président français a lu attentivement. « L'Europe ne veut pas rater le monde de demain mais qu'a-t-elle de nouveau à proposer ? Le voyage qu'Emmanuel Macron a



Le président français, Emmanuel Macron, prononce le discours d'ouverture du Dialogue du Shangri-La, à Singapour, le 30 mai. MOHD RASFAN/AFP

#### **M. Macron ouvre les bras aux pays asiatiques pour créer une « troisième voie », afin que ne s'installe pas « la loi du plus fort »**

ministre de la défense, Sébastien Lecornu, observant l'ordre mondial évoluer à grande vitesse. « La question qui se pose aux Français et aux Européens c'est : « voulez-vous continuer à écrire l'histoire ? », interrogait, un peu plus tôt vendredi, Emmanuel Macron devant la communauté française de Singapour.

Le temps n'est plus aux regards diplomatiques mais aux discours « cash », glisse un proche du président. « On est dans un moment où il faut aller très très vite », appuie le

gag » à l'Ukraine, meurtrie par l'invasion russe depuis 2022. « Si nous considérons que la Russie peut être autorisée à prendre une partie du territoire de l'Ukraine sans aucune restriction, sans contrainte, sans réaction de l'ordre international, comment ensuite qualifier ce qui se passerait à Taïwan ? », a-t-il lancé, laissant transparaître les craintes françaises d'une offensive chinoise sur l'île à court ou moyen terme.

#### **Rejet des « doubles standards »**

« Les défis sont de plus en plus imbriqués », a enchaîné le président, soulignant que Pékin ne peut se plaindre de la présence de l'OTAN en Asie souhaitée par les Etats-Unis – la France n'y est pas favorable –, si la Chine n'agit pas pour « empêcher la Corée du Nord » de déployer ses militaires « sur le sol européen », en Ukraine aux côtés de la Russie.

Rejetant, une fois de plus, les « doubles standards », Emmanuel Macron s'en est pris également

ment au gouvernement israélien qui orchestre une crise humanitaire à Gaza au nom de la guerre contre le Hamas palestinien. Si les Occidentaux « abandonnent Gaza » et « laissent faire Israël », ils risquent de « perdre toute crédibilité à l'égard du reste du monde », a-t-il appuyé.

Le Shangri-La est considéré comme un baromètre de la relation sino-américaine. Mais, pour la première fois depuis cinq ans, la Chine avait décliné l'invitation, un symptôme de la grave détérioration du climat entre les deux grandes puissances. En l'absence de son homologue chinois, Pete Hegseth, qui s'est exprimé samedi, a laissé libre cours à un discours de mise en garde envers Pékin. « Les Etats-Unis sont fiers d'être de retour en Indo-Pacifique et nous sommes ici pour y rester », a-t-il lancé, semblant répondre à Emmanuel Macron. La zone est « un théâtre prioritaire » de l'action américaine pour « dissuader l'agression de la Chine communiste ». ■

22<sup>nd</sup>  
#SLD25

Sans chercher le conflit avec Pékin, le secrétaire américain à la Défense prévient que toute tentative de la Chine de s'emparer de Taïwan aurait des « conséquences dévastatrices ». Selon lui, la Chine se prépare « clairement et de manière crédible à potentiellement utiliser la force militaire pour modifier l'équilibre des forces » en Asie-Pacifique. Pékin « répète » en vue d'une invasion de Taïwan, a-t-il insisté. « Les alliés des Etats-Unis dans l'Indo-Pacifique peuvent et doivent augmenter rapidement leurs propres moyens de défense », a-t-il ajouté, plaide pour que leurs dépenses militaires atteignent 5 % du produit intérieur brut.

En mars, aux Philippines, Pete Hegseth avait blâmé l'administration Biden pour son apathie dans la région, à même d'encourager les agresseurs comme la Chine. L'armée américaine est, avait-il dit, en cours de reconstruction sous la présidence de Donald Trump pour rétablir son « éthos guerrier ». ■

Claire Gatinois

## Israël engage une escalade verbale inédite avec Emmanuel Macron

Le gouvernement israélien s'en prend au président français, après ses propos sur un Etat palestinien et le blocus par Israël de l'aide à Gaza

JÉRUSALEM - correspondance

**L**e ministre de la défense a attaqué le premier. Vendredi 30 mai, Israël Katz était en visite dans le nord de la Cisjordanie, occupée par Israël depuis 1967. Dans une vidéo, il s'est adressé directement au président français : « C'est (...) un message clair à Macron et à ses amis : ils reconnaîtront un Etat palestinien sur le papier, et nous construirons ici l'Etat juif sur le terrain. (...) Le papier sera jeté à la poubelle de l'histoire et l'Etat d'Israël prospérera et fleurira ». Des propos qui confirment, au passage, la politique d'annexion de la Cisjordanie par l'Etat hébreu.

M. Katz s'exprimait depuis l'ancienne colonie de Sa-Nur, démantelée avec trois autres implantations juives cernant la ville palestinienne de Jénine, dans le cadre du plan de désengagement de 2005, qui a aussi abouti au retrait de l'armée et des colons israéliens de la bande de Gaza. Mais le gouvernement israélien a confirmé une accélération massive de la colonisation dans toute la Cisjordanie, approuvant jeudi la construction ou la légalisation de 22 localités, dont Sa-Nur, toutes jugées illégales par la communauté internationale.

La seconde attaque est venue du ministère des affaires étrangères israélien. « La croisade du pré-

ident Macron contre l'Etat juif se poursuit. Les faits n'intéressent pas le président Macron. Il n'y a pas de blocus humanitaire à Gaza. C'est un mensonge flagrant », peut-on lire sur le compte X du ministère, qui participe aux récents efforts effectués par Israël pour faire entrer des denrées à Gaza, après plus de deux mois d'un blocus annoncé par le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, lui-même, le 2 mars : « L'entrée de toutes les marchandises et fournitures dans la bande de Gaza doit être interrompue. »

Le blocus n'a été que timidement levé que le 19 mai, alors que toute la bande de Gaza avait été placée en état d'urgence alimentaire, avec

une population épaisse par près de vingt mois de guerre, déclenchée à la suite de l'attaque du Hamas, le 7 octobre 2023.

#### **Un plan d'aide « déshumanisant »**

Le message du ministère des affaires étrangères mentionne l'entrée de 900 camions et le lancement du nouveau mécanisme de livraison mis en place par la Gaza Humanitarian Foundation, qui aurait permis la distribution de « 2 millions de repas » depuis lundi. Cette aide reste très insuffisante et mal répartie au vu des besoins. Médecins sans frontières, a dénoncé, vendredi dans un communiqué, « un plan déshumanisant et inefficace ». ■

Les déclarations du gouvernement israélien viennent après un discours prononcé vendredi à Singapour par le président français, affirmant que « la création d'un Etat palestinien » n'était « pas simplement un devoir moral, mais une exigence politique » et que les Européens devaient « durcir la position collective » contre Israël, « s'il n'y a pas une réponse à la hauteur de la situation humanitaire » dans la bande de Gaza.

Israël a clairement identifié le leadership pris par Emmanuel Macron sur la question palestinienne. Et anticipé la reconnaissance d'un Etat de Palestine par plusieurs pays dans le cadre de la conférence organisée par l'Arabie saoudite et

la France aux Nations unies, à New York, du 17 au 20 juin. Un fidèle de Benyamin Nétanyahou, Ron Dermer, aurait récemment averti le ministre des affaires étrangères français, Jean-Noël Barot, qu'Israël pourrait en représailles annexer des parties de la Cisjordanie, selon le quotidien Haaretz.

Jean-Noël Barot a été prompt à réagir : « La France soutient l'idée d'un Etat palestinien, démilitarisé, assorti du désarmement des groupes terroristes et d'une architecture régionale de sécurité intégrant Israël. C'est l'intérêt des Israéliens et de leur sécurité. La seule alternative à l'état de guerre permanent » a-t-il rappelé vendredi soir sur X. ■

SAMUEL FOREY

# La fin du rêve américain des étudiants chinois

Le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, a dit vouloir « révoquer activement les visas » de ces élèves étrangers

PÉKIN - correspondant

**D**ifficile de faire parcours plus brillant que celui de Duo Yi, 24 ans. Après une licence en relations internationales obtenue avec les honneurs à l'université de Pékin, la plus prestigieuse de Chine, la jeune femme a poursuivi un master à Oxford, au Royaume-Uni, grâce à une bourse destinée aux étudiants les plus doués. Elle a souhaité aller plus loin, et a postulé pour un doctorat à la Kennedy School de Harvard, aux Etats-Unis, le top mondial en sciences politiques. « C'était le programme de mes rêves. J'étais extrêmement heureuse quand j'ai appris que j'étais admise », dit-elle au *Monde*.

Duo Yi a déjà reçu son visa il y a quelques semaines, mais elle n'est pas sûre qu'il soit encore valable, et se demande, vu l'hostilité affichée par l'administration américaine à l'égard des étudiants chinois, s'il lui sera possible d'étudier sereinement aux Etats-Unis. Deux annonces successives ont compliqué ses plans. D'abord la bataille engagée par Donald Trump contre l'accueil d'étudiants étrangers à Harvard, qui, même si le président américain est contredit par des juges, laisse l'étudiante dans la crainte d'un environnement très incertain. Puis, les déclarations du secrétaire d'Etat et conseiller à la sécurité nationale, Marco Rubio, qui, mercredi 28 mai, a dit vouloir « révoquer activement les visas pour les étudiants chinois, notamment ceux ayant des liens avec le Parti communiste chinois ou étudiant dans des filières sensibles ».

Le parti unique compte près de 100 millions de membres dans toutes les strates sociales de la population. Quel sera alors le niveau de lien inacceptable, et quelles seront les matières trop sensibles ? Washington entend de toute façon étudier rigoureusement chaque dossier. Des agences privées qui, à Pékin ou à Shanghai, aident les étudiants à constituer habilement leur candidature et à rédiger leur lettre de motivation pour les universités américaines ont conseillé à certains d'entre eux d'effacer le contenu de leurs réseaux sociaux et de ne pas se faire remarquer.

Duo Yi s'interroge, elle pourrait songer à faire une année de céure. « Bien sûr, Harvard reste attrayant, mais je risque d'y vivre

## « Je risque de vivre à Harvard avec un fort sentiment d'insécurité »

DUO YI  
étudiante chinoise

*avec un fort sentiment d'insécurité, les choses sont devenues imprévisibles. Comment ferai-je, si mon visa est annulé du jour au lendemain ou ma bourse supprimée une fois que je suis là-bas ?», se demande-t-elle.*

Malgré le choc géopolitique entre les Etats-Unis et la Chine, la fascination que suscitent les universités américaines faisait partie des facteurs d'apaisement, elles tissaient un lien. En 2024, 277 000 Chinois ont étudié dans des universités états-unies, ce qui en faisait la deuxième population étudiante après les Indiens, mais en baisse par rapport au pic de 370 000 en 2019.

### Contrôles renforcés

Dans une société chinoise culturellement fortement focalisée sur l'éducation, mais qui se caractérise aussi par sa masse démographique, un passage d'une année ou deux par une institution américaine est une manière de se démarquer, y compris au sommet de l'élite. Xi Mingze, la fille du président Xi Jinping, a étudié la psychologie et l'anglais à Harvard en 2010 sous un nom d'emprunt. Malgré les tensions croissantes entre les deux puissances, Xi Jinping a raconté à plusieurs reprises comment un bref séjour dans l'Iowa pour observer le modèle agricole américain, alors qu'il n'était encore qu'un officiel de rang modeste, a nourri chez lui une sympathie pour le peuple américain.

Mais rien ne va plus entre les deux géants, et la paranoïa limite les échanges humains. La réalité des cas d'espionnage chinois sur le sol américain est bien établie, comme celui de ces cinq étudiants chinois de l'université du Michigan mis en cause pour avoir observé de trop près un exercice militaire mêlant soldats américains et taïwanais, à Camp Grayling, en août 2023. La nouvelle administration américaine considère que



Des étudiants assistent à la cérémonie de remise des diplômes de l'université Columbia à New York, le 21 mai. JEENAH MOON/REUTERS

la menace sécuritaire l'emporte sur les vertus de la présence d'étudiants chinois pour le rayonnement des idées et de l'image des Etats-Unis. Le chef de la diplomatie, Marco Rubio, en particulier est considéré comme un faucon qui ne s'inquiète pas seulement de la menace économique ou militaire que représente la Chine, mais est viscéralement opposé à son régime politique et à ses violations des droits de l'homme.

Les contrôles renforcés sont un élément de contentieux supplémentaire. Depuis le début de l'année 2024, la Chine dénonce les interrogatoires subis par certains étudiants ou visiteurs chinois à leur arrivée dans les aéroports américains, tandis que le FBI a placé en août 2024 des affichettes dans les aéroports de New York prévenant quiconque serait empêché de quitter le territoire une fois en Chine d'en informer au plus vite la police fédérale américaine.

Les recommandations faites aux voyageurs ont aussi été mises à jour de part et d'autre. Depuis novembre 2024, le département d'Etat invite les citoyens américains à « faire preuve d'une attention croissante lors de leurs déplacements en Chine » du fait du risque de détention arbitraire. Le ministère du tourisme chinois appelle depuis le 9 avril ses ressortissants à « pleinement évaluer les risques » avant de se rendre aux Etats-Unis.

De fait, alors que le nombre de vols entre la Chine et l'Europe ou le reste de l'Asie est remonté à plus de 80 % du niveau d'avant la pandémie de Covid-19, ceux vers les Etats-Unis n'atteignaient que 20 % du niveau de 2019, d'après des chiffres de la plateforme spécialisée Cirium, en 2024.

Les annonces de Marco Rubio s'ajoutent à ce contexte, et suscitent une certaine panique chez les jeunes Chinois déjà présents aux

Etats-Unis. « Cela a créé une vague d'anxiété. Les étudiants chinois sont confrontés au risque d'une remise en cause de leur diplôme, et beaucoup s'interrogent déjà sur leur choix des Etats-Unis, se tournant vers le Royaume-Uni, le Canada ou l'Australie », constate Pierre Huguet, le patron de H&C, une société d'accompagnement dans les parcours d'admission et dont le siège se trouve à Boston. C'est à la fois triste et sans précédent. »

La Chine, de son côté, espère attirer à elle davantage de chercheurs et d'étudiants chinois qui avaient opté pour le cadre libre et généralement financé des campus américains. Le journal singapourien *Lianhe Zaobao* a déjà dénombré une vingtaine de professeurs de renom dans des domaines scientifiques ayant choisi de revenir en Chine depuis 2024, notamment du fait du climat de suspicion régnant aux Etats-Unis. C'est le cas de la mathématicienne Chen Min,

qui a quitté l'université Purdue (Indiana) pour un institut situé à Ningbo, ou de Lin Huixin, qui, après trente ans à l'université de l'Oregon, a accepté l'offre d'un nouveau centre de recherche fondamentale lancé par la municipalité de Shanghai et l'université locale de Fudan.

Lundi 26 mai, en réaction aux mesures de restrictions prises contre Harvard, le bureau de l'éducation de Hongkong a invité « toutes les universités de Hongkong à introduire des mesures de facilitation pour les personnes éligibles [à leurs programmes] afin de sauvegarder les intérêts légitimes des étudiants et des universitaires et d'attirer les meilleurs talents ». C'est oublier que beaucoup d'étudiants avaient choisi les Etats-Unis pour fuir l'emprise croissante du Parti communiste sur les campus chinois ou la prise en main de Hongkong. ■

HAROLD THIBAULT

# Sept migrants expulsés des Etats-Unis en attente à Djibouti

Un juge fédéral américain a suspendu l'envoi de sept personnes vers le Soudan du Sud, destination estimée peu sûre

JUBA - correspondance

**S**ept étrangers, condamnés pour divers crimes aux Etats-Unis, sont détenus à Djibouti depuis le 21 mai après la suspension par un juge fédéral de leur expulsion vers le Soudan du Sud. Le gouvernement américain a saisi la Cour suprême, mardi 27 mai, estimant que cette affaire, menace la « sécurité nationale » et sa politique étrangère en Afrique. Condamnés pour meurtre, cambriolage à main armée ou viol, les migrants expulsés sont des ressortissants du Laos, de Cuba, de Birmanie, du Mexique et du Vietnam. Face à la difficulté de les renvoyer dans leur pays, l'administration Trump a donc adopté une stratégie alternative : les expédier vers des pays tiers.

C'est ainsi que le 20 mai, les sept hommes, ainsi qu'un Sud-Soudanais, ont embarqué en toute discréction pour le Soudan du Sud. Mais dès le lendemain, un juge fédéral ordonna la suspension de la procédure. Il estime que

le gouvernement américain n'a pas laissé une « opportunité significative » aux migrants d'exprimer d'éventuelles craintes de subir des tortures au Soudan du Sud, un pays dans lequel le département d'Etat américain déconseille à ses ressortissants de se rendre « en raison de la criminalité, des enlèvements et des conflits armés ».

Devenu indépendant en 2011, le Soudan du Sud a connu une guerre civile de 2013 à 2018 qui a fait 400 000 morts et l'ONU craint le retour d'un conflit à grande échelle. Depuis janvier, les tensions entre le président, Salva Kiir, et le vice-président, Riek Machar, ont tourné à l'affrontement entre leurs forces armées. D'après l'ONU, plus de 130 000 personnes ont été déplacées par les combats.

En dépit de ce contexte, les migrants ont été placés dans un avion vers cette destination moins de vingt-quatre heures après avoir reçu notification de leur expulsion. « J'avais rendez-vous avec mon client le matin où il a été expulsé, je n'ai jamais pu lui parler, ex-

plicite Jacqueline Brown, avocate de l'un de ces hommes. Jusqu'ici, personne n'avait mentionné le fait d'envoyer qui que ce soit au Soudan du Sud, c'est sorti de nulle part. »

Intervenue pendant le transfert, l'injonction du juge Brian Murphy a obligé les Etats-Unis à détenir les migrants sur leur base militaire à Djibouti. Une installation « ni conçue, ni équipée pour détenir de tels criminels », prévient les autorités américaines, qui dénoncent dans leur recours un « bourbier diplomatique et logistique ». Théoriquement, celles-ci doivent désormais laisser dix jours aux expulsés pour leur permettre d'exprimer d'éventuelles craintes sur leur destination. Mais depuis le départ des migrants, aucun avocat travaillant sur l'affaire n'a pu communiquer avec son client, précise Jacqueline Brown.

Selon les autorités américaines, cet imbroglio a « fait dérailler [leurs] efforts pour rebâtir sans bruit une relation de travail constructive » avec le Soudan du Sud. « En trois mois, ils ont détruit les

relations avec plusieurs pays. Je ne vois pas pourquoi ils seraient plus inquiets de leurs liens avec le Soudan du Sud qu'avec l'Union européenne », ironise Jacqueline Brown, pour qui les préoccupations diplomatiques affichées par l'administration Trump visent à masquer « un assaut en règle contre la Constitution ».

**Recours devant la Cour suprême**  
Pour obtenir l'accord du Soudan du Sud, les Etats-Unis semblent s'être engouffrés dans une brèche ouverte début avril. S'indignant du refus des autorités sud-soudanaises d'accueillir un migrant présenté comme l'un de leurs ressortissants, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, avait annoncé la suspension des visas pour tous les Sud-Soudanais. Juba avait fini par céder, sans obtenir la levée de la mesure.

Les autorités sud-soudanaises n'ont pas donné suite aux sollicitations du Monde. Mais à Juba, la directrice du Centre for Inclusive Governance, Peace and Justice, Jac-

kline Nasiwa, s'interroge sur le choix porté sur le Soudan du Sud : « Le contexte sud-soudanais est fragile, les systèmes pénitentiaire et judiciaire sont faibles. Où allons-nous les placer ? » Inquiet de voir son pays devenir le « dépotoir » des Etats-Unis, Edmund Yakani, directeur de la Community Empowerment for Progress Organization, s'interroge aussi sur les contours de l'accord passé entre Juba et Washington. Il appelle le gouvernement sud-soudanais à faire preuve de transparence en dévoilant les « raisons qui motivent l'accueil de criminels ».

Le 23 mai, le secrétaire d'Etat américain avait averti : « Il est pratiquement certain que l'injonction du tribunal entraînera un retard ou une réduction significative des efforts humanitaires » des Etats-Unis dans le pays. L'expulsion de non-resortissants vers le Soudan du Sud constitue pourtant une violation de la Convention contre la torture, souligne Nyagoah Tut Pur, spécialiste du pays au sein de Human Rights Watch (HRW).

« Cette dernière, rappelle-t-elle, interdit à un Etat de renvoyer des personnes vers un pays où elles sont exposées à un risque réel de persécution, de torture, de traitements inhumains ou dégradants, ou de menaces de mort en raison d'un conflit armé ou de violences généralisées. » Or HRW a prouvé l'existence de bombardements aériens dans des zones peuplées et constaté « des conditions déplorables dans les centres de détention ». ■

Rien qui semble embarrasser les Etats-Unis. Dans leur recours déposé auprès de la Cour suprême, les autorités américaines expliquent qu'elles envoient des immigrés illégaux dans un pays tiers à la seule condition que ce dernier ait « fourni des assurances diplomatiques selon lesquelles les étrangers expulsés des Etats-Unis ne seront ni persécutés ni torturés ». Une fois cette assurance obtenue, « une évaluation individuelle supplémentaire ne sera à rien », jugent-elles. ■

MATHILDE BOUSSION (À PARIS)  
ET FLORENCE MIETTAUX

# Les Druzes de Souweïda, pris entre Damas et Israël

Les affrontements d'avril en Syrie ont alimenté la défiance de cette communauté à l'égard du nouveau pouvoir

## REPORTAGE

SOUWEÏDA (SYRIE) - envoyé spécial

**C**anon pointé vers l'horizon désertique, un char hors d'âge, caché derrière des monticules de terre, attend l'arrivée de l'ennemi. A l'entrée du gouvernorat de Souweïda, les obstacles, érigés en travers de la route qui arrive des faubourgs de Damas, obligent les rares automobilistes s'engageant sur cette voie, à ralentir. Une dizaine de miliciens druzes, lourdement armés, surveillent nerveusement les allées et venues. Depuis les violences communautaires qui ont touché la population druze du 28 au 30 avril, faisant 134 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, la région, fief des Druzes de Syrie, s'est barricadée dans l'expectative.

A une centaine de mètres, le petit hameau d'As-Suwarah Al-Kubra, vidé de ses habitants, porte les stigmates des affrontements. Sur la terrasse de Khaled Alaoui, la brise printanière qui caresse les collines arides et les vergers du sud du pays soulève des cendres. Sa maison de trois étages a été dévorée par les flammes, après avoir été pillée et incendiée en marge des violences. «Quand ils sont entrés dans le village, ils ont détruit les voitures, pillé des maisons et volé tout ce qu'ils pouvaient, même les jouets des enfants», s'indigne Khaled Alaoui, un homme d'affaires druze de 40 ans, aux yeux clairs et à la barbe grisonnante.

«Ils?» Des groupes radicaux «takfiristes» et «salafistes», venus prêter main-forte aux Bédouins locaux qui ont stoppé les miliciens druzes de Souweïda tentant de rejoindre leurs coreligionnaires de Damas, avec, selon lui, la bénédiction du service de sécurité du ministère de l'intérieur. Des bâtiments ont été saccagés ou détruits dont le sanctuaire druze du village et le mausolée d'Issam Zahreddine, ancien commandant druze de l'armée syrienne, tué en 2017 dans l'explosion d'une mine. Aux yeux de M. Alaoui, qu'il importe que cet homme ait été un cadre de la répression de l'opposition syrienne, le bourreau des banlieues de Damas et du centre-ville de Homs: la destruction de sa sépulture n'est qu'une «excuse» pour «nous attaquer», dit-il.

«Issam Zahreddine tenait ce village. Sous son contrôle, les Bé-



Laith Al-Balous, commandant des forces du cheikh Al-Karama, chez lui, à Al-Mazraa (Syrie), le 8 mai. ABDULMONAM EASSA POUR «LE MONDE»

douins ont été expulsés», nuance un cadre d'une faction armée druze, sous le couvert de l'anonymat. Il assure «comprendre et accepter la vengeance», estimant que les musulmans sunnites syriens ont souffert «des bombardements et des sièges» alors que les Druzes sont «restés neutres» durant la guerre. «Mais pourquoi ont-ils attaqué le sanctuaire? C'est à ce moment-là qu'ils transforment des simples vengeances en violences confessionnelles», regrette-t-il.

### «Je veux juste vivre en paix»

Conflicts fonciers ancestraux, haine religieuse, représailles liées à l'ancien régime... Quelles qu'en soient les raisons, cette poussée de fièvre a figé la communauté druze, déjà méfiante depuis les violences contre les alaouites en mars, dans une peur existentielle. «Je n'ai pas choisi d'être druze. Je veux juste vivre en paix», témoigne Khaled Alaoui, la voix lourde. Nous demandons une aide de la communauté internationale pour nous protéger.»

### Les Druzes n'ont jamais semblé aussi éloignés du nouveau pouvoir syrien, incarné par le président de transition, Ahmed Al-Charaa

Plus loin à l'entrée de Souweïda, la bannière des «cinq frontières», étendard de la communauté druze, établie au Liban, en Jordanie, en Israël, ainsi qu'en Syrie où elle représente environ 3% de la population, flotte dans le ciel. Signe d'une fragile accalmie, des Druzes en uniforme de la police syrienne ont remplacé les miliciens sur le premier point de contrôle à l'entrée de la province, à la faveur d'un accord de désescalade entre le pouvoir syrien et les autorités religieuses locales. En réalité, les Druzes n'ont jamais

semblé aussi éloignés du nouveau pouvoir syrien, incarné par le président de transition, Ahmed Al-Charaa.

L'influent cheikh Hikmat Al-Hijri, l'un des trois leaders religieux, favorable à une autonomie des Druzes, a affirmé, dans un communiqué publié le 1<sup>er</sup> mai, ne plus faire «confiance à une entité qui prétend être un gouvernement», appelant à «une intervention immédiate de forces internationales». M. Al-Hijri, qui n'a pas répondu aux sollicitations du *Monde*, a réitéré lors des mouvements de protestation contre l'ancien régime depuis la fin de l'été 2023. «Al-Hijri apparaît désormais comme quelqu'un qui travaille pour les meilleurs intérêts de la communauté», poursuit-il. C'est la même chose pour les milices. Dans l'absolu, nous aimerais nous en passer. Nous souhaitons un Etat de droit, ayant le monopole sur l'usage des armes. Mais, dans le contexte actuel, ces armes nous apparaissent comme notre seule ligne de défense.»

che-Orient (IFPO) de Beyrouth. «En retour, nombre de déclarations dans la communauté appellent au rejet de tels alignements», note M. Rey. La vaste majorité des Druzes interrogés affirment leur refus du soutien israélien.

### Refus de rendre les armes

Malgré cela, M. Al-Hijri «est sorti renforcé», analyse Khaled Saloum, cofondateur de l'association Jouzour, l'une des principales organisations de la société civile de Souweïda, qui s'est développée lors des mouvements de protestation contre l'ancien régime depuis la fin de l'été 2023. «Al-Hijri apparaît désormais comme quelqu'un qui travaille pour les meilleurs intérêts de la communauté», poursuit-il. C'est la même chose pour les milices. Dans l'absolu, nous aimerais nous en passer. Nous souhaitons un Etat de droit, ayant le monopole sur l'usage des armes. Mais, dans le contexte actuel, ces armes nous apparaissent comme notre seule ligne de défense.»

NISSIM GASTELI



Les routes de la province de Souweïda sont quadrillées par des miliciens qui refusent de rendre leurs armes ou de se placer sous le commandement du ministère de l'intérieur. Seul Laith Al-Balous, commandant des forces du cheikh Al-Karama (une autre brigade majeure de la région), soutient publiquement une position dissonante, promouvant la poursuite du dialogue avec le gouvernement syrien. «Ce sont aux enfants de Souweïda de résoudre le problème en intégrant la police, l'armée et les institutions de l'Etat. Les armes doivent être tenues sous la responsabilité de l'Etat syrien», affirme le cheikh, depuis sa maison d'Al-Mazraa, réitérant sa «confiance» au gouvernement syrien dont il a rencontré le ministre de la défense, Mourhaf Abou Qasra, début avril.

Le temps fera les choses, croit l'homme à la toge noire et à la toque blanche. «Finalement, nous voulons une union de la terre syrienne avec une autorité capable de garantir la justice pour tous», poursuit-il, s'opposant vivement à Israël, un Etat «d'occupation qui ne cherche qu'à servir ses intérêts personnels». Cette position lui vaut de vives critiques. L'homme affirme même avoir survécu à plusieurs tentatives d'assassinats.

Les divergences au sein de la communauté ne sont pas nouvelles, rappelle Matthieu Rey : «En 1946, après l'indépendance octroyée par la France, une partie des élites druzes a adopté une position favorable au pouvoir de Damas alors qu'une partie soutenait une autonomie.» Près de quarante ans plus tard, les mêmes tensions traversent la communauté druze. ■

## En Israël et sur le Golan annexé, des relations mouvantes avec l'Etat

De plus en plus de Druzes du Golan demandent la citoyenneté israélienne, alors que ceux de l'Etat hébreu se sentent de moins en moins acceptés

JÉRUSALEM - correspondance

Pour la toute première fois depuis la création de l'Etat hébreu, quelques dizaines de Druzes du Golan ont reçu, en 2023, une formation militaire par l'armée israélienne. Les attaques du 7-Octobre par le Hamas ont fortement frappé les esprits dans une partie de la communauté de 29 000 personnes qui vit sur ce plateau basaltique situé entre les territoires israélien et syrien, occupé par Israël depuis 1967 et annexé en 1981 – une initiative reconnue uniquement par les Etats-Unis, lors du premier mandat de Donald Trump. L'entraînement consiste à former une milice locale armée, destinée à tenir le premier choc d'un potentiel assaut en attendant les renforts.

Les Druzes du Golan ne sont pas ceux d'Israël. Les premiers se sont toujours tenus à distance de l'Etat hébreu, espérant que leur territoire revienne un jour à la Syrie. Quitte à rester dans des limbes administratifs, comme le fait de ne

disposer, en guise de passeport, que d'un simple «document de voyage» où, sous la mention «nationalité», il est écrit «indéfinie».

Les Druzes d'Israël (quelque 150 000 personnes, soit 1,6% de la population) ont, eux, fait alliance avec le mouvement sioniste dès 1948 et sont devenus le principal instrument du nettoyage ethnique de la Galilée, explique l'historien israélien Ilan Pappé dans son livre *Le Nettoyage ethnique de la Palestine* (La Fabrique, 2024).

Cette minorité arabophone devient ensuite le noyau des futurs gardes-frontières, infanterie de choc chargée de maintenir l'ordre dans les zones arabes d'Israël, puis dans les territoires palestiniens occupés après 1967. Mais si leur intégration est forte dans l'armée, les Druzes israéliens restent dans une certaine marginalité.

L'attaque menée par le Hamas a bouleversé ces relations. D'abord dans le Golan. Qassem Sabbagh, ancien journaliste à Jérusalem, est revenu vivre en 2009 à Majdal Shams, petite ville sur les flancs

du mont Hermon, à la frontière entre le Liban et la Syrie, et dont Israël s'est emparé du sommet en décembre 2024, à la suite de la chute du régime de Bachar Al-Assad. Le cinquantenaire a vu sa communauté changer ces dernières années : «De plus en plus de personnes veulent acquérir la citoyenneté israélienne, surtout chez les jeunes.»

### «Une injustice»

Le souvenir du nettoyage ethnique du plateau du Golan, quand plus de 90% des 130 000 habitants ont fui l'avancée de l'armée israélienne en 1967, s'estompe. Et la longue guerre civile syrienne et les crimes de Bachar Al-Assad ont fait leur œuvre. Comme si la patrie rêvée s'éloignait inexorablement. Résultat, à présent, quelque 20% des Druzes du Golan possèdent la citoyenneté israélienne, soit plus du double par rapport au début des années 2000.

L'arrivée au pouvoir d'Ahmed Al-Charaa après la chute du régime syrien risque d'accentuer cet éloignement.

gnement. «La Constitution qu'il a fait adopter, où la charia serait la principale source du droit, est inacceptable pour nous. Et nous sommes directement touchés par les massacres [les violences communautaires qui ont fait 134 morts en avril, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme]. J'ai des tantes et des sœurs en Syrie», s'inquiète Qassem Sabbagh.

Mais il n'est pas sûr que les Druzes du Golan soient bien accueillis dans une société israélienne de plus en plus fracturée et radicalisée, alors que les Druzes de l'Etat hébreu se sentent de moins en

### «Les indicateurs socio-économiques des villages druzes sont au plus bas»

SALIM BRAKE  
historien druze à l'Open University of Israel

moins acceptés. La situation s'est notamment détériorée avec le vote d'une Loi fondamentale en 2018, faisant d'Israël l'Etat-nation du peuple juif.

«Nous avons ressenti cela comme une injustice, alors que les Druzes ont soutenu la création de l'Etat d'Israël. Et alors que les nôtres se faisaient massacrés en Syrie, les Israéliens étaient le jour du souvenir. Nous avons poussé l'armée à intervenir. Pour envoyer un message clair au nouveau régime : si les Druzes sont attaqués en Syrie, Israël attaquerà», dit Ramzi Halabi, ancien maire de Daliat Al-Carmel, aujourd'hui directeur de la branche druze de l'association Yad Labanim, qui célèbre le souvenir des soldats morts au combat.

Israël tente-t-il de réparer cette relation? Le gouvernement a, semble-t-il, écouté Mouwafaq Tarif, le leader religieux druze israélien, qui, après les violences d'avril, a incité l'armée à bombarder la Syrie. Des frappes ont été menées, notamment à proximité du palais présidentiel à Damas. Les autorités

israéliennes ont aussi permis l'organisation, à deux reprises, de visites de clercs druzes syriens sur la tombe de Jethro, un lieu saint de cette communauté. Une première depuis la création de l'Etat d'Israël.

Le gouvernement israélien avait annoncé, au mois de mars, un plan d'investissement dans les communautés druzes de 3,9 milliards de shekels sur cinq ans (soit près de 1 milliard d'euros). «Pour l'instant, nous n'avons rien vu, regrette Salim Brake, historien à l'Open University of Israel, spécialiste et membre de cette communauté. Les indicateurs socio-économiques des villages druzes sont au plus bas. Même si le gouvernement prétend nous soutenir, il ne fait que nous instrumentaliser.» Ramzi Halabi, lui, appréhende l'avenir : «Dans les années à venir, la Syrie va affronter des moments difficiles. Mais elle n'est pas vouée à disparaître. C'est ici qu'est le danger. Nous sommes menacés par les radicaux de tout bord. En fait, je suis inquiet pour mon pays – Israël.» ■

SAMUEL FOREY

# Corée du Sud : le clivage entre les genres percuté la fin de campagne

Les propos violents du candidat conservateur au scrutin présidentiel du 3 juin ont suscité un débat tardif sur la place des femmes dans le pays

SÉOUL - envoyé spécial

**L**a question de l'égalité des genres était occultée depuis le début de la campagne présidentielle sud-coréenne pour l'élection prévue le 3 juin. Des propos insultants de Lee Jun-seok, candidat réputé masculiniste du Parti de la réforme, petite formation conservatrice, l'ont projetée au cœur des débats. Leur violence a poussé le camp progressiste à annoncer, vendredi 30 mai, une plainte contre les médias reproduisant *en extenso* les mots de Lee Jun-seok. « Si nous n'éradiquons pas les discours de haine, de tels incidents peuvent se reproduire », a expliqué Park Kyung-mi, du Parti démocrate (PD, progressiste).

L'affaire a éclaté le 27 mai, en plein débat télévisé des candidats à la présidentielle organisée par la chaîne publique MBC. « Si quelqu'un dit qu'il veut enfoncer des baguettes dans le vagin d'une femme, est-ce misogynie ? », a lancé M. Lee en direction du favori du scrutin, le démocrate Lee Jae-myung, dont le fils, Dong-ho, a été condamné en octobre 2024 à une amende pour des paris illégaux et la diffusion de contenus obscènes. Lee Jae-myung a reproché à

**Lee Jun-seok fustige la « mentalité injustifiée de victime » des femmes se plaignant de discrimination**

Lee Jun-seok de s'attarder sur des « ragots au lieu de s'intéresser aux politiques qui améliorent la vie des gens ». Depuis, c'est la tempête. Shin Min-ki, du Parti démocrate du travail (PDT, progressiste), a fustigé « l'horreur » de la déclaration de Lee Jun-seok, exprimée « lors d'un débat suivi par des adolescents, des femmes et l'ensemble des citoyens ».

« Il est inacceptable qu'un candidat à la présidence propage publiquement des propos violents et dénigrants envers les femmes », a réagi l'organisation Korea Women's Hotline. « Alors qu'un débat sérieux est attendu dans toute élection, les propos qui offensent des personnes d'un sexe ou d'un groupe social sapent la légitimité du processus », écrivait, dans son editorial du 29 mai, le quotidien conservateur *JoongAng*. La Commission nationale des droits humains a reçu 35 plaintes déplorant « des propos haineux prémédités », qui ne peuvent être considérés comme de simples lapsus.

#### Pas de candidate

Ayant, contre toute attente, atteint la troisième place dans la course à l'élection présidentielle avec 10 % des intentions de vote, Lee Jun-seok, candidat de 40 ans, a présenté ses excuses. Il a aussi expliqué qu'il voulait dénoncer « l'hypocrisie du camp progressiste », qui critique les discours de haine, mais reste silencieux sur des problèmes similaires, lorsqu'ils touchent leurs proches.

La carrière de Lee Jun-seok, natif de Séoul, fils d'un banquier et d'une enseignante, doué pour les sciences et diplômé de Harvard, laisse toutefois penser que ses propos ne visaient pas seulement son adversaire politique du mo-

**Les Sud-Coréennes sont payées en moyenne 31% de moins que les hommes, un record dans l'OCDE**

ment. Très tôt engagé dans le mouvement conservateur, il devient, en 2021, le plus jeune président du Parti du pouvoir populaire (PPP, première formation conservatrice) et dirige la campagne de Yoon Suk-yeol, pour la présidentielle de mars 2022. M. Yoon l'emporte et dirige le pays jusqu'à sa destitution, le 4 avril, pour sa déclaration avortée de la loi martiale. Lee Jun-seok s'est imposé en prononçant la méritocratie et en fustigeant le « faux féminisme » et la « mentalité injustifiée de victime » des femmes se plaignant de discrimination. Il est chassé du PPP à l'été 2022 pour avoir profité de « faveurs sexuelles » d'une prostituée, puis avoir tenté de la rémunérer pour qu'elle nie ces faits. En 2024, il crée le Parti de la réforme et se lance en 2025 dans la course à la présidence.

Un sondage Gallup Korea de la mi-mai révèle que près de 30 % des hommes entre 18 à 29 ans le soutiennent, contre 3 % des femmes de la même génération. Selon Lee Soohyun, du King's College de Londres, nombre de jeunes hommes « peinent à trouver un emploi stable, à se marier, à acheter une maison et fonder une famille ». Ils se plaignent de devoir faire le service militaire (de dix-

huit à vingt-deux mois), dont sont dispensées les femmes. Ils considèrent qu'elles sont favorisées lors des recrutements. « Elles sont donc à leurs yeux le bouc émissaire idéal », note M. Lee.

Dans la quatrième économie asiatique, les femmes sud-coréennes sont payées en moyenne 31 % de moins que les hommes, un record au sein de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). Elles occupent moins de 20 % des sièges de l'Assemblée et 14,6 % des postes à responsabilité des grandes entreprises, contre 33,8 % en moyenne dans les pays développés. Le clivage entre hommes et femmes avait pesé dans la campagne de 2022. M. Yoon l'avait emporté en promettant de supprimer le ministère de l'égalité des genres et de la famille, honni par les masculinistes. Il ne l'a pas fait, mais pendant ses trois années au pouvoir, l'indice mesurant l'égalité des genres a reculé pour la première fois depuis 2010.

Signe des temps, il n'y a pas de femmes parmi les six candidats à l'élection en cours, une première depuis celle de 2007. De quoi nourrir l'amertume des femmes, à la pointe du combat pour obtenir la destitution du président Yoon, en raison de son antiféminisme affiché. Lee Jae-myung a reconnu leur « rôle moteur » dans ce mouvement. Mais ni lui ni le Parti démocrate n'osent des prises de position qui pourraient être perçues comme féministes, par crainte de braquer l'électorat masculin. Les questions de genre et de droits des femmes restent absentes des débats, sauf lorsqu'elles alimentent les calculs politiques de Lee Jun-seok. ■

PHILIPPE MESMER

## La Suède se saisit du rapport français sur l'entrisme des Frères musulmans

La mention du royaume scandinave dans le texte rendu public le 21 mai fait polémique dans le pays ; le gouvernement veut établir un état des lieux de l'« infiltration islamiste »

MALMÖ (SUÈDE) - correspondante régionale

**L**e rapport consacré à l'« entrisme » des Frères musulmans en France continue de faire des vagues. Cette fois en Suède, où sa publication a été d'autant plus remarquée que le pays scandinave est cité à plusieurs reprises. Cette information, rapportée par les médias locaux, a été immédiatement relevée par la droite libérale conservatrice au gouvernement et son allié d'extrême droite, qui accusent le Parti social-démocrate, dont les accointances avec les Frères musulmans sont évocées dans le document.

Rendu public le 21 mai, le rapport intitulé *Frères musulmans et islamisme politique en France* mentionne la Suède parmi les pays, comme le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Autriche, où « le besoin d'un état des lieux de la mouvance frériste se faire sentir ». D'après ses auteurs, des « éléments recueillis attestent de [sa] présence active » dans le royaume nordique, ainsi qu'aux Pays-Bas et au Danemark.

Le document affirme que la branche suédoise des Frères musulmans, « autre sa taille réduite, se caractérise par son influence

*sur les structures européennes et la mouvance* ». Cette influence, poursuivent les auteurs du rapport, « s'explique par l'apport de financements qatariens, par la grande tolérance de la politique multiculturelle suédoise et par les bonnes relations entre la mouvance et les partis politiques locaux, en particulier le Parti social-démocrate suédois ».

Dans la foulée, le ministre de l'emploi et de l'intégration suédois, Mats Persson, membre du Parti libéral, a fait savoir, le 22 mai, sur X, qu'il allait réunir « un groupe d'experts suédois » pour faire l'état des lieux de « la situation de l'infiltration islamiste en Suède », et ce, « à la lumière de ce qui est apparu en France ». La Suède, estime-t-il, « doit faire face à des défis similaires à ceux de la

**Le document met en avant « les bonnes relations entre la mouvance et le Parti social-démocrate suédois »**

*France en termes d'intégration et de lutte contre les structures sociales parallèles, qui remettent en cause la démocratie libérale*.

Le 28 mai, le gouvernement et les Démocrates de Suède (extrême droite) ont annoncé qu'ils voulaient interdire le financement étranger des communautés religieuses et d'autres organisations « en lien avec l'islamisme, l'extrémisme et d'autres intérêts antidémocratiques ». « Nous ne pouvons pas permettre à des islamistes ou à des puissances étrangères de porter atteinte à notre démocratie suédoise », a commenté le premier ministre, Ulf Kristersson, se référant au « rapport français ».

**Dès les années 1970**  
Les quelques lignes publiées dans le document ne sont pourtant pas une surprise. En 2017, l'Agence de la protection civile, à Stockholm, avait publié une enquête, réalisée par trois chercheurs, qui datait l'arrivée des Frères musulmans en Suède aux années 1970. « En substance, les islamistes construisent une structure sociale parallèle qui rivalise avec le reste de la société », écrivaient les trois chercheurs, qui évoquaient « un défi à long terme pour la cohésion sociale du

pays » et demandaient des études supplémentaires.

Leur enquête mentionnait les liens de certaines organisations avec le Parti social-démocrate, régulièrement accusé, par la droite et l'extrême droite notamment, de favoriser l'installation de l'islamisme en Suède, en subventionnant, au niveau local, des associations soupçonnées d'avoir un agenda politique. Le rapport français a redonné de l'élan aux critiques. Sur X, le 28 mai, la cheffe de la diplomatie suédoise, Maria Malmer Stenergard (conservatrice), a exigé des sociaux-démocrates, actuellement réunis en congrès à Göteborg, qu'ils « mènent une enquête approfondie ».

Le document a aussi été largement commenté par les Démocrates de Suède, qui ne ratent pas une occasion de présenter le Parti social-démocrate et sa cheffe de file, Magdalena Andersson, comme les principaux relais de l'islamisme en Suède. Constatant que le rapport ne « précisait pas la nature des relations » entre les Frères musulmans et sa formation, Tobias Baudin, secrétaire général des sociaux-démocrates, a assuré que son parti ne tolérait « aucune association avec des organisations extrémistes ». ■

ANNE-FRANÇOISE HIVERT

## Le refus d'entrer sur le territoire, nouvelle arme du régime géorgien

Les interdictions d'accès se multiplient avec pour objectif d'étouffer l'opposition

**E**ntrer en Géorgie, même avec des papiers en règle, devient de plus en plus difficile et aléatoire. Ces derniers mois, les refus d'entrée sur le territoire se multiplient, visant des journalistes, des militants de la société civile, des défenseurs des droits humains et des responsables politiques. Face à ces interdictions, la France a annoncé, jeudi 29 mai, avoir mis à jour ses conseils aux voyageurs désirant se rendre dans cette ancienne république soviétique du Caucase.

« Point nouveau : l'entrée sur le territoire géorgien peut être refusée même aux titulaires d'un permis de séjour géorgien valide, sans motif valable », selon l'ONG de défense de la presse, qui précise qu'il a déposé une plainte, le 10 avril, pour son expulsion « arbitraire » à la frontière géorgienne. Cette mesure fait écho à celle infligée au journaliste Clément Girardot, qui travaillait en Géorgie depuis plus de dix ans et a été interdit d'entrée, le 12 février, « sans motif valable », selon l'ONG de défense de la presse, qui dénonce « une stratégie délibérée d'intimidation » et des « refoulements abusifs ». Le 20 mars, Regina Jegorova-Askerova, une défenseure des droits humains lituanienne, qui vivait en Géorgie depuis quinze ans, a elle aussi été interdite d'accès.

Les opposants dénoncent des décisions « politiques ». Face aux critiques croissantes de ces refus opposés aux journalistes et aux militants de la société civile, le Parlement, dominé par le parti au pouvoir, Rêve géorgien, a proposé, fin avril, des amendements visant, officiellement, à renforcer le contrôle de l'immigration clandestine et des activités criminelles qui y seraient liées. Deux nouvelles sanctions ciblent spécifiquement les ressortissants étrangers : l'expulsion de Géorgie et l'interdiction d'entrée.

Ces mesures marquent une nouvelle étape dans le durcissement du régime, dirigé dans l'ombre par l'oligarque milliardaire Bidzina Ivanichvili. Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, fin février 2022, le pays se détourne de l'UE au profit d'un rapprochement avec Moscou, malgré le maintien d'un discours officiel ambigu. Parmi les mesures répressives votées ces derniers mois, la nouvelle loi sur l'enregistrement des agents étrangers (*Foreign Agents Registration Act*, FAR) doit entrer en vigueur dimanche 1<sup>er</sup> juin.

Le texte définit comme agent étranger toute personne (morale ou physique) qui est « sous le contrôle d'une puissance étrangère ou agit sous ses ordres dans l'intérêt de cette puissance étrangère ». Il vise à remplacer la loi controversée sur l'influence étrangère, adoptée en 2024 et jugée inefficace par Rêve géorgien. Contrairement à la précédente, la nouvelle loi affectera aussi les particuliers. Son non-respect peut être puni d'une peine de prison allant jusqu'à cinq ans, d'une amende jusqu'à 10 000 laris (3 200 euros), une fortune en Géorgie, où le salaire moyen s'élève à 415 euros, ou les deux. ■

FAUSTINE VINCENT

IRAN

#### Téhéran juge l'arme nucléaire «inacceptable»

Alors que son pays poursuit les pourparlers avec les Etats-Unis sur le nucléaire, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, a jugé, samedi 31 mai, «inacceptable» l'arme atomique. Les discussions des deux pays achoppent sur la question de l'enrichissement d'uranium. Les Etats-Unis demandent que l'Iran y renonce totalement, tandis que Téhéran refuse, arguant de son droit à se doter de capacités nucléaires civiles. – (AFP)

#### ÉTATS-UNIS Révocation du statut de 530 000 immigrés

La Cour suprême des Etats-Unis a accordé, vendredi 30 mai, un succès à Donald Trump dans sa politique d'expulsions massives en autorisant provisoirement à révoquer le statut légal de plus de 530 000 immigrés vénézuéliens, cubains, nicaraguayens et haïtiens. Le programme spécial institué par Joe Biden, autorisait ces personnes à résider deux ans aux Etats-Unis en raison de la situation des droits humains dans leurs pays respectifs. – (AFP)

# En Suisse, le village alpin de Blatten anéanti

Après l'effondrement d'un glacier dans la vallée du Lötschental, le secteur reste sous haute surveillance

VALLÉE DU LÖTSCHENTAL (SUISSE) - envoyé spécial

**F**lore de printemps chaude et pâturages vert tendre sur lesquels s'ébrouent des vaches. Sur les sommets encore blancs des Alpes suisses, les premières chaleurs annoncent la saison de la fonte des neiges. C'est plus bas que le cliché dérape. Le fond de la vallée a été remplacé par une monstrueuse gangue brunâtre, 10 millions de mètres cubes de glace pilée, de roche et de boue agglomérées. Du sublime au sinistre, en un regard.

Tout a commencé mi-mai, quand un pic, le Petit Nesthorn, a été mis sous surveillance après que des mouvements inquiétants sur sa face nord ont déclenché une première alerte. De la matière minérale tombait, venant s'entasser sur le glacier, juste au-dessous, et entraînant l'évacuation de la population et des bêtes ; «par pure précaution», selon les autorités locales, le temps que la montagne se calme. On allait «pouvoir revenir très vite», selon Matthias Bellwald, le maire de la commune de 300 âmes. Mais «l'impensable», comme on dit désormais ici, a eu raison de cette débonnaire assurance.

Il aura fallu moins de quarante secondes au glacier du Birch, mercredi 28 mai à 15 h 30, pour mettre un terme aux cinq cent quatre-vingt-douze ans d'existence du village de Blatten, réputé autant pour les géraniums aux fenêtres de ses chalets de mélèze centenaires que pour avoir su résister au tourisme de masse. Dans l'iminaire alpin helvétique, déjà bien doté, cette vallée du Lötschental (dans le canton du Valais, sud de la Confédération) occupait une place à part, sorte de sanctuaire original édenique. Elle en occupe désormais une bien plus sombre : elle est la première à abandonner un village aux forces conjuguées de la géologie et d'une planète qui se réchauffe trop vite.

Deux jours après l'écroulement, qui n'a fait qu'un disparu, un homme de 64 ans de la région, tout le Lötschental est encore plongé dans une stupeur mutique que n'apaisent pas les visites successives des ministres venus manifester leur soutien. Vendredi



Le village de Blatten, dans les Alpes suisses, détruit par l'effondrement d'un glacier survenu la veille, le 29 mai. ALEXANDRE AGUSTI/AFP

30 mai, c'était au tour de la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, de se rendre sur place. Après un vol de reconnaissance au-dessus du linceul minéral, à bord d'un Super-Puma de l'armée suisse, elle a assuré que le gouvernement fédéral de Berne étudierait, dès le début du mois de juin, la réponse financière d'urgence qu'il apportera.

**«Le permafrost se dégrade»**  
Sur le terrain, les experts s'interrogent sur la consistance du cône de déjection formé par l'éboulement, qui atteint 30 mètres d'épaisseur par endroits. Est-il stable ? Quelle est au juste sa composition en glace ? Cette dernière fondu-t-elle lentement ou rapidement, laissant planer le risque de laves torrentielles ?

Pour toutes ces questions encore ouvertes, un seul début de réponse rassurant : la rivière Lonza, bloquée par l'éboulement géant, et qui a formé un lac submergeant les dernières maisons de Blatten épargnées par l'avalanche glaciaire, a fini par trouver un mince chemin en se faufilant sur la masse. «Le scénario d'une possible évacuation des villages en aval perdurerait pendant des semaines, tant que la Lonza ne sera pas parvenue à assurer un chenal relativement stable à travers tout ce dépôt. Le

risque de voir des poches d'eau se créer reste également d'actualité», précise le géologue Raphaël Mayoraz, chef du service des dangers naturels du canton du Valais.

La neuvième conférence de presse, vendredi, dans le Lötschental, n'a pas différé des huit précédentes. Le réchauffement climatique est resté le grand absent des échanges, l'éléphant dans la pièce. Interpellée par *Le Monde*, la présidente, Karin Keller-Sutter, a estimé que «ce n'était pas le moment de spéculer», ajoutant que «les spécialistes établissent en temps voulu les causes de cette catastrophe». Présentateur vedette de la météo en Suisse alémanique et en Allemagne, Jörg Kachelmann n'a pas cette pudore. «Au cours des années et des décennies à venir, nous verrons de plus en plus souvent disparaître des villages alpins. Le changement climatique, ce n'est pas seulement quand il pleut moins au printemps», écrit-il sur le réseau social X.

Christophe Lambiel, maître d'enseignement et de recherche à l'université de Lausanne, spécialiste du permafrost et de l'évolution des paysages alpins, va dans le même sens, en plus argumenté, dans un entretien au journal valaisan *Le Nouvelliste*. «L'accélération du glacier du Birch [qui

Lors des conférences de presse, le réchauffement climatique est resté le grand absent des échanges

a en partie provoqué son effondrement] est clairement liée au réchauffement climatique», analyse-t-il. Le permafrost se dégrade, la roche devient instable, des blocs chutent et alourdissent le glacier. Chaque cas est unique, mais il faudra désormais surveiller de près les glaciers sous versants raides et croiser données glaciaires et géologiques.» «Il ne serait pas scientifiquement correct d'imputer l'effondrement de Blatten au seul changement climatique, tempère le glaciologue Matthias Huss, de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. Il rend certes de tels événements plus probables, mais cet événement aurait pu se produire sans le réchauffement global. Il n'y a pas de relation de cause à effet unique, comme c'est le cas, par exemple, pour l'élévation du niveau des océans.»

En haute montagne, les glissements de terrain et les chutes de pierres sont un «processus normal auquel il faut toujours s'attendre», souligne pour sa part l'expert du pergélisol Robert Kenner, de l'Institut pour l'étude de la neige et des avalanches, à Davos, selon qu'il la crise climatique anthropique accélère un mouvement naturel. Un glissement de terrain qui n'aurait pas eu lieu avant cent ou deux cents ans peut ainsi survenir maintenant. Des tests en laboratoire ont démontré que la roche perd jusqu'à 40 % de sa résistance à la compression et à la traction lorsqu'elle est chauffée et que le permafrost qui la cimentait se liquéfie.

#### Coût prohibitif

De fait, les effondrements spectaculaires se multiplient dans les Alpes suisses ces dernières années. Lors de l'éboulement de Bondo (canton des Grisons) en 2017, huit randonneurs ont été engloutis par 3 millions de mètres cubes de roche détachés du flanc nord du Piz Cengalo (3 369 mètres). Dans le Val Maggia et le Val Bavona (canton du Tessin), fin juin 2024, un pan de montagne s'est écroulé après des pluies torrentielles qui ont causé la mort de sept personnes.

Moins graves, les routes de montagne obstruées, les tunnels

bouchés, ou les galeries d'accès effondrées, comme récemment au tunnel du Grand-Saint-Bernard, sont de plus en plus fréquents et les coûts de remise en état des infrastructures ont explosé. Au point que certains experts commencent à oser l'hypothèse d'un abandon à terme des sites alpins les plus exposés, autant pour des raisons de sécurité que financières, le coût de la reconstruction devenant prohibitif pour la collectivité en regard du nombre de personnes concernées.

«Avec le changement climatique, davantage d'événements de ce type peuvent se produire, mais ils resteront très rares, heureusement», assure Matthias Huss. Nous n'abandonnerons pas les vallées alpines comme ça. Seulement s'il y a des dangers immédiats.» Avec une surveillance ultrafine grâce aux données GPS, aux radars, aux caméras et autres capteurs, la moindre instabilité dans les Alpes helvétiques est détectée en temps réel, ce qui a permis d'éviter un lourd bilan humain à Blatten. Renoncer à une vallée ? Le glacier avait à peine dévoré son village que Matthias Bellwald a promis : «Tous ensemble, nous ferons l'impossible pour le reconstruire et lui assurer un avenir.» ■

SERGE ENDERLIN



**QUESTIONS  
POLITIQUES**  
dimanche 12h-13h  
CARINE BÉCARD



Agnès Pannier-Runacher,  
ministre de la transition écologique

avec Nathalie Saint-Cricq  
et Françoise Fressoz



franceinfo:  
TV canal 27

Le Monde

photo : © Christophe Abramowitz / RF

# Le grand blues des défenseurs de l'environnement

Les mesures politiques antiécologiques se multiplient, suscitant peu de mouvements de protestation

**I**nvestiture du climatosceptique Donald Trump aux Etats-Unis, détricotage du pacte vert européen, suppression des zones à faibles émissions, allégement de l'objectif zéro artificialisation nette ou encore réintroduction d'un pesticide néonicotinoïde... Depuis le début de l'année, les associations, les ONG et les cercles de réflexion spécialisés dans la défense de l'environnement encaissent déconvenue sur déconvenue.

Ces reculs sur le front de la transition écologique se multiplient dans une relative indifférence. Lors de sa longue interview sur TF1, mardi 13 mai, le président de la République n'a ainsi été questionné sur aucun de ces sujets. «La période est pire qu'avant la COP21 à Paris», estime Jon Palais, porte-parole d'Alternatiba et d'ANV-COP21, des mouvements de mobilisation sur les questions climatiques. Avant, nous étions dans un travail d'alerte et de prise de conscience. Maintenant, alors que tout le monde peut voir les effets du dérèglement climatique, cette préoccupation ne se transforme pas en action, il y a au contraire une résignation, un défaitisme...»

## «Mobiliser, un défi immense»

Plongées dans ce maelström antiécologie, confrontées à l'apathie ambiante, les associations sont traversées par de grands doutes sur la façon de remobiliser les Français. Loin des grandes marches pour le climat de 2018 et 2019, qui avaient vu des citoyens venus de divers horizons rejoindre la jeunesse dans beaucoup de pays occidentaux, les mobilisations sont très faibles et ponctuelles.

Une cinquantaine d'activistes d'Extinction Rebellion ont ainsi tenté d'organiser une contre-assemblée générale le jour où les actionnaires de Total se réunissaient, vendredi 23 mai, devant le Sacré-Cœur de Montmartre à Paris. Surveillés par une quarantaine de policiers, ils ont vite dû ranger leur banderole.

Le lendemain, les Soulèvements de la Terre n'ont mobilisé que quelques centaines de personnes sur les terres de Vincent Bolloré dans le sud du Finistère, loin des 6 000 à 30 000 personnes, selon



ANNE-GAËLLE AMIOT

les différentes estimations, qui avaient défilé contre les mégabassines de Sainte-Soline (Deux-Sèvres) le 25 mars 2023.

Beaucoup de médias ne signalent même plus ces actions. «Il y a un noyau de quelques milliers de convaincus qui se mobilisent quoi qu'il arrive et tout autour il y a des gens beaucoup plus flottants dont la mobilisation dépend des circonstances et de l'époque», analyse Daniel Boy, directeur de recherche émérite au Centre de recherches politiques de Sciences Po et spécialiste de l'écologie politique. En étant un peu provocateur, je dirais que pour une grande partie de la population l'élection de Trump et le backlash [retour de bâton conservateur] sont des divines surprises car ils se disent qu'ils ne vont plus avoir à faire d'efforts puisque les autres n'en font plus. Mobiliser de façon massive dans ces conditions-là est un défi immense...»

## Balayé par des crises jugées plus urgentes, le mouvement écologiste cherche des façons d'exister

Balayé par des crises jugées plus urgentes et mis sur la défensive par une charge antiécologie venue de la droite et de l'extrême droite, le mouvement écologiste cherche des façons d'exister. Pour peser sur les débats, certaines organisations font bloc. Mardi 6 mai, le Pacte du pouvoir de vivre, alliance de syndicats comme la CFDT et de collectifs comme le Réseau Action Climat, a fait de multiples propositions communiques, comme le renforcement du

leasing social ou le triplement du chèque énergie. Matignon n'a pas répondu à leur courrier, mais les responsables du Pacte seront reçus par le ministre de l'économie, Eric Lombard, le 16 juin.

«Vu la période, il nous paraît important de porter une voix collective pour faire exister les sujets sociaux et écologiques qui sont indissociables, tout le monde le sait et le répète depuis les «gilets jaunes», affirme Amandine Lebreton, à la tête du Pacte. C'est trop facile de laisser prospérer un backlash contre l'écologie sous prétexte qu'il y a un déficit budgétaire. Et l'urgence est de trouver des espaces pour persister et discuter.»

Lors de la période estivale, plusieurs collectifs feront le point, notamment Alternatiba, qui organise un camp climat du 26 juillet au 3 août à Nantes. L'idée est de réfléchir sur l'implémentation de ce collectif apolitique

dans les élections municipales de 2026. Vaut-il mieux se présenter sur une liste citoyenne, influencer les futurs élus locaux ou participer à des résistances locales et non violentes pour mettre en lumière les projets nuisibles à l'environnement? Ou bien jouer sur les trois tableaux?

Cette volonté de se rapprocher des élus locaux et des territoires a été exprimée plusieurs fois par le Réseau Action Climat. «Nous voulons en discuter, ne pas se fermer de portes. Le local est un échelon où on peut encore faire bouger des choses», estime Jon Palais. Et nous devons jamais oublier le combat culturel car notre force collective est indexée au rapport d'adhésion de la population. Dans cette période compliquée, nous devons éviter de nous mettre au pied le boulet de la diabolisation.»

Une allusion à d'autres collectifs qui misent sur des mobilisa-

tions ponctuelles, plus «déterminées», selon le vocabulaire des Soulèvements de la Terre. Ainsi contre l'A69 ou contre la ligne à grande vitesse du Sud-Ouest, avec parfois des actions de «désarmement», c'est-à-dire un usage assumé de la violence contre les biens matériels, qui réunissent des individus masqués et, de temps en temps, des activistes organisés en black blocks.

«Nous voulons continuer à être dans le concret, c'est-à-dire à changer les choses sur le terrain en soutenant des collectifs locaux. Même si l'A69 finit par être construite, les concessionnaires et les élus réfléchiront beaucoup plus à se lancer dans des grands projets d'infrastructures la prochaine fois», pense Wim, un membre des Soulèvements de la Terre. Un modus operandi radical éloigné de la construction d'alternatives locales d'Alternatiba ou de la désobéissance civile pacifique d'Extinction Rebellion.

## «Etre inventifs»

Cette pluralité de stratégie, classique dans les mouvements écologistes, est aussi une faiblesse dans cette période où les populismes surfent sur les ressentiments créés par la transition. Plusieurs collectifs aimeraient faire converger à nouveau les forces citoyennes. Depuis quelques semaines, des discussions ont repris au sein du Réseau Action Climat, notamment avec les ONG 350.org et Les Amis de la Terre, pour tenter d'organiser une mobilisation plus globale fin septembre.

Marche? Journées d'actions décentralisées? Plusieurs idées sont sur la table. «Nous devons être inventifs dans nos formes de mobilisation, peut-être revenir à quelque chose de festif mais aussi de déterminé», résume Fanny Petitbon, responsable France de 350.org. Face à une répression policière de plus en plus intense, est-ce qu'on va à la confrontation en prenant le risque d'éloigner certaines personnes ou est ce qu'on trouve des chemins de traverse pour attirer le maximum de gens?» Un pari risqué, car une faible mobilisation offrirait un argument de plus aux mouvements antiécologie. ■

MATTHIEU GOAR

# Au Royaume-Uni, la législation anti-obésité victime des lobbys

Le gouvernement travailliste a reporté l'entrée en vigueur des règles encadrant davantage la publicité pour les aliments ultratransformés

LONDRES - correspondante

Quel va-t-il rester de la future législation anti-obésité britannique, censée lutter contre la proportion alarmante d'enfants en surpoids au Royaume-Uni? Suggérée pour la première fois par le gouvernement conservateur de Boris Johnson à l'été 2020, elle n'en finit plus d'être diluée ou décalée.

Le gouvernement travailliste de Keir Starmer a confirmé jeudi 22 mai que les nouvelles règles interdisant la publicité avant 21 heures à la télévision (et la bannissant complètement en ligne) pour les aliments dits «ultratransformés» (à savoir trop riches en sel, en sucres, en gras et dangereusement addictifs) ne seront plus introduites au 1<sup>er</sup> octobre comme prévu, mais au 1<sup>er</sup> janvier 2026. Ces règles ne concerneront pas les affichages publics, les publicités radio ou incluses dans les podcasts et les services de streaming tels que Spotify.

Ce retard est «un revers considérable pour la santé publique», a regretté William Roberts, directeur exécutif de la société caritative Royal Society for Public Health.

«Nous ne pouvons pas nous permettre de remettre à plus tard la santé des enfants», poursuit-il. (...) Un élément-clé de la prévention de leurs problèmes de santé consiste à (...) restreindre la publicité pour la malbouffe destinée aux enfants et aux jeunes.»

En avril, le ministère de la santé avait déjà décidé d'assouplir la future interdiction : les firmes agroalimentaires pourront continuer à acheter des espaces publicitaires en ligne ou sur les chaînes de télévision avant 21 heures, à condition que ces réclames soient centrées sur leur marque et non sur leurs produits (sodas, burgers, chips, etc.).

Déjà, en 2023, le gouvernement conservateur de Rishi Sunak avait renoncé à encourager les industriels à substituer leurs publicités pour les aliments ultratransformés par des réclames pour des produits plus sains, frais ou à faibles teneurs en sucres, sel et gras. Selon des informations du quotidien britannique *The Guardian*, publiées le 17 mai, le renoncement du gouvernement Starmer est intervenu après une série d'interventions et de courriels de la Food

and Drink Federation, le syndicat des industriels de l'agroalimentaire, représentant notamment Nestlé, Mondelez, Coca-Cola ou Unilever. La nouvelle réglementation, qui n'entrera donc en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier 2026, se contente d'encourager vaguement la promotion d'«options [alimentaires] plus saines».

## Niveaux inédits de pauvreté

Le Royaume-Uni est pourtant l'un des pays les plus touchés en Europe par l'obésité infantile. Selon un rapport de la Food Foundation publié en juin 2024, les niveaux d'obésité chez les 10 ans et 11 ans ont bondi de 30 % dans le pays depuis 2006. Un enfant sur cinq est considéré comme obèse à la sortie de l'école primaire. En outre, la taille moyenne des enfants de 5 ans a régulièrement baissé depuis 2013 et le nombre de personnes diagnostiquées avec un diabète de type 2 a grimpé de 22 % chez les moins de 25 ans, entre 2019 et 2024.

En cause, selon le rapport de la Food Foundation, une insécurité alimentaire liée à des niveaux inédits de pauvreté (30 % en

moyenne des enfants vivent dans des foyers à bas ou très faibles revenus), et «la promotion agressive de junk food pas chère» rendant la tâche de nourrir sainement les enfants «presque impossible» pour les familles.

Boris Johnson avait semblé prendre la mesure du problème, dans un pays où les supermarchés proposent des rayons entiers de chips et de snacks et où les fast-foods ont pignon sur rue à la sortie des écoles. Tombé très malade du Covid-19 au printemps 2020, il a alors établi un lien entre son surpoids, celui de nombre de ses concitoyens et la forte proportion de Britanniques victimes d'une

## La nouvelle réglementation encourage vaguement la promotion d'«options [alimentaires] plus saines»

forme sévère de la maladie. «Quand j'étais en réanimation, j'étais en surpoids, j'étais trop gros», expliquait le dirigeant au moment de promouvoir sa «stratégie alimentaire», à l'été 2020.

Parmi les propositions faites à l'époque par son gouvernement figurait déjà l'interdiction de la publicité pour la «junk food» avant 21 heures à la télévision, et la fin prévue des promotions «deux ou trois pour le prix d'un» dans les supermarchés sur les produits ultratransformés.

Les supermarchés ont pourtant pu continuer à mettre en tête de gondole ce type d'offres et, en 2022, la suggestion faite par Henry Dimbleby d'une taxe sur les aliments trop salés ou sucrés a également été prestement escamotée. L'entrepreneur, propriétaire de la chaîne de restaurants Leon, avait pourtant été nommé «ambassadeur» du gouvernement, chargé de changer les mauvaises habitudes alimentaires du pays.

Réticence à toute intervention publique dans la vie privée des citoyens, manque de constance et de sérieux politiques, court-ter-

risme: Boris Johnson est loin d'être le seul premier ministre à avoir cédé aux lobbys industriels. Selon une étude de l'université de Cambridge publiée en 2021, les gouvernements britanniques successifs des trente dernières années ont formulé près de 689 initiatives de différentes natures pour lutter contre l'obésité. Une poignée d'entre elles ont été mises en place (dont la taxe sur le sucre dans les sodas), avec des résultats peu tangibles.

Pour Rob Percival, un des responsables de l'ONG environnementale Soil Association, «les gouvernements successifs ont cédé au lobbying de l'industrie et ont été influencés par les arguments sur le "Nanny State" [l'Etat nounou, surprotecteur], relayés par les médias, qui prétendent que les citoyens sont opposés à la réglementation et à la fiscalité. Nous savons que c'est faux». Selon lui, le nouveau gouvernement travailliste «a encore la possibilité de faire ce qui s'impose et de donner la priorité à la santé infantile dans sa prochaine stratégie alimentaire». ■

CÉCILE DUCOURTIEUX



A l'issue du vote solennel sur la proposition de loi sur la lutte contre le narcotrafic, à l'Assemblée nationale, le 1<sup>er</sup> avril.

QUENTIN DE GROEVE/  
HANS LUCAS VIA AFP

# Au Parlement, les projets de loi éclipsés

Avec l'absence de majorité, l'exécutif préfère passer par des propositions de loi, pour contourner les blocages

**L**es projets de loi seraient-ils une espèce en voie d'extinction au Parlement? Depuis la XVII<sup>e</sup> législature, commencée en juillet 2024 après la dissolution de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, le 9 juin, ces textes déposés par le gouvernement se font de plus en plus rares, notamment à l'Assemblée nationale. A la place, les propositions de loi, initiatives des parlementaires, plus restreintes sur le papier, semblent leur voler la vedette. L'actualité récente renforce cette impression. Les textes sur la fin de vie, sur la lutte contre le narcotrafic, sur les déserts médicaux, sur le métier d'agriculteur, sur la réforme des élections à Paris, Lyon et Marseille sont tous des propositions de loi.

Les statistiques confirment cette disparition progressive. Pour cette première année de législature (pas encore complète), seulement une quarantaine de projets de loi ont été déposés. Dans cette même période, la XVI<sup>e</sup> législature (2022-2024) en comptait 83, la XV<sup>e</sup> (2017-2022) 115 et la XIV<sup>e</sup> (2012-2017) 154.

Les propositions de loi sont ainsi venues combler le vide laissé par les projets de loi, quitté à parfois en prendre les contours. Un moyen de se montrer politiquement pour les parlementaires et une solution à bas coût pour un gouvernement sans majorité à l'Assemblée nationale. La méthode a de quoi exaspérer de nombreux élus, même au sein du bloc gouvernemental, qui ont l'impression d'enchaîner des bouts de texte sans vraiment de ligne directrice pour le pays. Mais la stratégie est pleinement assumée par l'exécutif. «Ce serait mal perçu qu'on arrive avec de grands textes et qu'on demande au Parlement de les entériner», soutient un conseiller de Matignon. Les parlementaires n'ont jamais eu autant de pouvoir, qu'ils s'en saisissent.»

Députés et sénateurs ont, eux, l'impression de ne pas aller au bout des choses. La proposition de loi est plus restreinte

**Députés et sénateurs ont, eux, l'impression de ne pas aller au bout des choses. La proposition de loi est plus restreinte**

bout des choses. Par nature, la proposition de loi est plus restreinte qu'un projet de loi. Tout d'abord parce qu'elle est limitée par l'article 40 de la Constitution, qui dispose que «les propositions et amendements formulés par les membres du Parlement ne sont pas recevables lorsque leur adoption aurait pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique». De fait, elle est aussi généralement limitée en nombre d'articles.

«Si vous voulez que votre PPL [proposition de loi] soit inscrite à l'ordre du jour, il vaut mieux qu'elle tienne en quatre articles plutôt qu'en seize, sinon elle ne passera jamais, ni à l'Assemblée ni au Sénat ensuite», analyse Paul Christophe, président du groupe Horizons au Palais-Bourbon. Cela oblige à ne traiter la question que partiellement.»

L'absence de majorité à l'Assemblée nationale, déjà en 2022 et encore plus en 2024, a imposé cette méthode. «Déposer un projet de loi de dix articles aujourd'hui, c'est l'assurance de le voir ressortir avec cinquante articles de plus, des amendements débiles et de faire face à une opposition systématique prête à vous renverser», résume un proche du premier ministre, François Bayrou. L'enlisement du projet de loi sur la simplification de la vie économique, unique texte de cette nature en vue récemment, est une illustration parfaite de ces difficultés : commencées le 8 avril au Palais-

Bourbon, les discussions, tendues et hachées, n'ont toujours pas permis d'aller au bout des 2700 amendements à l'heure actuelle.

Pour l'exécutif, la meilleure solution est donc de s'appuyer sur une initiative parlementaire aux airs plus consensuels qu'un texte tamponné «gouvernement». Le député ou le sénateur qui dépose sa proposition de loi en son nom aura tout intérêt à la préparer de manière transpartisane pour qu'elle ait des chances de passer. D'autant plus que cela évite, en cas d'échec, de mettre en cause les ministres et le gouvernement.

#### **Sous-marins**

Autre avantage administratif : contrairement au projet, la proposition de loi ne nécessite ni étude d'impact ni passage devant le Conseil d'Etat pour juger de sa constitutionnalité. Un gain de temps, mais pas seulement. «Cela permet de reprendre des dispositions dont on sait les limites constitutionnelles, plutôt qu'elles soient rejetées avant le vote. On donne l'impression à l'opinion publique de répondre politiquement à un sujet, même si on sait que cela ne va pas nécessairement aboutir», critique Eric Kerrouche, sénateur socialiste des Landes.

Certains textes sont ainsi de véritables «sous-marins» gouvernementaux. «Chaque mois, on a le droit à un projet de loi déguisé», reconnaît un élu du groupe Horizons. Autrement dit, des textes peaufinés dans les ministères et proposés à un parlementaire qui ne serait pas contre donner son nom à une loi. Exemple : nommée en septembre 2024, la ministre du logement, Valérie Létard, a d'emblée fait savoir qu'elle ne porterait pas de grand projet de loi sur le logement. Elle n'hésite toutefois pas à défendre dans l'Hémicycle les propositions de loi qui lui tiennent à cœur, comme celle visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique. C'est le ministère du logement qui avait organisé, le 14 mai, le briefing presse

sur le texte, défendu par le député d'Eure-et-Loir (divers centre) Harold Huwart, précisant qu'il s'inscrivait «dans des travaux plus larges» sur la simplification, portés par le gouvernement. «Nous avons enrichi la réflexion du député», indique Lou Le Nabasque, conseillère parlementaire de la ministre. Mais il s'agit bien d'une initiative parlementaire que nous accompagnée.»

Il y a un aspect «pile je gagne, face tu perds» dans cette stratégie. Si le gouvernement s'efface quand une proposition de loi ne rencontre pas un franc succès, à l'inverse, les ministres n'hésitent pas à prendre la lumière quand l'affaire s'annonce conclusive.

Il devient même parfois difficile de se rappeler qu'un texte n'est qu'une proposition de loi.

A en croire les déclarations satisfaites du duo Gérald Darmanin et Bruno Retailleau, respectivement garde des sceaux et ministre de l'intérieur, au Sénat, à l'issue du vote de la proposition de loi sur le narcotrafic, cette loi avait, en effet, une autre vertu que de muscler la lutte contre le crime organisé : celle de donner à voir un gouvernement dans l'action, pouvant compter sur un large appui parlementaire. «C'est un texte qui touche clairement au régional, donc il est légitime que les ministres s'en emparent», souligne l'un des parlementaires impliqués dans sa rédaction. «On n'est pas dupes non plus de l'intérêt pour le gouvernement de le faire avancer, ni des intérêts personnels des ministres.»

**En matière de santé et d'accès aux soins, deux propositions de loi se croisent sur la régulation de l'installation des médecins**

Passer par une proposition de loi sur un tel texte a, en outre, l'avantage de ne pas trop cliver au sein du bloc gouvernemental.

«Le texte narcotrafic est téléguidé par le ministère de l'intérieur mais ce n'est pas officiellement un projet de loi Retailleau. Si vous avez des députés du socle commun qui renâclent, ils ne désavouent pas le ministre mais une PPL qui vient de l'autre chambre», contextualise Benjamin Morel, maître de conférences en droit public. Il y a un peu d'hypocrisie là-dedans, mais ça permet de mettre de l'huile dans les rouages.»

#### **Calendrier illisible**

Mais il arrive que la chaîne soit grippée. Fatiha Keloua Hachi, députée socialiste de Seine-Saint-Denis et présidente de la commission des affaires culturelles et de l'éducation, se souvient de s'être énervée récemment contre Elisabeth Borne. La ministre de l'éducation nationale souhaitait ajouter un amendement sur la généralisation des Pôles d'appui à la scolarité (PAS) dans une proposition de loi de Julie Delpech (Renaissance, Sarthe) qui visait à renforcer le parcours inclusif des élèves en situation de handicap. Sous des atours techniques, ces PAS sont la traduction des engagements pris au mois de mai 2023 par le président de la République, lors de la Conférence nationale du handicap. Ils impliquent une réforme profonde de l'organisation de l'inclusion scolaire qui ne peut passer que par un changement législatif sur lequel le gouvernement bute depuis près de deux ans. «Ce n'est pas sérieux. On ne met pas un sujet aussi important dans une PPL dont ce n'était pas l'objet», argue Fatiha Keloua Hachi.

Cette multiplication des propositions de loi a aussi tendance à rendre le calendrier parlementaire illisible. Ainsi, en matière de santé et d'accès aux soins, deux propositions de loi se croisent sur la régulation de l'installation des médecins. Sujet sur lequel le gou-

vernemment, officiellement opposé à toute forme de coercition, avance sur une ligne de crête.

Pour lutter contre les déserts médicaux, les députés ont adopté un premier texte transpartisan, le 7 mai, porté par le député socialiste de Mayenne Guillaume Garrot, qui a provoqué l'ire des médecins. Les sénateurs en ont voté un autre, le 13 mai, porté par le sénateur Les Républicains des Deux-Sèvres Philippe Mouiller. Le gouvernement a choisi d'endosser le second texte parlementaire. Il en a d'ailleurs profité pour déclencher une procédure accélérée : il n'y aura qu'une seule lecture par chambre pour l'examiner.

Même au sein du bloc central, les parlementaires en appellent à un retour aux projets de loi. «Toutes les semaines nous sommes mobilisés pour étudier des propositions de loi, c'est à flux continu. Pour ma part, je préférerais une grande loi-cadre sur le logement plutôt que plein de PPL, car nous perdons de la cohérence», confie Daniel Labaronne, député macroniste d'Indre-et-Loire, missionné par le gouvernement pour étudier la création d'un ordre des diagnostiqueurs immobiliers.

Son homologue des Hauts-de-Seine, Prisca Thévenot, a récemment défendu une proposition de loi visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail. En stock, elle a aussi un texte sur l'adoption, un autre sur l'infertilité et un autre encore sur le congé parental. «Je plaide pour une grande réforme de la politique des familles dans notre pays. Avec mes petits bras de députée, ça va me coûter plusieurs PPL. Je préférerais un beau projet de loi», espère-t-elle. Une proposition qui ne fait pour l'instant pas partie des projets du gouvernement. ■

CLAIRE ANÉ,  
MATTEA BATTAGLIA,  
VÉRONIQUE CHOCRON,  
ROBIN RICHARDOT,  
THOMAS SAINTOURENS  
ET CAMILLE STROMBONI

# A Paris, le 16<sup>e</sup> arrondissement au cœur du sport international

Outre Roland-Garros et des hippodromes, le quartier comprend le stade où évolue le PSG, dont l'avenir est un sujet de la campagne municipale

**C**haque jour ou presque, des touristes en visite dans la capitale poussent leur itinéraire jusqu'aux confins de l'Ouest parisien pour aller se prendre en photo devant le Parc des Princes. Ceint dans ses griffes de béton tournées vers le ciel, le stade dans lequel évolue le Paris Saint-Germain gagnera encore plus en attractivité si le club de foot parisien remporte la finale de la Ligue des champions contre l'Inter Milan, samedi 31 mai.

A plus long terme, les curieux traverseront peut-être la rue Claude-Farrère adjacente pour aller immortaliser le stade Jean-Bouin, enrobé dans sa dentelle de béton fibré. A la reprise de la saison de foot, au mois d'août, le petit frère du Parc des Princes accueillera, lui aussi, un club de Ligue 1: avant même sa promotion en première division, le 2 mai, le Paris FC s'était déjà entendu avec l'équipe de rugby du Stade français pour partager l'enceinte de Jean-Bouin au moins jusqu'en 2029.

Cas unique en France, en Europe et sans doute au monde, les terrains des deux clubs principaux d'une même ville se retrouvent quasiment côté à côté, séparés de 190 mètres entre leurs deux ronds centraux. Ce n'est pas tout : à moins de 500 mètres de là se trouve un autre haut lieu du sport international qui accueille en ce moment le tournoi de tennis de Roland-Garros.

Entre les 47000 places du Parc des Princes, où le PSG joue environ 25 matchs par an, les 19500 places de Jean-Bouin, qui devrait accueillir une vingtaine de matchs du Paris FC, et les quelque 600 000 visiteurs annuels de

Roland-Garros, ce sont plus de 2 millions d'amateurs de sport qui vont transiter chaque année dans le 16<sup>e</sup>. Plus de treize fois la population de cet arrondissement résidentiel qui compte le plus grand nombre de personnes âgées de 65 ans et plus (22 % des 159 733 habitants).

Pas question donc pour le maire du 16<sup>e</sup>, Jérémie Redler, de troubler la tranquillité de cette population très familiale. « Je serai extrêmement vigilant sur les nuisances que cela pourrait occasionner aux riverains, je suis très attaché à faire en sorte qu'ils aient un cadre de vie apaisé », assure l'élu Les Républicains (LR).

#### « Ce n'est que du positif »

A commencer par une règle d'or : il n'y aura jamais deux matchs en même temps dans les deux stades. Une réunion de travail est prévue dans les prochains jours avec l'ensemble des parties concernées pour définir les modalités d'aménagement des calendriers des ligues et la Préfecture de police fait savoir que « les dispositifs de sécurisation sont en cours de finalisation ». Officiellement, pas d'inquiétude même si, le 9 avril, le ministère de l'intérieur déplorait dans un communiqué « le phénomène des violences dans le football [qui] ne cesse de prendre de l'ampleur et nécessite une mobilisation croissante des forces de sécurité intérieure ».

« En six ans, le nombre d'heures de fonctionnaires consacrées à cette mission a augmenté de 86 % » et « 30 % des unités de forces mobiles engagées au cours des week-ends le sont pour assurer la sécurisation de match de football », alertaient alors les services

#### Ce sont plus de 2 millions d'amateurs de sport qui vont transiter chaque année dans le 16<sup>e</sup>

de la Place Beauvau. « On aura plus de police et c'est aussi un atout plus globalement pour l'arrondissement », se félicite, de son côté, Jérémie Redler. « Il faudra que le Paris FC trouve sa place dans l'écosystème du quartier, atypique à l'échelle européenne et dans le monde avec autant d'équipements sportifs dans un périmètre aussi resserré », prévient également David Alphand, élu LR dans le 16<sup>e</sup>.

En plus du football et du tennis, l'arrondissement est un des centres de gravité du monde hippique, avec ses deux hippodromes nichés dans le bois de Boulogne : à quinze minutes à pied de Roland-Garros, l'hippodrome d'Auteuil accueille plusieurs courses de renommée internationale tandis que, plus à l'ouest, celui de Longchamp est notamment le théâtre d'une des courses les plus prestigieuses du monde, le Prix de l'Arc de triomphe.

En face du Parc des Princes et de Jean-Bouin, le patron du bien nommé restaurant Les Deux Stades se frotte déjà les mains. « Pour nous, ce n'est que du positif », se réjouit Hervé Bruel : pas de crainte de débordements « car nous sommes à l'intérieur de la bulle du périmètre de sécurité » et un chiffre d'affaires attendu en hausse avec deux fois plus de soi-

rées d'ouverture en 2026. Et si un jour le PSG quitte le Parc des Princes, comme cela a été évoqué par les propriétaires qataris ? « Si ça se fait, ça sera dans dix ans et si le Paris FC est bon, il pourra peut-être récupérer le stade », s'avance le patron.

#### Votation citoyenne

Le sujet, source de vives tensions entre le président du PSG, Nasser Al-Khelaïfi, et la maire de Paris, Anne Hidalgo (Parti socialiste), commence doucement à monter dans la campagne des élections municipales. Le 30 mai, le candidat écologiste à la Mairie de Paris David Belliard a proposé, au micro de Franceinfo, une votation citoyenne pour laisser les Parisiens choisir entre garder le Parc, le vendre ou le partager entre la Ville, le club et les supporters. Avant lui, la candidate à la primaire socialiste, Marion Waller, avait aussi suggéré de vendre des parts du Parc aux supporters et de lancer un concours d'architecture pour trouver une solution pour accroître sa capacité. Emmanuel Grégoire, autre candidat socialiste, a dit dans un entretien au *Figaro* avoir « la certitude de pouvoir trouver un accord avec le PSG dans les semaines qui suivent [son]élection », tandis que Jérémie Redler promet auprès du *Monde* qu'il « [se battral] jusqu'au bout pour que le PSG reste au Parc des Princes », précisant qu'il n'est « pas opposé à l'idée de vendre ».

Toutes les parties prenantes partagent un point de vue : rien ne bougera avant les municipales de mars 2026. Le 16<sup>e</sup> arrondissement a encore de beaux jours de matchs devant lui. ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN

## Un dispositif de police exceptionnel pour la finale de la Ligue des champions de football

Plus de 5000 policiers et gendarmes étaient mobilisés à Paris samedi soir

**C**onjurant le souvenir peu glorieux de la finale de la Ligue des champions en 2022 jouée au Stade de France, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), entre le Real Madrid et Liverpool, lorsque la fête sportive s'était transformée en déroute sécuritaire, avec des centaines de supporteurs espagnols et britanniques agressés, déboulés et violents, et un dispositif policier qui était apparu débordé par la tourmente des événements. La mission des 5400 policiers et gendarmes déployés dans Paris à l'occasion du match entre le Paris Saint-Germain (PSG) et l'Inter Milan, qui se déroulera samedi 31 mai à Munich, tient autant de cet enjeu, purement sécuritaire, que de considérations d'ordre politique, pour ne pas dire d'une éminente question d'image pour la France. Un triple objectif et un défi, pour le gouvernement et le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, en tête.

Depuis des semaines, les réunions se succèdent à la Préfecture de police de Paris, tour de vigie d'une rencontre sportive classée à haut risque et pour laquelle les autorités ont mobilisé des effectifs en nombre, gendarmes mobiles, CRS, compagnies d'intervention, police des transports. Le tout, sans compter des fonctionnaires en civil dont la feuille de route de la direction de la sécurité

de proximité de l'agglomération parisienne est sans équivoque : « Les équipes civiles seront prioritairement engagées dans la lutte anti-délinquance afin de détecter et réprimer les vols à la tire, vols avec violences et agressions diverses dont pourraient être victimes les spectateurs et les supporteurs dans les transports. Le dispositif devra se montrer particulièrement proactive et conduire à des interpellations systématiques des auteurs d'infractions. »

Le 7 mai déjà, à l'occasion de la demi-finale de la compétition, disputée entre le PSG et Arsenal, la victoire de l'équipe parisienne n'avait pas empêché les débordements, qui s'étaient soldés par une cinquantaine d'interpellations autour des Champs-Elysées. Cette fois, la circulation sur l'avenue et dans les artères perpendiculaires devait être interdite, dès la mi-journée autour de la place de l'Etoile, et à compter de 18 heures dans la partie inférieure, celle plus proche de la Seine. Parmi les craintes des pouvoirs publics, si le risque terroriste reste prégnant, l'hypothèse d'une voiture bélier lancée sur la foule inquiète également. Des consignes de vigilance accrue ont même été adressées par Bruno Retailleau aux préfets à travers le territoire pour prévenir tout risque de cet ordre, a révélé l'Agence France-Presse, vendredi

30 mai. « Il conviendra notamment, préconise le ministre de l'intérieur, d'établir (...) des dispositifs anti-véhicules béliers étanches (...) avec une présence visible des forces de l'ordre aux abords des sites de diffusion du match. Des patrouilles Sentinelle pourront être utilement organisées en périphérie de ces secteurs. »

#### Une parade en cas de victoire

A Paris, épicentre de tous les dangers, la direction de l'ordre public et de la circulation a décidé de fermer complètement au public dix stations de métro proches des Champs-Elysées afin de canaliser au mieux les flux de supporteurs et la police régionale des transports mettra en œuvre des équipes assurant la sécurité aux alentours du Parc des Princes, où des écrans géants diffuseront le match à un public payant de quelque 48 000 personnes.

Les festivités – comme d'éventuels débordements – ne s'arrêteront pas avec le lever du jour, dimanche. En cas de victoire, une parade était prévue du rond-point des Champs-Elysées à l'Arc de triomphe, soit 1,2 kilomètre de trajet pour les joueurs en bus à impériale, qui suscite la vive attention des autorités. Cette fois encore, le parcours sera intégralement sanctuarisé, grâce à la mise en œuvre d'un périmètre SILT (Sécurité

intérieure et lutte contre le terrorisme), un dispositif qui a fait ses preuves à l'occasion de l'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris à l'été 2024 : aucune entrée ne sera permise dans le secteur des Champs-Elysées à l'exception des riverains et des spectateurs, qui devront prendre place dans trois « box » prévus pour accueillir chacun environ 35 000 personnes.

Pour faire face à l'événement, une « bascule des forces » a été prévue, afin que les effectifs présents la veille puissent être relevés : en sus des quinze escadrons déployés samedi, la gendarmerie mobile a prévu un nouveau contingent de treize unités le lendemain.

En privé, Bruno Retailleau dissimule rarement son agacement au sujet des rencontres de football qui mobilisent une part considérable – jusqu'au tiers – des unités de forces mobiles, CRS et gendarmes mobiles, chaque week-end, à l'occasion du championnat de France. Le 24 octobre 2024, il avait affiché sa fermeté aux instances footballistiques françaises à l'occasion d'une émission sportive sur RMC. En matière de sécurité, « le foot joue son image », avait-il alors asséné. Samedi soir, le ministre de l'intérieur, dont la cote de popularité reste au beau fixe, jouera aussi un peu la sienne. ■

ANTOINE ALBERTINI

## Dette : la France échappe à la rétrogradation de sa note

L'agence américaine S&P a maintenu, vendredi 30 mai, la note AA-. Un répit bienvenu pour François Bayrou

**U**ne bouffée d'oxygène avant d'attaquer l'Himalaya budgétaire, selon l'image de François Bayrou. Alors qu'il cherche 40 milliards d'euros pour boucler le prochain budget, le premier ministre a obtenu un peu de répit, vendredi 30 mai, sur le front financier. La société américaine Standard & Poor's (S&P) a décidé de maintenir pour le moment la note AA- accordée à la dette française, l'équivalent d'un 16,5 sur 20, sans faire de commentaire. Le pays échappe ainsi à une dégradation humiliante, et garde son « double A » chez S&P comme chez Moody's et Fitch, les deux autres grandes agences de notation mondiales.

Le maintien du « double A » français n'était pas tout à fait acquis. Première agence à avoir privé en 2012 la France de son « triple A », la meilleure note possible, S&P a en effet ouvert la voie fin février à une nouvelle rétrogradation marquante. Ses experts ont alors maintenu la note « AA- » mais en l'assortissant d'une « perspective négative ». En clair, ils peuvent abaisser la note française à tout moment si la situation ne s'améliore pas de façon sensible.

Une lourde menace. Les règles de gestion de certains fonds de placement limitent voire interdisent la détention d'obligations d'Etat ne bénéficiant pas d'un « double A », symbole de grande solidité financière. En ravalant la France dans la catégorie « simple A », S&P aurait donc amené une partie des investisseurs à ne plus acheter de dette tricolore, et à revendre les titres qu'ils détiennent. Cela aurait contraint l'Etat à payer des intérêts plus élevés pour placer sa dette. Le risque paraît d'autant moins négligeable que depuis l'avertissement de février, le redressement des finances bleu-blanc-rouge n'a pas connu d'avancée significative.

#### Freiner les dépenses

Pour l'exercice en cours, le gouvernement se montre vigilant, afin d'éviter une troisième année de dérapage. Depuis début 2025, il a gelé près de 12 milliards d'euros de crédits, dont 3,1 milliards ont été définitivement annulés par décret. Une façon de freiner les dépenses, alors que le ralentissement de la croissance ne peut qu'amputer les recettes fiscales.

Compte tenu des turbulences économiques provoquées par Donald Trump, il n'est toutefois pas certain que le déficit public soit ramené en un an de 5,8 % à 5,4 % du produit intérieur brut (PIB) comme prévu. Il devrait encore atteindre 5,6 % du PIB en 2025, et rester le pire de toute la zone euro, selon la Commission européenne.

Mais c'est surtout le budget suivant qui suscite l'inquiétude. Dans le plan de rétablissement que François Bayrou a soumis à l'Union européenne, 2026 s'annonce comme l'année cruciale. Celle de l'effort maximal, avec un déficit de l'Etat, de la Sécurité sociale et des collectivités locales qui reviendrait à 4,6 % du PIB. Soit

A ce stade, faute de gouvernement fort et de majorité à l'Assemblée, les économistes ne croient guère possible de diminuer le déficit dans les proportions annoncées. L'Observatoire français des politiques économiques (OFCE) le voit plutôt flétrir doucement à 5,3 % du PIB en 2026, loin des 4,6 % visés. La Commission européenne anticipe même une légère remontée du déficit, à 5,7 % du PIB. Autant dire que le ramener à moins de 3 %, le maximum prévu dans les traités européens, pourrait prendre plus de temps que les quatre ans espérés.

Aux yeux de l'économiste Patrick Artus, « la stabilisation du taux dendettement public de la France ne pourra venir que d'une crise de la dette » provoquant enfin le sursaut indispensable, comme il l'écrivit dans une note publiée le 23 mai par la société de gestion Ossiam.

Dans l'immédiat, François Bayrou ne peut qu'être satisfait de la décision de S&P. Le prochain examen des comptes français par l'agence américaine est programmé pour le 28 novembre, en plein débat budgétaire au Parlement. Il pourrait se révéler plus pénible. ■

DENIS COSNARD

## NOUVELLE-CALÉDONIE

# La visite chahutée de Le Pen sur le Caillou

Face aux militants loyalistes de Nouvelle-Calédonie, Marine Le Pen, qui demande une « pause institutionnelle », n'a pas réussi à convaincre

NOUMÉA - correspondante

**D**es huées, des cris et des face-à-face tendus avec les partisans de la Calédonie française. Ce qui aurait dû être une promenade de santé dans l'archipel où elle a réalisés des scores importants lors des élections présidentielles de 2017 et 2022, s'est transformé en chemin de croix pour Marine Le Pen, en visite dans l'archipel du mercredi 28 mai au samedi 31 mai. La présidente du groupe Rassemblement national (RN) à l'Assemblée nationale le sait : sa proposition de pause institutionnelle suivie d'un référendum dans quarante ans est très éloignée de celle portée localement par les Loyalistes et Le Rassemblement-Les Républicains, qui veulent s'inscrire définitivement dans la République française, quitte à proposer un « développement différencié » entre le Sud, majoritairement non indépendantiste, et le Nord et les îles indépendantistes.

Mais sa proposition est aussi très éloignée de la position historique du parti d'extrême droite sur la Nouvelle-Calédonie, opposé à l'accord de Nouméa (1998) et aux trois référendums sur l'indépendance qui en ont découlé. « On doit reconnaître que l'accord de Nouméa a au moins eu le mérite d'amener la paix », a même lancé Marine Le Pen, qui justifie sa volte-face par le « pragmatisme face au risque de guerre civile ».

Forte de ses 39 % réalisés au second tour de 2022 en Nouvelle-Calédonie, Marine Le Pen entend écrire, à son retour à Paris, à Emmanuel Macron pour obtenir une place à la table discussions sur l'avenir de l'archipel, alors que le président de la République a annoncé vouloir réunir indépendantistes et non-indépendantistes à la mi-juin à Paris. « Je suis candidate à la présidentielle et, par conséquent,

demain, je peux être amenée, si je suis élue, à avoir une part active dans les décisions qui pourraient être prises », a-t-elle expliqué jeudi. Avant de tacler Jordan Bardella, en répondant à un journaliste qui lui demandait si le président du RN pourrait l'accompagner lors des discussions : « Je ne suis pas sûre que Jordan, pour le coup, connaisse très bien les problèmes de la Nouvelle-Calédonie. »

#### AMBiance TENDUE

Mais le message de Marine Le Pen a du mal à passer. « Ce que je propose, c'est d'organiser une autre consultation dans quarante ans, le temps de convaincre que la prospérité et la sécurité de la Nouvelle-Calédonie sont dans la France. Les réformes institutionnelles n'ont jamais rempli le Frigidaire », a martelé la prétendante à l'Elysée, lors de sa visite, vendredi au matin, au Mont-Dore. Un argument qui n'a pas convaincu la petite centaine de personnes venues l'écouter dans cette commune de la banlieue de Nouméa coupée du reste du territoire durant les violences de 2024, en raison de l'insécurité sur la seule route reliant le sud de la Grande Terre au reste de l'île et qui traverse le fief indépendantiste de Saint-Louis.

Fermée pendant des mois à la circulation, elle est encore aujourd'hui sous surveillance permanente de gendarmes mobiles et de véhicules blindés. « Vous venez nous donner des leçons, alors que vous n'étiez même pas là, que vous ne connaissez pas la Nouvelle-Calédonie. La vérité, c'est qu'ils veulent nous sortir dehors parce qu'on est blancs », s'emporte un homme. « Ils nous agitent leur torchon [le drapeau indépendantiste] sous le nez depuis des mois, les terroristes qui ont tout cassé, tout brûlé c'est eux. Nous, on a voté trois fois non à l'indépendance », crie un autre.

« Quand bien même vous voteriez 32 fois non, pensez-vous vraiment que vous empêcherez les



Marine Le Pen participe à une cérémonie d'accueil au Sénat traditionnel de Nouméa, le 29 mai. DELPHINE MAYEUR/AFP

#### « QUAND BIEN MÊME VOUS VOTERIEZ 32 FOIS NON, PENSEZ-VOUS VRAIMENT QUE VOUS EMPêCHEREZ LES KANAK DE VOULOIR LEUR INDÉPENDANCE ? »

MARINE LE PEN  
présidente du groupe RN  
à l'Assemblée nationale

Kanak de vouloir leur indépendance? », lâche alors Marine Le Pen. L'ambiance est tendue, mais il faut dire que les loyalistes, qui refusent tout nouveau référendum, n'ont pas lésiné sur les peaux de banane: parmi les harangueurs qui monopolisent la parole, Florent Perrin et Raphaël Romano, tous deux membres du cabinet de Sonia Backès, leur cheffe de file et présidente de la province Sud. « N'écoutez pas les extrémistes », fi-

nit par crier un homme, pourtant coiffé d'une casquette « Trump ».

Paul et Marthe (ils n'ont pas souhaité donner leur nom) regardent la scène en silence. Le couple de sexagénaires kanak est venu « voir ce que Marine Le Pen avait à dire ». « Parce que son discours a changé, c'est un discours de paix, chez nous, ça a suscité de l'espérance », explique Paul, mais là je vois que tous ces gens [les non-indépendantistes] sont fermés », regrette-t-il.

Un autre Kanak indépendantiste, qui voulait, lui aussi, écouter Marine Le Pen, en a fait les frais, quelques instants avant l'arrivée de l'élu. Venu avec son drapeau indépendantiste, il s'est fait refouler par des membres de l'Association Citoyen mondorien, Florent Perrin en tête. « Dégage avec ton torchon, t'as rien à faire là », hurle un des trois hommes, qui le repousse, avant d'éconduire une Kanak, drapeau indépendantiste sur les épaules, devant la police municipale et les gendarmes mobiles appelés à la rescoussure. Une

scène qui a choqué jusque dans les rangs des non-indépendantistes. « Si on veut vivre ensemble ici, il va bien falloir un moment qu'on s'unisse, non? », s'écrie une femme en pleurs. Une autre femme, kanak, quitte les lieux: « Visiblement, je ne suis pas la bienvenue ici », dit-elle en soupirant.

#### RADICALITÉ

« Marine Le Pen, trouvé plus raciste qu'elle », dit un Néo-Calédonien, venu assister, cette fois, au meeting organisé vendredi soir dans un hôtel des quartiers cosaus de Nouméa. La salle est pleine à craquer, il a fallu rajouter des chaises et ouvrir la terrasse adjacente, mais bien peu de participants soutiennent réellement la cheffe de file du RN. « On est obligés de réfléchir avec la vérité de la Nouvelle-Calédonie d'aujourd'hui, pas avec les rêves auxquels on a cru », tente Marine Le Pen pour justifier sa proposition qui, selon elle, doit permettre à l'archipel laminé par les vio-

lences de 2024 de retrouver la prospérité économique en instaurant une période de stabilité. Peine perdue, les vagues applaudissements sont aussitôt noyés sous les huées et les cris de « ton référendum, tu l'oublies! ».

La radicalité des non-indépendantistes semble faire réagir Marine Le Pen, qui leur demande « d'entendre les choses qui [leur] déplaisent ». « (...) Les indépendantistes représentent une part significative de la classe politique calédonienne et de la population ! », ajoute-t-elle. C'est finalement du côté Les Républicains (LR) que la frange dure des non-indépendantistes rencontre un écho. En visite en Nouvelle-Calédonie au même moment, le désormais numéro deux de LR, François-Xavier Bellamy, a abondé dans le sens des Loyalistes. « La décolonisation est terminée, les Calédoniens ont choisi d'appartenir à la France », a-t-il déclaré, mercredi soir à Nouméa, lors d'une réunion publique. ■

CHARLOTTE MANNEVY

## En Nouvelle-Calédonie, un Rassemblement national inexistant

Le parti n'a aujourd'hui qu'un élu dans le territoire ultramarin, premier à être séduit par les thèses du Front national, dans les années 1980

NOUMÉA - correspondante

**J**adis force d'appoint du tout-puissant Rassemblement pour la Calédonie dans la République de Jacques Lafleur, leader non indépendantiste qui a régné sans partage sur la Nouvelle-Calédonie jusqu'en 2004, le Rassemblement national (RN) ne compte plus aujourd'hui qu'un élu fantôme. Porté au congrès de la Nouvelle-Calédonie, en 2019, sur la liste non indépendantiste du Rassemblement-Les Républicains et des Loyalistes, Guy-Olivier Cuenot n'a pris sa carte au RN que deux ans plus tard et vit aujourd'hui en Corse. Admôné, en janvier, pour avoir comparé « les Arabes et les Africains » à des « cellules cancéreuses », « il ne fait plus partie localement du parti », selon le délégué territorial du mouvement, Alain Descombes.

Ce dernier n'a, lui, aucun mandat électif local. L'homme d'affaires, qui avait conduit la liste RN aux élections provinciales de 2019, n'avait obtenu que 3,81 % des suffrages. Aux législatives de l'été 2024, le vieux routard loyaliste kanak et ancien sénateur Simon Loueckhote, qui représentait le parti lépéniste (transfuge du Rassemblement-Les Républicains passé aussi par Reconquête !) n'a convaincu que 4,57 % des électeurs de la 1<sup>re</sup> circonscription.

Bien loin des 38,97 % réalisés par Marine Le Pen en Nouvelle-Calédonie lors du second tour de la présidentielle de 2022. Un score qui reste toutefois à nuancer: 65,20 % des Néo-Calédoniens ne s'étaient pas déplacés pour voter (contre 28,01 % au niveau national) et l'actuelle présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale a fait mieux en 2017, où elle avait convaincu 47,43 % des électeurs.

Il est donc loin le temps où Jean-Marie Le Pen, au beau milieu de la quasi-guerre civile des années 1980, s'essaya à la planche à voile sous l'œil des photographes dans les baies de Nouméa, survolait le Caillou en hélicoptère, déposait une gerbe au monument aux morts, coiffé de son bérét de parachutiste de la guerre d'Algérie. Nous sommes à la fin de septembre 1985 et le patron du Front national (FN, ancêtre du RN) est venu soutenir les partisans de la Nouvelle-Calédonie française, alors que se déroulent, dans un climat délétère, des élections régionales cruciales.

**Haut lieu de l'ascension du parti**  
A cette époque, l'archipel est un haut lieu dans l'ascension du parti d'extrême droite. C'est en Nouvelle-Calédonie que naît la première fédération ultramarine du FN, en 1984. Parmi les fondateurs, Roger Galliot, dernier maire non indépendantiste de la côte est, dont la commune de Thio a été le théâtre des confrontations parmi les plus dures des « événements », et qui devient ainsi le premier maire de France à porter les couleurs frontistes.

Localement, le FN s'est construit uniquement sur le combat pour une « Nouvelle-Calédonie française ». Une spécificité qu'avait bien comprise Roger Holeindre, l'un des cofondateurs du FN et ancien ultra de l'Algérie française, qui s'était rendu lui-même dans l'archipel pour recruter l'emblématique Roger Galliot, mais aussi le Kanak François Néoé. Comme Galliot, l'originaire de l'île des Pins est un ancien de l'Union calédonienne (UC), mouvement multiracial qui a réuni Kanak et descendants d'Européens sous le slogan « Deux couleurs, un seul peuple »

jusqu'à ce que l'UC prenne fait et cause pour l'indépendance, en 1977. Guy George, qui sera la figure de proue du mouvement dans les années 1990 est lui aussi issu de l'UC et prônera le « vivre ensemble » dans une « Calédonie unifiée » jusqu'à son retrait de la vie politique, en 2009.

#### Valises brûlées

A leurs côtés, l'écrivain de polars A.D.G (initiales du pseudonyme Alain Dreux-Gallou, Alain Fournier de son vrai nom), arrivé en Nouvelle-Calédonie en 1981 et qui accompagnera le mouvement en fondant l'hebdomadaire d'extrême droite *Combat calédonien* et en organisant les sections locales du FN. Le sort des pieds-noirs d'Algérie sert d'aiguillon au FN. En mai 1988, alors qu'à Paris Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou négocient les accords de Matignon-Oudinot qui ramènent

la paix dans l'archipel, le parti brûle des valises à Dumbéa, en référence au slogan des partisans de l'Algérie française, « la valise ou le cercueil ».

Dans les années 1990, l'opposition à la signature de l'accord de Nouméa permettra au FN de conserver sa position au sein de l'Assemblée territoriale, où il comptera jusqu'à huit sièges. Mais, avec la normalisation des années 2000, l'éviction de Jacques Lafleur en 2004 et l'émergence de nouveaux mouvements indépendantistes, le mouvement d'extrême droite voit sa représentation réduite comme peau de chagrin, jusqu'à ne plus compter aucun élu à partir de 2009. « Cela va changer », a assuré Marine Le Pen lors de son séjour à Nouméa. Une promesse déjà faite lors de sa précédente visite, en 2013, et qui n'avait pas été suivie d'effet. ■

CH.M.

## « Le RN peut changer de doctrine car le sujet ne mobilise pas »

L'historien Nicolas Lebourg explique que l'extrême droite est, « comme le reste de la société, peu soucieuse des outre-mer »

### ENTRETIEN

**A** lors que Marine Le Pen termine son déplacement en Nouvelle-Calédonie, un an après avoir rompu avec la doctrine historique du Rassemblement national (RN) qui s'opposait à toute hypothèse de référendum sur l'indépendance, l'historien Nicolas Lebourg, spécialiste des extrêmes droites, revient sur les évolutions du discours lepéniste sur le sujet.

**Quelle place occupe la Nouvelle-Calédonie dans le logiciel du Front national, devenu Rassemblement national ?**

L'imaginaire algérien structure tout le rapport à la Nouvelle-Calédonie. Quand Jean-Marie Le Pen arrive à Nouméa, en 1985, pour la campagne des régionales, il porte son béret de parachutiste, renvoyant clairement à l'imaginaire de la bataille d'Alger. Il se rend aussi sur la tombe d'un de ses amis de l'époque du poujadisme, pied-noir venu ici après 1962 et symbolisant ainsi le lien entre les deux territoires : on est bien dans « la terre et les morts », cette façon de définir la nation depuis le théoricien nationaliste Maurice Barrès [1862-1923]. Selon lui, les Kanak n'avaient pas de souci jusqu'à ce que les « gauchistes » leur empoisonnent l'esprit. La droite post-gaulliste et les grands propriétaires terriens s'apprenaient déjà à trahir, selon lui, le petit peuple caldoche en rapatriant ses avoirs. C'était, là aussi, un jeu mémoriel avec l'Algérie. Le Pen propose même de juger le président de la République pour haute trahison, et promet en meeting « six balles dans la peau » au représentant du gouvernement, car ce ne serait qu'un « demi-traitre ».

Autre exemple, la campagne référendaire sur le statut de la Nouvelle-Calédonie, en 1988. En métropole, les tracts du FN l'évoquent, affirmant que « chaque fois qu'un territoire a été quitté par la France cela a amené des rapatriés français dans un premier temps, des immigrés ensuite ». Jean-Pierre Stirbois, numéro deux du parti à ce moment-là, vient animer la campagne dans l'archipel. Non seulement il affirme que voter oui c'est voter pour « les assassinats, l'exode, la mainmise soviétique », mais il n'hésite même pas à menacer d'une nouvelle OAS [Organisation armée secrète, groupe terroriste refusant l'indépendance de l'Algérie].

**L'engagement du FN, puis du RN, sur la question néo-calédonienne se traduit-il électoralement ?**

Le FN ne cherchait, par clientélisme, que le vote des Caldoches, sans guère de main tendue aux électeurs d'origine kanak. En 1988, l'année des violences d'Ouvéa,

**« AVANT SON DÉPLACEMENT DE FIN MAI, MARINE LE PEN NE S'ÉTAIT PAS RENDU EN NOUVELLE-CALÉDONIE DEPUIS DOUZE ANS »**

PROPOS RECUEILLIS PAR ROBIN D'ANGELO

## Guerre judiciaire à la tête de la Fédération des particuliers employeurs de France

Trois procédures pénales sont en cours pour « corruption » et « abus de confiance » en lien avec l'organisation patronale, après deux plaintes déposées par l'ex-directeur général exécutif

**C'**est une instance puissante, mais dont le grand public ignore tout ou presque. Créeée en 1948, la Fédération des particuliers employeurs de France (Fepem), quatrième organisation patronale de France, traverse une zone de turbulences. Représentant les intérêts de 3,3 millions d'employeurs dans le secteur de l'emploi à domicile (pour 1,3 million de salariés : assistantes maternelles, aides à domicile, femmes de ménage) et cogérant des budgets paritaires de l'ordre de 500 millions d'euros annuels, elle est depuis près d'un an au cœur d'une guerre judiciaire opposant l'ancienne gouvernance à la nouvelle.

Comme le confirme au *Monde* le parquet de Paris, trois enquêtes préliminaires sont en cours à la brigade de répression de la corruption et de la fraude fiscale en lien avec la Fepem. Elles découlent de deux plaintes déposées, à l'été 2024, par le directeur général exécutif de la Fepem – licencié en juillet 2024, il ne souhaite pas donner son nom – ainsi que Sigrid Debruyne, alors présidente statutaire de la fédération.

La première a été déposée contre Marie Béatrice Levaux – présidente statutaire de la Fepem entre 2002 et 2022 – et l'ancien délégué aux affaires publiques sectorielles de la Fepem, pour des faits d'« abus de confiance » et de « recel d'abus de confiance », en lien avec une association créée par Mme Levaux. La seconde cible cette dernière et son fils, dont la société de lobbying a obtenu plusieurs contrats avec la Fepem à l'initiative de sa mère, pour des faits de « corruption passive d'agent privé » et de « recel de ce délit ».

En retour, la nouvelle gouvernance de la Fepem a déposé une plainte pour « abus de confiance et corruption passive d'agent privé » contre son ancien directeur général exécutif et Mme Debruyne. Elle reproche notamment au premier l'attribution de primes exceptionnelles sans justification ou encore d'avoir favorisé des membres de son cercle amical. Ce que conteste vigoureusement l'intéressé, documents à l'appui – il a, en retour, déposé une plainte en dénonciation calomnieuse.

**Risques contentieux**  
« Il s'agit d'une « procédure bâillon », ayant pour objet de me faire taire », réagit Mme Debruyne. Tant cette dernière que l'ex-directeur général ont obtenu, en mars, du Défenseur des droits, la reconnaissance de leur statut de lanceurs d'alerte. « Le récit de la direction actuelle de la Fepem ne résiste pas à la réalité, comme en témoigne l'octroi par le Défenseur des droits du statut de lanceur d'alerte à l'ancien directeur général exécutif de la Fepem et comme le confirmeront les procédures pénales en cours », déclarent Antoine Savoie et Sébastien Schapira, les avocats de l'ancien directeur général.

Cet affrontement judiciaire s'inscrit dans une série de scandales qui minent la fédération. Comme Mediapart et *Le Parisien* l'ont déjà narré, la maison Fepem a pris feu lorsque la Cour des comptes a commencé, en 2024, à se pencher sur la gestion des cotisations sociales des employés à domicile pour financer leur formation professionnelle (plus de 100 millions d'euros en 2024, selon la Fepem). Les magistrats se sont focalisés sur l'Association paritaire nationale d'information et d'innovation (APNI), chargée du développement ces formations professionnelles.

Dans son rapport définitif, paru en février, la Cour a mis notamment en évidence le cas de l'Uni-

ment pour but de remettre en cause les décisions du bureau exécutif et de nous empêcher de signaler à la Cour des comptes les conflits d'intérêts et de mettre en place une réelle mise en concurrence en 2025 », estime aujourd'hui Nadine Pradier, ex-présidente de la Fepem.

C'est l'avocate Julie L'Hotel Delhoume, spécialiste en droit du travail, qui occupe la présidence statutaire de la Fepem depuis juillet 2024. Sollicitée, la nouvelle gouvernance de la Fepem, qui a fait appel à un cabinet de communication de crise, assure que « des mesures immédiates ont été prises pour corriger les dysfonctionnements (audits interne et externe, révision des statuts de l'association, engagement de mettre en œuvre les recommandations de la Cour des comptes) qui ont pu exister ». De la « poudre aux yeux », selon d'anciens dirigeants de la Fepem, pour qui Mme Levaux garde la main en interne.

Conséquence directe de cette liste de scandales, la Fepem a appris par le ministère du travail, en avril, la perte de son monopole historique comme organisation représentative du secteur de l'emploi à domicile. Désormais, elle partagera ce rôle avec le Syndicat des particuliers employeurs. Sollicitées, Mme L'Hotel Delhoume et Mme Levaux nous ont renvoyées vers la Fepem. ■

RÉMI DUPRÉ  
ET THIBAUD MÉTAIS

versité du domicile, centre de formation et entité commerciale (54 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2023) du groupe Domicile & Compétences, lequel conseille la branche professionnelle. Le groupe a été fondé et est dirigé par la lobbyiste Marie-Béatrice Levaux, ex-dirigeante de la Fepem. Les magistrats financiers ont relevé les « liens étroits entre cet opérateur et la Fepem, membre de la gouvernance paritaire de l'APNI » et qui « créent une situation de conflit d'intérêts qui expose l'APNI à d'importants risques contentieux ».

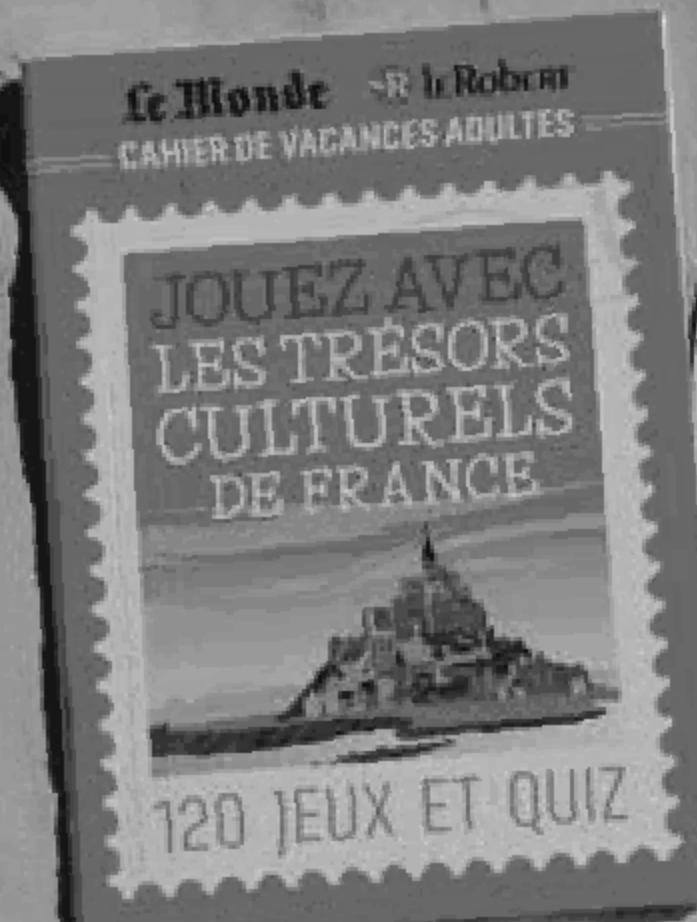
L'instance de contrôle note également l'existence d'un accord-cadre entre l'APNI et l'Université du domicile datant de 2020 et appelle l'APNI à « mettre fin au conflit d'intérêts » et de « favoriser l'émergence d'une réelle concurrence dans le champ de la formation professionnelle des salariés du particulier employeur », et donc de se conformer – en 2025, avec un appel d'offres – davantage « à l'esprit des règles de la commande publique ». « Notre révocation avait notam-

**Le Monde**

**Cet été, embarquez pour des vacances ludiques et culturelles !**

Des monuments, en passant par la gastronomie, la faune ou l'art, testez vos connaissances sur le patrimoine français à travers près de 120 jeux et quiz, et des anecdotes aussi passionnantes que captivantes !

Apprenez en vous amusant !



chez votre marchand de journaux  
et sur [lemonde.fr/boutique](http://lemonde.fr/boutique)



XAVIER LISSILOUR

**L**orsqu'elle est réapparue au collège début avril, après trois jours d'absence, I., 16 ans, boitait. La principale de l'établissement, qui avait cherché en vain à joindre ses parents, était inquiète. Convoyée à son retour, l'adolescente a relevé son jean, dévoilant un long et large bandage de tulle autour de son mollet gauche. Dessous, sa peau était arrachée. Brûlée par sa mère au fer à repasser. «Ma famille ne voulait pas que je revienne parce que je leur fais honte», a-t-elle confié.

N., 14 ans, n'a toujours pas repris les cours. Le 19 mai, elle a été rouée de coups. Visage tuméfié, multiples ecchymoses, traces de strangulation, maux de tête, elle a dû être hospitalisée. Sur une page de cahier d'école à grands carreaux, elle a écrit (nous transcrivons à l'identique) : «Cher police, je m'adresse à vous pour violence. Je veux porter plainte contre mon grand frère et ma mère, surtout mon grand frère. Il m'a étranglé, m'a cassé la tête sur le sol et le mur. Ma mère m'a frappé à la multiprise. En plus c'est pas la première fois qu'on me frappe. S'il vous plaît, retroussez-moi de ma famille, sinon sa va continuer. Merci beaucoup.»

Deux adolescentes coupables, aux yeux de leurs familles respectives, d'avoir eu une relation sexuelle avec un garçon.

#### «Me brûler la bouche»

Née en France de parents tunisiens, I. est la seule fille d'une fratrie de cinq. Pour elle, la «honte» est arrivée par une vidéo. Elle s'était isolée dans une cave avec un élève de 3<sup>e</sup>. Deux autres collégiennes l'ont filmée à son insu et ont partagé les images, par le biais de Snapchat. Elle n'a pas osé se présenter en cours le lundi matin, parce que, au collège, a-t-elle expliqué, ils la «traitaient de pute». A l'heure du déjeuner, les deux filles ont sonné à la porte de son pavillon, en compagnie de l'oncle de l'une d'elles, pour la dénoncer. Sa famille, disaient-ils, devait savoir «la vérité» sur son absence. «Tu es morte!», a hurlé l'aîné en voyant la vidéo. Il a projeté sa sœur à terre et la frappée à coups de pied. Folle de

## Sexe adolescent et «dés honneur» familial au tribunal de Bobigny

Deux mères et deux frères ont été jugés la même semaine pour un déchaînement de violence contre des jeunes filles de 16 et 14 ans, coupables, à leurs yeux, d'avoir eu une relation avec un garçon

rage, la mère a ordonné à sa fille de la rejoindre dans sa chambre à coucher. Elle a sorti le fer à repasser et l'a branché. «Tu ne dis pas la vérité, je te brûle!» Deux jours plus tard, le pied de I. avait gonflé, elle ne parvenait plus à marcher. Sa mère s'est résolue à la conduire aux urgences, mais lui a ordonné de dire aux médecins qu'elles s'étaient brûlée toute seule, en faisant tomber le fer à repasser. L'adolescente a obéi. Elle a donné la même explication au collège, avant de se confier à l'infirmière scolaire.

Aux deux policiers en civil venus discrètement l'entendre dans l'établissement, après le signalement adressé par la principale, I. a raconté ce qu'elle avait subi. «Ma mère, je lui disais que j'avais pas fait ça, elle me croyait pas. De base, elle a voulu me brûler la bouche, mais elle a pas réussi. Le fer était collé sur ma jambe. Quand elle a tiré pour le décoller, ma peau s'est retirée aussi. Je suis partie en courant sous la douche, je me suis enfermée à clé.»

Le soir, un autre de ses frères l'avait menacée de lui faire «la

boule à Z» et de l'envoyer en Tunisie. Ce n'est pas la première fois qu'elle est frappée, a-t-elle ajouté : «J'en ai marre. Mais sinon, ma mère, elle est gentille.»

Placés en garde à vue au commissariat de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), les parents de l'adolescente et son frère ont tous livré la même version. «I. a pris le fer à repasser. Le fer est tombé. Elle s'est brûlée.» «Rien de grave», a dit le père, assurant n'avoir rien vu, rien su des violences dénoncées par sa fille. «C'est une petite brûlure, quand j'ai vu les cloques, j'ai acheté une pommeade», a déclaré la mère. Pressée de questions, celle-ci a seulement admis avoir «crié» sur I., avec son fils, à cause de la vidéo. «On lui a dit que c'était interdit dans la religion.»

«J'étais très énervé, a reconnu le grand frère, tout en niant avoir frappé sa sœur. J'ai eu de la déception, du dégoût. Ma sœur, elle est encore petite, elle est même pas mariée. A la limite, si elle est pas forte à l'école, ça me dérange pas. Mais ça, ça me dégoûte.» «Votre sœur a-t-elle le droit d'avoir un petit ami, selon vous?», lui a demandé la policière. «Pfff. Tout dépend des intentions du petit ami.»

«Elle a l'esprit faible, ma petite sœur, a dit l'autre grand frère. Son souhait, c'est de sortir le soir avec des garçons. Ça fait du mal à tout le monde. Vous savez comment c'est une femme, c'est faible face aux hommes. Et vous savez comment on est les hommes, il faut se le dire, on est des chiens. Ma petite sœur, je veux pas qu'elle fasse ça. Ma mère a

tout essayé, elle l'a emmenée voir un psychologue, elle voulait lui donner des médicaments arabes, l'emmener à La Mecque [en Arabie saoudite] pour qu'elle ait une foi.» Il dit encore qu'on leur avait déjà rapporté une rumeur de quartier, selon laquelle l'adolescente n'était plus vierge. Sa mère avait conduit I. chez un médecin pour vérifier, elle était sortie rassurée. «Ma sœur, elle a 16 ans, c'est la génération, mais je vous dis la vérité, ça me ronge le cœur», a ajouté le jeune homme de 23 ans.

Pour N., 14 ans, tout est parti d'un coup de téléphone de la principale d'un autre établissement de Seine-Saint-Denis, qui informait sa mère d'un «incident» survenu au collège. L'adolescente de 4<sup>e</sup> avait été retrouvée dans les toilettes en compagnie d'un garçon. Lorsqu'elle est rentrée chez elle, sa mère puis son frère se sont déchaînés. Après l'avoir rouée de coups, son frère l'a étranglée avec un câble électrique. Ils sont ensuite partis en furie au domicile du garçon pour exiger des explications, le grand frère a insulté ses parents et a menacé l'adolescent en lui montrant la vidéo d'un homme ligoté s'il ne lui disait pas ce qu'il s'était passé avec N. Et ils ont recommencé à la frapper.

L'alerte est venue d'une médecin qui connaît bien la jeune fille, suivie pour un trouble du spectre autistique. «Je pense que N. est en danger», a-t-elle écrit au procureur de Bobigny aussitôt après l'avoir reçue en compagnie de sa mère à son cabinet, le 20 mai. Plusieurs jours s'étaient déjà écoulés depuis les faits. Devant la généraliste, la mère avait reconnu le déchaînement de violence, disant avoir complètement perdu pied. Mais, par crainte de la police et de la justice, elle refusait de conduire sa fille à l'hôpital, comme le lui demandait la mère.

#### «J'ai perdu le contrôle»

A son mail au procureur, celle-ci a joint une autre lettre de N., rédigée elle aussi sur une feuille de papier. L'adolescente la lui avait glissée en cachette, en lui demandant de la transmettre à son petit ami. «Tu sais que je t'aime très fort et je vais te rembourser pour le collier. Mon frère l'a cassé quand il m'a étranglé. Le collier, je l'ai mis sur mon poignet. Si tu m'aimes plus, sache que moi je t'aimerai. La N. drôle, intelligente, courageuse, gentille, polie, sage, travailleuse et volontaire, j'ai plus tout ça. Maintenant je fais que pensé à la mort.»

Lundi 26 mai, prostré entre ses parents, un garçon fluet sans l'ombre d'un duvet au menton, a entendu le président du tribunal cor-

rectionnel de Bobigny, Youssef Badr, lire publiquement ces mots qui lui étaient destinés. A deux pas de lui comparaissaient le frère et la mère de sa petite amie. Lui, assis libre dans le prétoire, elle, dévastée, derrière la vitre du box. «J'ai perdu le contrôle, répétait-elle. Quand ma fille est rentrée, je lui ai demandé des explications. Mon fils était avec nous dans le salon. N. restait devant moi sans rien dire. Je l'ai pris comme un affront.» «Ça a duré combien de temps, cette demande d'explication?», s'est enquise le président. «Une minute.» Dix ans plus tôt, cette mère de six enfants nés de pères différents avait déjà été condamnée pour violences sur une autre de ses filles.

A la barre, son fils de 24 ans se présente comme un homme «droit et strict». «Moi, je suis un grand frère, j'ai tout fait pour protéger mes frères et sœurs. Et là, quelqu'un a touché ma sœur. Je lui avais dit que le monde extérieur était dangereux et que je ne serai pas toujours là pour la protéger.» Le président le coupe : «Vous n'avez pas protégé votre sœur, monsieur. Vous l'avez envoyée à l'hôpital.» Il enchaîne : «Vous discutez avec votre sœur?

— Non.

— Après l'avoir frappée, qu'avez-vous fait?

— Je lui ai donné une punition. Elle recopiait : «Je ne dois pas mentir.»

— Et vous avez changé la punition, c'est ça?

— Oui.

— Laquelle?

— Je lui ai demandé de recopier la première phrase d'un livre.

— Quel livre?

— Le Coran.»

Le tribunal de Bobigny a condamné, lundi, le frère de N. à dix-huit mois d'emprisonnement, dont huit avec sursis probatoire. Une peine d'un an, dont six mois avec sursis probatoire, a été prononcée contre la mère. Déclarée coupable d'avoir brûlé sa fille, la mère de I. a été condamnée, vendredi, à trois ans d'emprisonnement, dont un ferme. Six mois avec sursis ont été prononcés contre son frère. Les deux adolescentes ont été placées en foyer. ■

PASCAL ROBERT-DIARD

**I. n'a pas osé se présenter en cours le lundi matin, parce que, au collège, a-t-elle expliqué, ils la «traitaient de pute»**

**Dix ans plus tôt, cette mère de six enfants avait déjà été condamnée pour violences sur une autre de ses filles**

# « Nous apportons une réponse ferme à la criminalité »

Laure Beccau, procureure de Paris, appelle à appliquer plus de peines aménageables pour les petits délits

## ENTRETIEN

**S**i elle constate une hausse du nombre de détenus qui « s'accélère depuis le début de l'année », Laure Beccau, la procureure de la République de Paris, réfute toute injonction contradictoire entre la nécessité de répondre à la criminalité organisée et le fait de ne pas faire augmenter la surpopulation carcérale : « On n'imagine pas remettre en liberté une personne soupçonnée, par exemple, d'homicides. »

L'opération « Prison Break », dirigée par la section cyber du parquet de Paris, a mené à la perquisition de 66 prisons, dans le but de démanteler une filière d'approvisionnement de téléphones miniatures par les détenus. Quel bilan en tirez-vous ?

Cette enquête a démarré au parquet de Bobigny autour d'un revendeur de ces téléphones repéré par les cyberpoliciers. En parallèle, les gendarmes travaillaient sur le site Internet d'un vendeur dénommé « Oportik », qui visait clairement une clientèle de détenus, ce qui est illégal. La section cyber-criminalité du parquet de Paris a repris l'ensemble du dossier en octobre 2024 dans le prolongement de sa logique d'attaquer les plateformes qui permettent des activités criminelles. Cela a déjà été le cas par le passé avec les sites Coco.fr [pédo-criminalité et proxénétisme aggravé] ou Bitzlato

[blanchiment via des cryptomonnaies d'escroqueries, commerce sur le dark Net et rançongiciel].

« Prison Break » est quand même extraordinaire par son maillage territorial. Une opération qui n'a pas fait l'objet de fuites en amont et qui nous a permis de garder l'effet de surprise. Si non, nous n'aurions pas pu saisir en détention les 168 téléphones, dont 88 appareils miniatures. Sans compter un stock de 500 téléphones destinés à la vente.

Cela ne mettra pas un terme pour autant à la présence massive des téléphones en prison...

Je ne suis pas naïve sur l'ampleur du phénomène. Mais notre action est le signe de notre détermination dans la lutte quotidienne contre la criminalité organisée. Même si cette seule enquête ne résoudra pas tous les problèmes de téléphonie en détention, je crois qu'elle a eu le mérite de déstabiliser une partie des

**« Il faut qu'on réussisse à régler le problème [des téléphones en prison], qui est peu compréhensible pour nos concitoyens »**

détenus. Les utilisateurs des téléphones « Oportik » qui n'ont pas été saisis ont reçu un message de notre part pour les prévenir que leur appareil avait été identifié et pour les inviter à le remettre à un surveillant. Ensuite, nous savons, évidemment, qu'il n'y a pas que cette société qui vend des téléphones à des détenus. Est-ce que nous nous intéressons à d'autres revendeurs ? Permettez-moi de laisser la question en suspens... En 2024, 55 000 téléphones ont été saisis à l'échelle des prisons françaises, dont 2 300 à la prison de la Santé, à Paris.

Quel rôle ces téléphones ont-ils dans la poursuite des activités criminelles en détention ?

Je dirais que la problématique des téléphones dans la détention est pour nous un vrai sujet. Le constat est partagé avec l'ensemble des collègues : en dépit de l'incarcération, les activités illicites, notamment commises par des réseaux criminels organisés, se poursuivent, grâce à des téléphones portables qui ne sont pas détectés. Il faut qu'on réussisse à régler ce problème qui est incompréhensible pour nos concitoyens et qui est totalement déceptif pour nous, magistrats, puisque l'un des buts de l'incarcération reste de faire cesser les infractions.

Depuis janvier 2021, le nombre de détenus a augmenté de 30 %. On va probablement finir l'année autour d'un chiffre historique de 85 000.

## Comment expliquer cette augmentation ?

Cette hausse est non seulement constante, mais elle s'accélère depuis le début de l'année. C'est-à-dire que, chaque mois, il y a de plus en plus de détenus qui sont incarcérés. Les magistrats, contrairement à ce qui est quelquefois prétendu, ne vivent pas dans une bulle, coupée de la réalité. Au contraire, ils prennent en compte la demande de la société, de plus en plus pressante, d'apporter une réponse ferme face à cette criminalité organisée qui augmente. Fatalement, la réponse pénale de la justice s'en ressent. Et donc, le nombre de détenus augmente.

## Cela signifie-t-il que les peines sont plus lourdes ?

Ce que je peux dire, en tout cas, sur la base des chiffres parisiens, c'est que si on compare les quatre premiers mois des quatre dernières années, on ne constate pas d'allongement significatif des peines. Pour être précis, le nombre des peines d'emprisonnement à plus de deux ans reste stable, de même que notre taux d'aménagement des peines. Donc il faut probablement expliquer la hausse du nombre de détenus par un autre facteur : celui des détentions provisoires, c'est-à-dire les incarcérations avant jugement. Cela mériterait d'être expertisé par les cellules statistiques de la chancellerie, mais il est probable que tous les dossiers de criminalité organisée qui sont en

## « La hausse de la population carcérale s'accélère depuis le début de l'année »

attente d'être jugés aux assises entraînent automatiquement une détention plus longue pour les mis en examen ou accusés.

Les magistrats se trouvent-ils dans une injonction contradictoire, écartelés entre cette exigence de réponse à la criminalité organisée et le fait de ne pas faire augmenter la surpopulation carcérale ?

Pour les affaires les plus graves, notamment celles liées à la criminalité organisée, je ne parle pas d'injonction contradictoire. Même si la maison d'arrêt d'à côté est déjà pleine, on n'imagine pas remettre en liberté une personne soupçonnée, par exemple, d'homicides. En revanche, là où je pense que ce genre de tension existe pour les magistrats, c'est en matière de peines aménageables, pour justement éviter la prison. On a l'ambition de les favoriser. Mais on en voit aussi l'effet pervers : à force de vouloir les développer, on constate de plus en plus des incidents pendant le parcours de la personne en semi-liberté, qui entraînent son renvoi en prison.

## Alors, que faire ?

D'abord, je pense que, pour la petite délinquance de droit commun, il ne faut plus penser la prison comme la peine de référence. Et ça, ça fait un moment qu'on le dit. C'est-à-dire penser d'abord au travail d'intérêt général, aux services probatoires pour répondre aux petits délits. L'important, c'est l'indemnisation de la victime, la réinsertion et l'absence de récidive. Ces peines y contribuent, lorsque la personnalité du condamné le permet.

Des magistrats ont appelé, dans un rapport, à la mise en place de mesures de régulation carcérale, mais votre ministre y est farouchement opposé. Qu'en dites-vous ?

C'est sans doute un questionnement qui est légitime. Je n'ai pas d'avis tranché. Jusqu'à 2007, la grâce présidentielle du 14-Juillet servait de régulation de la population carcérale. Mais je pense qu'il faut faire attention à l'automatisation d'une réponse qui ne tient pas compte de la personnalité de chaque détenu. Comment ferait-on une régulation carcérale exceptionnelle ? Pour quelles raisons ? Par quels moyens accompagnerait-on le détenu en sortie pour éviter la récidive ? Le sujet est très complexe. C'est pour ça, sans doute, qu'on n'a pas réussi à trouver une solution qui fasse consensus. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
GRÉGOIRE BISEAU  
ET ABDELHAK EL IDRISI

# Bonnes adresses

Tarifs 01/01/25

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC  
Autres formats : nous consulter  
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite

**Encombrement mini Couchage maxi**  
1590€

CANAPÉ-LIT TOPPER MINI  
L161 x P87 cm  
**Matelas 17 cm 140 x 190**  
Ouverture express. Range-oreillers  
Entièrement déhoussable  
Fabriqué en Italie. Tissu Queen (100% polyester), nombreux coloris  
Ecopart incluse. Prix hors livraison



**EspaceTopper®**  
Maison familiale depuis 1926

Paris 12 • 7J/7 : 54 cours de Vincennes, 01 40 21 87 53, M° Nation  
Paris 15 • 7J/7 : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40 et  
147 rue St-Charles, 01 45 75 02 81, M° Charles Michels  
Paris 15 : 37 rue du Commerce, 01 45 75 29 98, M° Emile Zola



La maison recherche également bien d'autres produits  
Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France  
Expertises gratuites & paiement immédiat  
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement  
par téléphone au 06 19 89 55 28  
email : antiquaire.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr



## RUBRIQUE IMMOBILIER

(tous les mercredis & samedis)

Vos acheteurs et locataires sont parmi nos lecteurs.



LIGNAGE  
Prix à la ligne :  
15,50 € HT - 18,60 € TTC

MODULES  
Merci de nous consulter

stephane.pesque@mpublicite.fr

**RELAX & vous**

Du 24 au 31 mai  
7 jours exceptionnels  
sur les fauteuils et canapés de relaxation  
Plus de 40 modèles exposés



Photo non contractuelle

**EspaceTopper®**  
Maison familiale depuis 1926

Himolla, Stressless®, Conform, Mobilier de France...

Le plus grand espace de fauteuils de relaxation à Paris

63 rue de la Convention Paris 15

7J/7 • 01 45 77 80 40 • M° Charles Michels

54 cours de Vincennes Paris 12

7J/7 • 01 40 21 87 53 • M° Nation

Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur www.topper.fr



**RUBRIQUE IMMOBILIER**

stephane.pesque@mpublicite.fr



**RUBRIQUE BONNES AFFAIRES**  
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

stephane.pesque@mpublicite.fr

# Data centers: la course au gigantisme

Risque pour la transition énergétique, adaptabilité du réseau électrique, enjeu de souveraineté... L'essor des centres de données pose de nombreux défis

**L**es chiffres donnent le tournis: 109 milliards d'euros d'investissements futurs dans les data centers et l'intelligence artificielle (IA) ont été annoncés au Sommet de l'IA, en février, dont 26 milliards confirmés à Choose France le 19 mai. Un saut gigantesque par rapport aux 7 milliards d'euros – un montant déjà impressionnant – dévoilés un an plus tôt, lors de l'édition 2024 du rendez-vous organisé par l'Elysée à Versailles.

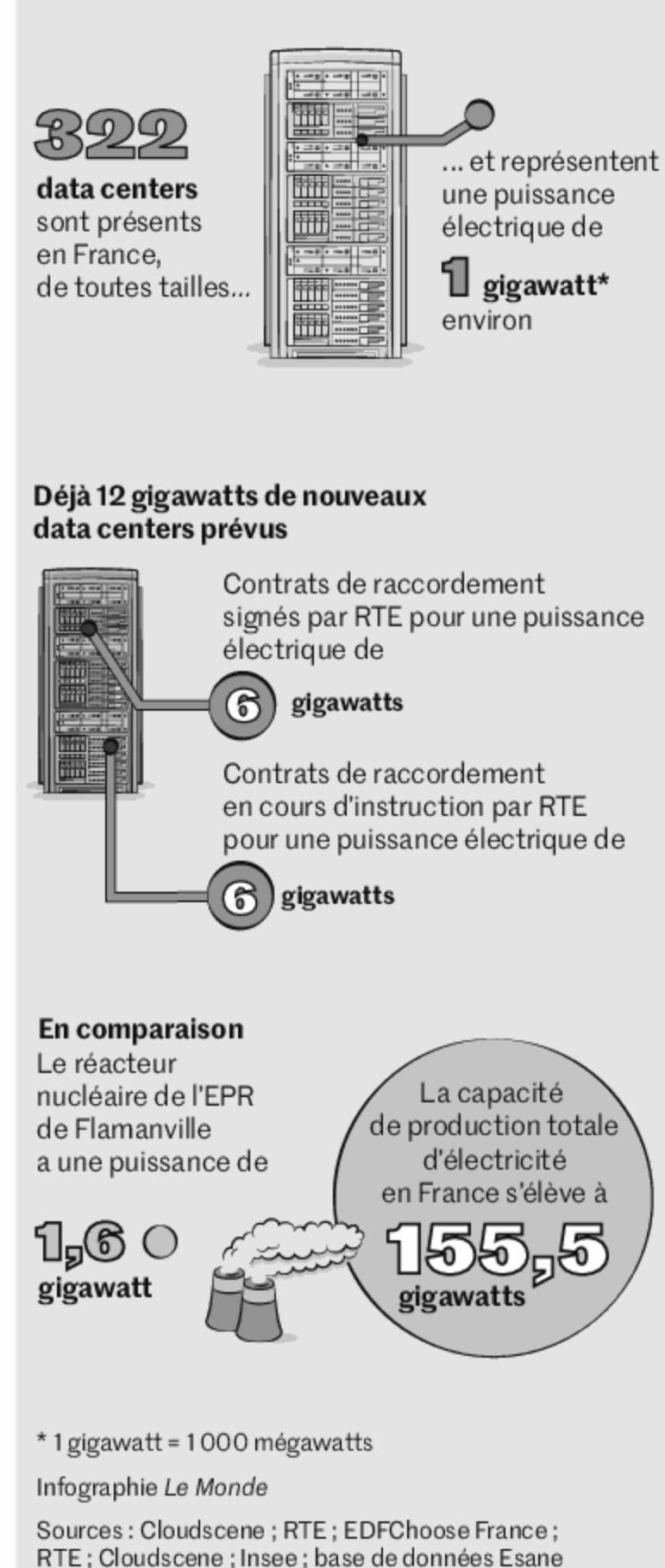
## Un changement d'échelle assumé

Avec l'essor de l'IA, très gourmande en calcul informatique, notamment pour l'entraînement des modèles de langage sur d'énormes quantités de données, une vague de data centers géants s'apprête à déferler sur la France. Certains projets prévoient une puissance électrique inédite dépassant 1 gigawatt (GW), soit autant que la totalité de tous les data centers installés aujourd'hui dans l'Hexagone, souvent consacrés au simple hébergement de données. Une telle capacité s'approche de celle du réacteur nucléaire EPR (réacteur pressurisé européen) de Flamanville, dans la Manche (1,6 GW).

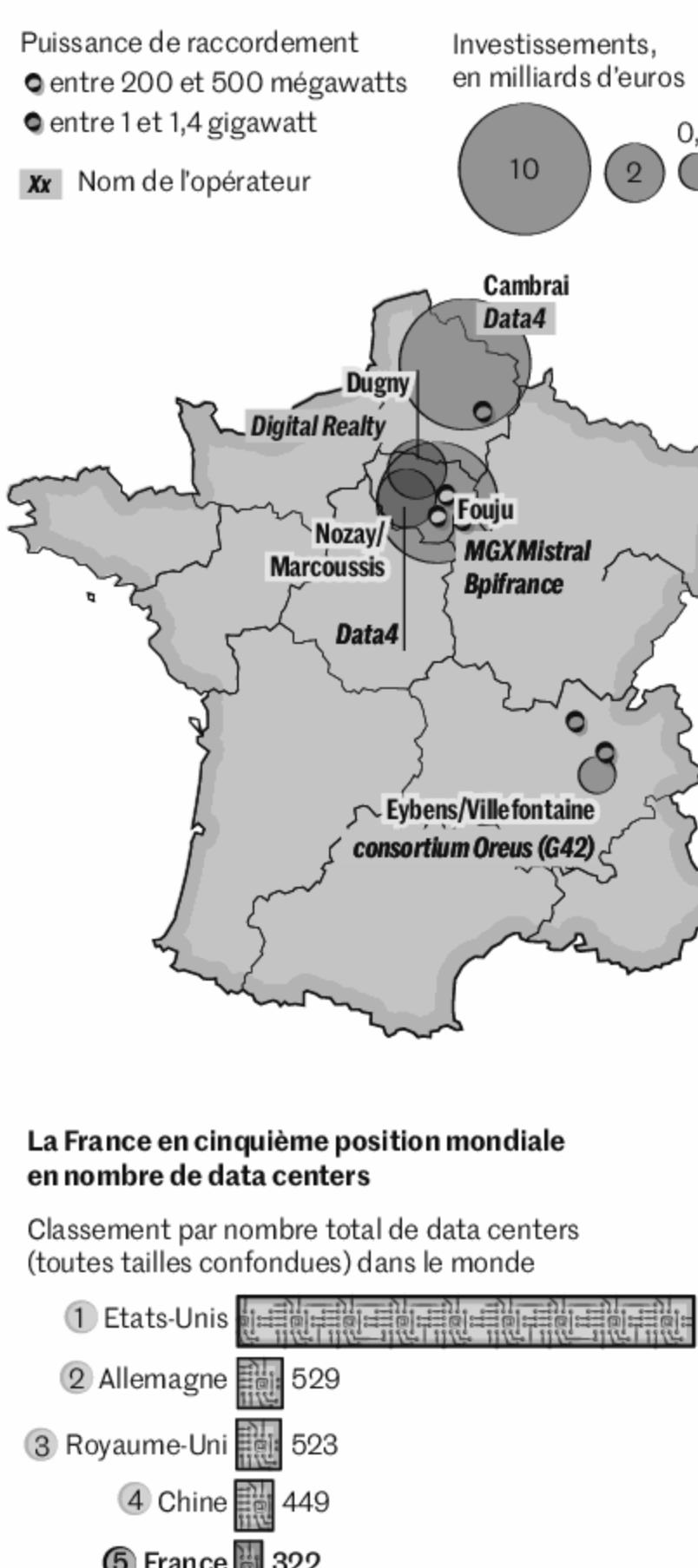
Parmi les projets les plus emblématiques, il y a celui du fonds émirati MGX, associé à la start-up française de l'IA Mistral AI et Bpifrance, qui a choisi, selon nos informations, la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Bordes, à Foujou (Seine-et-Marne), pour implanter un centre de données d'une puissance de 1,4 GW. Un investissement de 8,5 milliards d'euros. Autre énorme projet, celui de Data4, filiale du fonds canadien Brookfield, s'installera à Cambrai (Nord), pour une puissance de 1 GW et 10 milliards d'euros d'investissements. Il s'ajoute aux 2 milliards d'euros engagés par le même opérateur dans l'Essonne (Marcoussis et Nozay). Dans l'Isère, le consortium Oreus, dont la société émiratie G42 fait partie, compte moderniser deux data centers, et porter, à terme, leur puissance à 1 GW.

L'Elysée assume ce gigantisme, et une forme de «course» internationale sur l'IA: 109 milliards d'euros, «c'est l'équivalent pour la France de ce que les Etats-Unis ont annoncé avec Stargate», s'était félicité le président de la République, Emmanuel Macron, au sommet de l'IA, en référence au projet d'un montant de 500 milliards de dollars (441 milliards d'euros) annoncé par le consortium OpenAI-

### La puissance électrique des data centers va bondir d'ici à quelques années



### Les projets de data centers confirmés à Choose France



### La France en cinquième position mondiale en nombre de data centers

Classement par nombre total de data centers (toutes tailles confondues) dans le monde

1	Etats-Unis	5 427
2	Allemagne	529
3	Royaume-Uni	523
4	Chine	449
5	France	322

### L'UNE DES CRAINTES EST QUE CET AFFUX D'ÉQUIPEMENTS CONSOMME TROP DE RESSOURCES

de l'IA pose des défis, en particulier sur le plan électrique et technique. Ces infrastructures, aujourd'hui concentrées en Ile-de-France et aux alentours de Marseille, puis demain dans les Hauts-de-France, suscitent aussi des débats d'aménagement local, d'équilibre géographique, et de développement technologique. Enfin, le contexte géopolitique de tensions avec les Etats-Unis et la nationalité étrangère de la majorité des porteurs de projets soulèvent des questions autour de la souveraineté et des retombées économiques.

### Questions sur le réseau électrique

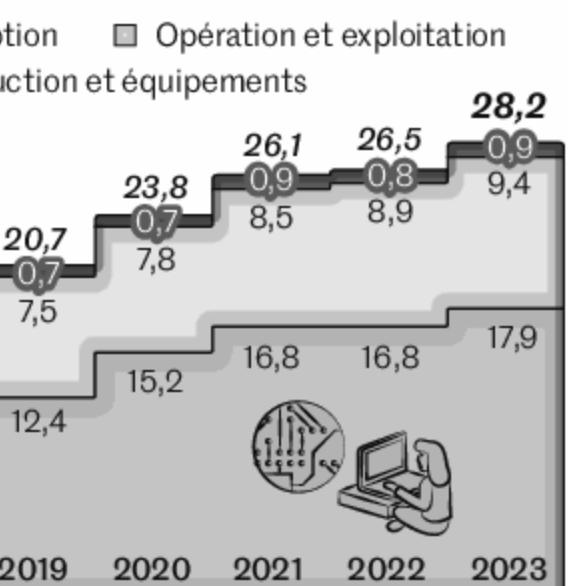
L'une des craintes est que cet afflux d'équipements consomme trop de ressources et menace l'environnement. Pour les data centers, la France est un «paradis énergétique», vante

### Les sites jugés propices à l'accueil de data centers par le gouvernement



### La filière des data centers est à l'origine de 28 200 emplois directs

Evolution du nombre d'emplois directs de la filière, par secteur d'activité, en milliers d'équivalent temps plein



## Les Hauts-de-France rêvent de devenir la vallée européenne de l'IA

Le projet du fonds canadien Brookfield à Cambrai vise à créer un data center consommant l'équivalent de la production d'un réacteur nucléaire

LILLE - correspondante

**A** près la «vallée de la batterie électrique», qui se met en place progressivement malgré des retards, les Hauts-de-France vont-ils devenir la «vallée européenne de l'intelligence artificielle» (IA)? C'est l'ambition affichée par le gouvernement lors de l'édition 2025 de Choose France, le 19 mai, en déclarant vouloir faire de cette région industrielle en pleine reconversion «le plus grand cluster d'infrastructures d'IA en Europe, avec une capacité électrique totale cible de plus de 2 gigawatts [GW]». Les Hauts-de-France ont effectivement leur carte à jouer: elles regroupent 16 des 65 sites identifiés par l'Etat, susceptibles d'accueillir les centres de données en mains des centres de données en France.

Si Microsoft a abandonné ses trois projets dans la région en janvier, le fonds canadien Brookfield Asset Management, qui compte investir 20 milliards d'euros pour le développement de l'IA en France, a confirmé son arrivée dans le nord du pays. A travers Data4, sa plateforme de centres de données, son plus gros investissement (10 milliards d'euros) dans l'Hexagone se fera sur le site E-Valley, aménagé sur l'ancienne base aérienne militaire de Cambrai, où des entrepôts rassemblent le plus grand centre logistique d'Europe.

Là, sur un espace de 149 hectares, Brookfield va construire un data center qui nécessitera à terme une puissance électrique de 1 gigawatt, soit plus que la production d'un réacteur de la centrale nucléaire de Gravelines, distante de 150 kilo-

mètres. Président de la communauté d'agglomération de Cambrai, Nicolas Siegler explique travailler sur ce dossier depuis près de deux ans. Ce data center ne pose pas de problème de foncier, dit-il, dans la mesure où il y a de la place disponible sur l'ancienne base et ses 260 hectares.

#### Créer des campus

Pas de problème non plus pour l'approvisionnement en électricité. Nicolas Siegler explique qu'«Enedis [gestionnaire de la distribution de l'électricité aux usagers] apportera 100 mégawatts [MW] pour la première tranche du data center prévu en 2027, puis que RTE [gestionnaire du transport de l'électricité sur longue distance] prendra le relais pour arriver à 1 GW».

Les deux ou trois sites de sauvegarde, qui seront construits aux alentours d'E-Valley, devront, eux aussi, être alimentés en électricité. Des terrains sont identifiés. «Cambrai sera la tête de pont de Brookfield en France», se félicite M. Siegler, qui parle d'un «projet en trois étages» avec un début des travaux de la première tranche en 2026, suivie de deux autres permettant d'atteindre la capacité maximale en 2035. Il assure qu'à terme le data center Brookfield à Cambrai générera près de 4 000 emplois, dont 300 à 700 directs.

Qualifiés et recherchés, ces emplois (ingénieurs systèmes et réseaux, administrateurs systèmes et cloud, ingénieurs en sécurité informatique...) constituent un nouvel enjeu pour les Hauts-de-France, qui devront investir dans

la formation. Xavier Bertrand, le président de la région, veut «passer des mines à l'IA» et «devenir la vallée européenne des data centers». Il attend des investisseurs la création de campus pour former à ces métiers. Cela fait partie des critères qu'il dit exiger des candidats à une implantation.

Du côté des écologistes, on tempère l'enthousiasme général. «J'ai des doutes sur le nombre d'emplois annoncés dans des data centers extrêmement automatisés. Quatre mille emplois générés sur Cambrai, ça paraît très exagéré», pose Katy Vuylsteke, conseillère régionale (Les Ecologistes), qui siège dans la commission aménagement du territoire et transition énergétique. Elle dénonce la taille du projet Brookfield: «Il correspond à la consommation électrique d'une

ville moyenne! Quand on parle, à terme, de la puissance d'une tranche de la centrale nucléaire de Gravelines, c'est monstrueux! Des plus petits data centers répartis sur le territoire seraient plus pertinents.»

Les écologistes réclament aussi qu'ils intègrent systématiquement des réseaux de chaleur. Cette préoccupation est déjà prise en compte répond M. Siegler, qui assure qu'un réseau de chauffage urbain, alimenté par l'énergie future du data center Brookfield est déjà à l'étude. D'autres projets de data centers seraient à l'étude dans la région. Des investisseurs anglais et français se seraient manifestés, et au moins deux sites sont identifiés, dans le Dunkerquois et l'arrondissement de Saint-Omer, pour les accueillir. ■

FLORENCE TRAULLÉ

des « conflits d'usage » avec d'autres besoins comme les véhicules électriques, l'électrification de l'industrie ou la décarbonation des bâtiments.

Chez RTE, l'opérateur du réseau de transport d'électricité, chargé de connecter les gros data centers, on se veut globalement rassurant: «Nous n'avons pas d'inquiétude sur la capacité de la France à produire suffisamment d'électricité pour satisfaire les besoins des data centers», assure le directeur adjoint, Jean-Philippe Bonnet. Il reconnaît la forte inflation des demandes liées aux centres de données : les études exploratoires réalisées par RTE pour des projets annoncés au cours des trois dernières années représenteraient une capacité électrique totale «étourdisante» de 60 GW, soit presque autant que les 57 réacteurs du parc nucléaire français... Mais beaucoup de ces requêtes sont abandonnées par les investisseurs en cours de route, relativise M. Bonnet. Les contrats de raccordement au réseau signés avec des porteurs de projets de data centers représentent 6 GW de capacité, et les demandes en cours de négociation 6 GW également, soit 12 GW au total. Ce qui reste malgré tout important.

Quelle sera la consommation électrique supplémentaire qu'entraînera cette capacité ? La mise à jour de ce calcul est encore en cours, répond M. Bonnet. RTE souligne toutefois que la montée en charge de ces gros projets peut être progressive, sur «dix à quinze ans», et rappelle que le 0,8 GW déjà alloué aux grands data centers existants n'est utilisé «qu'à 20 % environ». Début janvier, le Conseil économique et social avait, lui, estimé que la consommation des centres de données pourrait atteindre 50 à 70 TWh en 2035, contre 12 TWh en 2022. Les demandes des data centers en projet pourraient consommer une part substantielle des futures capacités que RTE compte ajouter au réseau, met en garde Mme De Bank. Dans sa stratégie présentée en interne au mois de juin 2024, EDF envisageait une hausse de la demande d'environ 150 TWh, pour les véhicules électriques, l'électrification de l'industrie, la décarbonation des bâtiments et les data centers (estimés alors à 20 TWh).

Au-delà des débats sur la capacité du réseau, la course au gigantisme des data centers n'est-elle pas aussi en dissonance avec les appels, lancés lors du sommet de l'IA par l'Elysée et le ministère de l'environnement, à développer une «IA durable» voire «frugale» ? «Cela ne nous empêche pas de continuer à travailler sur des modèles d'IA plus petits, plus efficaces et moins consommateurs en électricité. Les deux ne sont pas incompatibles», répond-on chez Mistral AI.

## Des tensions locales

Ces enjeux nationaux se traduisent, voire s'amplifient, au niveau local. L'arrivée d'un centre de données géant dans un territoire pose la «question de l'adaptation du réseau», reconnaît M. Bonnet. Dans certains territoires, des tensions existent déjà. A Marseille, devenue la deuxième place forte française des centres de données après l'Ile-de-France, l'afflux de demandes de nouvelles installations menaçait de saturer les capacités électriques au nord de l'agglomération, et renforçait l'opposition d'élus et d'associations, au point que la mairie a envisagé un moratoire en 2024.

Après des rencontres entre opérateurs, collectivités et gestionnaires de réseaux, RTE et Enedis ont proposé, début 2025, de déplacer l'implantation des nouveaux centres vers la zone commerciale de Plan de Campagne, située à une vingtaine de kilomètres au nord du Vieux-Port. Pour cela, il faudra construire un nouveau poste électrique, raccordé au point d'arrivée de l'électricité produite par les centrales de la vallée du Rhône. La demande est déjà là : sur les 550 MW promis, dont environ 320 dès 2030, 300 ont déjà été réservés par quatre nouveaux projets.

Pour éviter que ce type de nœuds se multiplie, le gestionnaire de réseau cherche à mieux répartir les centres de données sur le territoire. Alors que l'Ile-de-France et les Hauts-de-France concentrent 80 % des demandes d'études, dont les deux tiers pour la seule région parisienne, «depuis un an, on constate que les opérateurs élargissent leurs recherches, ce qui est une bonne nouvelle pour le réseau», explique le directeur adjoint de RTE, se disant «un peu plus serein».

Dans cette volonté de rationalisation et de facilitation des implantations, RTE a créé une procédure dite «fast track» («procédure accélérée»), approuvée le 7 mai par la Commission de régulation de l'énergie. Ainsi, le gestionnaire de réseau a identifié huit sites adaptés aux centres de données de plus de 400 MW, car facilement raccordables à des lignes à 400 000 volts et posant localement peu de problèmes de concurrence avec

d'autres usages industriels. Cette procédure permet aux opérateurs de centres de données d'accélérer leur raccordement au réseau à entre trois et quatre ans, soit trois ou quatre années de moins qu'avec la procédure classique, selon RTE. Quatre lieux ont déjà été dévoilés lors du sommet de l'IA, en février : la ZAC du Bosquel (Somme), Escaldain (Nord), la ZAC des Bordes, à Fouju (Seine-et-Marne), et l'ex-centrale thermique EDF de Montreuil-Fault-Yonne (Seine-et-Marne). D'autres sont en cours d'examen.

Depuis, le gouvernement a publié une liste élargie de 65 sites fonciers jugés propices à l'accueil de data centers. Et il a introduit dans le projet de loi de simplification de la vie économique un amendement dispensant ces projets de certaines obligations de la procédure d'autorisation. Cet assouplissement a suscité des oppositions : «L'Etat prendrait la main sur les compétences des collectivités locales relatives à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire», ont alerté les associations critiques du numérique La Quadrature du Net, Le Nuage était sous nos pieds et Hiatus, appelant à adopter un «moratoire sur la construction des grands entrepôts à serveurs».

Pour éviter les tensions locales et les risques de congestion, RTE impose parfois des clauses de rationnement de l'électricité qui prévoient des périodes dans l'année durant lesquelles un centre de données pourrait limiter sa consommation, le temps que les travaux d'adaptation du réseau local soient achevés. Certaines zones, comme les ports du Havre (Seine-Maritime) et de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), ont été sanctuarisées pour laisser la priorité aux industries plus traditionnelles, en attendant la croissance du réseau. Les coûts de raccordement aux lignes haute tension sont pris en charge par les opérateurs des data centers, mais les investissements dans le réseau électrique sont assumés par RTE, donc par la collectivité.

L'emploi est aussi bien sûr un enjeu local sensible. Les centres de données sont relativement peu créateurs de postes pérennes : l'association professionnelle France Datacenter comptabilisait, fin 2023, 28 200 emplois directs dans la filière, dont 17 900 pour l'exploitation courante des centres, après leur construction. Les annonces de Choose France évoquent, elles, la création d'environ 8 000 emplois directs et indirects, si les projets atteignent leurs capacités maximales.

Si ces apports directs restent limités, «pour attirer des entreprises sur son territoire, donc des emplois, il faut des infrastructures numériques», expliquait Denis Larghero, le maire (Union des démocrates et indépendants) de Meudon (Hauts-de-Seine), en amont de l'ouverture en mai 2024 d'un data center d'Equinix. Installé sur une friche de la commune, ce site lui rapportera une trentaine de millions d'euros sous forme de loyers, avec un bail de dix-huit ans. Une partie de la chaleur générée par les serveurs sera injectée dans le réseau local. Désireux de se faire accepter des élus, les opérateurs de centres de données mettent en avant leur contribution énergétique (chauffage de piscines municipales, de logements...) pour vanter l'impact économique et écologique de leur activité, également consommatrice de grandes quantités d'eau pour refroidir les serveurs.

## Une souveraineté en débat

Une autre question se pose : ces investissements massifs vont-ils renforcer la souveraineté technologique française et européenne, alors que l'écrasante majorité d'entre eux est portée par des entreprises étrangères, des Etats-Unis, du Canada ou des Emirats arabes unis ? «Emmanuel Macron transforme la France en colonie numérique», avait accusé Jean-Luc Mélenchon dans une tribune publiée en février par *Le Figaro* en réaction aux annonces du sommet de l'IA. Le chef de file de La France insoumise y craignait notamment que les «milliards [d'euros] venus de l'étranger» ne viennent «renforcer les acteurs déjà dominants». Une référence à Amazon, Microsoft et Google, qui détiennent 70 % à 80 % des parts du marché du cloud, c'est-à-dire l'hébergement de données et de services en ligne pour les entreprises.

A cette question économique s'ajoute, avec le contexte géopolitique, un débat juridique, évoqué début avril, au forum InCyber à Lille, par le PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, lequel s'était dit «pas très à l'aise» de choisir des opérateurs de cloud américains.

La crainte est que l'administration Trump puisse un jour leur ordonner de couper l'accès à leurs services, ou utiliser les lois extraterritoriales qui permettent dans certains cas aux autorités des Etats-Unis d'accéder à des données hébergées par des sociétés américaines (malgré l'existence d'un accord transatlantique sur les données adopté en 2022, mais contesté)...

A ce stade, il est encore un peu tôt pour avoir une réponse aux questionnements sur la souveraineté : les projets dévoilés au sommet de l'IA et lors de Choose France sont plutôt portés par des opérateurs de data centers comme Data4 ou Digital Realty, lesquels fournissent les bâtiments, le raccordement électrique ou le refroidissement, mais qui, pour opérer les serveurs, loueront ensuite de l'espace à des fournisseurs de services cloud traditionnels ou spécialistes de l'entraînement d'IA, comme Fluidstack, voire à des clients entreprises ou à des intégrateurs de type Capgemini. Qu'en pensent les opérateurs cloud français comme OVHcloud, Outscale, Cloud Temple ou Scaleway (filiale cloud d'Iliad, la maison mère de Free, fondée par Xavier Niel, actionnaire à titre individuel du Monde) ? «C'est toujours une bonne chose que la France reste la première destination des investissements étrangers en Europe, estime Benjamin Revolevski, directeur général d'OVHcloud. Mais il faudrait aussi veiller à ce qu'il y ait une transparence sur les conditions de gestion des données, afin que le terme de "souveraineté" ne soit pas galvaudé.»

«Les investissements sont une bonne nouvelle, car nous avons besoin de capacités de data centers pour le cloud et l'IA», salut aussi Damien Lucas, directeur général de Scaleway, qui opère aujourd'hui dans les data centers du français Opcore (autre filiale d'Iliad), mais envisage de mettre des serveurs dans les infrastructures étrangères en projet, «en prévenant et en laissant le choix aux clients». «Il faut que des acteurs français et européens prennent des parts sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'IA», souhaite-t-il néanmoins. Le scénario noir, aux yeux des acteurs locaux, serait de voir des data centers, des opérateurs cloud et des logiciels étrangers qui n'utiliseraient que l'électricité française...

Pour éviter cela, des députés du Parti socialiste ont déposé plusieurs amendements au projet de loi de simplification de la vie économique, en cours d'examen. L'un vise à ouvrir

la simplification des procédures d'implantation aux data centers moins grands (comme le sont souvent ceux des opérateurs français), tandis qu'un autre veut la réserver aux sociétés de pays qui offrent des garanties suffisantes sur les données et ne permettent pas d'y accéder avec des lois extraterritoriales, comme celles des Etats-Unis. Mais le gouvernement s'y est opposé. «Il faudrait surtout Choose French», sourit Alain Garnier, PDG de la suite bureautique Jamespot, espérant davantage de tech européenne dans les achats des entreprises et dans les marchés publics, avec l'adoption d'un Buy European Tech Act, une vieille revendication du secteur.

Chez Data4, le PDG, Olivier Micheli, dit «ne pas dépendre des lois américaines» car sa société est française et appartient au fonds d'investissement canadien Brookfield. Dans le même esprit, les Emirats arabes unis, dont les investissements dans les data centers et l'IA découlent d'un accord de coopération signé début février avec la France lors d'une visite de M. Macron, peuvent être présentés comme un allié alternatif aux Etats-Unis. Pour l'exécutif, le campus IA porté par le fonds émirati MGX est positif pour la souveraineté, car il contribuera au développement, dans l'IA, d'entreprises françaises comme Mistral AI. Et, au-delà, le projet va «favoriser des écosystèmes d'IA durables et créer des avantages tangibles pour les entreprises, les institutions publiques et les acteurs académiques», a plaidé, dans le communiqué, le cofondateur de Mistral AI, Arthur Mensch, citant la santé, la mobilité, l'énergie, la finance ou l'industrie. L'écosystème d'IA français est un «levier de performance pour l'ensemble des secteurs», a fait valoir l'Elysée à Choose France. Les gains de productivité potentiels de cette technologie sont en effet présentés comme prometteurs par le secteur. Leur ampleur réelle ne sera toutefois pas connue avant plusieurs années. ■

AUDREY PIQUARD ET OLIVIER PINAUD

**Le Monde**  
en partenariat avec  
**ARTS ET VIE**  
Voyages culturels

**DU 3 AU 18 NOVEMBRE 2025**  
16 jours - 13 nuits

**JAVA & BALI**

Parcourir l'archipel indonésien, c'est plonger dans un monde d'émerveillement, où se mêlent avec harmonie la majesté des volcans, la luxuriance d'une flore tropicale exubérante, et l'expression vibrante d'un art sacré aux racines millénaires.

Ce circuit, profondément imprégné de cette diversité culturelle et spirituelle, est une véritable invitation à la découverte. Sur l'île de Java, le mythique Borobudur – plus grand temple bouddhique au monde – se dresse tel un joyau de pierre dans un écrin de nature. À Bali, l'hindouisme irrigue chaque instant du quotidien : offrandes, processions, cérémonies... autant de scènes de vie d'une rare intensité, où se révèlent les liens subtils entre l'homme, la nature et le divin.

**UN VOYAGE INITIATIQUE  
AU COEUR DE L'ART ET  
DE LA SPIRITUALITÉ  
INDONÉSIENNE**

**LES TEMPS FORTS  
DU VOYAGE**

- les rizières en terrasses de Bali, classées à l'UNESCO
- la région de Bromo et son volcan
- déjeuner dans une maison de la noblesse balinaise
- atelier de confection d'offrandes
- cours de Gamelan, instrument de musique traditionnel, et de cuisine javanaise
- observation du processus de fabrication du batik

**UN GROUPE CONVIVIAL  
N'EXCÉDANT PAS 25 PERSONNES**

Inscriptions sur [artsetvie.com/lemonde-indonesie](http://artsetvie.com/lemonde-indonesie)

# Trump va doubler les droits de douane sur l'acier et l'aluminium

Le président américain a annoncé que les taxes passeraient à 50 % mercredi, et soutient désormais le rachat d'US Steel par Nippon Steel

NEW YORK - correspondant

**D**evant des centaines d'ouvriers, à Pittsburgh (Pennsylvanie), berceau de l'acier américain, Donald Trump a été fait « sidérgiste » d'honneur, vendredi 30 mai. Il a été célébré en héros en se voyant offrir un sweat-shirt flouqué du numéro 47, celui du 47<sup>e</sup> président des Etats-Unis, alors qu'il était là pour opérer une volte-face complète : la prise de contrôle par le groupe japonais Nippon Steel de l'américain US Steel.

Pendant la campagne présidentielle, le républicain s'était opposé à ce rachat annoncé en décembre 2023 pour conquérir l'électorat syndiquée de la sidérurgie américaine. « *Le fait que le Japon puisse acquérir US Steel est une chose horrible. Je bloquerai cela instantanément* », avait promis M. Trump au début de 2024. Mais, revenu aux affaires, il a compris que les chances de survie de l'entreprise dépendaient des investissements promis par les Japonais sur le sol américain. Il a donc fini par lever le veto mis en place le 3 janvier 2024 par son prédécesseur démocrate Joe Biden, lequel avait invoqué des raisons de sécurité nationale.

L'essentiel était de faire croire qu'il avait gagné. M. Trump n'a pas parlé de rachat, mais de « partenariat » et a salué « *14 milliards de dollars [12,3 milliards d'euros] d'investissements* », pour « moderniser les aciéries, agrandir les mines et construire des installations de pointe dans l'Indiana, le Minnesota, l'Alabama et l'Arkansas... Cela créera et sauvera plus de 100 000 emplois américains ». Il s'est réservé le plaisir d'annoncer « *un bonus de 5 000 dollars bien*

mérité » pour les ouvriers sidérurgistes. Et il a surtout proclamé un doublement, dès mercredi 4 juin, des droits de douane sur les importations d'acier – ils vont passer de 25 % à 50 %. « *Cela signifie que personne ne pourra voler votre industrie. Ils ne peuvent plus franchir cette barrière quand elle est à 50 %* », s'est réjoui M. Trump.

A ses yeux, les investissements japonais et les 50 % de droits de douane permettront de soutenir la fabrication de l'acier aux Etats-Unis et la défense de l'emploi ouvrier américain. C'est l'objectif premier de M. Trump, qui relance ainsi la guerre commerciale avec ses partenaires sur ce secteur industriel. Le Japon, l'Union européenne, la Corée du Sud, producteurs d'acier, tentent de négocier avant le 9 juillet un accord commercial global pour éviter les droits présumés réciproques imposés puis suspendus, en avril, par M. Trump sous la pression des marchés financiers.

#### Sur la sidérurgie, sauver la face

Furieux d'une décision de justice, prononcée mercredi 28 mai et suspendue en référé le lendemain, qui a annulé ses droits de douane, le républicain a relancé l'offensive, en dénonçant, vendredi, la trêve avec la Chine et en doublant donc les droits sur l'acier.

Dans une affaire où il est essentiel de sauver la face, les détails de l'accord avec Nippon Steel ne sont toujours pas connus. « *C'est un investissement [du groupe japonais], c'est une propriété partielle, mais contrôlée par les Etats-Unis* », avait déclaré M. Trump dès le 25 mai. Selon le *Wall Street Journal*, Nippon Steel nommerait un conseil d'administration distinct, composé

#### Pendant la campagne présidentielle, le républicain s'était opposé à la vente du groupe américain

majoritairement de citoyens américains, pour superviser ses activités en Amérique du Nord. Les principaux dirigeants de l'entreprise seraient aussi américains, tandis qu'un contrôleur fédéral serait nommé pour veiller au respect des engagements du groupe nippon en matière de sécurité nationale, d'investissements et de non-licenciements. Ces garanties permettent aux responsables américains d'affirmer qu'ils détiennent une « *golden share* » dans US Steel, une action spécifique synonyme de droit de veto.

Dans cet Etat de Pennsylvanie de la « ceinture de la rouille », l'affaire avait donné lieu en 2024 à des surenchères protectionnistes entre MM. Trump et Biden, puis Kamala Harris. Le 3 janvier, M. Biden avait bloqué la fusion. De retour à la Maison Blanche, M. Trump a refusé de céder lors de la visite à Washington du premier ministre japonais, Shigeru Ishiba. Il était trop tôt. En réalité, la manœuvre ne plaisait guère aux autres ouvriers de la région, notamment le syndicat des électriciens de Beaver, sur la rivière Ohio en aval de Pittsburgh, rencontrés en octobre 2024. « *C'est toujours bien d'avoir des investissements. C'est de là que viennent nos emplois* »,

expliquait à l'époque le syndicaliste Larry Nelson. L'un des dirigeants du comté, le républicain modéré Jack Manning, prévoyait déjà l'issue de l'affaire : « *Le "deal" se fera après l'élection. Cela n'est qu'une posture politique de Trump et Harris. Même le soutien des travailleurs commence à craquer.* »

US Steel est une entreprise très politique. Elle est l'héritière de l'empire fondé au XIX<sup>e</sup> siècle par Andrew Carnegie. Le groupe a ensuite été vendu au banquier John Pierpont Morgan, en 1901, qui lui a donné son nom actuel, US Steel : ses hauts-fourneaux ont contribué à forger l'Amérique du XX<sup>e</sup> siècle, avec ses gratte-ciel, ses ponts et ses navires de guerre.

La firme a prospéré jusqu'aux années 1970, avant de subir de plein fouet la crise de la sidérurgie. Ses effectifs sont alors passés de 120 000 à 20 000 salariés. L'entreprise a eu recours à des subventions fédérales. Octroyées sous l'administration de Ronald Reagan (1981-1989), elles devaient l'aider à affronter la concurrence japonaise. Mais le groupe les a utilisées pour se diversifier dans l'énergie, au point qu'il a changé de nom pour ne plus s'appeler que USX en 1986.

En 2001, les activités énergétiques et sidérurgiques se sont séparées à nouveau et l'entreprise a retrouvé son nom d'US Steel. Mais la glorieuse société s'est rétrécie et, à la Bourse de New York, elle a été retirée en 2014 de l'indice S&P 500 des plus grandes valeurs américaines. Fin 2023, Nippon Steel, quatrième producteur mondial d'acier, a fini par proposer de la racheter afin de contrer la domination chinoise du secteur. ■

ARNAUD LE PARMENTIER

## Le Sénat examine une loi interdisant la publicité aux acteurs de la fast-fashion

L'exécutif soutient le texte censé freiner les ventes de la plateforme chinoise Shein en France

**C'**est le texte qui électrise le secteur de la mode. La proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile doit être examinée lundi 2 et mardi 3 juin au Sénat, avant un vote prévu le 10 juin. Le texte initial, proposé par Anne-Cécile Violland, députée (Horizons) de Haute-Savoie, et adopté à l'unanimité par les députés en mars 2024, prévoit d'imposer aux acteurs de fast-fashion, cette mode épiphémère à prix cassés, un malus indexé sur un score environnemental et leur interdire de faire de la publicité. Avec en ligne de mire : la plateforme chinoise Shein.

Mais ce texte a été largement amendé, le 19 mars, par la commission du développement durable du Sénat. L'interdiction de publicité se limite désormais à empêcher les plateformes de recourir à des influenceurs pour faire leur promotion. Ce que regrette Julia Faure, coprésidente de Mouvement Impact France, réseau d'entrepreneurs engagés.

Pour autant, le sort de cette disposition inédite n'est pas scellé. A la veille de l'examen au palais du Luxembourg, le gouvernement a annoncé soutenir un amendement pour rétablir l'interdiction totale de publicité, en dépit des risques d'anticonstitutionnalité de cette mesure susceptible de

contrevenir à la liberté de communiquer et d'entreprendre.

En revanche, le gouvernement soutient une autre modification majeure apportée par les sénateurs. Le malus, qui pourrait être imposé aux plateformes d'habillement à petits prix, n'est plus indexé sur le score environnemental d'un vêtement. Il dépendra de la transition écologique, avait soutenu cette proposition de loi. Tout comme plusieurs organisations environnementales et fédérations professionnelles, qui applaudissent une législation propre à freiner les plateformes comme Shein, bête noire des enseignes de mode françaises, et à réguler l'importation de vêtements en provenance de Chine. Mais, depuis, Véronique Louwagie, ministre déléguée chargée du commerce, et Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, ont été contraintes d'entendre des critiques. Y compris celles de Bruxelles.

« *Les effets de bord de ce texte étaient importants* », explique Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce. Le secteur s'inquiétait de cette législation susceptible de grever aussi les prix de vente de grandes enseignes d'habillement françaises. Car, elles aussi font fabriquer leurs collections dans des pays à bas coût, en Chine essentiellement. Beaucoup d'entre elles ont donc baissé contre la méthode française

crit dans la proposition de loi. Le gouvernement a proposé de le définir par décret, afin de pouvoir l'ajuster sans avoir recours à un parcours législatif.

A l'évidence, ce texte plein de chausse-trapèzes préoccupe le gouvernement. En mars 2024, Christophe Béchu, alors ministre de la transition écologique, avait soutenu cette proposition de loi. Tout comme plusieurs organisations environnementales et fédérations professionnelles, qui applaudissent une législation propre à freiner les plateformes comme Shein, bête noire des enseignes de mode françaises, et à réguler l'importation de vêtements en provenance de Chine. Mais, depuis, Véronique Louwagie, ministre déléguée chargée du commerce, et Agnès Pannier-Runacher, ministre de la transition écologique, ont été contraintes d'entendre des critiques. Y compris celles de Bruxelles.

« *Les effets de bord de ce texte étaient importants* », explique Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce. Le secteur s'inquiétait de cette législation susceptible de grever aussi les prix de vente de grandes enseignes d'habillement françaises. Car, elles aussi font fabriquer leurs collections dans des pays à bas coût, en Chine essentiellement. Beaucoup d'entre elles ont donc baissé contre la méthode française

de calcul de l'affichage environnemental, ce score qui devait être l'un des critères d'application de la loi et de son système de bonus-malus. Alors que la crise les asphyxie, les enseignes d'habillement « *craignaient d'être les victimes collatérales d'un texte visant initialement Shein* », décide le président d'une fédération d'habillement sous couvert d'anonymat.

Depuis janvier, leur lobbying a redoublé, avec la guerre commerciale que le président américain, Donald Trump, a lancée contre les plateformes chinoises aux Etats-Unis, en taxant les colis importés. Car les commerçants européens redoutent que ces concurrents puissants, privés de débouchés aux Etats-Unis, décuplent leur marketing en Europe et les affaiblissent davantage.

Or, la crise que traverse le marché français fauche les enseignes les plus fragiles : Jennyfer (999 salariés) est en cours de liquidation, et Naf Naf (près de 700 salariés) a été placée en redressement judiciaire, vendredi 30 mai. Dès lors, l'idée d'épargner les enseignes de grande diffusion de tout risque de malus s'est imposée. « *Il est urgent d'adopter des outils forts et ciblés contre Shein* », formule M. Petiot, de l'Alliance du commerce, qui soutient désormais le texte soumis au vote du Sénat. ■

JULIETTE GARNIER



MATIÈRES PREMIÈRES  
PAR LAURENCE GIRARD

## Europe: open bar pour l'alcool pakistanais

Dans les champs, la betterave pousse doucement, mais sûrement. « *Nous avons eu des attaques de puceron plus tôt que prévu, vers fin avril, mais elles sont, a priori, bien contrôlées* », raconte Gérard Clay. Si cet agriculteur des Hauts-de-France se réjouit de l'état de développement de cette culture, il ne manque pas de sujets de préoccupation.

La coopérative sucrière qu'il préside, Tereos, traverse, comme ses concurrents, une nouvelle zone de turbulences.

Connue pour être cyclique, l'industrie du sucre est prise depuis près d'un an dans un cycle de repli. Le prix du sucre en Europe a fondu de 40 % sur cette période. Pour expliquer cette glissade, Tereos évoque, d'abord, la surproduction. Attirés par une rémunération lucrative alors que les cours tutoyaient les sommets, les agriculteurs allemands, polonais et français ont planté à tour de bras. Les surfaces de betteraves ont bondi de 12 % en deux ans.

#### Frein d'urgence

Déjà proche du surpoids, le marché du sucre européen s'est retrouvé déstabilisé par un flux massif d'importation. Les vannes se sont ouvertes au sucre ukrainien, et à l'alcool industriel pakistanais. Une double déferlante qui a entraîné la chute des cours. Les groupes sucriers (la betterave est aussi utilisée pour produire de l'alcool industriel) ont alerté. « *Nous avons demandé une clause de sauvegarde pour l'alcool européen. Nous attendons depuis*

deux ans que la procédure débouche », affirme Olivier Leducq, directeur général de Tereos.

L'alcool industriel pakistanais a commencé à se déverser en Europe, en pleine pandémie de Covid-19, quand la demande de gel hydroalcoolique explosait et que les usines européennes n'arrivaient plus à répondre à l'ensemble de demandes. Puis, après le début de la guerre en Ukraine, début 2022, les cours de l'énergie ont explosé et le prix de l'alcool produit en Europe a flambé. Le concurrent asiatique, indemne de cette inflation, en a profité pour amplifier ses exportations, avec des prix inférieurs de 30 %. « *L'activité n'est plus rentable, nous avons dû fermer une distillerie* », dit M. Leducq. Open bar pour l'alcool pakistanais en Europe. Les sucriers français trinquent.

En parallèle, l'Ukraine a bénéficié, après l'invasion russe, d'un accord avec l'Union européenne pour écouter ses productions agricoles avec un abaissement des taxes. En 2023, ce pays a déversé 500 000 tonnes de sucre sans droit de douane, à comparer aux 20 000 à 40 000 tonnes avant guerre. Un frein d'urgence a été instauré en 2024 pour limiter le flux à 270 000 tonnes. L'accord agricole arrivait à échéance début juin : Bruxelles et Kiev ne sont pas arrivés à un compromis. Les discussions se poursuivent.

Pour la campagne 2025, les planteurs européens ont réduit les surfaces de betteraves de 9 %. Avec des champs rétrécis, ils espèrent faire rebondir les prix. ■

## Un dirigeant d'EDF à la tête de Suez

Le conseil d'administration doit nommer Xavier Girre au poste de directeur général

**Q**uatre mois après le départ de sa patronne franco-allemande, Sabrina Soussan, fin janvier, le groupe Suez s'apprête à accueillir un nouveau directeur général. Le comité des nominations du spécialiste de l'eau et des déchets a, en effet, entériné, mardi 27 mai, le choix de Xavier Girre, membre du comité exécutif d'EDF, pour prendre sa succession, selon plusieurs sources confirmant une information de BFM Business. Thierry Déau, patron du fonds d'infrastructure Meridiam, qui détient 39 % de Suez, conserve la présidence qu'il avait prise le 1<sup>er</sup> janvier, peu avant le départ de Mme Soussan. Suez n'a pas souhaité faire de commentaire.

Le directeur exécutif d'EDF (chargé de la direction performance, impact, investissements et finance) devait être confirmé lundi 2 juin par le conseil d'administration. M. Girre connaît bien la maison dont il est administrateur depuis deux ans, préside le comité RSE (Responsabilité sociale et environnementale). Ses liens avec les collectivités territoriales, acquis dans ses précédentes fonctions, ont aussi joué, semble-t-il, en sa faveur.

M. Girre avait rejoint EDF en 2015 après être passé chez Veolia, le grand concurrent de Suez, puis La Poste. Après un parcours tourné vers les risques et la finance, il aspirait depuis longtemps, selon un proche, à prendre une direction opérationnelle. Son départ ne serait pas lié à l'évolution à la tête d'EDF. Bernard Fontana ayant remplacé le 5 mai Luc Rémond, évincé par le gouvernement.

Chez Suez, M. Girre aura fort à faire. Après le bilan jugé décevant de la direction précédente, les actionnaires attendent du directeur, réputé « *homme de transformation* », qu'il aille vite. Mme Soussan avait pris les rênes du « *nouveau Suez* » début 2022, peu après la finalisation du rachat par le consortium regroupant Meridiam, le fonds américain Global Infrastructure Partner et la Caisse des dépôts et consignations, alors que Veolia mettait la main sur les deux tiers de l'activité du groupe.

#### Poids de la dette

Un choc terrible pour la firme ainsi découpée, qui avait ensuite cumulé plusieurs difficultés. Celle d'une gouvernance manquant de fluidité, d'abord, avec à un attelage hétéroclite de financiers au capital, pas toujours d'accord. Ensuite, la greffe avec Mme Soussan n'avait pas pris. Outre un management jugé trop vertical, il lui était reproché de ne pas s'attaquer en profondeur aux lourdes internes et de peiner à réorienter le groupe vers les activités à forte valeur ajoutée. En 2024, Suez a essayé une perte de 211 millions d'euros du fait du poids de la dette.

Ces derniers mois, l'intérim avait été assuré par les patrons des deux branches, eau et déchets. Une revue de portefeuilles avait été notamment engagée. Selon l'agence Bloomberg, Suez étudiait une cession de certains actifs dans le secteur de l'eau en Chine. Mais il est probable que le nouveau patron voudra y voir plus clair sur l'organisation et la stratégie, avant de céder les bijoux de famille. ■

ISABELLE CHAPERON

**M** en vente  
actuellement

■ En kiosque



Dès jeudi 22 mai



Hors-série



Hors-série



Dès mercredi 28 mai



Parution le mardi 11 juin

Nos services

Lecteurs

■ Abonnements

Sur abo.lemonde.fr

Par tél. au 03 28 25 71 71

(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

■ Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS  
[www.souffreurs.eu](http://www.souffreurs.eu)

**Le Monde**  
Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)**

soit sur le site : <https://carnet.lemonde.fr>

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

carnet@mpublicite.fr  
<https://carnet.lemonde.fr>

**AU CARNET DU « MONDE »**

**Décès**

La famille Carlon

a la profonde tristesse de faire part du décès de

**M. Jean-Pierre Marc CARLON,**

survenu le 23 mai 2025.

Richard, Jonathan, Nils et Lara Carlon,  
ses enfants

Ainsi que Valérie Dupin,  
sa femme,

vous informent qu'une cérémonie sobre et laïque s'est tenue ce samedi 31 mai, à 11 heures, au cimetière de Caudade, à Nice, afin de lui rendre hommage.

P.F. des Collines,  
Marbrerie Cardi-Andrio,  
Tél. : 04 97 20 50 50.

Nathalie, Marie et Juliette Choudey,  
ses filles

Ainsi que toute sa famille,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

**Monique CHOUDEY,**

survenu le lundi 26 mai 2025.

Une cérémonie civile se tiendra au crématorium d'Arcueil, le jeudi 5 juin, à 10 heures, suivie de l'inhumation au cimetière de Cachan, à 11 h 15.

Elise Zara Emmanuelli,  
sa fille

Et la famille Zara Emmanuelli,  
Les familles Emmanuelli et Orrechioni,

font part de la disparition du

**docteur Claire  
EMMANUELLE ZARA,**

ancien interne  
des Hôpitaux de Paris,  
ancien chef de clinique,  
gynécologue et obstétricien.

Un requiem sera célébré le vendredi 13 juin 2025, à 10 heures, en l'église Saint-Eustache, Paris 1<sup>er</sup>.

Paris. Saint-Maur. Hossegor.

Mme Josiane Froissart,  
son épouse,  
Chloé et Hugo Froissart,  
ses enfants,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

**M. Pierre-Alain FROISSART,**  
psychologue, psychanalyste,

survenu le 25 mai 2025, à Paris, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Sa bienveillante humanité continue d'accompagner sa famille, ses proches, ses patients et tous ceux qui l'ont côtoyé.

Les familles Gunther, Burke, Kimball et Price  
Ainsi que ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Thomas Michael GUNTHNER,**

historien de la photographie,  
conseil en communication,  
traducteur enseignant d'anglais  
au ministère des Affaires étrangères  
et à l'Assemblée nationale,  
maître de conférence à l'Institut  
d'études politiques de Paris,

survenu à Paris, le 18 mars 2025.

Une messe de requiem sera  
célébrée le 2 juin, à 13 heures, en  
l'église Saint-Sulpice, Paris 6<sup>e</sup>.

Remerciements au personnel de la  
résidence Antoine Portail, Paris 6<sup>e</sup>,  
en particulier au docteur Jeanne-  
Marie Bréchot.

Véronique et Pascal Courbet,  
Stéphane et Véronique Lanterrier,  
Ugo Lanterrier et Colombe  
Brossel,

Julie et Manon, Pierre et Sarah,  
Charlotte et Victor, Emma et Hugo,  
Léo, Lila, Agathe, Lune et Éponine,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

**Lilianne LANTERNIER,**  
née RAGUSI,

survenu le 28 mai 2025, à Paris, à  
l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Clotilde Mathieu,  
sa fille,

Alexandre Bonnefond,  
son gendre,  
Alice et Mayeul,

ses petits-enfants,  
Céline Bouillo, sa nièce,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**Pierre-Louis MATHIEU,**

survenu le 22 mai 2025, à Lyon, à  
l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Une cérémonie religieuse sera  
célébrée le mardi 3 juin, à 14 h 30, en  
l'église Saint-Augustin, Lyon 4<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu au  
cimetière de la Croix-Rousse, Lyon 4<sup>e</sup>.

Diplômé de Sciences-Po Paris,  
docteur ès lettres et docteur en droit,  
ancien directeur de BNP Paribas,  
Pierre-Louis Mathieu fut un historien  
de l'art reconnu, spécialiste du  
symbolisme. Il s'est particulièrement  
consacré à l'œuvre de Gustave Moreau  
et s'est également intéressé à la pensée  
économique, politique et religieuse  
de Teilhard de Chardin. Intelligent,  
exigeant et passionné, il a transmis à  
tous ceux qui l'ont côtoyé son amour  
de la connaissance, sa rigueur  
intellectuelle et sa foi dans la  
puissance de la pensée et de l'art.

Violette et Nicolas,  
ses enfants,  
Sa belle-fille  
Et ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme Jeannette  
PETIT DE MIRBECK,**  
née URTREGER,

survenu le 22 mai 2025, à l'âge de  
quatre-vingt-treize ans.

L'inhumation aura lieu le 4 juin,  
à 10 h 30, au cimetière parisien de  
Bagneux.

Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de

**Jean-Louis PINTE,**  
ancien critique  
de théâtre et d'arts plastiques,

survenu le 27 mai 2025,  
à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie d'adieu aura lieu le  
mercredi 4 juin, à 11 heures, au  
crématorium du cimetière du Père-  
Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

hommajeanlouispine@gmail.com

Yves Robineau,

son époux,

Pascal Jégoz,

son frère,

Aurélie et Stéphane,

François-Mathieu et Juliette,

Julien et Stéphan,

ses enfants et leurs conjoints,

Alice, Ysé, Hippolyte, Daphné,

Jeanne, Félicie,

ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Marie-Laure ROBINEAU,**

conseillère honoraire  
à la Cour de cassation,

survenu à Paris, le 24 mai 2025, jour  
de ses soixantequinze ans.

Une cérémonie aura lieu en  
l'église Saint-Médard, à Paris 5<sup>e</sup>,  
le mercredi 4 juin, à 14 h 30.

Elle sera inhumée le vendredi  
6 juin, à 15 heures, au cimetière de  
San-Nicola (Haute-Corse).

Lorette, Sylvie, Olivier,  
ses enfants

et leurs conjoints,

Henri, Camille, Sébastien, Virginie

et Félix,

ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Michèle ROUXEL,**

née COULÉON,

survenu à Paris, le 26 mai 2025, dans  
sa quatre-vingt-douzième année.

Une cérémonie sera célébrée le  
jeudi 5 juin, à 16 heures, au  
crématorium du cimetière du Père-  
Lachaise, 55, rue des Rondeaux,  
Paris 20<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu le vendredi  
6 juin, à 11 heures, au cimetière du  
Montparnasse, 3, boulevard Edgar-  
Quinet, Paris 14<sup>e</sup>.

8, rue Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle,  
75006 Paris.

Son épouse,  
Cédric, Axelle, Florian et Kostia,  
ses enfants,  
ainsi que leurs conjoints,  
Ses petites-filles,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Claude TESTUT,**  
IEG 1970,  
ingénieur-électricien,  
diplômé en sciences économiques,  
magistrat,

survenu le 15 mai 2025, à Paris, à l'âge  
de soixante-dix-huit ans.

Claude repose au cimetière du  
Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Xavière Tiberi,  
née Casanova,  
son épouse,  
Hélène Tiberi,  
sa fille,  
Dominique Tiberi,  
son fils,  
Jean-Marie Tiberi,  
son petit-fils  
et sa maman, France Vimont,

ont la douleur de faire part du décès,  
le 27 mai 2025, à l'âge de quatre-  
vingt-dix ans,

**Jean TIBERI.**

La cérémonie religieuse sera  
célébrée le mardi 3 juin, 10 heures,  
en l'église Saint-Etienne-du-Mont, place  
du Panthéon, Paris 5<sup>e</sup>.

Elle sera suivie de l'inhumation  
au cimetière du Montparnasse,  
Paris 14<sup>e</sup>.

La famille tient à remercier le  
professeur Romain Coriat et le  
docteur Bruno Fron pour la qualité  
exceptionnelle de leurs soins, ainsi  
que la fidèle collaboratrice de Jean  
Tiberi, Mme Jacqueline Mockryki.

Ni fleurs ni couronnes, mais vous  
pouvez faire un don à la Fondation  
de l'AP-HP, 55, boulevard Diderot,  
CS 22305, 75610 Paris Cedex 12, en  
spécifiant « service de gastro-  
entérologie et oncologie digestive ».

Cet avis tient lieu de faire-part et de  
remerciements.

(Le Monde du 30 mai).

Evelyne Tomatis,  
Marc-André Tomatis,  
Gérard Rihay,  
sa sœur et ses frères,  
Myriam, Marie, Clémence, Hugo,  
Samuel, Raphaël, Grégoire, Pierre,  
Charles, Sébastien,  
ses nièces et neveux,  
Toute sa famille  
Et ses proches,

ont l'immense tristesse d'annoncer  
le décès de

**M. Patrick TOMATIS,**

professeur de yoga,  
secrétaire général  
de la Fédération nationale  
des enseignants de yoga,  
président  
de l'École française de yoga.

La cérémonie religieuse aura lieu  
le mardi 3 juin 2025, à 10 heures,  
en

**Le lieutenant-colonel Christian Richter, juriste à l'Académie de Hambourg et réserviste, le 20 mai.** PHOTOS: MAXIMILIAN MANN/DOCKS POUR « LE MONDE »

SARRELOUIS ET HAMBOURG (ALLEMAGNE) - envoyée spéciale

**L**orsqu'il s'est rendu aux cérémonies de commémoration du débarquement allié en Normandie, le 6 juin 2024, le général de brigade Andreas Steinhaus a ressenti « quelque chose de spécial, en tant que soldat allemand, en étant convié à cet endroit-là ». Lui a toujours considéré qu'il faisait partie des Alliés. Né en 1968, en Allemagne de l'Ouest, il célébrait le D-Day, enfant, avec le sentiment d'être « du bon côté ». Puis il s'est engagé dans l'armée, à l'âge de 19 ans, pour « défendre la liberté », avant de combattre en Afghanistan, en Bosnie, en Irak et au Soudan, aux côtés d'autres Européens et des Américains.

Le 5 juin 2024, pourtant, il a pris le temps de se rendre sur la tombe de son grand-oncle, qui avait servi dans la Wehrmacht. Celui-ci est enterré à quelques kilomètres de la côte, dans le cimetière allemand de La Cambe (Calvados), aux côtés des 21 000 soldats du III<sup>e</sup> Reich tués pendant la bataille de Normandie. « Un jour, j'étais sur sa tombe, le lendemain, j'étais avec les soldats américains », raconte-t-il, dans son bureau de Sarrelouis (Sarre), où est stationnée sa brigade de parachutistes. « La notion de patrie n'est pas géographique », dit-il, soulignant la complexité de l'histoire dont il a hérité.

Des récits comme le sien sont courants dans la Bundeswehr. Il y a ceux dont les proches ont servi dans la Wehrmacht (« L'autre armée », comme dit l'un d'eux). Il y a aussi ceux dont les parents étaient dans l'armée est-allemande avant d'être intégrés dans la Bundeswehr du jour au lendemain, à la faveur de la réunification, en 1990, tandis que la Nationale Volksarmee était liquidée. Certains, parmi leurs aïeux, ont successivement porté l'uniforme sous l'Empire allemand, sous la République de Weimar, puis sous le III<sup>e</sup> Reich.

S'intéresser à l'armée allemande aujourd'hui, c'est revenir sans cesse à l'histoire. Malgré l'ampleur des efforts déployés par l'Allemagne pour tenter de s'en émanciper, le passé demeure un contre-modèle omniprésent dans la Bundeswehr. Quarante-cinq ans après la fin de la seconde guerre mondiale, les codes, les missions, les usages et la culture de l'armée restent ceux qui furent imaginés au sortir du conflit pour s'en démarquer. L'armée allemande a été pensée comme une institution destinée à combattre le moins possible. Comme le résume un expert allemand, « de même que le nucléaire est une arme de non-emploi, la Bundeswehr est une armée de non-emploi ».

La Bundeswehr doit pourtant devenir « apte à la guerre » (*kriegstüchtig*), comme l'a déclaré le ministre de la défense, Boris Pistorius, en octobre 2023. Le chancelier, Friedrich Merz, a promis d'en faire, à grand renfort d'argent public, l'*« armée la plus puissante d'Europe sur le plan conventionnel »*. Ses problèmes d'équipement et de recrutement, hérités de trois décennies de sous-investissement, sont connus. Ils concentrent l'essentiel des promesses du nouveau gouvernement, dont la première décision a consisté à réformer la Constitution pour permettre le recours à l'emprunt, afin de financer les dépenses militaires – qu'il est prêt à porter à 5 % du produit intérieur brut, contre 2 % actuellement. Mais la transformation de la culture de la Bundeswehr, pourtant presque absente du débat public, constitue un défi presque aussi grand que les difficultés matérielles de celle-ci.

Numériquement l'une des plus grandes armées d'Europe pendant la guerre froide, la Bundeswehr a été conçue « comme un pouvoir civil », explique l'historien Sönke Neitzel. En 1955, lorsqu'elle est créée sous l'influence des Alliés désireux de la faire contribuer à la défense de l'Europe de l'Ouest, la feuille de route est claire : la rupture avec la Wehrmacht doit être totale. Les uniformes sont redessinés sur le modèle de ceux des armées américaine et britannique, sans culotte d'équitation, sans bottes à tige ni casquette. Le pas de l'oise est supprimé, puisque les défilés ont disparu. La Wehrmacht devient la Bundeswehr.

En pratique, l'affaire est moins simple. Impossible de rebâtir une armée sans recourir à l'expertise des vétérans, particulièrement face à l'URSS. Contrairement à la République démocratique allemande, qui assume de construire une armée moins expérimentée en évitant de recourir au savoir-faire



d'anciens nazis, la République fédérale d'Allemagne mobilise sciemment d'ex-responsables de l'armée du III<sup>e</sup> Reich, quitte à les faire sortir de prison, en accord avec ses alliés occidentaux. « Les anciens nazis devaient passer un examen pour montrer leur loyauté à la République », rappelle Nina Leonhard, sociologue au centre d'histoire militaire et de sciences sociales de la Bundeswehr, à Potsdam. Pour intégrer l'armée, ils devaient notamment déclarer que la tentative d'attentat visant Hitler, le 20 juillet 1944, n'était pas une trahison, mais un acte héroïque. »

En l'espace de trois ans, une force de douze divisions et de 500 000 soldats est mise sur pied. Un récit politique, relayé par les associations d'anciens combattants, permet de disosier la Wehrmacht des crimes du régime nazi, imputés presque exclusivement aux Waffen SS dans l'historiographie des années 1950-1970. Mais la nouvelle armée est sévèrement corsetée, subordonnée au pouvoir politique et contrôlée par le Parlement, qui doit donner son feu vert à toutes les opérations et – depuis 1981 – à toutes les dépenses de plus de 25 millions d'euros.

#### UN CITOYEN EN UNIFORME»

Surtout, elle a vocation à n'intervenir que dans un cadre international – celui de l'OTAN – et jamais en position de leadership. Elle n'est d'ailleurs pas dotée des outils nécessaires à la prise de décision stratégique : elle est pensée comme une armée fiable pour ses alliés dans un système de sécurité collective, dont elle attend les ordres. Cela vaut à ses soldats une réputation de « fonctionnaires en uniforme », selon l'expression de Manfred Wörner, ancien ministre fédéral de la défense (1982-1988) et secrétaire général de l'OTAN (1988-1994). « Deux principes prévalent : ne jamais intervenir seuls, mais toujours en multilatéral, et éviter d'utiliser la force », résume Nina Leonhard.

Le statut du soldat est aboli. Celui-ci devient un « citoyen en uniforme », libre de s'exprimer publiquement et même d'adhérer à un parti politique. L'objectif est de lui donner les moyens de désobéir s'il juge les ordres contraires à la Loi fondamentale. Ces principes forment ce que la Bundeswehr nomme l'*« Inne Führing*, le « leadership intérieur », un concept censé fixer un cadre moral de conduite, auquel il est constamment fait référence. « L'idée est que les soldats doivent savoir pourquoi ils se battent », explique Nina Leonhard. Ils ont non seulement le droit, mais aussi le devoir de désobéir si nécessaire. » Le

#### « LES SOLDATS ONT NON SEULEMENT LE DROIT, MAIS AUSSI LE DEVOIR DE DÉSOBÉIR SI NÉCESSAIRE »

NINA LEONHARD  
sociologue allemande

# Allemagne L'armée qui n'aime pas la guerre

Créée en 1955, la Bundeswehr a été pensée pour combattre le moins possible. Si Berlin veut la rendre « apte à la guerre », l'institution peine à s'émanciper de son histoire complexe

soldat peut ainsi contourner sa hiérarchie pour s'adresser à un référent au Bundestag en cas de besoin. Dans les faits, « cela crée des situations où celui qui donne les ordres et celui qui les reçoit sont plus ou moins au même niveau », confirme Andreas Steinhaus, devant une dizaine de soldats de sa brigade assis en silence. Et cela oblige les deux parties à réfléchir. »

Les soldats prêtent en outre un serment dont le texte, rédigé en 1956 et toujours en vigueur, est purgé de toute référence martiale. Il y est question « d'obéissance, de camaraderie et d'accomplissement du devoir », relate Sönke Neitzel dans son livre *Deutsche Krieger. Vom Kaiserreich zur Berliner Republik – eine Militärgeschichte* (« Guerriers allemands. De l'Empire à la République de Berlin – une histoire militaire »), Propyläen Verlag, 2020, non traduit). A l'inverse, « l'honneur, le courage, la combativité, le sens du sacrifice, la loyauté et

la bravoure » ne figurent plus au centre des valeurs, souligne l'historien. Quant à la notion de « patrie », elle est elle aussi supprimée, toute référence à la nation étant désormais cernonnée. « La renationalisation de l'armée a toujours été perçue comme un danger, une tentation de retour à l'hégémonie dangereuse pour l'Europe », explique le lieutenant-colonel Thorsten Loch, chercheur au centre d'histoire militaire et de sciences sociales de la Bundeswehr, à Potsdam.

#### « CERTAINES CHOSES PEUVENT REVENIR »

La renaissance de l'armée, dix ans après la fin de la seconde guerre mondiale, divise néanmoins les Allemands, qu'il faut rassurer avec un message clair et puissant. « A l'époque, le fait d'être opérationnel militairement n'avait qu'une importance secondaire », écrit Sönke Neitzel. La Bundeswehr fut avant tout conçue



L'école supérieure de commandement et d'état-major de la Bundeswehr, à Hambourg, le 20 mai.

comme un projet de politique intérieure (...). Le contraste avec l'époque nazie, où tout ce qui concernait l'armée faisait l'objet d'une glorification, ne pouvait pas être plus grand.»

Soixante-dix ans plus tard, le cadre n'a pas changé. L'éducation politique des soldats et la question de l'obéissance continuent d'occuper une place centrale dans leur formation qui, le plus souvent, comprend au moins une visite d'un camp de concentration. La référence à l'*innere Führung* domine toujours l'enseignement non militaire, au point d'être parfois vue comme un carcan bridant la liberté d'opinion par les plus jeunes.

«Il y a des développements politiques, aujourd'hui en Allemagne, qui montrent que certaines choses peuvent revenir», défend Sven Bernhard Gareis, qui dirige la faculté de politique, de stratégie et de sciences sociales de l'Académie militaire de Hambourg, évoquant sans la nommer la montée de l'extrême droite en Allemagne. «L'histoire n'est pas terminée, c'est un processus continu», insiste-t-il. Il cite aussi la torture pratiquée par des soldats américains en Irak, notamment dans la prison d'Abou Ghraib (Irak). «Lorsqu'un soldat est soumis à la pression sociale du groupe, des choses peuvent arriver. Nous voulons que les nôtres réfléchissent à ce qu'est l'obéissance», insiste-t-il, précisant qu'«aucun soldat de la Bundeswehr n'a été impliqué dans des crimes ou violences en Afghanistan, où elle a mené ses missions les plus longues».

Ce cadre moral déborde aussi sur l'enseignement de l'histoire, qui valorise les militaires impliqués dans la tentative d'attentat contre Hitler, présentés comme les «vrais patriotes». Ceux-ci sont célébrés sur des panneaux dotés de QR codes, installés dans les allées verdoyantes de l'Académie militaire de Hambourg. «Est-ce que je reconnais le vrai, le bien et la noblesse comme des valeurs absolues? Est-ce que j'agis de ma propre initiative pour travailler à l'accomplissement de mes devoirs intérieurs?», interroge l'un d'eux citant Henning von Tresckow, l'un des organisateurs de l'attentat du 20 juillet 1944.

Toute référence au passé militaire allemand, même antérieur à la seconde guerre mondiale, est énoncée avec précaution, en raison de possibles liens historiques avec l'émergence du nazisme. Les enseignants s'étonnent parfois de découvrir que les soldats sont plus au fait de l'histoire de la guerre de Sécession, aux Etats-Unis, que de celle de 1939-1945. «Il n'y a pas de cours systématiques sur l'histoire des conflits du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles à l'académie, ce qui devrait être le fondement de tout enseignement de la

stratégie», constate l'historienne Beatrice Heuser, qui y a introduit un enseignement de stratégie en 2024. Ces conflits sont pourtant la base de données à laquelle se réfèrent tous les débats internationaux sur la stratégie.»

La seconde guerre mondiale elle-même n'est entrée que récemment dans les cours de tactique militaire. «Dans notre formation militaire, nous ne mettons pas l'accent sur cette période», justifie le contre-amiral Ralf Kuchler, qui dirige l'académie, admettant que d'autres pays comme le Royaume-Uni ou les Etats-Unis y font référence. «Cela ne signifie pas que nous l'ignorons complètement. Nous nous limitons à des exemples tactiques et examinons le rôle de la Wehrmacht de manière critique. Cela inclut aussi l'évaluation des risques liés au manque de contrôle par un Parlement démocratique. Nous voulons des soldats responsables, capables de prendre des décisions, éclairés politiquement, qui analysent la mission, la remettent en question et ne l'acceptent pas simplement.»

#### SOBRES ET SANS ORNEMENT

La Bundeswehr se voulant une armée sans racines historiques, les soldats allemands sont aussi dépourvus de ce que Sönke Neitzel appelle la «culture tribale», ce culte de la tradition dont leurs homologues français raffolent. Les uniformes allemands, sobres et sans ornement, «ne racontent rien», observe un militaire français.

Les baraquements des casernes ont été renommés les uns après les autres au profit de figures militaires consensuelles, parfois difficiles à trouver. «Il n'y a qu'à leur donner des noms de fleur!», s'était agacé, au début des années 2000, le capitaine Jörg Duppler, à la tête de l'Office de recherche en histoire militaire de Potsdam, alors chargé de faire des propositions. Le processus n'est pas achevé : près de Hambourg, la caserne Lent, du nom d'un pilote de la Luftwaffe, a été rebaptisée caserne Von Düring en 2020, en hommage à un officier ayant participé à deux campagnes contre Napoléon.

Les chants militaires ont aussi peu à peu disparu de la Bundeswehr. «Pour les retrouver, il faut aller en France, dans la Légion étrangère, que certains soldats allemands ont rejoindre après la guerre», indique Andreas Steinhäus. Ses hommes s'amusent de l'attention portée par les soldats français ou britanniques aux motifs et décorations accrochés à leur veste, et du prix élevé de leurs uniformes. «Les nôtres sont plus humbles», dit-il en souriant.

«On essaie de trouver notre tradition», raconte Simon (les soldats cités par leur prénom n'ont pas souhaité donner leur nom), un officier al-

lemand âgé de 39 ans, qui participe à un exercice international de planification à l'Académie de Hambourg. On ne peut pas faire comme les soldats français qui chantent debout devant le tombeau de Napoléon [quand les officiers saint-cyriens commémorent la bataille d'Austerlitz]. Cela n'aurait aucun sens que l'on chante devant la tombe de l'empereur Guillaume III! Parfois, on les envie, car ça donne une identité et de la force de pouvoir se référer au passé. On fait un métier difficile. Si vous n'avez rien à quoi vous rattacher, vous n'êtes qu'un mercenaire.»

La Bundeswehr est ainsi «la seule armée au monde où le combat n'a pas sa place dans la culture des soldats», regrette Sönke Neitzel. Pourtant, ceux-ci «ont besoin de savoir pourquoi ils se battent et peuvent se faire tuer», souligne l'historien. La Constitution, ce n'est pas suffisant, ils ont besoin de cette référence à l'honneur, à l'héroïsme, à une forme de masculinité». En France, des rues ou des stations de métro portent le nom de batailles napoléoniennes, pointe-t-il, «cela ne fait pas des Français des bonapartistes!».

Le chercheur raconte avoir ainsi été accueilli avec circonspection lorsqu'il a créé sa chaire d'études sur la guerre à l'université de Potsdam. «On m'a demandé s'il ne serait pas possible d'appeler plutôt mon département "études sur la paix et les conflits"», s'amuse-t-il. Trois générations après 1945, la référence à la guerre demeure taboue. «Quand les Allemands parlent de la guerre, à la fin, ils parlent d'Auschwitz. Toujours. La guerre est pour eux synonyme de génocide et d'atrocités», constate-t-il. Le mot n'apparaît d'ailleurs pas dans le document officiel qui présente la stratégie nationale de sécurité de l'Allemagne. «On n'utilise pas vraiment le mot "guerre", on parle plutôt de "défense"», confirme Lotte, une soldate de 33 ans, qui participe à l'exercice de planification. Ou de «résilience», un terme plus neutre, qui a envahi la documentation militaire.

#### «PLUS OU MOINS À SEC»

Toujours traversée de mouvements pacifistes, la société allemande se réjouit de même à célébrer ses propres héros militaires. Les remises de décorations, même les plus prestigieuses, se font en catimini. Pour connaître le nom des militaires décorés, «il faut aller sur Wikipédia», dit Sönke Neitzel. Ils ne sont même pas sur le site du ministère de la Défense. Ce sont des hommes qui ont combattu, mais nous ne sommes pas capables d'être fiers d'eux, car ils ont possiblement tué et cela pose problème».

Une vive controverse a ainsi éclaté en 2009, après que le colonel Georg Klein a ordonné une frappe aérienne sur deux camions-citerne détournés par des talibans, à Kunduz, en Afghanistan, dont il craignait qu'ils ne soient utilisés comme des armes contre le camp allemand. L'opération, qui a fait une centaine de victimes civiles, a déclenché l'ouverture d'une enquête de plusieurs mois. Celle-ci a blanchi le responsable, mais provoqué plusieurs démissions au sein du gouvernement et de la Bundeswehr.

La voix des militaires, bien que non soumise au devoir de réserve, demeure difficilement audible. Les généraux allemands parlent peu des difficultés auxquelles ils sont confrontés. Le général Alfons Mais, qui avait affirmé, le matin même de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, que l'armée de terre qu'il dirigeait se trouvait «plus ou moins à sec», demeure un cas exceptionnel. Le pays lui-même ne manifeste pas d'hostilité envers son armée. Mais, régulièrement, des municipalités s'élèvent contre les campagnes d'information menées dans les établissements scolaires par des officiers, lesquels sont confrontés à des difficultés chroniques de recrutement.

Faute d'avoir les honneurs, les militaires profitent de conditions matérielles confortables. Les salaires sont supérieurs à ceux des militaires français – un document de travail de l'Institut allemand pour les relations internationales et la sécurité, à Berlin, publié en 2019, fait apparaître un écart moyen de près de 50 % avec la France. Par ailleurs, une attention plus grande est portée à l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. La directive européenne qui limite le temps de travail à quarante et une heures hebdomadaires, dont l'armée française s'est exemptée, s'applique dans la Bundeswehr. «On devrait parfois se souvenir qu'on est une

armée et pas des bureaucrates, dit un haut gradé un peu agacé. Quand j'ai commencé, on travaillait soixante heures par semaine!»

Les délais d'intervention de la Bundeswehr sont ainsi réputés plus longs que ceux des autres grandes armées européennes, en partie parce qu'elle est sous-équipée, mais aussi pour des raisons culturelles. «Nous ne sommes pas si mal préparés qu'on le dit, s'agace le vice-amiral Rainer Brinkmann, qui conseille les soldats participant à l'exercice de planification à l'Académie de Hambourg. Il est faux de dire que l'armée n'est pas prête à réagir. Lorsque la Russie a attaqué l'Ukraine, la marine a demandé quels navires étaient prêts à être mobilisés immédiatement, et 16 ou 17 l'étaient, c'est-à-dire environ un tiers. C'était un bon signal.»

L'ancien patron d'Airbus Tom Enders se montre beaucoup plus critique. «Au cours des trente dernières années, la Bundeswehr s'est bureaucratise et a été rendue en grande partie inapte à la guerre», estimait-il, le 16 mars, dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, pointant «une caste de généraux hypertrophiée qui veille sur ses prébendes, montre peu de zèle pour les réformes et devrait être réduite au moins de moitié». L'armée compte «plus de 200 généraux à la tête d'un total de seulement 181 000 soldats, ce qui signifie que, pour chaque général, il y a moins de 900 soldats!», s'insurge-t-il. «Au début des années 1990, il n'y avait que 193 généraux et amiraux pour 470 000 soldats.»

Les militaires se plaignent, eux, de la bureaucratie parfois grotesque à laquelle ils sont confrontés, et dont l'objectif inavoué est de les contrôler. «Les moindres décisions remontent tout en haut de la hiérarchie, témoigne l'un d'eux. On fait entrer une pomme de terre, il ressort une frite.» Ils sont largement tenus à l'écart des commandes de matériel militaire, gérées par une administration avec laquelle les interactions sont limitées. «Il faut une justification légale pour tout ce que fait l'armée, explique le lieutenant-colonel Christian Richter, juriste à l'Académie de Hambourg et réserviste. Parfois, c'est un peu irrationnel, nous sommes devenus ultrasensibles. Il a fallu débattre pendant cinq ans avant de légaliser l'usage des drones de combat, alors qu'ils ne font qu'à peu près de dégâts que les avions.» L'organisation du ministère de la Défense, toujours partagée entre Bonn et Berlin, est réputée dysfonctionnelle, «en tuyaux d'orgue avec des départements concurrents entre eux», décrit un militaire.

L'armée aussi se montre volontiers taillonnée, appliquant avec diligence le droit allemand à chaque endroit du globe où elle intervient. Le *Spiegel* a rapporté qu'en Afghanistan, les militaires allemands avaient dû immobiliser des Jeep, parce que le contrôle des gaz d'échappement était arrivé à expiration. «L'obsession pour la bureaucratie, c'est la crainte du risque, analyse Timo Graf, chercheur au centre d'histoire militaire de la Bundeswehr, à Potsdam. C'est lié au refus d'être en tête et de diriger.»

De fait, le cadre d'intervention de la Bundeswehr n'a quasiment pas changé depuis l'après-guerre. Lorsqu'elle participe à des opérations, c'est toujours avec un mandat de l'OTAN, des Nations unies ou de l'Union européenne, pour des missions de maintien de la paix ou d'évacuation, menées dans un cadre très contraint. Elle envoie alors «4 000 ou 5 000 hommes au plus, et reste toujours en second», décrit Thorsten Loch. Elle a peur de son propre pouvoir. Ainsi, la brigade franco-allemande envoyée au Mali en 2018 a dû être scindée : les quelque 1 000 soldats français combattaient les groupes terroristes dans le cadre de l'opération «Barkhane», tandis que les 800 soldats allemands faisaient de la formation auprès des militaires maliens.

«L'Europe veut un leadership allemand en matière militaire, mais c'est précisément ce que l'Allemagne essaie de ne pas faire depuis quarante ans, rappelle Timo Graf. Tout ce que les Alliés nous ont imposé depuis la guerre, aujourd'hui ils nous le reprochent!» La double chaîne de commandement, nationale et alliée, qui laisse parfois les militaires français dubitatifs, est vue comme une protection dans l'hypothèse où l'extrême droite, deuxième force politique du pays, s'emparerait du pouvoir. «Vous avez de la chance de n'avoir pas encore été confrontés à un scénario dans lequel Marine Le Pen s'installe à l'Elysée», lâche Andreas Steinhäus. La souveraineté militaire française n'a pas, à ses yeux, que des avantages. ■

# L'Allemagne souhaite moderniser son armée

La Bundeswehr est confrontée à des problèmes d'équipement et de recrutement, hérités de trois décennies de sous-investissement

## Une défense qui s'appuie historiquement sur les Etats-Unis...

Un membre de l'Alliance atlantique dépendant du parapluie militaire américain

- Pays membre de l'OTAN
- Centre de commandement et corps de déploiement de l'OTAN
- Partage de la puissance nucléaire
- Puissance nucléaire européenne
- Nombre de soldats américains actifs déployés au 31 mars 2025 (pour les effectifs supérieurs à 1 000)
- ★ Base américaine permanente

## ... mais entame un rattrapage ambitieux

Un faible engagement sur le terrain

- Opération terrestre ou aérienne, rarement combattante
- xx Déploiement toujours en coalition OTAN, Union européenne (UE), Etats-Unis (USA), Organisation des Nations unies (ONU)

Un enjeu de dissuasion face à la Russie

- Essor progressif du contrôle maritime
- Déploiement de la première brigade de combat permanente
- Corridor de Suwalki, zone de tensions militaires entre l'OTAN et la Russie

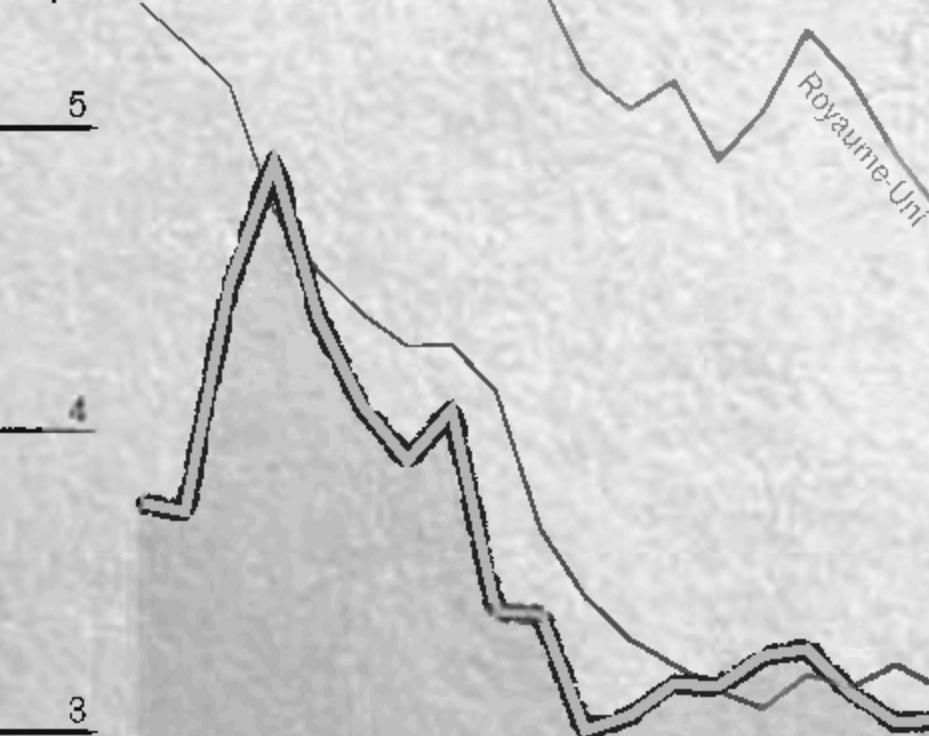
Sources : Bundeswehr ; OTAN ; Military Balance ; Banque mondiale ; Congrès américain ; Defense Manpower Data Center ; Rapport annuel des commissaires parlementaires aux forces armées du Bundestag ; *Der Spiegel* ; Agence Option Finance

Infographie Le Monde  
Lauren Couraut-Beyhaut ;  
Sylvie Gittus-Pourriès ; Audrey Lagadec



## Rendre l'armée « apte à la guerre »...

Dépenses militaires, en % du PIB



## ... et améliorer ses capacités opérationnelles



La Bundeswehr est déployée aujourd'hui sur plusieurs théâtres d'opérations, mais aucun n'a l'ampleur de l'Afghanistan, où ont été mobilisés 93 000 soldats allemands.



Berlin se dit prêt à consacrer 5% de son PIB à la défense, comme le réclame Donald Trump

5%

Pologne 4,2%

2022

Après l'invasion de l'Ukraine, annonce, par Olaf Scholz, d'une « Zeitenwende » (« changement d'époque ») pour la Bundeswehr

Roy.-Uni 2,3%

France 2,1%

1,9%

## Capacités militaires en 2024

Allemagne 185 600 France 204 700 Pologne 216 100 Royaume-Uni 188 100

Personnel Actifs, estimations OTAN



Chars

Allemagne 313 France 200 Pologne 662 Royaume-Uni 213 Etats-Unis 2640 Russie 2730

Sous-marins

Allemagne 6 France 9 Royaume-Uni 9

Avions de combat opérationnels

Allemagne 228 France 298 Royaume-Uni 210

1960 1970 1980 1990 2000 2010 2020 2024

# Jean Hatzfeld

## «En détruisant Gaza, Israël détruit le judaïsme»

L'écrivain, auteur d'une œuvre capitale sur le Rwanda, distingue à Gaza les prémisses d'un génocide et craint qu'Israël ne renie les valeurs juives



PERHAPS ALL ANXIETY MIGHT DERIVE FROM A FIXATION ON MOMENTS - AN INABILITY TO ACCEPT LIFE AS ONGOING.

### ENTRETIEN

**A**ncien journaliste à *Libération*, pour lequel il a notamment couvert la guerre de Bosnie (1992-1995), Jean Hatzfeld est écrivain, auteur de six ouvrages majeurs sur le Rwanda (*Dans le nu de la vie, Une saison de machettes, La Stratégie des antilopes*, aux éditions du Seuil; *Englebert des collines, Un papa de sang, Là où tout se tait*, chez Gallimard) qui s'attachent, par les témoignages des différents acteurs, à décortiquer les mécanismes à l'œuvre dans le génocide des Tutsi en 1994.

#### Que signifie aujourd'hui, pour vous, la destruction de Gaza ?

Je crains le pire, pour la première fois en Israël et en Palestine. Une menace pèse sur le peuple palestinien, qui est massacré, mais c'est aussi un renoncement d'Israël à ce qu'il a été. C'est une inflexion du destin de ces deux peuples, dans laquelle Israël peut s'autodétruire.

#### A quoi Israël renonce-t-il ?

Il renonce aux valeurs juives. En détruisant Gaza, Israël détruit le judaïsme. C'est une banalité de le dire, chaque juif peut s'emparer du judaïsme à sa façon, après interprétation des textes religieux, en croyant ou en athée. Pour moi, c'est une philosophie humaniste, c'est-à-dire, selon les mots d'un rabbin, l'aspiration de la collectivité humaine à vivre dans une dignité la plus parfaite possible.

Le judaïsme est l'héritage culturel des tribulations de ce peuple, bringuébalé et malmené pendant des siècles, qui met, par la force des choses, «l'autre» au cœur de sa pensée. Cet autre peut être juif, non juif, non juif ami, juif ennemi, ou non juif ni ami ni ennemi... En Occident, cette culture est peut-être la plus apte à concevoir une façon de vivre avec l'autre. Les juifs subissent quelquefois ce que les autres leur font, ils les combattent, mais ils vivent avec. Or, je crains que les Palestiniens n'existent plus, de manière générale, dans l'esprit des Israéliens.

#### Cela concerne-t-il tous les Israéliens ?

Ceux qui manifestent aujourd'hui contre [le premier ministre Benjamin] Nétanyahou exigent la libération des otages, ils s'opposent aux attaques du pouvoir contre les institutions israéliennes ou luttent contre la corruption... Mais «l'autre», le Palestinien qui est en train de se faire laminer, n'est quasiment jamais mentionné. Le 7 octobre 2023 nous avons plongés dans un état de sidération. Il y a eu l'offensive militaire contre Gaza afin de détruire ce qu'il est possible de détruire, par les armes, des troupes du

Hamas. Puis est venue la période de la vengeance compréhensible – une impulsion courante dans la guerre. On en arrive au printemps 2024 et, depuis lors, plus rien ne justifie l'écrasement, d'un point de vue militaire ou sécuritaire. Il devient vital de discuter et pourtant la destruction ne ralentit pas, au contraire.

#### Que pensez-vous des accusations de génocide portées contre Israël ?

On peut appeler ce qu'il se passe à Gaza un pré-génocide. On n'assiste pas à l'extermination physique d'un peuple. Mais, quand on détruit les maternités, les écoles, les centres culturels, les lieux d'histoire, les clubs sportifs, les lieux de prière, de rencontre et de loisirs, d'un peuple, alors on détruit le cadre de son avenir.

Lorsqu'on affame, assoiffe et épaise une population, que l'on la malmène du nord au sud dans un climat de panique durant dix-neuf mois, on l'astreint à un état de survie et d'humiliation. On lui interdit un état de vie. Quand on morcelle son territoire déjà clos, que l'on nie l'existence d'un peuple dans les discours, sauf pour le désigner comme l'incarnation du mal et lui promettre l'enfer, alors on crée toutes les conditions pour qu'un génocide soit possible.

#### Comme beaucoup de journalistes au Rwanda en 1994, vous n'imaginiez pas qu'un génocide puisse avoir lieu. Quelles leçons en tirer pour Gaza ?

Les situations ne sont guère comparables. Toutefois, avant le génocide des Tutsi au Rwanda, comme avant la Shoah, s'est installée pendant quinze à vingt ans l'idée qu'une communauté est de trop dans la situation. Cela est répété dans des discours politiques, dans les émissions, les blagues de café, dans des pièces de théâtre, tout le temps. Dans les deux cas, il a fallu la guerre pour que le génocide ait lieu.

Au Rwanda, dès décembre 1993, on évoquait un risque de génocide, mais on ajoutait toujours que cela n'arriverait pas. A Gaza, c'est la même chose. Nous ne pouvons prouver que quarante siècles de culture juive rendent un génocide impossible, ou nous rassurer en estimant que l'Occident veille. Or, j'ai appris cela au Rwanda : à un moment donné, l'escalade de la guerre peut tout accélérer et laisser chacun tétanisé devant l'événement.

Un affrontement entre Israël et l'Iran, ou la Syrie, pourrait suffire aujourd'hui pour basculer dans l'horreur absolue. Cela dit, que les autorités israéliennes franchissent ou non le seuil de l'extermination, elles ont d'ores et déjà endommagé l'âme du peuple palestinien et, par conséquent, celle du peuple israélien qui s'est montré complice par son refus ou son incapacité à voir et à réagir.

Œuvre sans titre des artistes Markus Muntean et Adi Rosenblum, composée de la légende «Perhaps all anxiety might derive from a fixation on moments - an inability to accept life as ongoing...» (L'anxiété provient peut-être d'une fixation sur des événements – d'une incapacité à accepter la vie dans sa continuité...), 2024. Craies pastel et huile sur toile. MUNTEAN & ROSEMBLUM/RON MANDOS GALLERY

**Markus Muntean,**  
né en 1962 en Autriche, et **Adi Rosenblum**, née la même année en Israël, se sont rencontrés à l'Académie des beaux-arts de Vienne. En 1992, ils forment le duo artistique Muntean/Rosenblum et remportent, en 2001, le prix de la ville de Vienne pour les arts visuels. Leurs compositions intègrent des références à l'histoire de l'art et à la culture populaire contemporaine. Leurs personnages paraissent souvent animés d'émotions, telles que la frustration, la confusion, le désarroi, la rêverie. L'usage du texte et de la typographie introduit une lecture supplémentaire.



Jean Hatzfeld,  
en 2021.  
ALEXIS CORDESE POUR  
«LE MONDE»

#### Vous vous rendiez en reportage à Gaza dans les années 1980. Quelle était alors la situation ?

Les gens oublient vite... Beaucoup s'étonnent : « Tu te rends compte de ce qu'ils ont fait le 7 octobre ? » Ils oublient que la haine a mûri pendant des décennies, dans la prison à ciel ouvert qu'était Gaza. Ce n'est pas comme si des miliciens égyptiens ou jordaniens avaient soudain foncé en Israël pour tuer et violer. Dans les années 1980-1990, j'ai connu Gaza enfermé, mais vivant. Il y avait quelque chose de possible. En tout cas de l'espoir.

#### Dix-neuf mois de guerre ont causé des dommages humains immenses. Les Gazaouis peuvent-ils encore se relever ?

Ailleurs, en Bosnie ou au Liban, au Vietnam, les gens sont parvenus à se requinquer après la guerre malgré les pertes, certains à une vitesse inattendue. On se remet toujours d'une guerre, même si les traumatismes persistent. Mais jamais d'un génocide. Si Gaza est aujourd'hui au seuil d'un génocide, c'est bien parce que l'enclave est à la limite de l'irréversible.

Elle a été écrasée trop implacablement ces derniers mois. Il y a une phrase d'une cultivatrice tutsi, qui m'a toujours interpellé. Au Rwanda, elle m'a dit : « Une personne, si son esprit a acquiescé à sa fin, si elle s'est vue ne plus survivre à une étape, elle s'est vue vide en son for intérieur, elle ne l'oublie jamais. Au fond, si son âme l'a abandonnée un petit moment, c'est délicat pour elle de retrouver l'existence. » Eh bien, je pense que cela risque de se produire à Gaza, pour ces gens qui sont dans une survie animale, chassés d'un coin à l'autre de l'enclave par l'armée, et niés par Israël.

#### L'armée israélienne planifie à présent de raser ce qu'il reste du bâti à Gaza. Est-ce une manière de « supprimer le problème » de la carte ?

[Le président américain Donald] Trump partage cette idée, quand il dit : « On va faire une station balnéaire à Gaza. » Il veut couvrir la zone de peinture blanche et construire un golf, un endroit joyeux... C'est une manière absurde d'effacer l'histoire, il n'y croit probablement pas lui-même. Mais l'idée demeure d'effacer tout ça. Et le visage souriant de Benyamin Nétanyahou à côté de lui est l'une des images les plus marquantes de toute cette histoire. Il rit de cette bêtise que son voisin a proférée, mais il dit tout à la fois que c'est une idée formidable. Effacer les traces du crime, pourtant, on connaît.

#### Comment la possibilité d'un génocide à Gaza vous interpelle-t-elle, en tant que juif, en France ?

La Shoah, comme le génocide tutsi, génère des doutes sur l'idée que chacun se fait de l'homme, de Dieu, des relations entre les hommes et, pour beaucoup, des relations entre l'homme et Dieu. Pour moi, le judaïsme doit être une philosophie qui permet de vivre avec ces doutes, d'inventer un pragmatisme perpétuel. Si la société israélienne n'est pas capable de stopper net la bunkérisation que lui propose Nétanyahou, si elle renonce à chercher un mode de cohabitation avec les autres, comme elle le fait aujourd'hui, si elle renie le fatalisme créatif avec lequel elle s'est constituée, elle risque fort de détruire ce qu'elle a voulu sauver.

#### En France, des personnalités juives ont récemment dénoncé la politique d'Israël à Gaza...

Oui, mais ces critiques ne vont pas très loin. Certes, la plupart exercent cette politique israélienne d'extrême droite. La femme rabbin libérale Delphine Horvilleur, par exemple, la critique en se contentant de pronier l'amour du prochain, sans préciser ce que signifie cet amour. Au fond, la plupart des intellectuels juifs qui s'expriment publiquement affirment, comme Bernard-Henri Lévy, que tout passe d'abord par l'élimination physique du Hamas.

Ces personnalités participent à la construction d'une idée, d'un mythe, selon lequel, évidemment, les juifs vivront avec les Palestiniens, deux Etats verront le jour et tout le monde finira par bien s'entendre, mais à condition d'amputer d'abord la population palestinienne de son mal, qui est le Hamas. Mais ça ne marche pas ainsi, la vie ! Le Hamas dispose d'une branche armée, de miliciens, mais il ne se résume pas à une somme d'individus qui se seraient glissés dans une société.

Ce prétexte « mal » s'est développé n'importe où, il est diffus, divers, nourri de haine ou de souffrance. Alors faut-il faire le tri dans chaque famille ? On ne peut pas envisager d'arriver avec des scalpels, de curer un peuple de son mal, et après « vous allez voir, tout va bien se passer entre nous ! » On ne peut pas non plus envisager qu'un peuple incarne ce qu'il a de pire en lui. C'est une pensée plus qu'absurde, malsaine.

#### Comment affronter l'idée qu'Israël, né après la Shoah, devienne à son tour génocidaire ?

C'est une idée vertigineuse, intolérable à beaucoup de juifs qui ne veulent pas entendre prononcer ce mot. Les juifs sont porteurs d'une culture et d'une histoire. Les descendants de la Shoah ont un devoir d'éthique : un devoir de compréhension, d'attention à l'autre. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LOUIS IMBERT

# « Cela me rend heureux que le public danse avec nous »

Hofesh Shechter, chorégraphe et danseur, ouvre Les Nuits de Fourvière, à Lyon, lundi, avec une version concert de sa pièce « Political Mother : The Choreographer's Cut »

## ENTRETIEN

**E**n ouverture, lundi 2 juin, des Nuits de Fourvière, à Lyon, le chorégraphe et danseur Hofesh Shechter, né en Israël, en 1975, installé à Londres depuis vingt-trois ans, présente une version concert de sa pièce *Political Mother : The Choreographer's Cut* (2010). Avec 13 interprètes et 23 musiciens en scène, le geste virulent de ce pyrotechnicien, codirecteur de l'Agora-Cité internationale de la danse, à Montpellier, devrait soulever la foule.

**Pour votre première fois à Fourvière, vous relevez le défi d'un spectacle en extérieur alors que vos pièces sont minutieusement conçues pour la boîte noire avec une recherche sophistiquée de lumières. Comment abordez-vous le plein air ?**

Je suis très excité. Le Grand Théâtre est un endroit extraordinaire. Bien sûr, mon travail repose sur des jeux de lumière, des fumigènes, des sons extrêmement précis et je suis un pur *control freak* quant à la technique. Cela va être difficile de tout superviser, car la météo peut bouleverser les choses, mais l'atmosphère est parfaite pour *Political Mother : The Choreographer's Cut*. C'est un énorme *rock show*, et Fourvière est fait pour ça. J'ai, par ailleurs, déjà expérimenté le plein air dans des théâtres antiques en Grèce. Si le lieu a une énergie spécifique, je peux faire des compromis quand je pense que le spectacle va y gagner en mystère.

### Quels compromis ?

Pour les *cuts* par exemple, cet outil cinématique de passages au noir qui font basculer d'un espace et d'un temps à un autre, je vais sûrement perdre cet effet d'obscurité intense et devoir trouver des solutions créatives. C'est un petit prix à payer pour jouer à Fourvière. Je vais installer ce que l'on appelle des *blinders*, des lumières flashantes qui aveuglent momentanément le public. J'aime qu'il soit engagé avec les danseurs.

**Vous optez pour le format concert avec le public debout. Que cherchez-vous à travers ce dispositif ?**

Il permet aux spectateurs de répondre physiquement à la proposition artistique. J'ai toujours eu envie de concevoir des pièces pour un public qui, bien qu'assis, ne soit pas passif. J'ai déjà également expérimenté ce dispositif debout et pu constater que cela modifie les comportements. Au Théâtre de la Ville, à Paris, par exemple, les gens sont assis, excités, mais lorsque le noir se fait, ce sont le silence et le calme. Dans un scénario de concert, le noir tombe et immédiatement les gens crient. C'est fascinant d'observer comment on est programmé à réagir de façon différente selon les salles.

**Vous aimez faire danser le public comme vous l'avez déjà démontré dans « Theatre of Dreams » (2024). Qu'apporte selon vous cette participation ?**

**Les « cuts » qui structurent la dramaturgie de vos pièces sont devenus une signature. Pour quelles raisons hachez-vous votre écriture en télescopant des tableaux sans transition ?**

Ma fascination pour le *cut* vient, loin de toute connotation cinématographique, même si cette façon de procéder est proche du montage, de mon envie de « faire clasher » la réalité. J'interromps brutalement une séquence avec la précision d'un acte chirurgical.

J'arrête net un mouvement et une émotion, et c'est choquant pour le spectateur. Il reste avec un sentiment incomplet et le demeurer. J'aime aussi expérimenter. Selon les éléments que j'associe, les images sont drôles ou perturbantes. Le *cut* est un outil simple mais puissant, qui peut provoquer des sensations effrayantes.

**Comment ce goût pour les ruptures est-il né ?**

La première fois, j'étais dans un bus à Londres, où je vis. Je regardais défiler les rues et les gens, les riches et les pauvres, et tout coexistait. Je me suis dit que ce serait fascinant de faire cohabiter

**« C'est fascinant d'observer comment on est programmé à réagir de façon différente selon les salles »**

des univers différents dans un même spectacle et d'observer comment ces réalités participent finalement d'un ensemble. J'ai testé cela pour la première fois dans *Political Mother : The Choreographer's Cut*, et j'ai eu le sentiment de voir apparaître un paysage humain qui suscitait chez moi une méditation.

**Chorégraphe, vous écrivez aussi la musique de vos pièces. Comment cela fonctionne-t-il ?**

Il n'y a pas d'ordre préétabli entre la création de la chorégraphie et celle de la musique. Généralement, j'ai des idées de mouvements et de sons. Je les note dans mon cahier, je danse seul chez

moi, j'enregistre des morceaux. Ce n'est qu'en studio avec les interprètes que les gestes et les sons s'entrelacent. Il est difficile de séparer ces deux pans de mon travail et impossible d'imaginer la musique d'un autre compositeur que moi sur mes pièces. Un spectacle est comme une bonne soupe. Quand on l'a finie, impossible de détailler les ingrédients et de dire qu'il y a de l'oignon, de l'ail ou du poulet. On la savoure pleinement pour son goût unique.

**Depuis la création de votre compagnie, chacune de vos pièces est un succès. En 2015, vous avez conçu « Barbarians » en cassant vos habitudes et en répétant la nuit. Craignez-vous de vous piéger dans une recette qui marche ?**

Je ne me sens pas piégé dans mon univers et mon écriture. Je veille à rester alerte et en prise avec ce que je désire réaliser. On dit aux jeunes chorégraphes de défricher leur propre voie et c'est une entreprise tellement complexe. Je viens de la Batsheva Dance Company, installée à Tel-Aviv, et dirigée par Ohad Naharin. On connaît son œuvre, mais aussi celle de Jiri Kylian, de William Forsythe ou de Wim Vandekeybus. Dans ce contexte, je pensais que j'aurais du mal à imaginer quelque chose de vraiment singulier.

Et au moment où l'on trouve son identité, on vous demande de proposer autre chose. Je suis la première personne qui ne veut pas s'ennuyer devant mes spectacles, mais je ne peux pas changer qui je suis, mon obsession pour les univers sombres notamment. Je peux seulement tenter de modifier des détails. Je pense et je progresse lentement, j'aime creuser des thèmes. Le plus important est de conserver sa passion.

**bler. Cela explique-t-il le côté tribu, tribal, qui concourt à l'impact de vos pièces ?**

La façon dont j'ai construit ma compagnie et mon travail est effectivement le reflet de ce dont je manquais dans la vie. J'ai grandi en Israël, dans une famille brisée. Lorsque je me suis retrouvé dans une troupe traditionnelle, à l'âge de 13 ans, la danse est devenue ma famille, ma tribu. On dansait, on voyageait ensemble. Aujourd'hui, je pense que c'est un peu utopique d'appartenir à un groupe qui fait de l'art et tourne dans le monde entier. Les danseurs et moi partageons une expérience forte, ce sentiment de tribu aussi. Mais cela est très fragile. Plus je vieillis et plus je ressens la vulnérabilité de cette communauté éphémère.

**Votre écriture, portée par des influences traditionnelles, est nourrie par la tendance dubbing présente dans nombre de spectacles contemporains. Quels enjeux sont au cœur de la danse clubbing ?**

Je suis fasciné par le clubbing, qui est le moyen pour les jeunes de se connecter socialement aujourd'hui. La façon dont les gens bougent ensemble en dit long sur ce qui les relie. Quelle déresse les pousse les uns avec les autres, quelles limites désirent-ils franchir ? Je n'ai pas les réponses, mais je cherche à comprendre à travers mes pièces. Lorsque je donne cet outil chorégraphique aux interprètes, cela leur permet de se perdre ensemble et de se rebeller. Pour quelles raisons des millions de gens sont attirés par le clubbing plutôt que par la danse contemporaine ? Je n'ai pas non plus de réponse. Ce qui est sûr, c'est que l'*entertainment* gagne du terrain. ■

PROPOS RECUEILS PAR ROSITA BOISSEAU

## A Lyon, Les Nuits de Fourvière font la fête

**L'OUVERTURE** de la 79<sup>e</sup> édition des Nuits de Fourvière, lundi 2 juin, avec le concert dansé grand format *Political Mother : The Choreographer's Cut*, d'Hofesh Shechter, donne la couleur de la manifestation lyonnaise pluridisciplinaire codirigée depuis 2024 par Emmanuelle Durand et Vincent Anglade. « Notre projet pour le festival repose sur l'idée de la fête et du besoin des spectateurs de se retrouver, dans un monde qui va mal, précisent-ils. Nous croyons tous les deux profondément que la culture peut nous aider à faire communautaire et rassembler une société divisée en mille morceaux. Il est crucial d'être ensemble. L'art le permet et cela fait du bien. »

Parmi les 140 représentations de théâtre, danse, magie, cirque et musique à l'affiche, jusqu'au 26 juillet, des concerts de Cypress Hill, Kool and The Gang, Kraftwerk,

Seu Jorge et Feu ! Chatterton voisinent avec la version de *Carmen* signée par la star flamenco Israel Galvan, le seul-en-scène *Il ne m'est jamais rien arrivé*, de Vincent Dedienne ou le spectacle *Ka-In*, de Raphaëlle Boitel pour le Groupe acrobatique de Tanger. Une soirée queer intitulée *Nuit flamboyante* enchevêtre voguing, waacking, drag et cabaret. « Nous nous inscrivons dans l'histoire de cette manifestation âgée de 80 ans tout en l'ouvrant aux enjeux sociaux et écologiques de l'époque », poursuivent Emmanuelle Durand et Vincent Anglade.

Jouer la carte de la rencontre entre les esthétiques et les formes est également au rendez-vous avec différents concerts dansés. Le concert *Hervé x MazelFreten*, ainsi que le spectacle *360*, du chorégraphe Me-

hdi Kerkouche, dont la bande-son est signée par la percussionniste et compositrice électro Lucie Antunes, sont notamment au programme.

Lucie Antunes est « l'artiste en résonance » de cette édition 2025. Elle participe à une série d'événements perlés sur toute la durée du festival. Celle qui veut « profiter de cette carte blanche pour mettre en avant des corps qu'on n'a pas l'habitude de voir », a ainsi imaginé une *Symphonie pour 100 batteries*, un karaoké géant, une lecture-concert avec Anna Mouglalis des *Guérillères* (Editions de Minuit, 1969), roman de la philosophe et féministe Monique Wittig (1935-2003), ainsi qu'une soirée d'impro, *Nuit sauvage*, avec notamment la performeuse sans peur Rébecca Chaillon. ■

R.BU



Grâce à la danse folklorique, adolescent, vous avez affronté votre timidité et découvert la danse et sa capacité à rassem-

*Political Mother : The Choreographer's Cut*, d'Hofesh Shechter. Les Nuits de Fourvière, Lyon. Jusqu'au 4 juin.

# Au Met, les arts « premiers » plus vivants que jamais

A New York, l'aile des arts des « anciennes Amériques », d'Océanie et d'Afrique subsaharienne a fait peau neuve

NEW YORK - correspondant

**L**e poète mexicain Mardonio Carballo a prononcé un texte composé en na-huatl, la langue des Aztèques, puis en espagnol; le musicien et activiste sénégalais Baaba Maal a chanté à cappella, puis avec le groupe de percussions MAX Percussion, tandis que des Maoris de Nouvelle-Zélande ont dansé et chanté au côté d'Arapata Hakiwai, conservateur au Musée Te Papa Tongarewa en Nouvelle-Zélande.

Mercredi 28 mai, lors d'une soirée de gala, le Metropolitan Museum of Art (Met) de New York célébrait, après quatre ans de travaux et 70 millions de dollars (62 millions d'euros) d'investissement, la réouverture de l'aile Michael C. Rockefeller consacrée aux arts océaniens, précolombiens (on dit désormais des « anciennes Amériques ») et d'Afrique subsaharienne. Et il était bien clair que ces arts appelaient parfois « premiers » étaient surtout très vivants et actuels, dans cette métropole new-yorkaise, creuset de toutes les immigrations.

« Nous sommes à New York. Beaucoup de ces objets font partie du patrimoine culturel de nombreux habitants. Prenons l'exemple de notre importante communauté afro-américaine ou mexicaine : c'est leur patrimoine culturel », explique au *Monde* le directeur et PDG du Met, l'autrichien Max Hollein, qui voit dans les collections du musée « des liens profonds » qui « relient chacun à sa propre trajectoire historique ». Des objets contemporains ont complété la collection Rockefeller, ce qui fait sortir l'approche des arts océaniens, africains et sud-américains de leur carcan parfois ethnologique.

#### L'accent est mis sur l'objet

La lumière est claire, les murs sont blancs, et les œuvres d'art sont isolées, de sorte que le visiteur peut les observer sous tous les angles. L'expérience n'a rien à voir avec la déambulation dans un clair-obscur coloré du Musée du quai Branly-Jacques-Chirac, à Paris. « C'est une conception très différente de la présentation, avec une installation très moderne et contemporaine », analyse M. Hollein. L'accent est mis sur l'objet. Il faut toujours le voir à 360 degrés. Et, fondamentalement, la scénographie ne repose pas sur un jeu de lumière et d'obscurité très théâtral, mais plutôt sur une mise en scène presque à ciel ouvert, baignée de lumière, car beaucoup de ces objets étaient présentés en plein jour, à l'extérieur. »

La rénovation réalisée par l'architecte d'origine thaïlandaise Kulapat Yantrasast (WHY Architecture) prolonge la révolution engagée en 1982, lors de l'inauguration de l'aile chargée d'abriter la collection léguée par Nelson Rockefeller (1908-1979), ancien gouverneur de New York, vice-président des Etats-Unis, et petit-fils du magnat du pétrole John D. Rockefeller. Très tôt, Nelson Rockefeller s'était passionné pour les arts non occidentaux. Les faire entrer au musée n'allait pas de soi. Le Met, dont il était administrateur, ne s'était pas montré intéressé dans les années 1950, et il avait présenté sa collection dans un musée personnel en 1957, à côté du Museum of Modern Art, fondé par sa mère, Abby Rockefeller.



La galerie des arts d'Océanie, dans l'aile Michael C. Rockefeller, au Metropolitan Museum of Art, à New York, en mai. BRIDGET BEYER

**Le musée s'est appliqué à donner la provenance et le parcours de chaque œuvre**

cours de l'œuvre, détaille le contexte historique local avec, par exemple, une longue explication sur le royaume du Bénin. Elle tente d'identifier les artistes, jadis qualifiés laconiquement d'« anonymes » et toujours masculins.

Le nouvel agencement « reconnaît les individus à l'origine du gé-

nie » des œuvres, poursuit Mme La-Gamma. Le musée a une discrète mention sur la provenance des œuvres, dont certaines ont été acquises par des collectionneurs dans des conditions troubles. Le Met a lancé un processus de restitution, parfois aiguillonné par la justice new-yorkaise, à l'Irak, au Cambodge ou au Népal. Il rappelle que, en 2021, il avait rendu au Nigeria deux plaques de bronze du XVI<sup>e</sup> siècle de la cour du Bénin qui lui avaient été données en 1991 par un collectionneur. Pillées par les Britanniques en 1897, transférées au British Museum, puis rendues dans les années 1950 au musée de Lagos, elles avaient disparu avant de se retrouver sur le marché de l'art.

Parmi les 1700 œuvres exposées, les collections de Papouasie, lieu d'exploration de Michael Rockefeller, sont extraordinaires, avec des tenues de danse asmat, des statues d'hommage aux morts, des pirogues, ou un plafond suspendu, composé de 270 peintures sur feuilles de palmier, réalisées par une vingtaine d'artistes kwoma de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

#### Influences réciproques

Commandé en 1970 par l'historien de l'art Douglas Newton, premier conservateur d'art océanien du Met, il a été expédié à New York et installé au Met en 1982. Pour sa réinstallation actuelle, des modifications ont été apportées : après consultation du village, certaines

**« La scénographie est baignée de lumière, car beaucoup de ces objets étaient présentés à l'extérieur »**

MAX HOLLEIN  
directeur et PDG du Met

peintures à caractère spirituel ont été retirées. Mais il existe aussi un couple de Dogon du Mali qui garde la salle africaine, ou des œuvres d'or du Pérou.

Une exposition temporaire rend hommage à l'artiste sénégalais Iba N'Diaye (1928-2008), avec une toile célèbre *Tabaski III* (1970), qui reprend la thématique du sacrifice d'Isaac. Cette exposition est l'occasion de mettre en valeur les inspirateurs européens de l'artiste (un tableau de Goya, un de Rembrandt...) éduqué dans les cultures musulmane et chrétienne et qui vécut entre le Sénégal, la France et les Etats-Unis. Un peintre qui reconnaissait les influences extérieures et réfutait le primitivisme africain : « *Nul ne peut, quelle que soit sa civilisation, affirmer que cette originalité est simplement une originalité de lieu. L'originalité va au-delà de la provenance originelle grâce à l'acquisition et au contact avec autrui* », déclara N'Diaye, cité à dessein par Mme LaGamma.

Sa mise en valeur détonne un peu dans l'exposition, mais conforte l'objectif poursuivi sans cesse par Max Hollein et le Met : sortir de la vision occidentalocentrique de l'art tout en explorant les influences réciproques et en créant sans cesse des ponts. Comme le résume Max Hollein : « *Vous verrez des cultures profondément ancrées dans le passé qui continuent de prospérer et de nous toucher aujourd'hui.* » ■

ARNAUD LE PARMENTIER

# Grand Palais d'été

à partir du 6 juin

Vibrez dans un Grand Palais où l'été est une fête.

ARTS  
**Un nouveau pochoir de Banksy à Marseille**

Un pochoir du street-artiste Banksy a été découvert, vendredi 30 mai, à Marseille. Cette représentation d'un phare sombre qui émet une lumière blanche semble

jouer avec l'ombre d'un poteau. Une phrase recouvre l'œuvre : « *I want to be what you saw in me* » (« je veux être ce que tu as vu en moi »). L'artiste, dont l'identité reste mystérieuse, a lui-même révélé une photo de sa création sur Instagram. - (AFP)

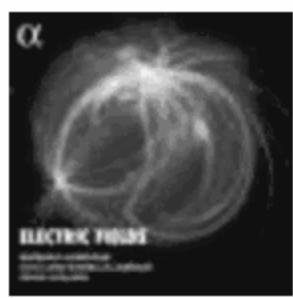
MINISTÈRE DE LA CULTURE

GrandPalais Rmn

CHANEL

Le Monde views

france tv



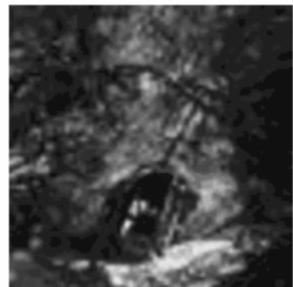
BARBARA HANNIGAN

**Electric Fields**

*Oeuvres de Hildegard von Bingen, David Chalmin, Bryce Dessner, Francesca Caccini, Barbara Strozzi et improvisation collective par Barbara Hannigan (voix), Katia et Marielle Labèque (pianos) et David Chalmin (synthétiseur et électronique).*

Conçu à l'origine pour un spectacle immersif, *Electric Fields* (« champs électriques »), ce voyage musical du Moyen Âge à nos jours repose sur la voix extraordinairement ductile de Barbara Hannigan. Hildegard von Bingen y figure l'alpha (*O virga mediatrix*) et l'oméga (*O vis aeternitatis*) d'un album qui, par son électronique planante, rappelle beaucoup ceux de Pink Floyd. Si Bryce Dessner, compositeur favori des sœurs Labèque, inscrit assez sagement les références médiévales dans une perspective postminimaliste, l'originalité du programme tient surtout aux remodelages d'airs de musique baroque par Barbara Hannigan (chant d'une humanité absolue) et David Chalmin (pratique de DJ inspiré). Sobre, entre Luciano Berio et Steve Reich, pour le célèbre *Che si può fare?*, de Barbara Strozzi, mais spectaculaire pour le non moins connu *Che t'ho fatt'io?*, de Francesca Caccini. Il en va alors de l'arrangement comme du CD tout entier, qui déconcerte par ses envolées new age puis séduit par sa gestion hypermaîtrisée. ■ PIERRE GERVASONI

Alpha Classics/Outhere Music.



TY SEGALL

**Possession**

Signe d'un assagissement plutôt que d'un essoufflement, les fréquences de sorties discographiques du prolifique Ty Segall se sont espacées ces derniers temps. Le pilier californien de la scène psyché rock garage, qui publiait deux

voire trois albums par an, se restreint désormais à une livraison annuelle. Après *Hello, Hi* (2022), minimaliste à dominante acoustique, puis le contretemps *Three Bells* (2023), double album ambitieux exploitant les possibilités de son nouveau studio Harmonizer, ce seizième opus voit le multi-instrumentiste poursuivre dans une veine pop baroque acidulée. Coécrits avec le cinéaste Matt Yoka, pour qui Segall avait déjà réalisé la bande-son du documentaire *Whirlybird* (2020), ces 10 titres poussent très loin le raffinement sur les arrangements et orchestrations, avec omniprésence de piano, cordes et cuivres sur chaque morceau. Tels *Buildings* et *Shoplifter*, où Ty Segall nous livre sa version de *Strawberry Fields Forever*. Sans non plus totalement renoncer aux guitares fuzz (*Skirts of Heaven*) et à son grain de folie sur *Alive*, une folk song frénétique parasitée par des glissandi de violons. ■ FRANCK COLOMBANI

VOTIA  
Votia Kaz

Une « voix flamme », puissante, frondeuse et rocallieuse. Une voix de « femme debout » qui chante, écrit et compose du maloya, la musique et le chant traditionnels créoles de La Réunion. Marie-Claude Lambert,

45 ans, née Philéas. Fille de Julien Philéas, alias Granmoun Lélé (1930-2004), référence emblématique du genre. Elle s'appelle désormais aussi Votia, depuis qu'elle chante en leader, après avoir accompagné son père dont elle reprend trois titres dans ce nouvel album (*Dan Kér Lélé, Dinibé Volkan*), ajoutés à ses propres compositions. Il fait suite au premier, paru en 2016, *Anoumak*. Entourée des siens, ses enfants et son mari, comme le faisait l'illustre papa, au-dessus du feu roulant des percussions et des voix en cœur de son gang familial, elle chante un maloya musclé, en créole et en malgache (Granmoun Lélé était né d'un père cafre – descendant des esclaves issus de Madagascar et du continent africain – et d'une mère métissée malgache). Une belle énergie et une transe tourbillonnante, parfois adoucie de quelques notes de kora (Fabien Bocquet, dans *Dinibé*) ou d'un harmonica (le toujours pertinent Vincent Bucher, sur le blues émouvant *Doulér Lo Kér*). ■ PATRICK LABESSE

Ajabu!/L'autre Distribution.

■ Lire aussi sur [LeMonde.fr](#) les critiques des albums d'Emmanuel Ceysson, « Images. Hommage à Marcel Tournier », et d'Obongjayar, « Paradise Now ».

JEAN DAVID NKOT  
**Galerie Afikaris**

Pour tout saisir de ce que Jean David Nkot inscrit et crypte dans ses peintures et sculptures, il faut un regard attentif. A l'arrière-plan de ce qui semble d'abord être de beaux portraits de groupes de jeunes femmes rieuses, apparaissent les fantômes à peine visibles de photos

qui montrent les travaux dans les plantations de cacao et de café, l'une des ressources principales du Cameroun, pays natal de l'artiste. Devant ces ouvrures s'étaisent les fèves et grains qu'elles doivent trier avant que l'industrie ne les traite. A ces grandes toiles sont associées des figures nues en céramique d'un bleu cru. On s'aperçoit vite que les corps sont blessés et que ce bleu est celui du cobalt : une allusion aux activités minières du pays. Dans la dernière salle, Nkot déploie une installation où se retrouvent ces bustes bleus sur leurs socles et, dans des boîtes de verre, des imitations d'échantillons de minéraux : argent, cuivre, lithium, platine, etc. Ceux-ci sont extraits par les mineurs, souvent clandestins, au mépris de leur vie. Le sol est recouvert de terre sablonneuse et des pochettes vides le parsèment : celles dans lesquelles ces mineurs boivent l'alcool frelaté qu'ils absorbent pour travailler des journées entières sans manger. Dans le couloir qui précède cette pièce, des portraits sont accrochés. Ils sont savamment peints, mais sur des toiles de jute effilochées et déchirées. Ainsi la volonté de réalisme de Nkot se vérifie-t-elle jusque dans le choix de ses matériaux. ■ PHILIPPE DAGEN

« Théâtre des corps. Drame de la matière ». Galerie Afikaris, 7, rue Notre-Dame-de-Nazareth, Paris 3<sup>e</sup>. Jusqu'au 21 juin.7, rue Notre-Dame-de-Nazareth, Paris 3<sup>e</sup>. Jusqu'au 21 juin.

# ApotropaïK brode sur la musique des troubadours

Le 28 mai, l'ensemble, en concert tout l'été, a renoué le dialogue entre les musiques médiévales occidentale et arabo-andalouse, au Louvre

## MUSIQUE

**D**ernier concert de la saison musicale du Musée du Louvre, à Paris, *Troubadours en jardins andalous* retrace la rencontre de deux mondes, les musiques médiévales occidentale et arabo-andalouse, qui se sont parlé, heurtés, interpenetrés, notamment au sein du territoire de l'Espagne d'Al-Andalus, où cohabitent alors juifs, chrétiens et musulmans. Luth médiéval, vièle à archet, harpe gothique, voix et flûte à bec, l'ensemble ApotropaïK (« apotropaïque » : littéralement, qui conjure le mauvais sort) s'est agrégé aux percussions orientales (tabla, riqq et daf) de Yasmine Rabet, à l'oud de Khaled Aljaramani, à la kouitra (luth algérien à manche court) de Meryem Koufi, également chanteuse.

La soirée du mercredi 28 mai s'est ouverte avec une pièce instrumentale traditionnelle, *Bachraf Al Adjami* (« ouverture du Franc »), sorte de marche monodique où chacun insère à son tour réponses, commentaires et ornements. Fondé en 2015, l'ensemble ApotropaïK s'est donné

pour mission d'apporter aux musiques anciennes (son répertoire s'étend du XII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, des premiers chants de troubadours à l'orée de la Renaissance) un regain de sensibilité, de fraîcheur, d'inventivité et d'audace.

C'est à la Fondation Royaumont (Val-d'Oise), où ils sont en résidence depuis 2023, que les musiciens (la flûtiste et chanteuse Clémence Niclas, le luthiste Clément Stagnol, la viéliste Louise Bouedo et la harpiste Marie-Dominique Murez) ont travaillé avec leurs homologues venus du Maghreb. Ils se rejoignent après une autre pièce traditionnelle, *Dilhal* (« les ombres »), pour chanter *Kalili* (« la montagne couronnée »), poème du XII<sup>e</sup> siècle d'Ibn Sana'al-Mulk, mis en musique par Mohamed Osman (1855-1900).

## Sonorités fleuries

Clément Stagnol s'est avancé vers le public pour attester que c'est précisément l'Andalou qui a initié le chrétien aux subtilités de l'amour. Al-Andalus est en effet aux origines de notre musique vocale profane, cet amour courtois que chanteront troubadours et trobairitz (féminin de troubadour en langue d'oc).

En témoigne *Rimoun Nadhrati* (« Ils ont même appris l'art de l'amour aux chrétiens »), chanson à couplets qu'entonner, en s'accompagnant de la kouitra, Meryem Koufi, après avoir apporté au *Cantiga de Santa María n°1* une sorte d'improvisation rhapsodique, tandis que Clémence Niclas transformait la flûte double en instrument de conquête.

Le désir amoureux féminin sous-tend *L'Invitation*, texte de la poétesse Hafsa Bint Al-Hajj dite Al-Rakuniyya (1135-1191) : « Ou tu me rends visite ou c'est à moi de venir vers toi », module Meryem Koufi, avant que la comtesse de Die (1140-1212) n'avoue, avec érotisme, l'existence de ce chevalier dont elle désire qu'il soit à tout jamais le sien. « Je voudrais bien tenir un soir/Mon chevalier nu dans mes bras/Et qu'il se tint si comblé/Si seulement je lui servais de coussin. » Clémence Niclas déroule avec art et souplesse les sonorités fleuries de la langue médiévale, dont seuls quelques mots épars nous parlent encore. « Sapchatz, gran talen n'auria qu'ie.us tengues en luoc delmarit » signifie « sachez que j'aurais grand désir de vous tenir (dans mes bras) à la place de mon mari ».

Après les ardeurs de l'amour, les feux de la guerre. Khaled Aljaramani s'est levé pour réciter le poème d'Ibn Al-Khatib (1313-1374) qu'il a mis en musique. « La paix décapitée reviendra-t-elle un jour ? » Soudain grave, le musicien ajoute que fermer les yeux aujourd'hui conduit à faire naître une génération d'aveugles. La flûte virtuose de l'étonnante Clémence Niclas en a dit plus que les mots sur les horreurs des combats, dont elle a habillé les mots du *Pos de chantar*, de Guillaume IX d'Aquitaine (1071-1127) évoquant la vieillesse et l'exil. La musicienne passera avec la même autorité de la vocalité à l'embouchure instrumentale.

La réconciliation prendra le tour musical de la pièce instrumentale *In seculum*, du Codex Bamberg

(XIII<sup>e</sup> siècle), mais surtout du *Cantiga de Santa María n° 344*, qui narre l'histoire de ces deux armées, maure et chrétienne, qui, après avoir passé la nuit de part et d'autre d'une église mariale, évitèrent au matin la bataille.

Le bonheur reviendra avec une chanson de printemps de Bernard de Ventadour (1135-1194), *Quand l'herbe est fraîche et la feuille paraît*, délicatement servie de luth, de harpe gothique, de flûte et de vièle à archet, que viendra « arabiser » oud, kouitra et percussions. Avant le bouquet final d'*Inni Dakartuki* (« Je me souviens de toi avec bonheur »), paroles d'Ibn Zeydoun (1003-1071) mises en musique par Khaled Aljaramani. Durant un long moment, les voix du chanteur et de Meryem Koufi sembleront s'éloigner dans des contrées musicales étrangères, sans que l'harmonie, pourtant, se dissolve. ■

MARIE-AUDE ROUX

Toutes les dates de concert sur ApotropaïK  
Disque : « Bella Donna », ensemble ApotropaïK (Editions des Abbesses, 2023).

## Avec « Rahma », Zamdane se fait le chantre d'un rap salvateur et sincère

Le rappeur marocain, installé depuis dix ans à Marseille, publie un troisième album et un documentaire, sur YouTube. Il sera à l'affiche du festival We Love Green, dimanche 8 juin

## RENCONTRE

**C**ette année, le festival We Love Green, qui se tiendra du 6 au 8 juin au bois de Vincennes, à Paris, assure que tout le rap français sera à l'affiche. Entendez par là, dans toute sa diversité. Et s'il y a un artiste qui va dans le sens de cette programmation éclectique, c'est bien Zamdane. Rappeur marocain vivant à Marseille, il vient de publier son troisième album, *Rahma*, et un film documentaire réalisé par Eric Ananou et Jean Morel, *Une histoire de la vraie vie*. Zamdane y montre tout : l'enregistrement de son album à Marseille, son travail avec l'association SOS Méditerranée, qui organise des sauvetages en mer pour les migrants, et le Marrakech de son enfance, où il a passé, au printemps, le ramadan.

Dans ce documentaire, diffusé sur la chaîne YouTube du site spécialisé Grunt, pas de bravade ni de chachoterie sur ce qu'il a traversé : décès de sa sœur dans un accident de la route, naissance de sa fille et son concert dans un Zénith de Paris complet, le 10 avril. Cependant, en interview, il se montre plus pudique et avoue ne plus vouloir parler de l'accident dont il a lui-même victime en 2024 : « J'ai déjà beaucoup donné, en termes d'explications, dans le documentaire. Je ne veux pas revenir dessus. »

Cela tombe plutôt bien, car c'est de sa musique qu'on veut parler, mélancolique à souhait comme une saudade cap-verdienne ou une complainte arabo-andalouse, plutôt que de cet accident de la route. Au tout début de l'album, sa mère lui glisse quelques mots en arabe : « C'est un message audio qu'elle m'avait envoyé par WhatsApp. Elle s'inquiète pour moi, me demande ce que je fais, si je suis rentré en France, et me dit que je la rends heureuse. C'est un message positif, qui enjolive tout le disque, car notre musique, le rap, est quand même très cruelle, très ancrée dans la réalité. »

**Hommage aux femmes de sa vie**  
Zamdane, de son vrai nom Ayoub Zaidane, 27 ans, se dit chanceux de ne pas avoir perdu le sens des réalités et d'être resté en bons termes avec ses parents, au contraire de bon nombre de ses collègues rappeurs. C'est d'ailleurs son père, guide touristique à Marrakech, qui lui a donné le goût du voyage et de la langue de Molière en l'emmenant dans ses tours pour visiter les places fortes du Maroc et le quartier où il a grandi : « Les 80 kilomètres carrés de mon souk, à Marrakech, c'est ma maison, mon jardin. Jusqu'à mes 13 ans, c'est encore le tiers-monde. Cela n'a réellement changé que depuis 2010. Jusque-là, je n'ai pas vu beaucoup ce qui se

passait au-delà des remparts, à part quand les touristes venaient. Pour moi, ils étaient une fenêtre sur ce qui se passe en dehors. »

Zamdane écoute de la chanson française, Charles Aznavour, Dalida, et commence à rapper en français. Mais il rate son bac. Ses parents l'envoient alors le repasser à Marseille. Il immigré officiellement en France en 2015, s'inscrit en fac d'économie à Istres (Bouches-du-Rhône), après avoir réussi son bac haut la main avec un 19 en philosophie. Pour financer ses enregistrements en studio, il devient éboueur à Marseille.

Zamdane s'applique : ses premiers projets, dont le titre *Sinbad*, en 2017, sont vite remarqués. Des rappeurs français le prennent sous leur aile : Lord Esperanza, Hatik et Soso Maness. Zamdane peaufine son rap entre chanson française et hip-hop instrumental. Traumatisé par les naufrages en mer de cer-

tais de ses amis marocains qui ne sont jamais revenus de leur périple, il décide d'organiser, dès ses premiers succès, en 2022, un concert annuel au profit de l'association SOS Méditerranée : « C'est la catastrophe à laquelle nous, les Maghrébins dans les quartiers populaires, sommes confrontés, explique-t-il. Depuis qu'on est petit, on entend des histoires d'enfants de nos voisins qui partent et qui arrivent, et d'autres qui n'atteignent jamais leur but et qui ne reviennent pas. Nous qui avons eu la chance d'immigrer par les bons moyens, nous n'oubliions pas ceux qui n'ont pas eu cette chance-là. C'est un devoir de mémoire pour nous. »

Dans ce disque à qui il a voulu donner un prénom féminin pour rendre hommage aux femmes de sa vie, il raconte tout en métaphores et en pudeur ses traumatismes, n'y cache pas ses contradictions de « celui qui prie à la mosquée le matin, mais va au casino le soir », raconte-t-il dans le morceau *Déviant*. Et décrit, avec la chanteuse Solann, sur *Tu me verras*, la force qu'il faut pour se relever à chaque coup dur. Un album de rap français beau et sincère. ■

STÉPHANIE BINET

**Sa musique est mélancolique à souhait, comme une saudade cap-verdienne ou une complainte arabo-andalouse**

*Rahma*, de Zamdane (Affamés Records/Bendo Music). Concert le 8 juin à We Love Green, bois de Vincennes, Paris 12<sup>e</sup>.

# Miley Cyrus livre un album haute couture

La chanteuse américaine a coécrit « Something Beautiful » avec la fine fleur du rock indépendant

## POP

Tout n'est pas si glamour dans le monde des divas de la pop internationale. Après les ennuis de santé de Céline Dion, touchée par le « syndrome de la personne raide », après les révélations de Selena Gomez sur sa bipolarité, c'est au tour de Miley Cyrus de révéler, le 21 mai, dans un podcast d'Apple Music, souffrir d'un œdème de Reinke. Une maladie rare, qui rend la voix de la chanteuse de plus en plus grave et rauque. La native du Tennessee admet que cette maladie pourrait avoir des incidences sur sa prochaine tournée, pas encore annoncée. Un handicap qui n'a pourtant pas semblé affecter l'ex-égérie Disney (la série *Hannah Montana*), âgée de 32 ans, durant sa performance télévisée en février pour l'émission anniversaire du « Saturday Night Live ». Très en voix, elle y reprenait, notamment, en duo avec Brittany Howard (ex-Alabama Shakes), *Nothing Compares 2U*, de Prince.

Par le passé, l'interprète de *Flowers*, tube planétaire de l'année 2023, s'est déjà essayé à divers genres musicaux : pop tendance R'n'B avec *Bangerz* (2013) ; country pop avec *Younger Now* (2017) ; rock FM sur *Plastic Hearts* (2020). Pour *Something Beautiful*, le parti pris esthétique est placé sous l'égide du glamour et de la mode des années 1990. La couverture de l'album présente ainsi l'icône pop métamorphosée en meneuse de revue de cabaret, dans une tenue réalisée par le couturier Thierry Mugler en 1997.

Signe de notre sombre époque, la nostalgie est dans l'air du temps. Retour en arrière ou fuite en avant, nous sommes bien loin de la surenchère provoc de *Wrecking Ball* (2013), où la chanteuse cassait son image de gentille idole préado. Les paroles du nouvel album se veulent plus assagies et introspectives, explorant les relations sentimentales, les pertes, la résilience et la renaissance.

En prolongement de l'album, un moyen-métrage, que nous avons pu visionner en avant-première, sera présenté le 6 juin au Festival du film de Tribeca, à New York. On peut y admirer la star sous toutes ses facettes inter-



Miley Cyrus, en 2025. GLEN LUCHFORD/COLUMBIA RECORDS/SONY MUSIC

préter ses chansons dans différents lieux et décors clichés : errance nocturne sur Hollywood Boulevard (*Walk of Fame*), session photo à moto avec couche de soleil en arrière-plan (*Golden Burning Sun*) ; défilé lingerie dans un hangar avec Naomi Campbell (*Every Girl You've Ever Loved*), ou en playback, entourée de musiciens façon vidéoclip rétro (*Something Beautiful*), etc.

### Première partie éclectique

Dix chansons au total, coproduites par le Canadien issu du rock indépendant Shawn Everett (Weezer, The Killers), qui s'était déjà illustré sur le single *Used to Be Young* (2023). Au regard de cette collaboration avec l'homme aux six Grammys Awards et de la liste des musiciens et compositeurs proches de ce dernier crédi-

### Les paroles se veulent plus assagies et introspectives, explorant, entre autres, les relations sentimentales

tés sur l'album (Jonathan Rado, de Foxygen, des membres d'Alvvays, de The War on Drugs, de The Lemon Twigs, de Haim...), l'hypothèse d'une orientation plus « alternative » semblait logique. Au final, *Something Beautiful* ne dévie pas beaucoup d'une électro pop dansante assez consensuelle.

Le disque s'ouvre sur un prélude très cinématographique, avec son escorte de violons tourbillonnants. La chanson-titre, *Something Beautiful*, lance ensuite l'album sur des rails ambitieux : on passe d'une pop R'n'B soyeuse à une explosion de guitares dissonantes orchestrée par le brillant Adam Granduciel, du groupe indie rock The War on Drugs. Le single *End of the World* enfonce le clou dans une veine psyché pop entre MGMT et Tame Impala, nappes synthétiques solaires et choeurs à l'unisson. Une composition cocréée à dix mains, avec le songwriter et multi-instrumentiste Jonathan Rado (Foxygen), Molly Rankin et Alec O'Hanley, membres de l'admirable formation pop shoegaze Alvvays, ainsi que l'un des compositeurs fétiches de Cyrus, Michael Pollack.

Mais le soufflé retombe avec *More to Lose*, une ballade R'n'B dont la production FM sonne affreusement datée. Même le chant habité de Miley Cyrus, en pleine rupture sentimentale sur fond de démons du star system (*Tu ressembles à une star du cinéma dans un manteau usé*), ne parvient pas à relever la barre. Changement de registre avec *Easy Lover*, love song assumée au groove soul-rock façon Macy Gray, nappée de Wurlitzer et de cordes. Lettre est étrangement coincé entre deux interludes instrumentaux dispensables. *Golden Burning Sun*, la deuxième ballade de l'album, se révèle nettement plus réussie avec une Miley Cyrus émouvante. Après une première partie éclectique, la deuxième ouvre une faille spatiotemporelle vers la ferveur dance et house de la fin des années

**La chanson-titre lance le disque sur des rails ambitieux : on passe d'une pop R'n'B soyeuse à une explosion de guitares dissonantes**

1980, notamment grâce aux pistes *Reborn* et *Walk of Fame*. Ce dernier titre multiplie les clins d'œil à Bronski Beat et Frankie Goes to Hollywood, mais le refrain surjoue la puissance vocale façon Lady Gaga. Et ce ne sont pas les renforts de Brittany Howard au chant, de Money Mark (Beastie Boys) aux claviers et de Danielle Haim à la guitare électrique qui font pencher la balance du bon côté.

*Every Girl You've Ever Loved* se révèle un hommage à la Madonna stylisée du tube *Vogue* (1990), avec son fameux clip noir et blanc réalisé par David Fincher. Construit sur un hypnotique sample de basse emprunté au *Work It* du groupe électro rock belge Soulwax, le morceau aurait pu se passer de la partie en *spoken word* assurée par l'ancien mannequin Naomi Campbell. En clôture, *Give Me Love* se dote d'une mélodie pop radieuse avec Brian D'Addario, des Lemon Twigs, à la guitare acoustique.

Deux ans après *Endless Summer Vacation*, qui l'avait hissée au sommet des ventes (l'album à, en outre, récolté deux Grammy Awards en 2024), Miley Cyrus tente de se renouveler avec *Something Beautiful*, disque conceptuel haute couture. Si le défilé se révèle découssi sur la longueur, loin des ambitieuses influences revendiquées dans la presse, tel l'opéra-rock *The Wall*, de Pink Floyd, une poignée de singles de cette collection printemps-été 2025 (*End of the World*, *Golden Burning Sun*, *Easy Lover*) devraient se hisser au top des podiums. ■

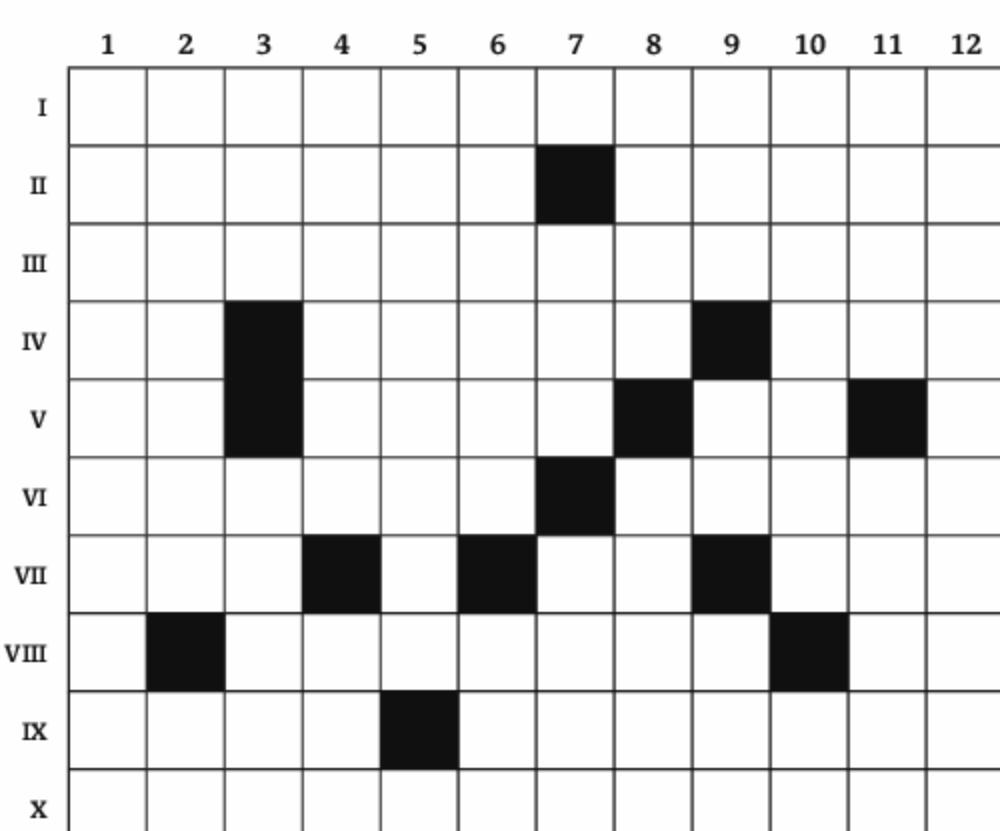
FRANCK COLOMBANI

*Something Beautiful*, Miley Cyrus (Columbia/Sony).

## MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 126  
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur [jeux.lemonde.fr](http://jeux.lemonde.fr)



### SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 125

**HORIZONTALEMENT** 1. Clientélisme. 2. Hadrien. Nain. 3. Eberluais. Et. 4. VI. Elf. Musli. 5. Raire. Ap. Usé. 6. Olt. Sapote. 7. Tien. Iole. Ne. 8. As. Abéitrait. 9. Gerbeur. Niée. 10. Erallements.

**VERTICALEMENT** 1. Chevrotage. 2. Labialisier. 3. Ide. Ite. Râ. 4. Errer. Nabi. 5. Nilles. Bel. 6. Teuf. Aïeul. 7. ENA. Apôtre. 8. Impoli. 9. Insu (à l'). Terme. 10. SA. Sue. Ain. 11. Miels. Niet. 12. Entiérétés.

## HORizontalement

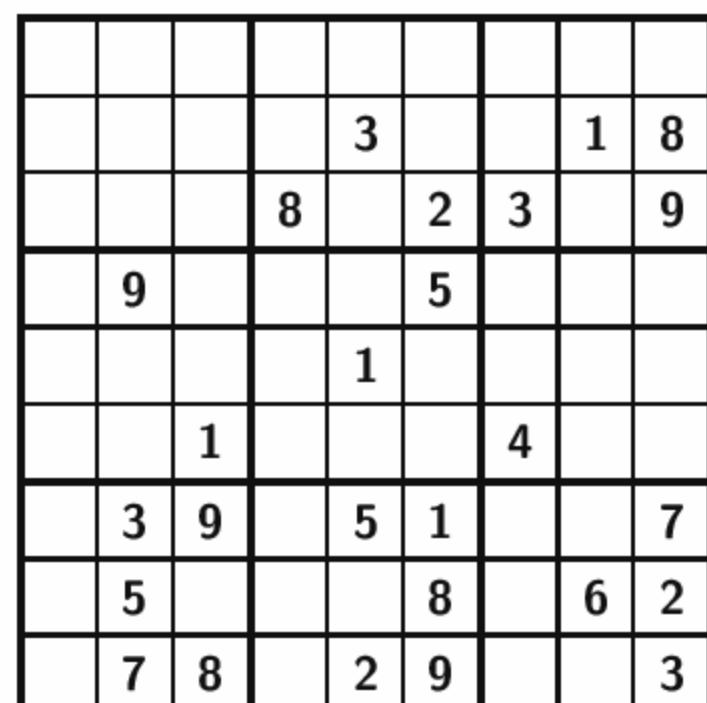
I. Préparer la monture avant le tournoi. II. Volubile et colorée au jardin. Fait voyager les bagages encombrants. III. Plus facile quand la veste est réversible. IV. Bon conducteur. Instrument de force. Moment de liberté. V. Fait monter la fièvre. Le petit peut avoir de la valeur. Ille. VI. Vainqueur des Français à Aboukir. Matisse y décore la chapelle des Dominicaines. VII. Petit cours de la Mayenne. Facilite nos calculs. Maintient la quille en construction. VIII. Fixera solidement. Au fond du parc. IX. Aménage les couleurs. Délicatement colorée. X. Peuvent jurer et profiter.

## VERTICAMENT

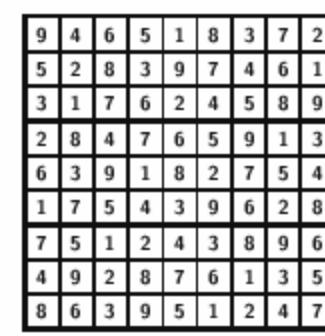
1. Entouré et assailli. 2. Saisie et frissonnante. Dans nos habitudes. 3. Ne perdez pas de temps à tourner autour. Ses constructions rendent Louis XIV jaloux. 4. Beaux moments de la vie. Tapait sur les plus riches. 5. Rencontres décisives parfois. 6. Très léger. Monnaie ancienne. 7. Réponse catégorique. Disparu en mer. 8. Assemblée de cardinaux. Changeât de direction. 9. Propre pour chacun. Sur la portée. Arménienne devenue turque. 10. En toute franchise. La Terre. 11. Gros fumeur italien. Astiquer les pompes et les essences. 12. Hésitations avant de se lancer.

## SUDOKU

N°25-126



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)



## Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



En vente chez votre marchand de journaux

**Le Monde** est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 28 71 71. Par courrier électronique : [abojournalpapier@lemonde.fr](mailto:abojournalpapier@lemonde.fr). Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs  
Par courrier électronique : [courrier-des-lecteurs@lemonde.fr](mailto:courrier-des-lecteurs@lemonde.fr)

Internet : site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr); Emploi : [www.talents.fr/](http://www.talents.fr/)

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40  
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0272 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE  
Directrice générale  
Elisabeth Cialdella  
Tél : 01-57-28-39-00  
Fax : 01-57-28-39-26



L'Imprimerie, 79, rue de Roissy,  
93290 Tremblay-en-France  
Midy-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.  
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprégné sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier

# Guillaume Gallienne « Ma mère continue à m'appeler "ma chérie" »

ENTRETIEN

**G**uillaume Gallienne reçoit dans sa loge de la Comédie-Française, avec vue sur les colonnes de Buren. Dans la journée, il tourne une comédie de Rémi Bezançon avec Gilles Lellouche et Laetitia Casta. Le soir, il endosse le costume du *Bourgeois gentilhomme*, de Molière Collé sur la porte figure un petit panneau de signalisation « No Drama » offert par Valérie Lemercier. Un clin d'œil amical pour le comédien hyperactif de 53 ans, qui a vécu une enfance compliquée, souvent douloureuse, et sait encore se mettre en colère.

**Je ne serais pas arrivé là si...**

... La princesse Mélita Chokashvili, dite Babou, n'avait pas fui la Géorgie en 1922. C'était mon arrière-grand-mère. Les bolcheviques avaient envahi le pays l'année précédente. Sa sœur est partie très vite pour Constantinople, et Babou a décidé de la suivre. Elle a obtenu un passeport pour elle et sa fille, et a attendu à Constantinople un an que son mari, un célèbre avocat russe-ukrainien appelé Konstantin Zelensky, soit autorisé à les rejoindre. Elle mourait de faim. Sa fille, ma grand-mère, âgée de 6 ans, était un peu mieux lotie, car un monastère de Constantinople construit par un aïeul l'avait recueillie.

La famille reconstituée, tout le monde est parti pour Rome puis Paris. Mon arrière-grand-père y est devenu chauffeur de grande remise en attendant de redevenir avocat. C'est donc en France que ma grand-mère a grandi, qu'elle a rencontré un Russe blanc d'origine juive polonaise, qu'ils ont eu ma mère, et que je suis né bien après.

**De tout cela, qu'avez-vous hérité ?**

Beaucoup. A commencer par un principe : « On ne gâche pas. » Ni la nourriture ni les moments joyeux. Le goût des arts, des lettres, le plaisir de s'amuser avec rien viennent d'eux aussi. C'est grâce à cette famille géorgienne que j'ai découvert Proust et Tchekhov. Ma grand-mère me récitait par cœur un nombre de poèmes phénoménal. Tous étaient des passeurs, avec cet esprit de transmission devenu le mien : on se souvient, on n'oublie pas, ni les textes ni les belles choses. Au contraire, on se les raconte et les reraconte. C'est un legs essentiel.

Il m'est arrivé de partager ma loge avec un comédien qui tenait absolument à devenir sociétaire. « Mon père est un enfant de la DDASS [ancienne aide sociale à l'enfance], mon nom n'est inscrit nulle part, et je veux qu'il le soit », m'a-t-il expliqué. Dans la seconde, j'ai mesuré ma chance de ne jamais avoir ressenti une telle obligation. Moi, ma famille a son nom inscrit en Géorgie depuis le IX<sup>e</sup> siècle et compte deux saints canonisés. Si bien que la postérité, je m'en fiche. Je peux vivre dans l'instant, et faire du théâtre, la quintessence de l'art éphémère.

**Mais cette histoire millénaire a aussi sa face sombre, l'exil...**

Pendant que mes arrière-grands-parents fuyaient, le reste de la famille se faisait tuer lors des purges staliniennes ou au front. Je n'ai pas vécu l'exil, ni mes parents, mais cela reste au fond du décor. Je me souviens de ma grand-mère disant : « Ah, cette manie des Français de parler de leurs problèmes digestifs, je ne la comprendrai jamais. Elle avait gardé certaines réactions d'étrangère. Et moi, la situation actuelle m'amène à m'interroger : si un parti extrémiste arrivait au pouvoir et s'en prenait aux valeurs républicaines, que ferais-je ? En pareil cas, résiste-t-on mieux de l'intérieur, ou faut-il partir ? On n'est pas obligé de rester. Sans parler de la fuite définitive, comme celle de Stefan Zweig, qui, en 1942, épousé par des années d'errance, a préféré quitter la vie...

**Enfant, étiez-vous très proche de votre famille géorgienne ?**

J'adorais aller chez mes grands-parents maternels, à Chatou, dans leur petite maison des Yvelines. Il y régnait une ambiance de fantaisie, d'échanges, d'écoute, de douce chaleur. Un havre comparé à la maison, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement, où nous dînions avec les domestiques, où des nurses anglaises nous coiffaient pour descendre voir nos parents, puis nous remontaient dans nos chambres... J'ai été élevé au XIX<sup>e</sup> siècle !

Dans votre livre « *Le Buveur de brume* » (Stock, 288 pages, 19 euros), vous évoquez même les coups de ceinture infligés par votre père...



A Paris, le 1<sup>er</sup> avril.  
JEAN-LUC BERTINI/PASCO

**JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. Le comédien raconte la façon dont le théâtre l'a sauvé d'une mère sans tendresse et d'un père violent**

J'y faisais déjà allusion dans la pièce *Les Garçons et Guillaume, à table !*, puis dans le film : en parlant de mon père, je commençais à défaire ma ceinture. Je repérais tout de suite qu'il y avait eu des enfants battus dans la salle. Ils étaient les seuls à réagir. Oui, j'ai passé mon enfance entre une mère sans tendresse et un père paranoïaque, autoritaire et violent. En outre, certains domestiques reproduisaient le schéma. Une surtout, que je détestais, l'avais le sentiment de ne pas pouvoir me plaindre. Sinon, on se moquait de moi, et de ma « tronche de Cosette ». Mais il y a dans *Les Misérables* [de Victor Hugo] certaines pages dans lesquelles je me reconnaissais...

**D'où venait la violence de votre père ?**

De sa mère, en grande partie. Et la colère de sa mère venait elle-même en partie de la génération précédente. Ma grand-mère paternelle avait en effet souffert du divorce de ses parents, quand elle avait 10 ans. Son père avait demandé à garder l'une de ses deux filles, et sa femme avait répondu : « Prends celle-là ! », en parlant de ma grand-mère. Comment se remettre d'un tel rejet ? Sa colère s'est transmise jusqu'à moi.

J'en parle parce que j'essaie de comprendre cet héritage, qui va du prince Tado, père de mon arrière-grand-mère, jusqu'à Tado mon fils. Dans tout ce que j'ai reçu, il y a des choses que j'accepte, d'autres que j'écarte, d'autres encore que je n'ai pas réussi à écarter. Aussi dis-je à mon fils, qui a 18 ans : « Les archives, les coups, les deuils, les fantômes, ils sont rassemblés dans mon livre, tu n'es pas obligé de te les coltiner. Maintenant, envole-toi ! »

**Vous écrivez pourtant que vous avez eu de la chance d'avoir un tel père...**

C'est qu'il avait aussi un charme fou. Il m'a transmis son goût pour la danse, la gastronomie, [Georges] Simenon, les voyages. Sa tonicité, également. Il était dingue du

mouvement de la pensée, de l'action. Mon hyperactivité vient de lui, et d'une peur de suivre l'exemple de ma mère, en sombrant comme Oblomov, ce personnage du romancier russe Ivan Goncharov qui cultive sa paresse. Pendant que mon père dirigeait son entreprise, ma mère passait ses journées allongée sur son lit.

**Quelle était votre place dans cette famille ?**

J'avais l'impression qu'on m'y interdisait d'être un homme. Si jamais je faisais quelque chose censé être masculin, je me sentais usurpateur. Je suis donc allé chercher chez les femmes la force et le courage que je n'arrivais pas à chercher chez les hommes. Je me déguisais en femme, en princesse Sissi, etc. Je pouvais ainsi ressembler aux femmes qui, comme mon arrière-grand-mère ou ma grand-mère, avaient pour elles la noblesse, l'autorité, la grâce, le tempérament, la drôlerie, la superbe. Quand elles rentraient dans une pièce, tout le monde les regardait.

**Qui vous interdisait d'être un homme, votre père ?**

Plutôt ma mère. Aujourd'hui encore, elle continue à m'appeler « ma chérie », ce qui est passablement castrateur. Mais, à vrai dire, tout le monde est entré dans le jeu. Moi d'abord ! Parce que j'ai été le premier à comprendre que, pour plaire à ma mère, il fallait que je tienne ce rôle.

**Mais ce rôle vous valait-il aussi d'être insulté, traité de « tapette », de « pédale » ?**

J'en ai bavé des ronds de chapeau. D'autant que je n'y comprenais rien, puisque je n'avais pas encore découvert ma sexualité. J'ai mis des années à saisir le lien que certains établissaient entre ma féminité et une prétendue homosexualité. Sur le coup, j'alais mal. A 12 ans, j'ai fait une dépression. Je tombais tout le temps dans les pommes. Jusqu'au jour où un psy a suggéré à mes parents de m'envoyer loin. J'ai ainsi appris, en pleine année scolaire, que j'allais me retrouver la semaine suivante dans une pension anglaise. En Angleterre, tout s'est bien passé. Et à mon retour, je me suis plutôt bien marié : je faisais le mur, je m'évadais la nuit pour aller au cinéma, j'observais...

**Quel avenir vos parents voyaient-ils pour vous ?**

Mon père voulait que je fasse Sciences Po puis de la politique, alors que je ne suis vraiment pas fait pour cela : je n'ai aucun recul.

**Et vous, qu'imaginiez-vous ?**

Jusqu'à 12 ans ou 13 ans, je voulais devenir missionnaire. Sans doute parce que j'étais dans un collège des Frères des écoles chrétiennes, et que j'adorais me rendre avec mes grands-parents à l'église orthodoxe de la rue Daru, à Paris [dans le 8<sup>e</sup> arrondissement], pour Pâques. Puis j'ai pensé être avocat, comme mon arrière-grand-père, ou journaliste politique, comme mon grand-père...

**Comment êtes-vous devenu comédien, alors ?**

Tout s'est cristallisé le jour où ma cousine Alicia est morte, le 24 décembre 1990. Elle avait 20 ans, moi 18. Je l'aimais beaucoup. Pour mon anniversaire, elle m'avait écrit un mot : « Happy birthday. Don't forget, carpe diem. » Ce message et son courage face à la maladie m'ont marqué. A sa mort, je me suis dit : « La vie peut être si courte que je n'ai pas le droit de la subir. Je dois moi aussi être courageux, et me sauver moi-même. » Donc faire du théâtre. C'était une question de survie. Comme pas mal d'hommes de ma génération, j'ai été très passif pendant des années. Parce qu'on ne répondait pas aux critères de virilité, on a été étiquetés, presque émasculés par nos familles, décrétés homosexuels, et on s'est laissé faire. Mais les clichés, les cases, les étiquettes, on peut les enlever se faire fouter !

**Vous, comment avez-vous fait ?**

J'ai terminé mon hypokhâgne, planté en beauté le concours de Sciences Po de manière à ne surtout pas y entrer, poursuivi des études d'histoire jusqu'à ce qu'un directeur de mémoire essaye de me sauter, et je suis entré au Cours Florent puis au Conservatoire – et ici, à la Comédie-Française, dès ma première année de Conservatoire. Daniel Mesguich cherchait quelqu'un pour jouer Arcas dans *Mithridate*, de Racine, un domestique qui dit quatre vers à l'acte IV et un hémistiche à l'acte V. Personne ne voulait d'un aussi petit rôle ! Alors il a pris un de ses élèves...

**Pourquoi vouliez-vous tant faire du théâtre ?**

Au départ, c'était pour surtout ne pas être moi, pour me barrer de moi-même. Puis je me suis rendu compte que c'était l'inverse, que ça me permettait enfin d'être moi. Soudain, des profs comme Christian Croset ou Mesguich me disaient : « C'est bien, ce que tu fais. » Des mots positifs comme cela, je n'en entendais pas souvent à la maison...

**Le théâtre peut-il sauver ?**

Sur un tournage, un jeune assistant m'a parlé il y a quelque temps des *Garçons et Guillaume, à table !* et dit : « Ce film m'a sauvé. » Il l'avait vu à 12 ans, compris qu'il avait la même mère que moi, et qu'il fallait s'en protéger. Oui, parfois, on peut sauver des vies avec nos pièces, nos films. C'est encourageant ! Et moi, aujourd'hui, je vais très bien.

**Envisagez-vous de quitter un jour la Comédie-Française, où vous êtes entré en 1998 ?**

J'y suis encore pour au moins trois ans, selon mon contrat, et c'est un bonheur. Ensuite, on verra. J'ai de toute façon plein de projets : finir l'adaptation de *Cyrano de Bergerac* [d'Edmond Rostand] en dessin animé que j'ai commencé à réaliser, préparer mon prochain long-métrage, écrire un deuxième livre, qui s'intitulera *Les Vaillantes...* Et continuer à observer. J'adore deviner les gens.

**Que voulez-vous dire ?**

Quand je vois quelqu'un, je le lis dans la seconde. Tenez, en vous voyant, j'ai tout de suite repéré votre alliance, vos doigts qui ont une autre couleur que le reste de votre peau, j'ai regardé vos dents, votre sourire, vos cheveux, comment vous rougissez, vous respirez...

**Vous m'avez radiographié sans que je m'en rende compte !**

Je fais attention à tout, je ne peux pas m'en empêcher. J'emmagine cela comme dans un arsenal d'images et d'émotions, de même que les rêves dont je me souviens tous les matins : un brouillard, des lampons comme dans une fête dans un village en Italie qui se transforment en projecteurs de cinéma avec des gélaines, ou des mouvements semblant sortir d'une chorégraphie... Et un jour, tout cela finit par rejoindre dans mon travail. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR DENIS COSNARD

# Panikos Panayi Au Royaume-Uni, Keir Starmer singe le discours de la droite anti-immigration

Le Livre blanc du premier ministre britannique, « Reprendre le contrôle de la politique d'immigration », ne fait pas suffisamment cas de l'apport des immigrés dans la construction du pays, dénonce le professeur de l'université De Montfort

**N**ous risquons de devenir une île peuplée de personnes étrangères les unes aux autres», a déclaré le premier ministre britannique, Keir Starmer, le 12 mai, lors de la présentation de son Livre blanc proposant des mesures visant à «reprendre le contrôle de la politique d'immigration». Etrangers les uns aux autres, nous l'avons toujours été, surtout ceux d'entre nous qui avons grandi dans la métropole mondiale qu'est Londres, avec sa centaine de langues différentes. Or, c'est justement cette diversité qui fait de cette ville l'une des aires urbaines les plus vastes et les plus prospères du monde depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle.

Keir Starmer, chef du Parti travailliste, singe visiblement le discours de la droite anti-immigration, hostile de tout temps à l'arrivée d'étrangers, que ce soient les juifs russes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les réfugiés fuyant le nazisme dans les années 1930, les immigrés en provenance des colonies britanniques et du Commonwealth après la seconde guerre mondiale, les Ougandais d'origine indienne dans les années 1970, les ressortissants des pays de l'Union européenne au début du XXI<sup>e</sup> siècle ou les «clandestins» qui traversent la Manche aujourd'hui. La liste est sans fin. Celle des partis anti-migrants, aussi. La plus récente de ces formations, Reform UK, a ceci de différent qu'elle est la première à être entrée au Parlement britannique.

Le chef de file de Reform UK, Nigel Farage, descendant d'Allemands établis à Londres au XIX<sup>e</sup> siècle et marié à une Allemande, fustige les immigrés, de même que Keir Starmer, alors que tous deux admettent que l'immigration est inévitable, mais souhaitent la maîtriser,

idée qui sous-tend le Livre blanc «Reprendre le contrôle de la politique d'immigration». Celui-ci établit un lien de cause à effet entre pression sur les ressources (logement, services publics) et immigration, alors qu'en fait, les migrants ont largement contribué au développement des services publics et à la croissance de l'économie britannique. Les Irlandais du XIX<sup>e</sup> siècle ont beau être arrivés sans un sou en poche et être partis pour beaucoup aux Etats-Unis, des milliers d'entre eux ont contribué à bâtir le Royaume-Uni de l'ère victorienne en tant que terrassiers.

#### Diabolisation des immigrés

Le Livre blanc fait la distinction entre les migrants jugés utiles à l'économie britannique et ceux qui ne le sont pas. Dans la première catégorie figurent les travailleurs hautement qualifiés qui convergent vers les pays occidentaux, ce qui constitue une forme d'exploitation puisqu'ils sont formés aux frais de leur pays d'origine, souvent plus pauvre, et que les Etats occidentaux en récoltent les fruits. Dans l'autre catégorie se trouvent ceux qui traversent la Manche à bord de petites embarcations, généralement pour rejoindre des membres de leur famille déjà établis au Royaume-Uni. Ceux-là sont diabolisés parce qu'ils échappent pour l'essentiel à tout contrôle, alors que leur nombre est faible comparé à celui des migrants en situation régulière.

En préambule du document, il est

précisé que les migrants ont contribué à «reconstruire notre pays» et que «de l'Ouganda à l'Ukraine, la Grande-Bretagne peut s'enorgueilir d'avoir joué son rôle en accordant l'asile (...) à des personnes fuyant la violence et des persécutions dans leur pays». Ce propos figure immanquablement dans toutes les déclarations officielles du gouvernement britannique sur l'immigration, malgré le fait que le Royaume-Uni a toujours accueilli moins de réfugiés que les autres grands pays européens.

La publication du Livre blanc par le gouvernement Starmer s'inscrit dans le contexte d'une immigration en hausse

et de l'hostilité qu'elle suscite de la part de Reform UK et de ses électeurs, mais reste à voir si les propositions faites atteindront leur but. Le document, qui propose de restreindre l'immigration aux seuls travailleurs qualifiés, représente la dernière tentative en date pour maîtriser les flux migratoires, après la loi sur les étrangers de 1905 qui ciblait les juifs russes, la loi de 1962 sur les migrants du Commonwealth qui visait à restreindre les arrivées en provenance des colonies britanniques et du Commonwealth, et le Brexit, largement motivé par l'hostilité à l'égard des immigrés européens.

#### Mondialisation marchande brutale

Le Royaume-Uni, qui figure parmi les premières économies mondiales, a un besoin insatiable de main-d'œuvre étrangère qu'aucune mesure ne parvient à régler. Une solution serait d'offrir des formations de meilleure qualité et mieux ciblées aux Britanniques de naissance, mais ce projet ne se concrétise jamais. Proposer de meilleurs salaires au personnel soignant permettrait, comme le préconise le Livre blanc, de réduire le recours à des travailleurs étrangers pour s'occuper de la population britannique vieillissante, mais cela peut difficilement se faire sans aides de l'Etat.

Le document ne fait pas suffisamment cas de l'apport de l'immigration dans la construction du Royaume-Uni. Ni de l'inévitabilité de l'intégration. Les derniers dirigeants du Parti conservateur

britannique, Rishi Sunak et Kemi Badenoch, sont tous deux des enfants d'immigrés. Pourtant, au lieu de mettre en avant leur parcours pour montrer l'apport de l'immigration, ils flattent les préjugés des Britanniques qui imputent les maux du pays aux étrangers, une façon commode de passer sous silence la question des inégalités. Quant à ceux qui vivent dans des régions où la part d'immigrés est faible par rapport au reste du pays, ils préfèrent faire des étrangers des boucs émissaires, comme les y encourage Reform UK, plutôt que de mettre le déclin économique de leur territoire sur le compte d'une mondialisation marchande brutale.

Les immigrés au Royaume-Uni ont toujours été en butte à la xénophobie et, si cette xénophobie peut, dans un premier temps, enfermer certains d'entre eux dans la pauvreté, ils finissent généralement par en sortir au fil des générations et bâtissent la société multiethnique qu'est devenue et ne cesse de devenir le pays. C'est la migration qui a fait le Royaume-Uni actuel. ■

Traduit de l'anglais par  
Juliette Kopcka

**Panikos Panayi** est professeur d'histoire européenne à l'université De Montfort, à Leicester, au Royaume-Uni. Ce spécialiste reconnaît de l'histoire de l'immigration au Royaume-Uni est notamment l'auteur de «Migrant City. A New History of London» (Yale University Press, 2020, 2022, non traduit)

CEUX QUI VIVENT  
DANS DES RÉGIONS  
OÙ LA PART  
D'IMMIGRÉS  
EST FAIBLE  
FONT DES ÉTRANGERS  
DES BOUCS  
ÉMISSAIRES DU  
DÉCLIN ÉCONOMIQUE

## Jean-Pierre Darnis En s'attaquant à Emmanuel Macron, la droite italienne réactive les réflexes antifrançais

Pour l'universitaire, l'hostilité envers la France n'est pas qu'une diversion. Elle s'explique aussi par des divergences stratégiques sur le plan international et la résurgence d'une histoire compliquée entre les deux pays

**P**as une semaine ne passe en Italie sans que les commentateurs fassent pleuvoir les critiques sur l'action de la France et de son président [attendu à Rome mardi]. Pour les thuriféraires de l'exécutif italien, les atermoiements de la politique étrangère du gouvernement de Giorgia Meloni apparaissent comme autant d'occasions de mettre en avant la rivalité avec Paris. La place de l'Italie dans la «coalition des volontaires», le groupe de pays européens qui se veulent moteurs dans le soutien à l'Ukraine, est une question fondamentale à Rome.

Cette problématique est particulièrement épineuse pour une Italie qui a toujours conçu l'appartenance européenne et les liens transatlantiques comme les piliers indéfendables et indissociables de sa projection internationale. La seconde présidence de Trump a provoqué une crise de cette vision du monde, que Gior-

gia Meloni cherche à gérer en multipliant les tentatives de dialogue avec l'administration américaine sans se départir d'une forme d'orthodoxie européenne, bien illustrée par le soutien sans faille à l'égard de Kiev.

Lors de sa visite le 17 avril à la Maison Blanche, Mme Meloni a insisté sur la défense de l'unité occidentale, pour faire un appel du pied idéologique aux équipes de Donald Trump. Il y a là une divergence avec de nombreux pays européens qui, comme la France, émettent des réserves sur la solidité de l'alliance avec les Etats-Unis, alors que l'Italie veut croire que le rapport transatlantique va retrouver son cours «naturel» après les débordements du début de mandat. Cette divergence ne doit pas être éludée, et ce d'autant plus qu'elle n'apparaît pas comme rédhibitoire, au vu de la constance italienne en matière européenne.

Le transfert du malaise transatlantique sur le rapport avec la

France peut donc expliquer la virulence de la phase actuelle, dans laquelle la France est montrée du doigt comme responsable d'une fuite en avant dangereuse, en particulier en ce qui concerne l'emploi de forces armées européennes dans le futur scénario de sécurité ukrainien – un aspect qui vient également heurter le traditionnel pacifisme italien.

Cette différence d'appréciation stratégique ne saurait expliquer à elle seule le fait qu'Emmanuel Macron soit la cible favorite de la droite italienne. Il convient de rappeler une certaine récurrence en la matière, sinon des réflexes. Dès le premier mandat d'Emmanuel

Macron, des dossiers comme la rénégociation de l'accord de reprise des chantiers de l'Atlantique par le constructeur naval italien Fincantieri (finalemment abandonné) ou bien des rivalités dans le dossier libyen ont pu créer un climat délétère entre Paris et Rome. Cela avait culminé lors de la crise diplomatique bilatérale de 2019, avec la visite du vice-premier ministre Luigi Di Maio à un comité de «gilets jaunes» dans le Loiret.

#### La référence nationaliste

La phase suivante, celle des gouvernements Conte 2 puis Draghi, avait marqué la réconciliation avec la signature du traité du Quirinal en 2021. L'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni en 2022 a fait prendre à l'Italie un virage souverainiste et nationaliste, ce qui passe également par l'affirmation personnelle de sa leader, en particulier à l'égard du président français. Cela réactive également une série de références propres à l'histoire de la formation de la nation italienne, en particulier celles d'un long XIX<sup>e</sup> siècle marqué par les espoirs et les déceptions des différentes campagnes françaises en Italie, de Napoléon Bonaparte jusqu'à Napoléon III.

Après le Risorgimento (unification du pays), l'Italie revendique sa place dans le concert européen,

ce qui fait surgir des tensions avec une France qui reste sensible aux intérêts du Saint-Siège, voire même apparaît comme une rivale coloniale en Afrique du Nord. Cette histoire, celle d'un rapport compliqué avec la France, est souvent méconnue du côté français alors qu'elle représente un chapitre important du récit historique national italien.

Après la seconde guerre mondiale, le rejet du nationalisme était tel que ses références passaient certainement en arrière-plan, avec des formations politiques comme la Démocratie chrétienne et le Parti communiste italien qui se projetaient sur d'autres horizons.

La fin du XX<sup>e</sup> siècle a vu en Italie un retour du patriotisme, prolongé par une remise au goût du jour d'un certain nationalisme par les formations de droite: Forza Italia, l'Alliance nationale, qui se transformera en Frères d'Italie, le parti de Giorgia Meloni, sans oublier la mue de la Ligue du Nord, initialement indépendante et fédéraliste, devenue la défenseuse ultra de l'échelon national. La réactivation de la référence nationaliste italienne explique donc en grande partie la remontée à la surface d'une expression politique de rivalité avec la France, son corollaire historique.

Ces saillies antifrançaises peuvent apparaître comme vives dans le microcosme politique et journalistique romain, ce qui n'empêche pas le traité du Quirinal d'avoir permis de réels progrès dans une coopération ministérielle bilatérale qui enregistre une nette croissance.

Ces perceptions ne rencontrent pas le même écho dans le reste d'une péninsule caractérisée par des identités régionales fortes, mais aussi par des intérêts économiques et industriels qui privilient l'intégration européenne. La prise en compte, du côté français, de cette défiance à la tête de l'Italie, permettrait cependant de mieux gérer la relation avec un partenaire fondamental pour la constance de son ancrage européen, quelles que soient les majorités en place. ■

LE TRANSFERT  
DU MALAISE  
TRANSATLANTIQUE  
SUR LE RAPPORT  
AVEC LA FRANCE  
PEUT EXPLIQUER  
LA VIRULENCE DE  
LA PHASE ACTUELLE

**Jean-Pierre Darnis** est professeur à l'université Côte d'Azur, où il dirige le master en relations franco-italiennes. Il est aussi chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique et professeur invité à l'université Luiss à Rome

## DESSERRER LES FREINS DE L'UE

Sa dépendance énergétique et technologique, ses fragmentations politiques et les difficultés budgétaires de ses pays membres la rendent vulnérable face aux grandes puissances.

Comment remettre l'Europe en mouvement ?

# Philippe Aghion L'Europe ne doit pas rater le train des nouvelles révolutions technologiques

A la différence des Américains, les Européens n'ont pas mis en place les institutions et les politiques qui favorisent l'innovation de rupture, regrette l'économiste, professeur au Collège de France. Il appelle à un réveil urgent

### Le contexte

Face aux bouleversements géopolitiques, économiques et technologiques actuels, l'Union européenne semble piégée dans une forme d'impuissance stratégique. Faible productivité, dépendances industrielles, inertie institutionnelle, poussée de partis nationalistes: autant de freins qui nourrissent l'idée d'un continent en déclin et d'institutions en panne. Les causes de cette crise sont nombreuses: un déficit de vision commune, une perte de souveraineté technologique, des hésitations face aux défis migratoires. Malgré tout, selon le dernier Eurobaromètre, les Européens ne désespèrent pas: ils restent majoritairement attachés à l'Union européenne: 52% lui font confiance (un record depuis 2007) et 62% se disent optimistes quant à son avenir.

**L**e rapport Draghi [réalisé par Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne], publié le 9 septembre 2024, est un cri d'alarme pour le nécessaire réveil technologique de l'Europe. Plusieurs signaux montrent l'urgence d'un tel sursaut. D'abord, l'écart de niveau de vie, mesuré par le produit intérieur brut par habitant, entre la zone euro et les Etats-Unis, qui s'était réduit pendant les «trente glorieuses», a fortement augmenté depuis les années 1990, jusqu'à atteindre son niveau de 1970. Ensuite, alors que c'est en Europe qu'eut lieu la première révolution technologique, c'est désormais aux Etats-Unis que se produisent les innovations de rupture dans les secteurs high-tech (biotechnologies, technologies de l'information), tandis qu'en Europe on innove petit dans les secteurs traditionnels (électroménager, automobile).

Pourquoi ce retournement? L'explication est simple: pendant les «trente glorieuses», la France et ses voisins européens ont suivi des politiques favorisant une croissance basée sur l'imitation et l'accumulation de capital. Cette croissance de rattrapage fut largement soutenue, d'une part, par le plan Marshall, qui permit aux pays européens de reconstruire leur capital productif mis à mal par les destructions de la guerre. D'autre part, par des systèmes éducatifs favorisant la diffusion des nouvelles vagues technologiques, telles que l'électricité ou le moteur à combustion, ainsi que des modes de production innovants comme le fordisme, lancés aux Etats-Unis dans les années 1920.

Mais il arrive un moment où l'accumulation de capital et l'imitation épient leurs

effets comme moteurs de croissance. D'un côté, il y a les rendements décroissants du capital: plus le stock de capital est élevé, moins chaque unité de capital ajoutée à ce stock permet d'augmenter la production. De l'autre, lorsque l'on s'est déjà suffisamment rapprochés de la frontière technologique - le niveau de développement le plus avancé -, imiter cette frontière ne vous fait pas beaucoup progresser. C'est alors à l'innovation, et tout spécialement l'innovation de rupture, de prendre le relais comme principal moteur de croissance.

Or en Europe, nous n'avons pas mis en place les institutions et les politiques qui favorisent l'innovation de rupture, alors même que se produisait aux Etats-Unis la révolution des technologies de l'information. Comme le montre Antonin Bergeaud, lauréat du Prix du meilleur jeune économiste 2025, alors qu'aux Etats-Unis les entreprises ayant une forte

propension à adopter les technologies de l'information ont vu leur productivité du travail multipliée par 2,3 entre 1995 et 2019, leurs homologues européennes ont enregistré une progression bien plus modeste avec une productivité multipliée par seulement 1,3 au cours de la même période.

Trois facteurs essentiels expliquent la supériorité américaine en matière d'innovations de rupture. D'abord l'existence aux Etats-Unis d'un véritable marché unique pour les biens et services. Un marché intégré incite à l'innovation pour au moins deux raisons. Il accroît la demande et donc les rentes pour tout innovateur. Et il encourage la concurrence et l'émulation, qui, par nature, stimulent l'innovation. Or en Europe, le bon fonctionnement du marché unique est freiné par le «gold plating»: les pays ajoutent des exigences supplémentaires lorsqu'ils transposent les lois européennes. Cela crée des obligations plus lourdes que prévu, ce qui entraîne des coûts réglementaires supplémentaires pour les entreprises et complique la circulation des biens et des services entre pays.

### Un nain budgétaire

Deuxièmement, il y a l'écosystème financier américain de l'innovation: un véritable marché boursier pour les entreprises high-tech, appelé le Nasdaq; un réseau très dense de capital-risqueurs pour financer de nouveaux projets innovants, en particulier les start-up dans les domaines de haute technologie; de puissants investisseurs institutionnels (fonds de pension, fonds mutuels) pour encourager les innovations radicales au sein des grandes entreprises; et enfin la possibilité pour les banques de recourir à la titrisation, autrement dit de transformer des prêts ou d'autres créances en titres financiers négociables, ce qui permet à la banque de transférer une partie du risque aux investisseurs, de libérer du capital et de faciliter de nouveaux prêts, tout en offrant aux investisseurs des actifs diversifiés.

Troisièmement, le soutien public et privé à l'innovation. Les Etats-Unis bénéficient d'universités et de laboratoires de recherche très bien financés et gouvernés, d'organismes publics de financement de la recherche également très bien dotés, et de fondations privées qui misent à long terme sur des chercheurs particulièrement prometteurs. L'Europe investit deux fois moins que les Etats-Unis en recherche fondamentale, et notre crédit impôt recherche n'est pas suffisamment ciblé sur les innovations de rupture et les secteurs high-tech. Enfin, nous n'avons rien en Europe qui s'apparente aux agences pour les projets de recherche avancée qui ont permis au gouvernement américain de stimuler l'innovation de rupture dans les secteurs stratégiques comme la défense, l'énergie ou les vaccins.

Remédier aux graves déficiences de l'écosystème d'innovation européen suppose des assouplissements dans la mise en œuvre de la doctrine économique où, jusqu'à présent, la réglementation a prévalu sur l'investissement. On dit parfois que l'Europe est un géant réglementaire et un nain budgétaire. De ce point de vue, et avec le recul de l'histoire, d'aucuns verront peut-être le retour de Donald Trump à la Maison Blanche comme un catalyseur. Dans un monde où le «gagnant remporte tout», moins que jamais l'Europe peut se permettre de rater le train des nouvelles révolutions technologiques, à commencer par celle de l'intelligence artificielle, où nous disposons de tous les atouts pour réussir: des chercheurs de première qualité, la liberté comme valeur fondatrice, et un modèle social que le monde nous envie. ■

**AUX ÉTATS-UNIS,  
LES ENTREPRISES  
QUI ONT ADOPTÉ  
LES TECHNOLOGIES  
DE L'INFORMATION  
ONT MULTIPLIÉ  
LEUR PRODUCTIVITÉ PAR  
2,3 ENTRE 1995 ET 2019**

# Steve Osler Le rêve des start-up mérite de franchir les frontières

Développer une entreprise technologique à l'échelle européenne demeure un défi très complexe à réaliser aujourd'hui, malgré tous les atouts dont l'UE dispose, estime l'entrepreneur

**L'UE EST COMPOSÉE  
D'UN PATCHWORK  
DE SYSTÈMES  
NATIONAUX  
ET D'INCERTITUDES  
RÉGLEMENTAIRES**

**L'**Union européenne (UE) promeut l'idée d'un marché unique. Pour les consommateurs, cela est en grande partie vrai. Mais, pour les entrepreneurs, elle demeure un patchwork de systèmes nationaux, d'interprétations incohérentes et d'incertitudes réglementaires. Chaque pays applique ses propres règles fiscales, lois du travail, obligations de reporting [rapport d'activité] et cadres en matière de protection de la vie privée. En conséquence, passer de l'Italie à la France, à l'Allemagne ou à tout autre pays de l'UE ne donne que rarement

l'impression d'une extension du périmètre de l'entreprise. Cela ressemble plutôt à un nouveau départ à chaque fois.

Un jour, nous avons reçu deux évaluations contradictoires de taxe sur la valeur ajoutée, émanant du même bureau des impôts. L'une affirmait que nous avions trop payé. L'autre que nous n'avions pas payé assez. En demandant des éclaircissements, la réponse du fonctionnaire fut :

«Cela dépend de celui qui contrôle.»

Dans un autre cas, l'administration fiscale italienne nous a reproché d'avoir transféré trop de revenus à l'étranger, tandis que l'autorité allemande nous accusait de ne pas en avoir transféré assez. Les deux exigeaient une rectification. Ce manque de clarté accroît les risques, ralentit les décisions et oblige les fondateurs à consacrer leurs ressources à régler les problèmes de conformité plutôt qu'à s'occuper de leurs clients.

Dans un continent où l'échec est encore souvent vécu comme une marque d'infamie plutôt que comme une expérience valorisante, trop de start-up renoncent tout simplement à essayer de croître.

Alors que les Etats-Unis accélèrent leur domination en termes de plateformes et d'investissements dans l'intelligence artificielle, et que la Chine développe ses infrastructures domestiques, l'Europe risque de demeurer une voix politique sans aucune base compétitive. Cette situation n'est pas tenable. Les récentes

tensions avec les Etats-Unis soulignent encore davantage le danger d'une dépendance numérique. L'Europe ne peut pas se permettre de déléguer à des entreprises étrangères les systèmes qui propulsent son économie. Elle doit les construire, et les soutenir. C'est le moment pour nous d'agir aux côtés des Etats-Unis et de la Chine. Pour cela, il faut rendre la croissance possible, et non pénalisante.

### Harmoniser les règles de base

A son crédit, la Commission européenne pose les bonnes questions. Le Digital Services Act, le Digital Markets Act [deux règlements européens] et la stratégie pour la décennie numérique 2030 témoignent d'une bonne compréhension des enjeux.

Mais cet encadrement ne produira aucun résultat si rien ne change au quotidien pour les start-up européennes qui souhaitent croître en dehors de leur pays d'origine. Simplifier l'extension du périmètre d'une entreprise d'un pays de l'UE à un autre implique d'harmoniser les règles de base en matière de fiscalité et de travail, et de cesser d'exiger la création de structures juridiques redondantes juste pour servir des marchés voisins.

L'Europe a raison de se positionner en leader sur les questions d'éthique, de vie privée et d'équité. Mais aucun système de valeurs ne peut prospérer sans faciliter le passage à l'échelle pour ses entreprises. Le

rêve européen des start-up mérite de traverser les pays. Un fondateur avec un client à Milan devrait pouvoir en servir un autre à Rotterdam, à Prague ou à Valence sans devoir tout reconstruire à chaque fois. En Europe, l'ambition ne meurt pas dans un garage, elle meurt à la frontière. Trop d'entreprises demeurent à l'état embryonnaire, d'autres délocalisent et beaucoup abandonnent.

Je continue à construire en Europe parce que je crois en ce qu'elle peut devenir. Je crois en ses ingénieurs, ses institutions, ses valeurs. Mais la foi ne suffit pas. Il faut montrer à la prochaine génération d'entrepreneurs qu'ils peuvent croître ici - et pas seulement démarquer ici. Sinon, nous continuons de les perdre. Pas seulement au profit de la Silicon Valley, mais au profit du renoncement. Cessons de décrire l'Europe comme l'avenir de l'innovation. Faisons de l'Europe cet avenir. Construisons enfin un système dans lequel grandir à travers l'Europe n'est plus une exception audacieuse, mais une étape de croissance évidente. ■

**Steve Osler** est directeur général et cofondateur de la société Wildix, qui fournit des solutions de communication d'entreprise, alimentées par l'IA.

# Nathalie Brack et Piotr Marczyński Le danger de la montée des droites radicales

Malgré la culture européenne du consensus et les divisions de l'extrême droite, celle-ci pèse sur les débats, notent les deux politistes

**C**haque élection apporte son lot d'inquiétudes et de soulagements éphémères. Le même soir où la Roumanie évitait un président radical, l'extrême droite surprenait au Portugal et en Pologne. Ces partis progressent dans de nombreux pays, démontrant leur capacité à émerger rapidement. Le terrain leur est favorable : désenchantement démocratique, perception d'inégalités croissantes, peur du déclassement social, etc. L'effet Trump amplifie cette dynamique qui ne s'inversera pas de sitôt.

Cette progression se traduit par une présence gouvernementale significative : des Pays-Bas à l'Italie, de la Finlande à la Hongrie. Les forces radicales siègent dans les instances de direction de l'Union européenne (UE). Paradoxalement, cela n'a pas paralysé ces institutions de façon structurelle. Seule la Hongrie fait exception, contraignant l'UE à des marchandages et solutions ad hoc sur diverses questions politiques.

Au Parlement européen, l'extrême droite reste divisée en trois groupes politiques : les Conservateurs et réformistes européens (ECR, où siège le parti polonais Droit et Justice, PiS), les Patriotes pour l'Europe (où siègent la Ligue italienne et le Rassemblement national, RN) et L'Europe des Nations souveraines (groupe de l'Alternative pour l'Allemagne, AfD). Cette fragmentation limite leur influence directe. Le Parlement continue de fonctionner autour d'une large coalition centriste rassemblant le Parti populaire européen (PPE), sociaux-démocrates et libéraux. Cette « grande coalition » fait encore rempart aux radicalismes, reléguant les groupes eurosceptiques dans un rôle de perturbateurs. Toutefois, l'influence de la droite radicale n'est pas nulle : le groupe

ECR contribue activement au processus législatif, et la tentation pour le PPE de se tourner vers sa droite augmente.

La droite radicale n'a toutefois pas besoin d'être au pouvoir pour être influente. Son succès croissant et l'euroscepticisme qu'elle diffuse ont contraint les gouvernements à la prudence vis-à-vis de l'intégration. Les spécialistes parlent de « *dissensus contrariant* » : obligés de tenir compte de l'opinion eurosceptique, les gouvernements voient leur marge de manœuvre réduite, l'extrême droite devenant la principale force d'opposition en France, en Allemagne ou encore au Portugal. Trois dynamiques renforcent cette influence.

#### Coopération transnationale structurée

Premièrement, une partie de la droite radicale a changé de stratégie. Au lieu de vouloir bloquer la machine européenne, certains partis prétendent vouloir transformer l'Europe de l'intérieur. Cette approche nécessite une modération apparente de leur euroscepticisme, destinée à renforcer leur crédibilité comme partenaires de coalition. L'objectif est double : infléchir les orientations politiques européennes et éduquer l'ambition de textes législatifs contraires à leur idéologie – par exemple sur le Pacte vert européen.

Ce faisant, la droite radicale tente de se réapproprier les valeurs fondamentales européennes, se présentant comme championne de la « *vraie démocratie* » et défenseur de l'identité nationale et européenne. Cela implique souvent le rejet de « *l'ingérence de Bruxelles* » au nom même des valeurs européennes, comprises comme un rejet du multiculturelisme et du libéralisme politique. Cette rhétorique accélère la normalisation de leurs idées, de plus en plus perçues comme une voix légitime dans le débat européen.

Deuxième dynamique : l'émergence d'une coopération transnationale structurée. Malgré leur fragmentation, ces mouvements multiplient conférences, réseaux et rencontres pour consolider une « *internationale nationaliste populiste* ». Les conventions organisées en Europe, telle que la convention nationale conservatrice, permettent de socia-

liser ces mouvements entre eux. Ces rassemblements illustrent l'émergence d'un narratif civilisationnel européen structuré, où ces acteurs se positionnent comme défenseurs du « *mode de vie européen* ».

Cette dynamique produit un accroissement de leur visibilité, diffusion et normalisation accélérée de leurs idées. Ce double effet est accéléré par le patronage américain actuel : l'extrême droite européenne fraternise avec le mouvement MAGA (« *Make America Great Again* »), et le gouvernement américain a soutenu certains partis radicaux en Europe.

Enfin, ces mouvements bénéficient d'un allié involontaire : les partis de centre droit traditionnels. Face à l'érosion de leur base électorale, ces derniers adoptent des stratégies d'accordation, voire de cooptation directe. Dans plusieurs pays, le centre droit reprend les thématiques et le vocabulaire de la droite radicale, allant jusqu'à former des coalitions gouvernementales. Cette banalisation politique s'avère efficace. Même là où le cordon sanitaire perdure officiellement, la contagion idéologique opère : ces dernières années ont vu un durcissement des positions sur l'identité et l'immigration, renforçant la droite radicale.

Même si la droite radicale peine encore à conquérir le pouvoir, elle gagne en influence idéologique. Par sa capacité d'adaptation, ses réseaux transnationaux et sa réappropriation des valeurs européennes, elle transforme le paysage politique continental. Face à cette montée en puissance, la stratégie doit s'attaquer aux racines du mécontentement tout en défendant sans compromis la démocratie libérale. Concrètement, cela implique de ne pas débattre sur le terrain choisi par l'extrême droite, mais de répondre aux préoccupations des citoyens sans adopter la vision déformée que l'extrême droite en propose. ■

**Nathalie Brack et Piotr Marczyński** sont politistes au Centre d'étude de la vie politique (Cevipol), Université libre de Bruxelles

# Etienne Chantrel et Emmanuel Combe Pourquoi l'Europe manque de champions

Le contrôle des concentrations d'entreprises n'est pas responsable du déclin industriel européen. Mais la Commission européenne devrait mieux prendre en compte les gains d'efficacité qu'elles peuvent produire, estiment les deux spécialistes de la concurrence

**D**écrochage : le grand mérite des rapports d'Enrico Letta et de Mario Draghi aura été de nommer sans détour la situation économique de l'Europe. Dans un tel contexte, de nombreux décideurs politiques, notamment en France et en Allemagne, dénoncent le rôle contrariant joué par le contrôle des concentrations, par lequel les autorités de concurrence peuvent autoriser ou non les fusions en fonction de leur impact sur la concurrence.

Leur thèse consiste à affirmer que l'Europe, par une politique de contrôle trop restrictive, aurait empêché depuis trente-cinq ans la constitution de « champions européens ». Là se trouverait l'une des sources de son décrochage. L'interdiction, en février 2019, de la fusion entre Alstom et les activités ferroviaires de Siemens par la Commission européenne fait figure de symbole.

Que penser d'une telle vision ? Elle repose sur l'idée que la taille des entreprises est un facteur déterminant de leur compétitivité. Les grandes entreprises peuvent effectivement être très efficaces, notamment lorsqu'elles bénéficient d'économies d'échelle ou de réseau. Encore faut-il que la

grande taille ne conduise pas à la formation de positions dominantes, qui s'avèrent nuisibles. De nombreux travaux économiques ont mis en évidence l'existence d'un lien entre les performances des entreprises (en matière d'innovation, de productivité, d'exportations...) et le degré de concurrence auquel elles sont confrontées sur leur propre marché intérieur.

Dès lors, une « mise en sommeil » du contrôle des concentrations risquerait de créer des rentes de situation pour quelques entreprises et d'engendrer une augmentation des marges et des prix en Europe, sans aucune

contrepartie en gains de productivité ou d'innovation. Il faudrait alors accepter de faire payer plus cher les consommateurs européens, au profit... des consommateurs américains ou chinois, qui bénéficieront de ces exportations « subventionnées » par des rentes locales. Est-ce vraiment ce qu'on souhaite ?

En second lieu, cette vision considère à tort que c'est l'interdiction des grandes fusions d'entreprises qui entrave la constitution de champions. Rappelons que la Commission européenne a contrôlé pas moins de 9500 opérations de fusions et acquisitions depuis 1990. En moyenne, 90 % des transactions ont été autorisées sans conditions en phase 1 (première étape de leur examen).

#### Atteinte à la concurrence

Les décisions prises ont d'ailleurs parfois conduit à la formation de géants européens dans des secteurs mondialisés comme l'industrie brassicole, les verres optiques ou les nouvelles technologies. Au cours des vingt dernières années, seulement quinze concentrations ont été interdites : difficile de soutenir qu'il s'agit là d'une cause essentielle de notre déclin !

Est-ce à dire pour autant que le contrôle des concentrations en Europe n'est pas perfectible ? Clairement non. En particulier, l'analyse ne prend jamais en compte les gains d'efficacité qui pourraient procéder de la fusion et venir contrebalancer l'atteinte à la concurrence. Cela revient à méconnaître l'une des « raisons d'être » d'une fusion. D'où vient ce point aveugle ? Le seuil de preuve exigé, pour tenir compte

des gains d'efficacité, est particulièrement élevé : ils doivent non seulement être démontrés, mais aussi être spécifiquement liés à l'opération et, en principe, profiter aux consommateurs. Ces conditions étant cumulatives et vérifiées de manière rigoureuse.

Sans remettre en cause l'objectif de la préservation des intérêts des consommateurs, la Commission européenne devrait considérer avec davantage d'intérêt les arguments sur les gains d'efficacité. Elle devrait clarifier sa méthode d'analyse de ces derniers, notamment à l'occasion de la publication à venir de ses nouvelles lignes directrices. Lors de l'examen des opérations de fusion et acquisitions, le débat contradictoire sur les gains d'efficacité devrait être engagé plus tôt afin qu'il dure tout au long de la procédure.

Enfin, à l'heure de la transition climatique, il serait bienvenu d'intégrer dans l'analyse les gains environnementaux : une fusion peut porter atteinte à la concurrence, mais elle peut aussi être bénéfique pour le climat. ■

**Etienne Chantrel** est économiste, ancien chef du service des concentrations de l'Autorité de la concurrence (2017-2024). Il est aujourd'hui associé chez Eight Advisory ; **Emmanuel Combe** est professeur des universités à Paris-Panthéon-Sorbonne, ancien vice-président de l'Autorité de la concurrence (2012-2022)



LA CHRONIQUE  
DE DOMINIQUE MÉDA

## Droits des femmes : vers un retour en arrière ?

**Dominique Méda** est professeure de sociologie à l'université Paris-Dauphine-PSL et présidente de l'Institut Veblen

I

l y a quelques semaines, la société SAP, un géant allemand des logiciels, a annoncé qu'elle supprimait plusieurs de ses mesures d'inclusion et de diversité, parmi lesquelles l'objectif d'atteindre 40 % de femmes parmi ses employés. Elle se pliait ainsi à l'un des premiers décrets de Donald Trump « mettant fin à la discrimination illégale et rétablissant les opportunités fondées sur le mérite ». L'ambassade des Etats-Unis a également envoyé, fin mars, à certaines entreprises françaises une lettre leur intimant l'ordre de se conformer aux nouvelles normes. Doit-on y voir les prémisses d'un tournant, voire d'un *backlash [retour de bâton conservateur]* qui risquerait de ramener les pays européens des décennies en arrière ? Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, doit-on craindre un retour au premier code Napoléon ?

Pour comprendre ce qui pourrait nous attendre, il est utile de nous référer à la bible de Donald Trump, le fameux Project 2025, conçu et publié par la Heritage Foundation en 2023. L'avant-propos détaille les principales promesses faites par le mouvement conservateur à l'Amérique. La première consiste à « restaurer la famille comme élément central de la vie américaine et protéger nos enfants ». Il s'agit de surmonter la crise de la famille due aux naissances hors mariage : « *Le monde n'a jamais connu de société florissante, saine, libre et prospère où la plupart des enfants grandissent sans leurs parents mariés* », affirme le texte (rappelons que c'est le cas d'environ 60 % des enfants en France). Parmi les termes à proscrire, outre « diversité », « équité » et « inclusion », figurent « égalité des sexes » et, parmi les mesures à déployer de la façon la plus déterminée, les politiques pro-vie. Dès l'élection de Donald Trump, les Etats-Unis ont ainsi signé la déclaration de consensus de Genève sur « la promotion de la santé de la femme et le renforcement de la famille », soutenue par 35 pays et directement dirigée contre le droit à l'avortement.

Derrière la promotion de la famille s'affichent donc à nouveau la remise en cause des droits des femmes et la tentative de mettre un coup d'arrêt aux politiques d'égalité menées aux Etats-Unis et dans les pays européens. N'oublions jamais combien la marche fut longue et les résistances nombreuses. Si le code civil français a pu décider que les femmes étaient incapables juridiquement, qu'elles n'avaient pas le droit d'ouvrir un compte bancaire sans l'autorisation de leur époux (jusqu'en 1965) et qu'elles devaient obéissance à ce dernier, c'est aussi parce que des scientifiques, y compris « progressistes », avaient pu affirmer qu'au long du processus de civilisation le cerveau des hommes avait

grossi pendant que celui des femmes rapetissait. Et si les Françaises n'ont pu obtenir le droit de voter qu'en 1944, c'est aussi parce qu'il s'est trouvé suffisamment d'hommes au Sénat pour penser qu'elles n'avaient pas le discernement nécessaire pour le faire.

La défense de la famille (et, à échéances régulières, la nécessité de « *réarmer démographiquement* » le pays), nous le savons, peut masquer les pires régressions. C'est en son nom que Vichy renvoya les femmes à la maison. Quelques années plus tôt, en Suède, deux économistes démocrates, Alva et Gunnar Myrdal, avaient démontré que c'était à l'ensemble de la société – et pas aux seules familles – de supporter la charge financière que représentent les enfants, et préconisaient des allocations familiales et des prestations de maternité universelles financées par la fiscalité générale. Le couple suggérait aussi de substituer à la spécialisation traditionnelle des fonctions, désuète, la reconnaissance qu'hommes et femmes sont chacun chargés d'un double rôle : travailler et s'occuper des enfants.

#### Encore loin de l'égalité

Même si la dynamique a ralenti dans certains Etats membres, des progrès remarquables ont été accomplis dans l'Union européenne (UE) en matière d'éducation et d'emploi des femmes. Dès le traité de Rome, l'UE avait fait figurer l'égalité hommes-femmes parmi ses valeurs fondamentales. En 1975, la première directive contre la discrimination salariale était adoptée. En 2022, il était prévu que les conseils d'administration des grandes sociétés cotées en Bourse respectent des quotas de femmes. Depuis 2023, les Etats membres doivent transposer dans leur droit national une nouvelle directive sur la transparence des rémunérations.

Certes, nous sommes encore loin de l'égalité. Comme l'a confirmé le rapport de France Stratégie consacré aux stéréotypes de genre, publié en mai, l'idée reste profondément ancrée que, parce que les femmes portent les enfants, de nombreuses tâches devraient naturellement leur revenir... On continue de tenter de trouver des causes physiologiques à l'orientation scolaire des jeunes filles, notamment au fait qu'elles sont moins nombreuses dans les filières scientifiques et techniques – ce qui constitue un des obstacles essentiels à leur accès aux mêmes emplois que les hommes. L'explication est pourtant essentiellement culturelle et sociale, comme l'ont montré les travaux d'Isabelle Collet sur l'informatique ou de Clémence Perronet sur les maths.

La ministre de l'éducation nationale, Elisabeth Borne, a annoncé de très intéressantes mesures pour lutter contre cette censure sociale. Elles risquent malheureusement de ne pas suffire à résister au *backlash* qui menace. Il apparaît essentiel de tout mettre en œuvre pour que les membres des classes populaires en particulier accèdent à des emplois corrects. Cela permettrait d'éviter que les femmes ne préfèrent à des emplois indécents la protection d'un mari (retour au code Napoléon), et que les jeunes hommes ne s'offusquent de la meilleure réussite des femmes à l'école (qui est pourtant la preuve que le mérite de celles-ci est plus grand, n'en déplaise à Donald Trump). ■



**PLANÈTE** | CHRONIQUE  
PAR STÉPHANE FOUCART

## La perspective d'un avenir ingouvernable

**V**ous, vous êtes journaliste : vous écrivez votre papier et ensuite vous vous en lavez les mains. Nous, on a la réglementation à faire respecter, mais en face des milliers d'emplois qui dépendent de la décision. Et là, je ne sais pas comment faire.» C'est ce que confiait un grand serviteur de l'Etat à Radio France et au *Monde*, à l'automne 2023, à propos de la situation des eaux minérales Nestlé : Perrier, Vittel, etc. La contamination des sources exploitées par la multinationale était connue des administrations et du gouvernement depuis 2021, mais la réponse apportée par ce dernier a été, sur pression politique venue du sommet de l'Etat, de permettre au minéralier de recourir à des moyens frauduleux pour poursuivre ses activités. Et ainsi continuer de vendre comme «eau minérale naturelle» une eau soumise à des traitements illicites car polluée par des bactéries fécales, des résidus de pesticides, des polluants éternels.

Le rapport de la commission d'enquête du Sénat, rendu le 19 mai, a révélé l'ampleur de la collusion entre Nestlé, des cabinets ministériels, l'agence régionale de santé (ARS) d'Occitanie et la préfecture du Gard. «J'ai eu au téléphone la présidente de Nestlé Waters pour valider ensemble le document», écrit le patron de l'ARS au préfet, le 4 décembre 2023. «Le document» : un rapport de son administration, expurgé de certaines informations à la demande de la firme suisse, apprend-on dans le rapport sénatorial. Au ministère délégué à la santé, le patron de l'ARS précise : «J'ai demandé à la présidente [de Nestlé Waters] ses EDL [éléments de langage] pour qu'on les partage et qu'on soit raccord pour la suite.»

Un haut fonctionnaire qui fait réécrire un rapport de son administration par l'industriel mis en cause, et soumet ses éléments de langage à ceux de la firme : c'est ce à quoi il faut s'attendre lorsque la dégradation de l'environnement finit par détruire de la valeur et de l'emploi. Pour éviter le drame social ou maintenir à l'exploitant son niveau de rentabilité, il n'y a d'autres choix que la dissimulation ou le travestissement des faits, en accord avec les pouvoirs économiques. La duplicité est alors le prix du *business as usual*.

**Contraindre l'Etat à se dévoyer**  
A bien des égards, l'affaire Nestlé est une parabole. Une surexploitation des milieux, trop de pesticides, trop de nitrates, trop de lisiers épandus sur des sols trop dégradés : à un moment ou à un autre, les conséquences ne peuvent plus être ignorées. Mais, malgré cet exemple frappant, c'est semble-t-il encore trop compliqué à comprendre.

Une semaine après la publication du rapport de la commission d'enquête, la majorité de l'Assemblée nationale, du bloc central à l'extrême droite, a manœuvré pour que soit renvoyée puis adoptée en commission mixte paritaire la proposition de loi Duplomb. Ce texte prévoit – au bénéfice d'une petite minorité d'exploitants – de réautoriser des substances interdites, de favori-

### LA LOI DUPLOMB, UNE FOIS VOTÉE, FERA BIEN PLUS QUE PORTER ATTEINTE À LA SANTÉ ET À L'ENVIRONNEMENT

ser les élevages hors-sol, de stocker toujours plus d'eau dans des mégabassines, de détruire des zones humides. Les conséquences sont évidentes : davantage de pesticides, de nitrates, de matières fécales épandues sur des sols toujours plus secs et, donc, toujours plus dégradés.

Les conséquences sanitaires et environnementales du texte sont connues, mais l'affaire Nestlé donne à voir une autre dimension de son potentiel disruptif, sur le fonctionnement même de l'Etat. La loi Duplomb fera bien plus que porter atteinte à la santé et à l'environnement : elle va rendre l'avenir ingouvernable autrement que par la duplicité et le mensonge, la dissimulation ou l'attrition des normes sanitaires, c'est-à-dire la mise en danger d'autrui. Elle va, à terme, contraindre ou pousser les services de l'Etat à se dévoyer, voire à organiser leur propre déchéance morale.

#### Tours de passe-passe

L'affaire Nestlé le montre de manière aiguë, mais les exemples ne manquent déjà pas. En juin 2023, le tribunal administratif de Rennes condamne l'ARS de Bretagne à refaire ses calculs, celle-ci s'étant rendue coupable d'une sélection un peu trop judicieuse de ses données, de manière à rendre plus présentables les eaux de baignade des plages bretonnes, contaminées par la matière fécale des porcheries géantes de la région.

A l'échelle nationale, la réglementation européenne encadrant la présence de produits de dégradation des pesticides dans l'eau potable n'est simplement pas appliquée. Si les autorités la mettaient en œuvre de manière stricte pour l'acide trifluoroacétique (TFA), un polluant éternel notamment issu de la dégradation de pesticides fluorés, la majorité des Français ne recevraient plus au robinet une eau conforme aux critères de qualité (sans doute plus des deux tiers, selon les estimations de Que choisir et Générations futures).

Partout en France, les distributeurs et les collectivités savent qu'il faudra bientôt soit tricher sur l'application de la réglementation, soit changer les normes pour pouvoir continuer à distribuer de l'eau potable dans un grand nombre de territoires. Trois inspections générales (environnement, santé, agriculture et alimentation) ne disent pas autre chose. Dans un rapport récent, elles soulignent l'«échec global» de la protection de la ressource en eau et assurent que «sans mesures préventives ambitieuses et ciblées, la reconquête de la qualité des eaux est illusoire».

En adoptant le texte Duplomb, la représentation nationale rendrait définitivement illusoire cette reconquête, nécessitant à terme toutes sortes de tours de passe-passe réglementaires pour abaisser sans le dire le niveau de protection des populations. La proposition de loi est d'ailleurs bien faite : elle a anticipé cette nécessité en prévoyant de placer l'Agence nationale de sécurité sanitaire (Anses) sous la tutelle de l'agro-industrie. ■

**TROP DE NITRATES,  
TROP DE LISIERS  
ÉPANDUS :  
LES CONSÉQUENCES  
NE PEUVENT PLUS  
ÊTRE IGNORÉES**

## LE PARTI SOCIALISTE FACE À SES FAIBLESSES

### ÉDITORIAL M

tions politiques sont, il est vrai, à la peine pour recruter, mais, même face au parti Les Républicains qui vient de tenir son congrès et n'apparaît pas en meilleure forme que lui, le PS a du mal à soutenir la comparaison : avec un nombre de votants limité à 24 701, il a fait près de quatre fois moins que son rival de droite. Dans un cas, le congrès a su engendrer un minimum de dynamique. Dans le second, il n'a rien enclenché.

Si les deux finalistes ont réussi à échapper aux accusations de tricherie qui avaient entaché leur précédent affrontement au congrès de Marseille en 2023, il a tout de même fallu une commission de récolelement pour proclamer que 42,21 % des suffrages étaient allés vers Olivier Faure et 40,38 % vers son rival, le maire de Rouen. Ni l'un ni l'autre n'a pu se prévaloir d'une dynamique : le premier secrétaire sortant a subi la dissidence de Boris Vallaud, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, qui, avec 17,4 % des suffrages, le prive de majorité au conseil national et se place en position d'arbitre pour le second tour, prévu le 5 juin, bien qu'il n'ait pas donné de consigne de vote. De son côté, Nicolas Mayer-Rossignol, qui prétendait empêcher le sortant d'effectuer un quatrième mandat en rassemblant ses opposants, n'est pas du tout assuré d'y parvenir.

L'atonie du débat interne est le troisième symptôme de la perte de vitalité de ce parti

pourtant habitué aux confrontations entre courants. Qu'à deux ans de l'élection présidentielle aucune joute ne se soit nouée autour des questions économiques et sociales, de la fiscalité, du régional, alors même que le PS proclame sa volonté de sortir de l'orbite de Jean-Luc Mélenchon, témoigne de la faiblesse sur le fond des compétiteurs.

Olivier Faure prône, pour 2027, le rassemblement de toute la gauche non melenchoniste sans pouvoir assurer qu'il en sera le porte-drapeau. Nicolas Mayer-Rossignol privilégie l'affirmation de l'identité socialiste sans être en mesure de garantir le pouvoir d'influence du PS sur le reste de la gauche. Dans cette situation de grande faiblesse, la carte du rassemblement brandie par Boris Vallaud tient davantage de l'opération de survie que d'une stratégie offensive.

Coincé depuis 2017 entre Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, qui ont aspiré une partie de son électorat, le Parti socialiste n'a pu résister qu'à la faveur de son alliance électorale avec La France insoumise. Sortir de sa dépendance, comme le proclament aujourd'hui les préendants à la prochaine direction, suppose d'avoir structuré une offre attractive. Le parti a tardé à entreprendre le travail. C'est cette lacune qui apparaît aujourd'hui au grand jour et qui devra être rapidement comblée si les socialistes veulent éviter la marginalisation. ■



Il y a quatre-vingts ans, la victoire des Alliés met fin à la seconde guerre mondiale. Un nouveau monde voit le jour sous l'impulsion des vainqueurs, qui associent la paix au progrès et à la liberté dans tous les domaines d'activité. Quatre-vingts ans après la fin de la guerre, que reste-t-il de ce nouveau monde alors que l'ordre international est aujourd'hui soumis à de fortes turbulences géopolitiques ? Ce hors-série du *Monde*, qui comprend récits historiques, portraits, enquêtes, infographies et analyses, revient sur «l'héritage de la paix» et décrypte les enjeux d'un monde en plein bouleversement.

### 1945-2025 DE LA FIN DE LA GUERRE À LA PAIX MENACÉE

Un hors-série du «Monde»  
100 pages - 12,50 €  
Chez votre marchand de journaux et sur [lemonde.fr/boutique](http://lemonde.fr/boutique)

# *l'époque*

Des femmes excisées,  
suivies pour une reconstruction  
au sein de l'hôpital de Montreuil,  
en Seine-Saint-Denis, racontent  
leur parcours. Des témoignages  
rares, alors qu'on compte en  
France 134 000 femmes mutilées

## Réparer l'intime

ENQUÊTE

2

5

### LOGORRÉE

#### Avalanche de vocaux

Vie quotidienne ou débrief  
de soirée, ces messages  
évitent d'écrire et donnent  
le sentiment de dialoguer  
tout en monologuant.  
Au risque d'insupporter  
ceux qui les reçoivent

6

### AU BESTIAIRE !

#### Poulpe mania

Ami, père, mentor... L'animal  
marin suscite de nombreuses  
projections humaines  
et un engouement planétaire

8

### UN APÉRO AVEC...

#### Raphaël Quenard

L'acteur venu sur le tard  
au cinéma enchaîne les projets  
depuis 2023. Il vient  
de publier son premier roman  
sur un tueur en série

Lors d'une consultation avec la sexologue Céline Mirolo, au sein de l'unité de réparation des femmes victimes de mutilations sexuelles, à l'hôpital de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, le 10 septembre 2024.  
PHOTOS : ÉLODIE RATSIMBAZAFY



ENQUÊTE

**L'excision et comment s'en relever**  
**A Montreuil,**  
**en Seine-Saint-Denis,**  
**l'hôpital «répare»**  
**les femmes excisées.**  
**Le premier rendez-**  
**vous, l'opération,**  
**la réappropriation**  
**de leur corps...**  
**Plusieurs patientes**  
**témoignent de leur**  
**reconstruction**  
**physique et psychique**



Au bloc opératoire de l'hôpital de Montreuil, le 5 septembre 2024. La chirurgienne Sarah Abramowicz répare, depuis 2017, les femmes victimes de mutilations sexuelles. L'opération se déroule en trente minutes en moyenne, sous anesthésie générale, pour éviter de raviver des traumatismes.



Chaque mois, un groupe de parole encadré par la psychologue Aline Soria Pereira se réunit. Dans cet espace, les patientes abordent librement tous les sujets. Ici, le 22 octobre 2024.

Lors d'une consultation avec Sarah Abramowicz, le 17 septembre 2024. La chirurgienne voit chaque patiente au moins trois fois. Une première fois en consultation préopératoire, où elle explique en quoi consiste l'opération. Une deuxième fois au bloc, et une troisième fois en consultation postopératoire, pour vérifier que la cicatrisation se passe bien.

Par Karine Le Loët et Elodie Ratsimbazafy

**C**hez nous, l'excision, c'était comme une fête. J'avais 7 ans, nous étions quatre sœurs. Trois vieilles dames sont venues, chacune de nous est passée à tour de rôle. C'est une douleur inexplicable, horrible.» Comme Mariam (le prénom a été changé), 33 ans, Ivoirienne vivant en France, elles sont des millions dans le monde à être victimes d'excision, une ablation totale ou partielle de la partie externe de leur appareil génital-généreralement le clitoris et les petites lèvres.

En 2024, l'Unicef recensait près de 230 millions de filles et de femmes ayant subi des mutilations sexuelles et qui y ont survécu. Les régions du monde où cette pratique est la plus répandue sont l'Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina Faso, Guinée, Sierra Leone) et l'Afrique de l'Est (Soudan, Djibouti, Erythrée, Somalie). Ailleurs, comme en Egypte, au Yémen, en Indonésie ou en Malaisie, cette coutume perdure aussi.

L'impact de cette pratique s'observe également en France. Si elle y est interdite, et possible de sanctions pénales, les chiffres restent frappants : en 2024, on y dénombrerait environ 134 000 femmes mutilées. La région parisienne est la zone la plus touchée, en particulier la Seine-Saint-Denis : 7,2 % des femmes qui vivent dans ce département sont excisées.

C'est aussi dans ce département, au sein du centre hospitalier André-Grégoire de Montreuil, que Sarah Abramowicz et son unité spécialisée soignent et accompagnent, depuis 2017, des femmes mutilées. Exercent aux côtés de la chirurgienne obstétricienne deux sages-femmes, une sexologue, une psychologue, un médecin légiste et une assistante sociale.

A l'automne 2024, la photographe Elodie Ratsimbazafy et la documentariste sonore Karine Le Loët ont passé deux mois en immersion au sein de l'unité, à l'écoute des professionnelles de santé et des patientes. Elles y ont rencontré Fanta, Founès, Karidiatou et d'autres femmes qui, un jour, ont décidé de reprendre possession de leur corps, et de leur vie affective et sexuelle.

## L'arrivée dans l'unité de Montreuil

Aminata (le prénom a été changé) est originaire du Mali. Elle est née et a grandi en France.

«J'ai découvert mon excision lors de ma première consultation, pour ma première grossesse. J'avais 22 ans. Ce

jour-là, la gynécologue qui m'a auscultée m'a rassurée :

«Tout va bien. C'est un début de grossesse. Par contre, comme vous avez été excisée...

— Excisée ? Qu'est-ce que ça veut dire excisée ?

Je n'en avais aucune idée. En rentrant à la maison, j'en ai parlé à ma mère qui m'a répondu : «Ça a été fait pour ta sœur et toi quand vous étiez petites, dans la salle de bains, avec quatre de vos cousines, lors de vacances au pays. Tu avais 1 an et demi ou 2 ans.» Pour elle, c'était naturel. Il fallait le faire pour être une fille saine.

Au début, je n'ai pas ressenti de colère parce que je ne mesurais pas vraiment les conséquences. Sauf que mes cinq grossesses se sont terminées par des déchirures, des épisiotomies. Et mes rapports sexuels ont toujours été douloureux. Lors de mon dernier accouchement, très difficile, je me suis dit qu'il serait temps de penser à moi. Je suis épouse, maman, j'approche la quarantaine, j'ai assez pensé aux autres. Mon entourage m'a parlé de cette unité. J'ai rencontré d'abord une sage-femme, puis la psychologue et la chirurgienne. J'ai assisté à un groupe de parole, posé plein de questions. Aujourd'hui, j'ai pris la décision de me faire opérer.»

Les croyances sur les bienfaits de l'excision perdurent, alors que les conséquences néfastes sont avérées : infections, douleurs en urinant et pendant les rapports sexuels et les règles, risques d'incontinence, complications lors des grossesses et des accouchements, sans parler des morts causées par les hémorragies au moment de l'ablation.

Le sujet de l'excision reste tabou, et sa réparation encore peu connue, même chez le personnel soignant français et les patientes. Celles de l'unité de Montreuil ont parfois eu vent de la structure grâce à leur médecin généraliste, leur assistante sociale, une association ou par le biais de femmes déjà soignées. C'est le cas de cette femme, aujourd'hui «réparée» :

«C'était en 2022. Je suivais une formation avec une fille guinéenne que j'ai entendue dire qu'elle s'était fait opérer. Je lui ai posé des questions. J'ai vraiment eu envie de faire cette opération parce que j'étais très mal. Certains hommes avec qui j'étais sortie m'avaient jeté au visage que j'étais "une femme au clitoris coupé". Même aujourd'hui, quand j'en parle, ça me fait quelque chose. J'ai dépassé la cinquantaine et je me suis dit que j'avais le droit à ce petit bonheur-là, le droit de me déshabiller devant un homme et de me dire que je suis bien.»

Dans les couloirs de l'unité de Montreuil, on croise aussi des femmes qui viennent faire ausculter leurs filles dans le cadre d'une demande de droit d'asile. Celles-là sont reçues par une médecin légiste chargée d'établir un certificat attestant que les enfants n'ont pas été mutilées et qu'un retour au pays constitue, pour elles, un risque.

## Les consultations

Aïssatou, 26 ans, Ivoirienne, entre dans le box de consultation. Alice Bocquentin, sage-femme, lui explique le déroulement du parcours. «L'opération n'est jamais obligatoire», précise-t-elle. Si vous en avez envie, on ne vous dira jamais non. Mais on aimera bien qu'avant vous rencontriez différentes personnes, parce que, si on fait l'opération trop vite sans en discuter, ça peut être un choc pour vous.» En réponse aux questions de la sage-femme, Aïssatou décrit la douleur quand elle urine après un rapport sexuel et le sang qui coule de la vulve.

«Est-ce que, quand vous avez des rapports, vous avez parfois du plaisir ?

— Non, jamais.

— Le plaisir, vous savez, c'est quand ça fait du bien, quand c'est agréable, qu'on veut que ça continue. Ça ne fait pas ça ?

— Non.»

Alice Bocquentin propose de l'examiner. Mais, avant, elle lui montre des petites maquettes en silicone :

«Là, c'est la vulve. Vous avez ici le trou du vagin par lequel on fait la pénétration, par lequel sort le sang des règles, par lequel on accouche des enfants. Ici, c'est le clitoris, les grandes lèvres, les petites lèvres. Quand on excise une petite fille, on coupe la peau qui protège le clitoris au-dessus, le capuchon, et on coupe le clitoris. Si on ne coupe que ça, ça s'appelle une excision de type 1 [ou clitoridectomie]. Mais souvent, on coupe aussi les petites lèvres, en prétextant qu'après la petite fille sera plus pure, plus propre. Il n'y aura rien qui dépasse. C'est l'excision de type 2. Est-ce que vous savez, pour vous ?

— Je ne sais pas.

— Vous voulez que je regarde comment c'est chez vous ?

— Oui, je veux bien.»

Aïssatou disparaît derrière le paravent. La sage-femme se rapproche.

«Je vais vous montrer. Ici, c'est vos grandes lèvres. Ici, c'est où il y avait le clitoris. Donc il y a la cicatrice, mais si vous touchez, que vous appuyez un peu, vous sentez quoi ?

— Une petite boule.

— Oui voilà. C'est le clitoris qui est derrière ! Et sur le côté, ils ont retiré aussi les petites lèvres. C'est souvent le cas en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal. Du coup, ça, c'est une excision de type 2.»

Il en existe deux autres formes : l'infibulation (type 3) où, après ablation, les petites lèvres se recollent d'elles-mêmes ou sont cousues, engendrant l'écoulement de l'urine par l'orifice vaginal ; le type 4 recouvre toutes les autres pratiques, comme la perforation des organes internes ou externes.

Après l'examen, la sage-femme donne à Aïssatou un rendez-vous avec la psychologue du service. Elle pourra aussi rencontrer une sexologue pour aborder la question du plaisir.

Car réparer un clitoris n'entraîne pas mécaniquement un retour des sensations, il faut apprendre à percevoir son corps différemment et à faire la paix avec sa sexualité. «Des rapports sexuels qui ne sont plus douloureux, ça peut favoriser une sexualité épanouie, souligne Céline Mirolo, la sexologue. Mais le clitoris n'est pas un bouton on/off. Il y a une dimension psychoaffective qui peut avoir été très abîmée si on a subi de nombreuses violences. Il y a donc tout un travail sur la sexualité à effectuer.» Enfin, si elle décide de se faire opérer, un rendez-vous avec Sarah Abramowicz, la chirurgienne, sera fixé.

## L'opération

Les silhouettes bleues s'agitent. Il y a l'anesthésiste, l'infirmière anesthésiste, les infirmières de bloc, les internes. Sous le faiseuse blanc de la lampe, Sarah Abramowicz s'affaire. La femme allongée devant elle, les pieds dans les étriers, est endormie, sous anesthésie générale. Avant l'arrivée de la chirurgienne, elle avait exprimé ses craintes : «La docteure Abramowicz, c'est une spécialiste de cette opération. Ça va bien se passer», avait doucement rassuré l'infirmière anesthésiste.

Sarah Abramowicz commence par ouvrir l'orifice vaginal très réduit. «C'est ce qu'on appelle une excision de type "pseudo 3", explique-t-elle à son interne. Ça n'a pas été recousu par l'exciseuse, mais les lèvres se sont accolées. On aperçoit quand même le clitoris, derrière. Il faudra bien lui expliquer les choses à cette dame, poursuit-elle. Parce que souvent, les femmes, ce qui les gêne après l'opération, c'est de faire pipi normalement. Elles ont toujours fait pipi par un tout petit trou et d'un coup elles ont l'impression d'avoir des fuites urinaires.»

La chirurgienne ressort ensuite la partie enfouie du clitoris, avant de s'attaquer à la reconstruction des petites lèvres : «On va essayer de faire le drapé des lèvres classiques», commente-t-elle pour son interne avant de réclamer un fil de suture. Trente minutes plus tard,

## «Le clitoris n'est pas un bouton on/off. Il y a donc tout un travail sur la sexualité à effectuer»

Céline Mirolo, sexologue au sein de l'unité de Montreuil

c'est fini : c'est la durée moyenne d'une opération de réparation. Depuis 2017, l'unité de Montreuil réalise une centaine d'opérations par an.

## Les groupes de parole

Elles sont une trentaine autour de la table d'une grande salle blanche, au rez-de-chaussée de l'hôpital de Montreuil. Les femmes qui ont déjà été opérées sont le centre de l'attention. Founé, 44 ans, a plein de questions : comment se passe l'opération ? Combien de temps dure-t-elle ? Et après, comment se sent-on ? Le groupe de parole encadré par la psychologue Aline Soria Pereira se réunit chaque mois.

«Il y a beaucoup de choses qui ont changé et je suis ravie», assure Oumma, opérée sept mois plus tôt. Elle raconte notamment les relations avec son époux : «Avant l'opération, j'avais des douleurs et pas de plaisir. Après un rapport, je pouvais rester une à deux semaines sans vouloir que mon mari me touche. Il me le reprochait. Aujourd'hui, il n'y a plus de tension. C'est même moi qui réclame !» La salle s'amuse.

Oumma souligne malgré tout les douleurs postopératoires, aggravées par une convalescence empêchée : trois enfants en bas âge dont il fallait s'occuper alors que son mari était mobilisé par son travail.

A l'autre bout de la table, une autre femme, opérée depuis une semaine, a posé à ses pieds un sac en plastique contenant des médicaments. Elle souffre très peu, rassure-t-elle : «Je sors d'un rendez-vous avec la docteure Abramowicz, tout va bien au niveau de mon clitoris. Je mets de l'huile de karité, ça commence à dégonfler et ça devient de plus en plus joli !»

Celle-ci n'a dit à personne avoir effectué sa réparation : «Même ici, en France, si j'en parle à ma communauté guinéenne, ils vont commencer à me critiquer et s'éloigner de moi. Alors je préfère me cacher. Je n'en parle qu'à vous et à toutes celles qui ont envie de se faire opérer. Parce que je vous encourage !» Dans la salle montent des murmures d'approbation, et les discussions se poursuivent sur ce silence qui est, bien souvent, la règle. «Chez moi, comme dans beaucoup de familles malaises, c'est tabou. J'en veux plus à mes parents qu'à la personne qui m'a excisée parce que c'est eux qui m'ont amenée à elle», lance une patiente.

## LE CHIFFRE

# 230 millions

C'est le nombre de filles et de femmes qui ont subi des mutilations génitales dans le monde et y ont survécu, d'après un rapport de l'Unicef publié en 2024. Un nombre en hausse de 15 % par rapport aux données de 2016. La majorité des cas se concentre sur le continent africain (144 millions), puis l'Asie (80 millions) et le Moyen-Orient (6 millions). Le reste est disséminé dans des petites communautés et des pays de migration. En France, on compte 134 000 cas, selon l'étude MSF-Préval. Ce nombre augmente en raison d'une meilleure évaluation et de l'évolution migratoire. En Seine-Saint-Denis, 7,2 % des femmes sont excisées.

«Si tu en veux à tes parents, c'est naturel, enchaîne une jeune Malienne opérée il y a un mois. Mais ils ont fait ça en pensant que c'était pour ton bien. Si tu leur en veux, c'est comme si tu en voulais à toute une culture, et ça c'est trop gros pour toi. Pour les anciens, c'est trop tard, mais il faut qu'on se dise qu'on va changer ça pour les générations qui arrivent.»

Pendant deux heures, tous les sujets sont abordés librement. Et c'est Founé qui finit par poser la question : «Après l'opération, on peut reprendre les rapports au bout de combien de temps ?» «J'ai repris cinq semaines après», témoigne Oumma. «Moi je n'ai pas de partenaire, ajoute Karidiatou. Mais, même sans rapport, tu sens ton corps. Tu sens qu'il y a quelque chose de nouveau, qui t'appartient. On dirait que tu es comme un nouveau-né.»

En fin de réunion, une participante déclare : «Moi, la dame, là [en montrant la femme venue avec son sac de médicaments], sincèrement, elle m'a motivée ! Ça fait trois fois que je viens au groupe de parole. Jusqu'à présent, je ne me sentais pas prête. Mais la dame m'a motivée à 99 %!»

«Toute ta vie, on a pris des décisions à ta place, à commencer par l'excision, abonde la jeune femme malienne. Pour cette opération, c'est toi qui vas prendre une décision pour une fois. Et ça va t'aider à te reconstruire.»

## La transmission

Rokia (le prénom a été changé) a 24 ans. Elle est née au Mali – l'un des trois pays africains, avec la Sierra Leone et le Liberia, où l'excision n'est pas interdite, et où, selon l'Unicef, la prévalence de femmes ayant subi des mutilations sexuelles était de 90 % en 2019. Rokia a été excisée deux semaines après sa naissance par sa grand-mère maternelle. C'est à l'âge de 11 ans, lors d'une consultation à l'hôpital, qu'elle entend des médecins évoquer son excision, sans bien comprendre. Ce n'est que des années plus tard, après son mariage en France, lorsque les premiers rapports sexuels s'avèrent très douloureux, qu'elle mesure les conséquences de son état.

«Ma mère, pensant me rassurer, m'a dit que ça passerait quand j'aurai eu des enfants. Il fallait que j'attende d'avoir deux, trois enfants pour ne plus avoir mal pendant les rapports et avoir du plaisir ? Je lui ai dit : "Non, je vais aller me renseigner ailleurs."» Opérée à l'été 2024 et toujours «en colère contre cette pratique», elle a décidé d'expliquer son combat à sa petite sœur, excisée elle aussi : «Je ne veux pas qu'elle vive la même chose que moi. Alors, avant qu'elle rencontre quelqu'un, je veux qu'elle commence le parcours, même si elle ne va pas jusqu'à l'opération. Qu'elle connaisse son corps.»

La prise de conscience des femmes engagées dans un parcours de réparation s'accompagne d'une implication forte pour protéger, par tous les moyens, leurs filles et leurs jeunes sœurs. Karidiatou refuse d'emmener ses deux filles en Côte d'Ivoire. «Je ne veux pas prendre le risque. Même si c'est interdit au pays [depuis 1998, 37 % des femmes continuent pourtant de subir cette pratique], certains se cachent pour le faire. Je peux me réveiller la nuit et ne plus avoir ma fille à côté de moi.»

Fanta est née en 1980 en Guinée – où plusieurs textes légaux interdisent l'excision mais où, pourtant, près de 95 % des femmes en sont toujours victimes. Fille «d'un intellectuel», elle illustre le fait que la pratique de l'excision n'est pas l'apanage de communautés rurales, peu éduquées, éloignées des cercles de pouvoir. Excisée, selon ses souvenirs, «entre 5 et 10 ans», elle vit en France depuis presque vingt ans. De sa voix rauque, elle s'enflamme : «Il faut réveiller les consciences. Il y a beaucoup de femmes qui aimeraient faire cette opération, mais peut-être qu'elles ont peur, peut-être qu'elles ont honte, peut-être qu'elles ne savent pas où aller. Si elles n'ont pas nos témoignages, elles ne le feront peut-être pas.»

Pour écouter la parole de ces femmes, retrouvez le grand format sur Lemonde.fr

Le travail documentaire de Karine Le Loët et d'Elodie Ratsimbazafy se décline également en un podcast, «Réparer les vivantes», et en une exposition photographique et sonore. Gratuite, elle est visible jusqu'à la fin de l'été sur les grilles extérieures de l'hôpital André-Grégoire de Montreuil, rue du Docteur-Fernand-Lamaze, et au 1<sup>er</sup> étage de la maternité. L'exposition deviendra ensuite itinérante. Pour suivre son parcours, rendez-vous sur le compte Instagram de l'association Réparons l'excision ! @reparonslexcision.

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

## Sur son grand bi, Pascal Souchard prend de la hauteur

Frédéric Potet

Dans le Loiret, une course a réuni les férus de cet ancêtre du vélo pour le plus grand plaisir du sexagénaire, local de l'étape. Retraité, il arpente la Beauce et le Gâtinais perché sur ce drôle d'engin de la Belle Epoque

**A**u championnat du monde de grand bi, vendredi 30 mai, à Sully-sur-Loire (Loiret), Pascal Souchard était en quelque sorte le «régional de l'étape». Fraîchement retraité, cet ancien peintre en bâtiment à Pithiviers (Loiret), âgé de 64 ans, n'était pas venu pour «gagner», mais seulement «participer», ce qui est aussi important sinon plus, selon la formule attribuée (à tort) au baron Pierre de Coubertin.

Organisée par l'Association internationale des cycles anciens, l'épreuve – la 43<sup>e</sup> du genre – a réuni plusieurs dizaines de participants, originaires d'une quinzaine de pays, sur un circuit de 1 kilomètre autour du château. Maillot rayé, casque à boudins et pantalon bavarois s'arrêtant à mi-mollet, Pascal Souchard voyait surtout l'occasion, comme la plupart des concurrents, de parader au guidon de son vélo symbolique de la Belle Epoque et de la conquête de la machine par l'homme.

Apparu au début des années 1870, le grand bi n'a été produit industriellement que pendant une vingtaine d'années, avant d'être supplanté par la «bicyclette de sécurité», l'ancêtre du vélo moderne. L'impact visuel laissé par cet engin doté d'une grande roue avant, sur laquelle sont fixées les pédales, et d'une petite roue arrière lui confère un statut d'objet culte auprès de ses aficionados qu'un siècle et demi de progrès technologique n'a jamais démenti. «J'ai toujours aimé le vélo sous toutes ses formes», confie Pascal Souchard, lui-même ancien coureur cycliste de niveau régional, passé par la suite au VTT.

*J'ai commencé par acheter des triporteurs avant de me passionner pour le grand bi, l'engin qui reflète le mieux les débuts du cycle.*

Achetée en 2017 à un autre pratiquant, sa petite reine sans chaîne n'est pas un authentique grand bi, mais une réplique fabriquée en République tchèque. Dans les rues de la commune où il vit – Yèvre-le-Châtel (Loiret), petite cité médiévale classée parmi les plus

beaux villages de France –, les touristes l'arrêtent immédiatement sitôt qu'il sort sa monture. Fusent alors les questions : «Comment grimpe-t-on dessus?», «Comment freine-t-on?», «Vous arrivez-t-il de tomber?» L'homme n'est pas avare de détails pour décrire le maniement de sa bécane : «Ce qui compte, c'est d'être tout le temps en mouvement, et de réguler sa vitesse en pédalant, de telle sorte de ne pas se laisser emporter dans une pente, mais aussi d'anticiper le freinage avant de descendre de selle.» Une «posture aristocratique», le dos bien droit, est vivement conseillée.

Tout un art, que le cycliste a pu déployer en deux occasions fameuses. La première fut, en 2023, sa participation à une randonnée mémorielle reliant Paris à Londres, en compagnie d'une quinzaine de pilotes de grands bis. Soit 320 kilomètres à la force du jarret, entre la tour Eiffel et Big Ben; beaucoup de voies vertes du côté français, bien moins du côté anglais; et pas mal de nids-de-poule en chemin, l'ennemi numéro un de ces biclous sans pneus, montés sur bandages en caoutchouc.

En 2024, Pascal Souchard est retourné à Londres pour faire son entrée dans les pages du Livre Guinness des records, aux côtés de 140 camarades en costume d'époque venus réaliser le plus grand alignement de grands bis jamais vu. Reliés les uns aux autres en tenant le guidon du voisin, les cyclo-acrobates ont dû maintenir un «surplace» pendant quatre minutes et demi sur la piste du vélodrome des Jeux olympiques de 2012 – la moindre chute aurait entraîné un effet domino. «Un beau souvenir», dit en souriant Pascal Souchard.

L'homme n'est pas un verbeux qui roule des mécaniques, plutôt un long échalas tendance introverti. Ce qu'il aime, c'est patrouiller sur son destrier haut perché – 1,20 mètre au garrot. Embrasser l'horizon des plaines de Beauce et du Gâtinais. Observer les lapins de garenne par-dessus les haies d'églantiers, avancer à hauteur de mésange bleue. «On se sent bien là-haut», dit-il. Grand bi vous fasse.



ALE GIORGINI

«Ce qui compte, c'est d'être tout le temps en mouvement, mais aussi d'anticiper le freinage avant de descendre de selle»

Pascal Souchard

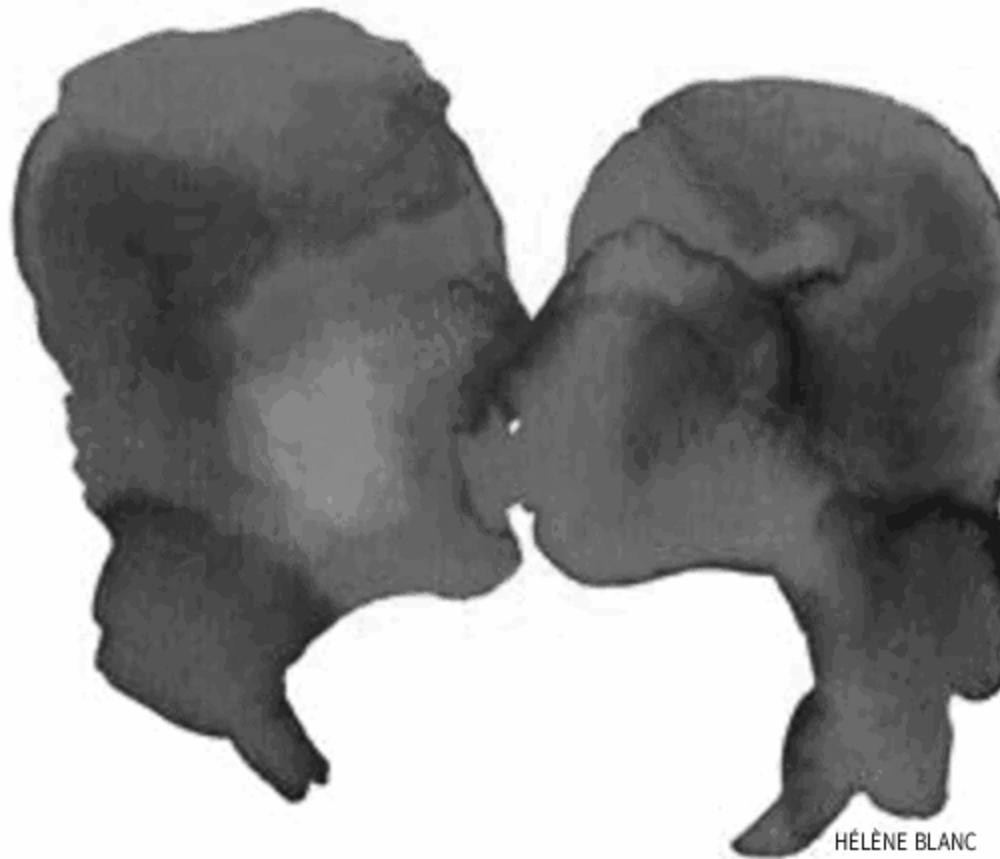
beaux villages de France –, les touristes l'arrêtent immédiatement sitôt qu'il sort sa monture. Fusent alors les questions : «Comment grimpe-t-on dessus?», «Comment freine-t-on?», «Vous arrivez-t-il de tomber?» L'homme n'est pas avare de détails pour décrire le maniement de sa bécane : «Ce qui compte, c'est d'être tout le temps en mouvement, et de réguler sa vitesse en pédalant, de telle sorte de ne pas se laisser emporter dans une pente, mais aussi d'anticiper le freinage avant de descendre de selle.» Une «posture aristocratique», le dos bien droit, est vivement conseillée.

Tout un art, que le cycliste a pu déployer en deux occasions fameuses. La première fut, en 2023, sa participation à une randonnée mémorielle reliant Paris à Londres, en compagnie d'une quinzaine de pilotes de grands bis. Soit 320 kilomètres à la force du jarret, entre la tour Eiffel et Big Ben; beaucoup de voies vertes du côté français, bien moins du côté anglais; et pas mal de nids-de-poule en chemin, l'ennemi numéro un de ces biclous sans pneus, montés sur bandages en caoutchouc.

En 2024, Pascal Souchard est retourné à Londres pour faire son entrée dans les pages du Livre Guinness des records, aux côtés de 140 camarades en costume d'époque venus réaliser le plus grand alignement de grands bis jamais vu. Reliés les uns aux autres en tenant le guidon du voisin, les cyclo-acrobates ont dû maintenir un «surplace» pendant quatre minutes et demi sur la piste du vélodrome des Jeux olympiques de 2012 – la moindre chute aurait entraîné un effet domino. «Un beau souvenir», dit en souriant Pascal Souchard.

L'homme n'est pas un verbeux qui roule des mécaniques, plutôt un long échalas tendance introverti. Ce qu'il aime, c'est patrouiller sur son destrier haut perché – 1,20 mètre au garrot. Embrasser l'horizon des plaines de Beauce et du Gâtinais. Observer les lapins de garenne par-dessus les haies d'églantiers, avancer à hauteur de mésange bleue. «On se sent bien là-haut», dit-il. Grand bi vous fasse.

## AMOURS DE JEUNESSE



HÉLÈNE BLANC

# «Il me dit qu'il est sûr que je l'aimerai encore. Quel culot!»

Ils se sont connus, se sont aimés, se sont séparés. Puis le tourbillon de la vie les a fait se retrouver. Gabrielle, 60 ans, raconte son histoire avec Igor, qui livrera à son tour, dans le prochain épisode, sa version de leurs retrouvailles

Charlotte Herzog

### Première rencontre

En 1995, mon ami Antoine m'invite à un spectacle de Bartabas, au fort d'Aubervilliers. C'est lui le photographe officiel de Zingaro, le théâtre équestre situé en Seine-Saint-Denis. On dînera avec les artistes et le metteur en scène après. Le spectacle n'est pas mal, bien qu'un peu esthétisant pour la prof d'arts plastiques que je suis. Au bar, il y a Igor. «L'acteur principal du prochain film de Bartabas», me murmure Antoine.

Assez grand, mince, classe, il est posé là, avec une certaine noblesse. Igor est acteur, sibérien, il vit à Moscou et joue aussi de la musique. Un peu comme un fantasme imaginaire et agréable. On parle un petit moment, en anglais. Le sujet de son film m'intéresse et m'en évoque un autre qu'Igor n'a pas vu. Je lui propose qu'on le regarde ensemble un de ces jours prochains, ça pourrait aider son personnage, et puis peut-être aussi parce qu'il me plaît. Il accepte et prend mon numéro de téléphone.

Trois jours plus tard, il m'invite au fort, où il reste encore pour une quinzaine de jours. Installés dans la caravane de Bartabas – plus grande que les autres et pourvue d'un magnétoscope –, on visionne la cassette que j'ai apportée. Je vois bien qu'Igor ne voit pas le rapport, il a l'air de s'ennuyer, je zappe un peu. Je le trouve beau. On discute, mais pas tant du film.

Le lendemain, il me donne rendez-vous dans un bar à côté de chez moi. Je remonte à toute vitesse le faubourg Saint-Antoine pour le rejoindre. Là, je le retrouve déçu et embêté. Il vient d'apprendre qu'il sera payé «à la russe», trois fois moins qu'à la française. Il me parle d'une femme qui comptait sur cet argent. Je comprends que c'est la sienne. Nous buvons quelques verres et changeons de sujet. Il est charmant et charmeur. Moi séduite et séduisante, j'y vais à fond.

Deux heures plus tard, on s'embrasse sur la banquette de mon petit appartement. On écoute de la musique. Punk à fond : Suicidal Tendencies. On se fait un petit joint, on prend un bain, on fait

l'amour au milieu de mes sculptures polluées ou saupoudrées de pigments indiens. Je fais des pâtes trop cuites, on jette tout à la poubelle et on sort au milieu de la nuit manger dehors. Au petit matin, on ne dort toujours pas. La nuit est follement belle.

Après, il y a plein d'autres nuits. A propos de sa femme, il me dit en gros qu'une femme, ça se quitte; il ne me dit pas que notre histoire est impossible. C'est l'amour fou pendant deux semaines, avant qu'il ne reparte en tournée en Sibérie. Quand on se dit au revoir, dans sa caravane, il est froid, pas bavard. Je pars vite, les larmes aux yeux. Je sais qu'on se reverra, mais quand?

Le tournage dure trois semaines. De temps en temps, il m'appelle, me raconte. Il ne regarde pas les rushes; j'aime bien qu'il ne soit pas narcissique. Il a réussi à faire la scène qu'il redoutait, nu dans la glace, je suis contente pour lui. Il me dit aussi qu'il pense à moi, qu'il faut que je vienne à Moscou quand ce sera fini.

En juillet, j'y vais. J'ai réservé un hôtel, une espèce de grand bâtiment moderne avec une vue panoramique. On s'y retrouve corps et âme à mon arrivée. Je me dis qu'il va quitter sa femme, mais en attendant il ne reste jamais dormir et je vais visiter les musées toute seule. Un soir, il me donne rendez-vous dans un bar où il ne vient pas. Après ça, j'attends comme une conne dans la chambre près du téléphone. Qui ne sonne pas. Je n'ai qu'une envie, rentrer chez moi. Le dernier soir, je me soule au bar de l'hôtel avec des Italiens. Le lendemain, je repars et je me dis que je me suis fait avoir. Quel connard.

### Retrouvailles

En 2011, je suis mariée, j'ai deux enfants, j'habite à Marseille, et j'enseigne désormais la philosophie. J'ai sorti un petit livre, je m'inscris sur Facebook pour faire un peu de communication dessus. Très vite, je me mets à chercher des gens, des noms, pour savoir ce qu'ils sont devenus. Et ce Russe alors ? L'eau a coulé sous les ponts. OK, il m'a fait souffrir, mais il n'est pas le seul. Je lui écris sur Messenger. J'apprends qu'il a eu deux femmes, quatre enfants, et qu'il est avec une Natacha. On s'écrit parfois pour nos anniversaires ou Noël.

Les années passent. La possessivité excessive de mon mari me rend la vie impossible. Je l'aime, mais pour lui je ne suis jamais assez ceci, ou alors trop ça. Je culpabilise tout le temps de faire mal. Je voudrais qu'il m'aime comme je suis. En 2023, à la fin d'une psychothérapie de couple qu'il a voulu que nous fassions, je réserve deux nuits sur les îles du Frioul pour nos retrouvailles. Il me dit que ce n'est pas la peine, un café suffira. Il demande le divorce, veut vite vendre l'appartement ; et s'en va avec une collègue à lui. Moi, je m'achète un vélo électrique et je vais traverser la France en pédalant, et

**«Un soir, il me donne rendez-vous dans un bar où il ne vient pas. Après ça, j'attends comme une conne dans la chambre près du téléphone»**

en pleurant. Quand ça va mieux, je poste des photos de mon aventure à deux-roues sur Facebook. Igor y réagit parfois et, un jour, il me demande mon numéro pour faire une visio sur WhatsApp.

Je me trouve affreuse, vieillie et changée, alors je me mets loin de mon téléphone et exprès dans l'obscurité. Ça fait vingt-neuf ans qu'on ne s'est pas vus. Lui, il n'a pas encore quitté sa femme, mais c'est prévu, me dit-il. «C'est toi que je veux rendre heureuse, tu es mon âme sœur.» Il a vu ça dans le tarot, en questionnant l'Univers. Je lui dis qu'il délire. Ça me fait peur même, et puis je n'ai pas besoin qu'un homme me sauve. Au contraire, je suis libre et libérée après vingt-cinq ans de mariage, ce n'est pas pour me remettre dans les bras d'un autre. Il insiste : «Je suis sûr que tu m'aimeras encore, je prie pour que tu m'aimes encore.» Quel culot !

On échange tous les jours. Qu'il soit fou d'amour comme ça pour moi, alors qu'il ne m'a même pas revue, ça me paraît bizarre. J'en parle avec mes copines. Il a perdu tous ses cheveux et il est encore plus maigre, alors qu'est-ce que je lui trouve ? Rien, à part qu'il m'aime. Ça me fait du bien. Mais il s'est quand même foutu de moi une fois, alors... et puis son côté ésotérique – oh là là, si ça se trouve, il prend des trucs ?

Je le trouve plein d'illusions, à côté de la plaque. Peut-être que, quand la guerre a éclaté en Ukraine, il s'est mis dans une bulle pour échapper au désespoir. Ils n'ont même pas le droit là-bas d'employer le mot «guerre». Toutes ses superstitions, pour moi, c'est le refuge de l'ignorance.

Il me fait la cour de façon délirante pendant des mois. Ce que je ressens est ambigu. Je vois bien qu'il change malgré tout, qu'il «redescend». C'est plus doux. Plus sensé. Mes sentiments pour lui renaissent. J'accepte que l'on se retrouve, mais pas à Moscou ni à Marseille. En mars, on décide de se donner rendez-vous à Istanbul, sur les *rainbow steps*, des escaliers multicolores touristiques. Avant de l'apercevoir, j'achète des cigarettes, je les fume, puis je le vois. Avec un béret. Hyper-classe. Notre câlin est très long. Il a déjà fait un saut dans le Airbnb réservé. Il a acheté des fleurs, un vase, préparé à manger, et apporté un petit gadget, en forme de coquille saint-jacques qui projette des étoiles au plafond. Notre séjour est intense. On danse, on chante, on se trouve beaux, on s'aime. On est très très en vie. Il me reconquiert.

Commence ensuite une histoire à distance. Moscou, Marseille, WhatsApp et Istanbul, pour se sentir et passer nos nuits à danser en s'aimant. Sa demande de visa touristique n'aboutit pas. Je retourne en Russie et, cette fois-ci, Saint-Pétersbourg, les musées, l'Hermitage, on fait tout ça tous les deux. On est si bien.

Mes fils me disent que j'ai l'air heureuse. Igor a quitté Natacha, et il m'écrit des chansons. L'une d'elles est intitulée *My Lost and Found Love*. Mais la logistique est lourde. Le cœur souffre. J'ai peur et pas très envie d'aller vivre en Russie. Igor ne peut pas venir vivre en France sans visa. Il apprend le français et a rencontré Bartabas, sait-on jamais. Lui, il me dit qu'il m'aimera pour l'éternité et se raccroche à ce truc intergalactique, mais moi, vivre l'amour sans le voir, je trouve ça dur même si je ne veux pas renoncer. La fin de la guerre, ça pourrait aider pour le visa. Mais la fin de la guerre, c'est quand ?

**S**i l'on voulait détourner un ancien slogan publicitaire, on pourrait dire qu'aujourd'hui le bonheur, c'est simple comme un message vocal. D'après une étude menée par la plateforme d'apprentissage des langues Preply, les Français envoient quotidiennement une moyenne de 3,7 messages vocaux, suscitant une avalanche de confidences à distance sur tout et rien. «Bon, meuf, du coup, je vais te raconter mon petit weekend à Berlin où il s'est passé des trucs un peu what the fuck» ; «Purée les gars je suis saoulée du taff, j'en ai marre franchement» ; «Il me dit : "Ouais, demain, ça va draguer" et je lui dis : "Euh MDR non"». Ces fragments de conversations orales ont été récoltés par l'université suisse de Neuchâtel dans le cadre d'une recherche en linguistique baptisée «Donnez vos vocaux à la science». L'idée : collecter un échantillon de 1600 messages vocaux provenant de différentes régions de la Suisse romande francophone, envoyés spontanément dans les innombrables discussions et boucles WhatsApp qui emplissent nos existences ; et ce, dans le but de décortiquer une archive sonore qui ouvre une fenêtre rare sur nos intimités.

Adorés par ceux qui les envoient et parfois subis par ceux qui les écoutent – près de la moitié des personnes trouvent les notes vocales trop longues et ennuyeuses, d'après l'étude Preply –, les messages vocaux, arrivés en 2013 sur WhatsApp et en 2018 sur Instagram, ont transformé nos téléphones en déversoirs à confidences. Ils sont avant tout plébiscités parce qu'ils répondent à l'urgence collective de pouvoir communiquer sans avoir à taper avec ses petits doigts, s'inscrivant dans un climat global d'accélération. «J'écoute tous les vocaux que je reçois en vitesse x 2, comme les TikTok et les vidéos YouTube. Je ne suis pas ministre pourtant, mais je cours toujours après le temps», reconnaît Yasmine Lamoudi, social manager dyonisienne de 26 ans, qui a développé une passion pour les vocaux, dont elle soigne particulièrement les contours. «Sur mon trajet maison-métro, j'adore raconter mes anecdotes de vie sur un ton punchy. Dans la rue, on me prend souvent pour une folle.»

S'il peut parfois vous donner des airs de médecin en plein débrief postconsultation, l'enregistrement «du message vocal révèle des passions et préoccupations de l'époque bien plus profondes», explique la chercheuse Laure Anne Johnsen, professeure à l'Institut de langue et civilisation française de l'université de Neuchâtel, responsable du projet universitaire de collecte de vocaux. A commencer par la volonté d'opérer un retour à la chaleur de l'oralité, où le message vocal nous fait la promesse d'une parole brute, spontanée, moins contrôlée qu'un message écrit, où le timbre de voix suffit à révéler l'humeur, rythmée par des silences plus ou moins désirés.

«Derrière un message vocal, tu peux t'imaginer une gestuelle, une personnalité, des émotions concrètes. Ça me permet de garder un lien fort avec des gens que j'aime et de savoir s'il pourrait y avoir une éventuelle proximité avec ceux que je ne connais pas encore bien», défend Mariam Boukadia, 27 ans, chargée de recrutement en région parisienne. «En une minute, le message vocal nous permet d'entrer dans des conversations moins superficielles», ajoute Julie Poitevin, juriste de 26 ans, qui utilise notamment les messages vocaux pour cultiver des amitiés à distance. Mais, derrière sa spontanéité apparente, le message vocal relève d'une oralité sous contrôle. «Depuis peu, je réécoute mes vocaux et si j'ai été cool et claire, je suis contente. J'ai conscience que c'est narcissique, mais il y a un côté rassurant», confie Clara, réalisatrice de 30 ans.

Si la durée moyenne jugée appropriée pour un message vocal est de quarante et une secondes (selon l'étude Preply), certains se délectent de pouvoir pousser le curseur à quinze minutes, durée maximale autorisée sur WhatsApp. Tout le monde a un ou une amie qui envoie des vocaux longs comme un jour sans pain. «Mon record personnel, c'est quatorze minutes d'affilée. Je plains les personnes qui ignorent encore la puissance du vocal, surtout pour décrire un date, une rupture, ou une histoire d'amour naissante», débute Julia Weiller, 39 ans, créatrice de bijoux originaire des Alpes-Maritimes. Un engouement qui l'a motivée à lancer son podcast, inspiré de ce flot de notes vocales dont elle a breuvé son entourage, «Redflag Academy» : «Des histoires d'amour foireuses qui permettent aux gens de faire leur catharsis et de se sentir moins seuls», promet la néopodcasteuse.

Ritualiser les moments où on envoie les vocaux et où on les écoute, c'est le créneau d'Elina Saïd, 25 ans, collaboratrice artistique dans une société de production documentaire. «Quand j'enregistre un vocal pour mon père ou mes copines, c'est sacré. A la manière d'un journal intime, je reviens chronologiquement sur chaque détail de ma semaine. Je veux me connecter à mes émotions, faire des blagues, qu'il y ait de la vie.» Verbaliser sa vie quotidienne a parfois même des vertus introspectives : «En m'enregistrant, je touche parfois du doigt des choses auxquelles je n'ai pas eu accès par la pensée», assure Elina.

Artiste contemporaine installée à Athènes, Celia Stroom a fait du message vocal une matière pour explorer l'intime. En février 2020, elle lance un appel à témoignages en ligne, où les femmes du monde entier sont invitées à se raconter par le biais du message vocal. Vient soudainement le confinement, un contexte d'autant plus propice à la confession et à l'introspection. L'objet du projet «The Enclosed Garden» : restituer ces vocaux anonymisés sur une plateforme digitale, à une période où les liens sociaux sont malmenés. «L'intime ressortait

encore plus dans les cultures où la pudore règne et le traumatisme est passé sous silence. Particulièrement dans les pays de l'ex-Union soviétique, où, dans les esprits, un psychologue appartient au monde occidental.» En deux mois seulement, plus de 300 messages vocaux ont été envoyés, provenant d'une vingtaine de pays différents. «Peu importe l'endroit du monde, il y avait un besoin de crier son intérieur», avance Celia Stroom.

Le vocal est également associé à l'art du débrief, où il est de bon ton d'événementialiser le moindre moment de sa vie. «Les thématiques qui reviennent systématiquement sont les vacances, le travail, les soirées, beaucoup de jugements de valeur, de conseils, tout cela entouré de beaucoup de narration», complète la chercheuse Anne-Sophie Bally, linguiste, professeure du département de lettres et communication sociale de l'université du Québec à Trois-Rivières, qui a mis sur pied le projet «Sors ton vocal». Dans un contexte de séduction, le message vocal permettrait également de faire gagner du temps aux intéressés. «Quand je rencontre un mec sur une application, j'envoie le premier vocal en espérant qu'il fasse de même. On peut lire beaucoup de choses à travers la voix», assure Yasmine Lamoudi. Depuis peu, les applications de rencontre, comme Hinge, ont désormais des options vocales.

S'ils font le bonheur des uns, les messages vocaux peuvent être la hantise des autres. «Dès que je vois la notification d'un message vocal, je suis déjà agrie avant même de connaître le contenu», écrit la juriste Lyncia Bordin sur X. Soixante-quatre pour cent des jeunes de la génération Z déclarent d'ailleurs avoir un ami qui envoie trop de vocaux, d'après l'étude Preply. Au point que certains messages restent dans les limbes. «J'ai compris récemment que certains amis n'écoutent plus mes vocaux. Je ne suis pas vexée, je sais que je tergiverse trois minutes avant d'aller à l'information que je voulais transmettre», admet Armonya Daily, vidéaste de 31 ans, qui vit à Drancy (Seine-Saint-Denis). L'usage des vocaux conduit souvent à une exacerbation de l'aspect phatique des communications, tous ces petits à-côtés qui permettent de maintenir le contact plus que d'échanger des informations. Dans les messages vocaux, «c'est la connexion aux autres qui devient significative, l'échange de mots devient superflu», détaillent les linguistes de l'université de Lausanne Lucie Estade et Joséphine le Maire, dans un article universitaire sur le sujet.

Ces conversations en différé offrent néanmoins quelques luxes, notamment le fait d'ignorer volontairement une partie des questions évoquées dans le vocal de l'autre et de répondre uniquement à ce qui nous arrange. Certains y voient aussi l'occasion de développer sa pensée

LOGORRHEE

# Les agités du vocal

Mise en récit de soi, retour à la chaleur de l'oralité, obsession pour le débrief : que racontent les 7 milliards de messages vocaux envoyés chaque jour ?

Victoire Radenne



LÉO LECCIA

sans être dérangés ni confrontés aux réactions de leurs interlocuteurs. «A la question "Pourquoi vous ne nous téléphonez pas?" On m'a rétorqué : "La flemme d'avoir une conversation et surtout d'être interrompu." Pourtant, comment peut-on développer sa pensée sans la confronter aux idées des autres ? Choisir le message vocal, c'est un peu refuser les règles du jeu d'une conversation», explique la chercheuse Anne-Sophie Bally.

Flora Watkins, journaliste au *Spectator*, a même qualifié les vocaux de «média tyrannique», les accusant de nous faire perdre notre capacité à avoir des conversations empathiques.

Reste que le vocal représente une alternative plus inclusive que l'écrit, source d'un grand sentiment d'angoisse pour les personnes atteintes de troubles de l'écriture. «Avec un vocal, je suis sûr d'être clair et de ne pas faire de faute d'orthographe», confie Dorian, 20 ans, étudiant à Mureilhan, près de Béziers (Hérault), diagnostiqué dysorthographique à 18 ans. Sa voie de communication favorite : des vocaux en cascade, qui ne durent jamais plus de cinq secondes, avec une préférence pour la messagerie Snapchat, où les messages disparaissent. Le message vocal s'adapte alors aux schémas de pensée atypiques, notamment en arborescence. «Beaucoup de gens ont un rapport complexe à l'écrit, quand ce n'est pas carrément une insécurité linguistique. Le vocal, qui est relativement récent, est moins codifié, plus anarchique», explique Anne-Sophie Bally.

Archives intimes pouvant être sauvegardées et réécoutes, les messages vocaux constituent aussi une mémoire sonore idéale pour les éternels nostalgiques. Pour justifier sa conversion récente au vocal, la journaliste américaine Rainesford Stauffer s'appuie sur tout ce qu'ils contiennent de preuves d'amour au quotidien. «Les enfants qui jouent, la joie de quelqu'un qui revient d'un premier rendez-vous, le cliquetis des ustensiles de cuisine, les ragots sur le travail...», écrit-elle dans *Time*.

C'est la raison principale pour laquelle durant toute la durée du Vendée Globe, le skippeur Eric Bellion a fait du message vocal son canal de communication principal avec son équipage et ses proches. «C'était très ritualisé : tous les matins à 5 h 30, j'allumais mon antenne satellite, je récupérais les fichiers météo et, en attendant que tout ça se mette en place, je racontais la journée et la nuit de la veille.» Chaque jour, avant d'appuyer sur le bouton d'enregistrement, il ne savait jamais vraiment par quel bout de l'histoire il allait commencer. Une spontanéité qui a non seulement séduit ses 16 000 followers sur Instagram, mais qui a eu des vertus thérapeutiques. «Pendant la course, il y a un nombre incalculable de fois où on se demande ce qu'on fout là, et pourquoi on le fait», confie le skippeur quarantenaire, qui garde en mémoire le vocal qu'il a enregistré lors de la remontée des alizés, entre l'Equateur et les Açores, lorsqu'il était à deux doigts d'abandonner. «A ce moment-là, je me souviens à quel point le vocal m'a permis d'extérioriser le ras-le-bol et la peur. Enregistrer des vocaux m'a permis de garder le cap.»



VOYAGE

# Vous aimez Champollion, vous aimerez Figeac

Julien Thèves

**N**é à Figeac, le déchiffreur des hiéroglyphes quitta la ville quercinoise à l'âge de 10 ans pour Grenoble puis Paris, avant d'y être assigné à résidence en 1816-1817 pour expier ses sympathies napoléoniennes. La maison de son père libraire est devenue un musée qui ne se limite pas à l'égyptologie et au parcours du génie figeacois, mais explore toute la richesse des écritures du monde.

Place Champollion, de la terrasse du café du même nom, on a une belle vue sur la façade de

pierre de cet édifice médiéval doublée, à l'arrière, d'une paroi de cuivre aux 1000 caractères typographiques polyglottes.

A l'intérieur, le parcours commence par l'exploration de signes mystérieux dont on a, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, perdu la clé. Jean-François Champollion a l'intuition qu'il s'agit d'un système mixte : les hiéroglyphes figurent à la fois des images et des sons. Grâce à une copie de la pierre de Rosette, stèle trilingue découverte par Bonaparte en Egypte en 1799, il décide le 14 septembre 1822 le nom de Ramsès, inscrit dans un cartouche. Tout cela est raconté au

rez-de-chaussée, agrémenté de reliques : momie et sarcophage évoqués, bandelettes de lin hiéroglyphées, statue d'Horus à tête de faucon, ouchebtis funéraires (statuettes placées dans la tombe)...

La visite du musée rappelle l'importance des écritures dans les sociétés humaines. Entre le IV<sup>e</sup> et le I<sup>er</sup> millénaire avant notre ère, celles-ci apparaissent en Mésopotamie puis sur les bords du Nil, en Chine, en Inde et chez les Mayas. Tel Champollion se décentrant pour s'intéresser aux langues orientales ainsi qu'à la manière dont les Egyptiens codaient leur pensée, le musée



## TROIS AUTRES RAISONS D'Y ALLER

### POUR LE PATRIMOINE ANCIEN

Sous l'impulsion de Martin Malvy, qui fut maire de la ville, président de région et ministre, le vieux Figeac a révélé ses vieilles pierres. La ville est désormais l'un des centres médiévaux les mieux conservés de France. De l'abbatiale Saint-Sauveur à Notre-Dame-du-Puy, où fut baptisé Champollion, la balade longe les maisons de marchands aux fenêtres surmontées d'oculi. Le dernier étage est parfois à l'air libre : on y entreposait les provisions ou on y séchait le linge dans des soleihos (galeries ouvertes au soleil).

### POUR FAIRE BONNE CHÈRE

Aux confins de trois départements ruraux (Lot, Cantal et Aveyron), Figeac accueille un important marché chaque samedi matin place Champollion. Toute la ville s'y retrouve et se salut en terrasse au café Champollion ! De l'autre côté de la rivière, 15 agriculteurs sont associés au sein du magasin Les Giroflées : maraîchers, paysans boulangers et éleveurs proposent leurs produits de la ferme, principalement bio. **I, avenue Emile-Bouyssou. Du mardi au samedi.**

### POUR EXPLORER LA CAMPAGNE

Si l'on n'est pas motorisé, des vélos électriques se louent au centre-ville. De là, on longe le Célé pour atteindre les très jolis villages d'Espagnac-Sainte-Eulalie ou Marciac-sur-Célé. Traversée par les chemins de Saint-Jacques, la campagne compte plus de 100 châteaux et de nombreuses grottes. **16, rue Caviale. Vélo électrique, à partir de 30 € par jour. Bicyclette-figeac.fr**

de Figeac ouvre la réflexion en exposant des objets qui racontent les façons d'écrire : tablette proto-élamite (langue de l'ancien Iran), sceaux-cylindres pour imprimer des motifs sur de l'argile, bulle-enveloppe sumérienne dans laquelle étaient insérés des petits cailloux gravés, idéogrammes chinois sur une carapace de tortue...

La section consacrée aux alphabets conserve des éléments précieux comme cette coupe samanide du X<sup>e</sup> siècle ornée de lettres arabes, cette bible enluminée du XIII<sup>e</sup> siècle ou ce livre de divination de Sumatra sur un ruban d'écorce de sept mètres de long. Il y a même une vieille machine à écrire «car certains enfants ne savent plus ce que c'est», s'amuse Stéphanie Lebreton, chargée des publics et des collections. Avec nos hiéroglyphes contemporains que sont les émojis, l'aventure de l'écriture continue.

A l'extérieur du musée, dans une cour médiévale, le sol est occupé par une immense reproduction de la pierre de Rosette, œuvre de l'artiste américain Joseph Kosuth. Les visiteurs peuvent la foulé, s'y asseoir ou tenter de repérer les correspondances entre le grec ancien et les hiéroglyphes, puisque c'est ainsi que travailla Champollion. Un jardin méditatif planté de papyrus la jouxté.

Ailleurs en ville, le souvenir de celui qui fut le premier conservateur des collections égyptiennes du Louvre se perpétue par une librairie à son nom, quelques cafés-restaurants (le Seth, le Sphinx...) et cet étonnant obélisque sur la place de la Raison, au bord du Célé.

Après la mort du linguiste en 1832, une souscription permet l'érection du monument, quatre ans avant l'obélisque de Louxor à Paris. «A toujours», est-il inscrit en hiéroglyphes pour entretenir la mémoire d'un enfant du pays qui composa une ode à son département du Lot : «Campagnes, dont Flore couronne le sol des fertiles coûteaux, vallons où Cérès et Pomone étaient les dons les plus beaux (...) Ô Figeac, ô chère patrie !» A l'orée du parc naturel régional des Causses du Quercy, la sous-préfecture aux 10 000 habitants est en effet une halte des plus charmantes, préservée du tourisme de masse et aussi belle que bien des cités célèbres de Provence ou d'Italie.

**Musée Champollion, place Champollion. Ouvert tous les jours sauf lundi (toute la semaine en juillet et août, de 10h30 à 18h30). 6 €. Musée-champollion.fr**

**Notre journaliste a organisé son voyage avec l'office du tourisme du Lot**



## Columbo, sa Peugeot et la lutte des classes

Magali Cartigny

D'abord diffusé entre 1972 et 2003 en France, *Columbo* (69 épisodes) n'a quasiment jamais quitté l'antenne et réunit chaque après-midi 700 000 téléspectateurs en moyenne sur TMC, entre 13h30 et 18 heures. Flanqué de son éternel imper fripé, la cravate de travers et les cheveux hirsutes, il est l'antihéros d'une certaine Amérique, pervertie par la cupidité et la soif de pouvoir. Son époque : des années Nixon jusqu'à Bush. Son terrain d'enquête : les quartiers huppés de la Cité des anges. Le décor compte aussi : voitures de collection dans le garage, chandeliers dans l'immense bibliothèque, cacatoès en cage, et dorures au plafond.

Déambulant dans son salon décoré au cordeau, le riche propriétaire (un homme le plus souvent), en peignoir de soie ou en costume noeud pap, va sortir, pensif, une cigarette de son étui en nacre, ou saisir une carafe de whisky en cristal. Il est acteur, psychiatre, chef d'orchestre, champion d'échecs ou colonel de l'armée... Et il mijote quelque chose. Car dans *Columbo*, la menace vient de l'intérieur. On élimine sa maîtresse encombrante, un ami gênant, une épouse dissidente ou un employé récalcitrant. La vengeance est un plat qui se mange froid ; la frustration, l'appât du gain et les ambitions contrariées sont leur matière grasse. Dans ce monde d'avant, les communications sont rudimentaires, des

voitures qui n'existent plus rouent sur des routes sans radar, on fume des cigarettes tout le temps partout. Les sacs Vuitton, eux, sont déjà là, comme les anxiolytiques et autres amphétamines qui peuplent les armoires à pharmacie de ces demeures grillagées.

La force de la série réside dans l'intrigue inversée. On sait dès les premières minutes qui a tué, et comment l'assassinat a été maquillé. Pas de recherche d'ADN, de relevés téléphoniques ni de luminol. Une paire de gants et le tour est joué. Le coupable s'est fabriqué un alibi, l'enjeu est donc ailleurs : comment le lieutenant, qui débarque avec son dos courbé, son basset neurasthénique et des anecdotes sur sa femme (qu'on ne voit jamais), va révéler au grand jour les hypocrisies de ce petit monde si sûr de son impunité ? Pas de poste de police ou de poursuites ici. Les interrogatoires, sous forme de discussions décontractées, se font sur le bord d'un piano ou sur le pas d'une porte.

«Quelque chose me chiffonne...», répète Columbo à chaque épisode. Tout comme «cette dernière petite question, ce petit détail» qu'il feint d'avoir jusqu'alors négligé. La trame repose essentiellement sur ces duels entre le fonctionnaire sous-estimé et le tueur fort de sa supériorité. Rien n'y paraît, mais c'est dans ces bribes de conversations, parfois futile, où

### → Y ALLER

Compter au moins six heures de train pour rallier Figeac depuis Paris (deux heures trente depuis Toulouse). **A partir de 30 € l'aller depuis Paris (10 € depuis Toulouse). Sncf-connect.com**

### OÙ DORMIR ?

Plus bel hôtel de Figeac, le Viguer du Roy est composé de différents édifices médiévaux reliés entre eux par des cours et des jardins. La petite piscine donne sur la tour du Viguer, envoyé du souverain au XIV<sup>e</sup> siècle. **52, rue Emile-Zola. A partir de 139 € la nuit. Mercure-viguierfigeac.com**

### OÙ MANGER ?

La Racine et la Moelle propose une cuisine inventive, superbement travaillée, inspirée des produits locaux : artichauts poivrade, magret de canard lotois, veau grillé servi rosé, dessert aux fraises, rhubarbe et mousse de vanille bourbon... Le menu s'arrose d'appréciables côtes-du-lot, blancs ou rouges. **6, rue du Consulat. Entrée à partir de 12 €, plat à partir de 22 €, dessert à 12 €. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi, midi et soir.**

### OÙ BOIRE UN VERRE ?

La terrasse de l'Arrosoir, café associatif, est installée dans la cour de l'hôtel de Crussol, très bel édifice du XVII<sup>e</sup> siècle. Il faut être adhérent (à prix libre) pour y consommer. **5, rue de Crussol. Ouvert du mercredi au samedi. Larrosoir.org**

**D**ans un sketch célèbre de 1982, Pierre Desproges incarnait le président de l'Association des poulpiers de France, des gens qui aiment se mettre un poulpe sur la tête. Le crâne recouvert d'une masse visqueuse dont pendaient des tentacules, il énumérait les bienfaits du contact intime avec un animal exceptionnellement intelligent et affectueux. Mais autant à l'époque de Desproges le poulpiers faisait rire en raison de l'aspect visqueux et peu regardant de sa bestiole fétiche, autant en 2025 le poulpe semble l'objet d'une ferveur sans second degré qui ne faiblit pas.

Loin d'être rebutés par son physique, nombreux sont ceux, stars et anonymes, qui se déclarent fascinés par la bête. Un engouement largement nourri par les médias : après les prédictions de Paul le Poulpe lors de la Coupe du monde de football de 2010, le céphalopode s'était de nouveau attiré les faveurs du grand public en 2020 avec le succès inattendu du documentaire *La Sagesse de la pieuvre*. Cette rencontre entre un réalisateur sud-africain et une pieuvre au large du Cap a remporté l'Oscar du meilleur documentaire en 2021 et séduit des millions de spectateurs. On y voyait le réalisateur, Craig Foster, tomber littéralement amoureux d'un poulpe et renaitre à la vie à son contact. Happé par l'intensité de leur relation, le héros délaissait même progressivement sa famille pour rendre quotidiennement visite à l'animal. La brièveté de l'existence de ce dernier ne faisait que renforcer l'aspect mélodramatique de cette *love story* tristement vouée à l'échec.

Aujourd'hui, c'est l'actrice et productrice multirécompensée de *Fleabag*, Phoebe Waller-Bridge, qui prête sa voix à un documentaire ludique sur Prime Video, *Octopus!*, qui dévoile l'univers des «poulrophiles». Enseignants, artistes, pêcheurs racontent leur obsession pour l'animal. Le film apparaît comme un bilan, cinq ans après, de la «poulpe mania» déclenchée par *La Sagesse de la pieuvre*. On y apprend que la frénésie continue et que des milliers de personnes vivant au bord de la mer se rendent, chaque jour, près des rochers dans l'espoir de ren-

**«Mentor, mère, père, ami: si le poulpe est si populaire, c'est qu'il semble se prêter à l'infini à tous nos fantasmes»**

Michael Stora, psychanalyste

contrer «leur poulpe», afin d'entretenir une relation devenue indispensable à leur vie.

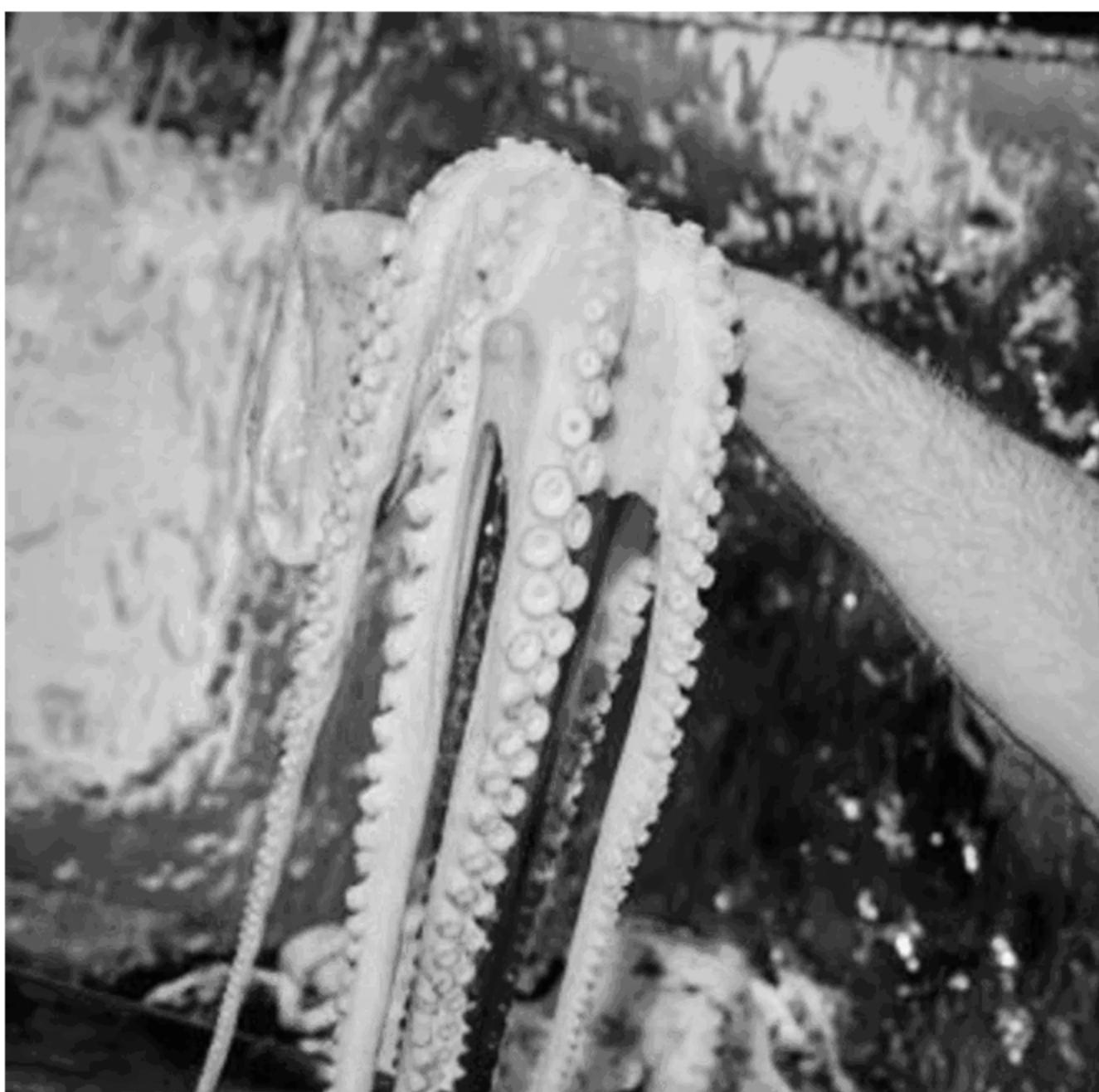
Le film explore avec humour des trajectoires personnelles extrêmement variées. Parmi les intervenants, Tracy Morgan, acteur de la série *30 Rock*, a décidé d'avoir des pieuvres chez lui. Il s'en occupe, avec d'autres animaux, dans un aquarium de près de 6 mètres sur 7. Il assume l'aspect totalement thérapeutique de leur présence : «Le poulpe m'apprend chaque jour à survivre. Il m'apprend à mieux élever ma fille et à m'adapter aux situations difficiles de la vie».

Un autre intervenant, un étudiant d'origine chinoise, explique que s'intéresser au cycle de vie de ces bêtes lui a permis de se rapprocher de sa mère. En effet, le mâle et la femelle meurent tous les deux rapidement après la reproduction, la femelle rendant son dernier souffle juste après l'élosion de ses œufs. De sorte que les bébés poulpes grandissent seuls,

## AU BESTIAIRE! Les ressorts tentaculaires de la «poulrophilie»

Sorte de Barbapapa des mers, la petite pieuvre renvoie à la figure maternelle plus qu'au kraken des profondeurs

Marjorie Philibert



A la poissonnerie Le Pêcheur de l'Océan, à Paris (12<sup>e</sup>), le 27 mai. GUILLAUME BLOT POUR «LE MONDE»

sans leurs parents. Ce qui fait dire au jeune homme : «Ma mère a immigré en Amérique seule à l'âge de 13 ans. Cela a été très difficile pour elle. Penser à cette maman poulpe qui couve ses œufs seule et dans l'obscurité m'a fait penser à ma mère à son arrivée dans le Michigan, et à ce qu'elle a dû traverser avant ma naissance.» Giorgos, un pêcheur grec, qui a adopté une pieuvre du même nom, aime la pêcher régulièrement pour la remettre à l'eau juste après, en criant : «Liberté!», une relation qu'il qualifie sobrement d'amitié.

Mentor, mère, père, amant, ami : si le poulpe est si populaire, c'est qu'il semble se prêter à l'infini à tous nos fantasmes, avec la même plasticité dont il fait preuve pour se fondre dans son environnement marin. Michael Stora, psychanalyste, n'est pas surpris de cette débauche de projections que suscite le céphalopode : «Ses tentacules et ses ventouses renvoient à la figure d'une mère idéale qui peut nous enlacer de tous les côtés et combler tous nos désirs. Le poulpe incarne une érotisation très forte de ce que Donald Winnicott appelait le "holding", c'est-à-dire l'étreinte de la mère et l'enfant. Les bras de cette mère tentaculaire qui sont aussi des bouches viennent nourrir des désirs intenses de régression.»

On se rappelle de *Gros-Câlin*, roman de Romain Gary (sous le pseudonyme Emile Ajar), où le narrateur, un homme seul en manque de tendresse, adoptait un python. Michael Stora développe : «Au contraire du serpent, qui peut vous étouffer, le poulpe se montre d'une grande délicatesse dans sa gestuelle. L'univers marin dans lequel il évolue permet un moment suspendu, apathique, où le plongeur baigne avec lui dans une sorte de liquide amniotique. Il y a une vraie jouissance thalassique dans cette relation où le poulpe va effleurer tendrement le plongeur sans menacer sa survie.»

De fait, sans qu'on soit nécessairement poulrophile, l'animal évoque souvent des émotions ou des souvenirs liés à l'enfance. Maxime, 27 ans, libraire, témoigne. «Quand j'étais en classe, un de mes camarades avait un trouble autistique, et je me rappelle qu'il venait à l'école avec une pieuvre en peluche. J'avais vraiment le sentiment que ce poulpe était une interface qui l'a aidé à communiquer avec nous.» Mais un des aspects paradoxaux, et non des moindres, de notre relation passionnelle avec le céphalopode, est que celui-ci est un des animaux les plus solitaires qui soient. Il naît seul, vit seul et meurt seul, décevant éternellement tous ceux qui voyaient en lui un ami ou un parent de substitution. A moins que le poulpe ne soit l'incarnation ultime de l'évitant, cet individu fuyant les relations intimes suscitant une attirance d'autant plus forte qu'il est insaisissable ?

La philosophe Vinciane Despret, autrice d'*Autobiographie d'un poulpe* (Actes Sud, 2021), voit dans son mode de vie une inspiration pour la résolution possible de nos névroses : «Le poulpe n'a pas besoin de parents : il est en accueil total du monde et s'adapte à lui. Avec la dispartition des parents dès sa naissance, on pourrait même dire qu'il a définitivement résolu le problème intergénérationnel !» Elle rappelle qu'il y a autant de manières de l'aimer que d'individus : «En animant des débats il y a quelques années, j'étais frappée de voir à quel point il fascine chacun d'entre nous pour des raisons différentes. Or, le film *La Sagesse de la pieuvre* a un peu uniformisé notre attirance pour lui. Aujourd'hui, le poulpe est devenu un Bisounours.» Le temps est venu de renouer avec le kraken en lui.



HENRY HARGRAVES POUR «LE MONDE».  
STYLISTE CULINAIRE CHARLOTTE OMNES

Hassina D. est née à Sétif, en Algérie, en 1959. Neuf mois plus tard, elle arrive en France. Ses parents, Deloula et Brahim, s'installent à Vichy (Allier). Hassina est la quatrième enfant d'une fratrie de dix, complétée par Rebiha, Abdelkader, Malika, Mohammed, Mustapha, Kamel, Nabil, Azzedine et Lyès. Très attachés à leurs racines, ses parents donnent des prénoms arabes à tous leurs enfants. «Mes parents ont fait la guerre d'Algérie. Ma maman a vu son propre frère tué par les Français. Il était hors de question, par rapport à ce qu'ils avaient vécu, de perdre leur identité. Donner à leurs enfants des prénoms arabes était une manière fière et digne de la conserver coûte que coûte.» En France, Hassina est un prénom plutôt

rare. «Il y a beaucoup d'Anissa ou d'Assia, moins d'Hassina.» Elle n'en a croisé que trois dans sa vie. Un jour, dans un hammam en Algérie, quelqu'un hurle son prénom, et une autre femme répond. Une autre fois, dans une salle de conférences où les auditeurs sont désignés par une pancarte, deux écrivaines «Hassina» se retrouvent côté à côté. Une troisième fois, elle rencontre la fille d'une amie de sa mère, qui s'appelle comme elle. «Je suis assez contente qu'il n'y ait pas 25 Hassina au mètre carré.» Cette rareté n'est pas la première chose que les gens remarquent dans son prénom. «Pour les gens, Hassina est avant tout un prénom qui sonne arabe.» Celui-ci n'a jamais été détourné, moqué ou pointé du doigt. Pourtant, à l'école, son

### LE PRÉNOM

## Hassina

Par Djaid Yamak

évocation lui procure systématiquement une «émotion». Quelques années plus tard, elle mettra des mots dessus : «D'une certaine façon, j'avais honte de mes origines et de ma différence.» Aucun élève de sa classe ne porte de prénom arabe. «A chaque fois qu'on faisait l'appel, tout le monde me regardait. J'avais l'impression que mon prénom sonnait comme un exotisme.» La scène se répète à Paris, à ses 20 ans. Dans une salle d'attente, on l'appelle par son prénom. L'«émotion» se réveille. Sortie de cet endroit, elle se retrouve seule dans un ascenseur équipé d'un miroir. «Il n'y a pas d'échappatoire, tu te retrouves face à toi sans t'y attendre.» Juste avant d'en sortir, elle se sermonne : «A partir de maintenant, tu t'appelles Hassina, c'est comme ça, tu l'assumes.» Le sentiment de honte qui la gagnait à l'évocation de son prénom ne la rattrapera plus. La fierté que ses parents ont mise dans le choix de son prénom, Hassina la fait désormais sienne. «Il faut être fier de son prénom car on ne le choisit pas. Il faut se construire à partir de cela plutôt que de s'en servir.» Personne ne l'a jamais ramenée à ses origines. Dans les années 1980, elle a bien été spectatrice, et même actrice malgré elle, de discriminations liées au prénom. Alors qu'elle est servie dans un restaurant de la chaîne Bistro Romain, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, on lui demande

de trier les CV, en deux piles. «Tous les prénoms à consonance maghrébine, tu les mets à droite. Tous les autres, tu les mets à gauche», a-t-on exigé d'elle. «J'ai fait celle qui ne comprenait pas trop ce qu'on me disait. J'ai botté en touche. J'étais très mal mais je n'étais pas en position d'exprimer de la colère, sinon je perdais mon poste.» Un jour, en 1988, le directeur d'un des sites de la chaîne de restaurants lui rapporte des mots entendus lors d'une réunion, au sujet de la politique de recrutement de l'entreprise : «Le siège a ordonné de ne plus prendre de Maghrébins et de Maghrébinnes, sauf en cuisine. En salle, ils préfèrent une grosse vache qui s'appelle Brigitte plutôt qu'une jolie jeune femme qui s'appelle Fatima», lui raconte-t-il. Hassina se sent humiliée. «J'en étais malade. Je me suis dit intérieurement : ça n'en finira donc jamais.» Son prénom n'a jamais été pris pour cible. «Je ne peux pas dire que j'aie été victime de racisme. Mais je l'ai plus qu'observé. Combien de fois j'ai vu des gens tenir des propos racistes, puis me dire : «Oh, mais toi, ce n'est pas pareil.» J'ai l'impression d'être passée entre les mailles du filet.» Pour son fils, Hassina a choisi un prénom français, par prudence. «C'est juste professionnel. Je sais que le tri de CV existe puisqu'on m'a demandé de le faire. Je ne voulais pas qu'à un moment ou à un autre son prénom le mette en difficulté.»

## UN APÉRO AVEC... RAPHAËL QUENARD

Chaque semaine, «L'Époque» paie son coup. Révélé en 2023 par «Chien de la casse», l'acteur au phrasé si particulier multiplie les projets, du roman au documentaire, présenté lors du dernier Festival de Cannes

Raphaël Quenard,  
dans le café La Vieilleuse,  
à Paris (20e), le 11 mai.  
CYRIL ZANNETACCI/VU'  
POUR «LE MONDE»



# «Mon personnage est impardonnable»

Vanessa Schneider

U

#### PLAYLIST

> DERNIER FILM AIMÉ  
«Parthenope»,  
de Paolo Sorrentino

> DERNIER LIVRE LU  
«Djamilia»,  
de Tchinghiz Aïmatov

> DERNIER CONCERT VU  
Jul au Stade de France

> DERNIÈRE MUSIQUE  
ÉCOUTÉE  
«Journal perso II»,  
de Vald

> DERNIÈRE PIÈCE VUE  
«Richard II», par  
Christophe Rauck,  
avec Micha Lescot, au  
Théâtre des Amandiers,  
à Nanterre

> DERNIÈRE APPLICATION  
TÉLÉCHARGÉE  
Le Chat de Mistral

n dimanche, ciel orageux, bitume lessivé par un reste de pluie. Belleville, d'ordinaire si animé, a l'air triste et fatigué, en gueule de bois. Raphaël Quenard arrive en retard avec sa taille immense et son sourire si blanc qu'on se dit qu'il doit devenir phosphorescent sous les stroboscopes des boîtes de nuit. Il a choisi ce bar aux murs tapissés d'écrans de retransmission de matchs de foot, «par souci géographique: [il] le croise tous les jours de [son] regard», explique-t-il, une batterie de vélo à la main. Il habite toujours ce quartier populaire de Paris, même si les confortables cachets qui aident à se faire beau sont passés par là. Son style est streetwear, jean-baskets, mais la doudoune est siglée Dior et la banane en cuir rouge profond vient de chez Cartier. L'Isérois aime la sape, la mode et un peu ce qui brille – de petits anneaux serrés pendent à ses oreilles –, même s'il assure être un «extrême novice en la matière».

A 34 ans, la nouvelle coqueluche du cinéma français tient à s'excuser de nous avoir fait poireauter: ce n'est pas parce qu'il va au Festival de Cannes qu'il a oublié d'être poli. Actuellement en tournage, il y présente *I Love Peru*, un docu-fiction ovni réalisé avec un copain, Hugo David, nécessitant trente-huit mois de montage, un moyen-métrage qui, de son propre aveu, «souffre de certaines limites du fait de la petitesse des moyens, mais qui dégage une certaine intensité».

Mais c'est une autre actualité qui nous amène à le rencontrer, son premier roman, *Clamer à Tataouine* (Flammarion, 192 pages, 22 euros), un récit loufoque et détaché sur un serial killer un peu bas de plafond qui truicide des femmes et finit par se faire avoir. Une pochade qui s'est rapidement hissée en tête des ventes. «Vous l'avez trouvé comment mon livre?», attaque-t-il d'emblée. Ben, pas mal en fait. Quand on le lit, on l'entend parler: un acteur dont on peut se dire qu'il a écrit son livre lui-même, ça ne court pas les rues.

Le roman n'était pas encore sorti que son auteur avait déjà une minipolémique sur le dos. Invité sur France Inter, il avait eu le malheur de dire que la morale n'avait «pas sa place» dans l'art et s'est fait tomber dessus. «Un épiphénomène, balaye-t-il avec flegme, une phrase prise isolément qui tronque ma pensée. Mon personnage est impardonnable et je l'ai dit, je ne suis pas l'avocat de cet homme aux pulsions sordides.» La conversation virevolte, on en oublierait presque de commander à boire. L'étonnant jeune homme se laisserait bien tenter par un amaretto sour, un cocktail à base de liqueur d'amande, «qui réveille l'enfant en moi». «L'apéro peut être le prolongement du goûter», assure-t-il doctement. On n'y avait pas pensé. Le barman non plus.

A La Vieilleuse, on ne connaît pas l'amaretto pas plus qu'on ne reconnaît l'acteur fétiche de Quentin Dupieux, qui se rabat sur un café crème. L'apéro, pour lui, c'est plutôt l'été, avec les amis, au boulodrome, «en se racontant les plus insondables bêtises».

Ses copains, ce sont ceux de l'enfance à Gières (Isère), «une ville coquette, une bourgade de province comme on en fait tant, où je retourne avec une récurrence qui témoigne de l'attachement que je lui porte». Certains travaillent dans le bâtiment, la voirie, l'un est coiffeur, l'autre globe-trotteur. Ensemble, «c'est la rigolade et le grand n'importe quoi», arrosés au Ricard ou au perroquet, «mais ça peut partir au champagne au débotté». Il précise avoir une consommation d'alcool «pas du tout excessive, même si parfois l'ivresse se pointe au portillon. Quand on était jeunes, notre passion se portait plutôt sur les fleurs». On fronce les sourcils: «le cannabis!», précise-t-il.

D'emblée, Raphaël Quenard impose son style avec son timbre de voix si particulier et une manière gouleyante d'assembler les mots, d'alambiquer les phrases, de placer des termes anciens ou savants, du «que nenni» et du subjonctif pas toujours à bon escient, dont on ne sait pas vraiment si c'est pour faire rire, pour impressionner, pour se distinguer ou juste parce qu'il est comme ça. Quand on tape son nom sur Internet, une des occurrences qui sort en premier est «maladie de Raphaël Quenard», c'est dire si sa diction interpelle.

Derrière cette nonchalance gourmande compensée par un regard vif et acéré affleure vite un autre Quenard, observateur, curieux, bosseur, à la limite de l'obsessionnel. Si le grand public s'est pris son arrivée météorite en pleine poire en 2023, avec *Chien de la casse*, de Jean-Baptiste Durand, et *Yannick*, de Quentin Dupieux, il a fait quelques zigzags avant de trouver sa trajectoire.

Pour raconter son parcours sinuex, il commande un Perrier-rondelle. Devenir comédien n'était pas dans ses plans, si tant est qu'il en ait eu. La seule fois où il est allé au théâtre dans sa jeunesse, c'était imposé

par l'école. Une expérience résumée ainsi: «Une heure trente de sommeil bien méritée.» Ce fils d'un ingénieur et d'une mère dans les assurances n'était guère plus férus de cinéma. Il était bien allé voir *Lucky Luke* (2009), mais «dans une démarche de séduction envers une charmante personne, ce qui fait que je ne me suis concentré que très peu sur la prestation de Jean Dujardin».

Dans la famille de Raphaël Quenard, on n'est pas inscrit au ciné-club, mais on se marre bien. Entre les trois enfants et les parents, «c'est à qui tente le plus de blagues, une activité caractérisée par un succès fréquent». Et puis, il y a les copains, ceux du foot et du collège: «Je suis allé à l'école dans le seul et unique objectif de rigoler.» En classe de 1<sup>re</sup>, «blessé par une médiocre prestation algébrique» (9/20 en maths), il se met au bosser. Commence alors une errance de vocations. Après le bac, il se lance dans une prépa militaire, car son grand-père gradué était «le plus charismatique de tous les éléments de la famille. Mais faire des pompes avec la lumières dans les yeux devant le drapeau promotionnel, j'ai senti que ce n'était pas ma place». Il entre alors en classe préparatoire scientifique puis en école de chimie, devient assistant de recherche, mais s'ennuie vite. Nouveau changement de cap: la politique! Pendant quelques mois, il se met au service d'une députée socialiste de sa région. Là encore, déception: «Les politiques, ce sont de vrais acteurs qui prennent des risques sans limites, s'enthousiasme-t-il. Mais je me suis rendu compte que le spectacle n'était qu'une partie infime de l'activité.»

Le spectacle justement, c'est en montant à Paris qu'il en découvre l'attrait. Il enquête les représentations grâce aux places à 10 euros, court les castings et, dans un festival organisé par *Télérama*, découvre *Oslo*, 31 août, le film de Joachim Trier: «Il y a eu un avant et un après. J'ai vu l'infinie possibilité qui s'ouvrait à moi.» Méthodique, il crée un document Word dans lequel il répertorie toutes les avant-premières en présence des équipes du film et s'y rend dans le but de fourguer son CV. Quand il ne tourne pas, il regarde trois nouveautés et sept classiques par semaine. «Je suis un artiste qui travaille avec autant de méthode qu'un chercheur», assure-t-il.

Après 150 figurines et 45 courts-métrages, il finit par s'imposer. «Ma carrière n'a pas été si rapide, ça a été fastidieux, laborieux, mais je suis content que ça n'ait pas été facile: j'ai conscience de la cruauté et des fluctuations de ce métier.»

Quand il parle, Raphaël Quenard s'emballe, d'un grand mouvement de bras, il fait valser ce qui reste du Perrier-rondelle. De toute façon, il est l'heure de se quitter, il a encore un film à voir, un livre à lire, une scène à tourner le lendemain. Il détache l'antivol de son vélo, en souriant toujours, avant de s'élancer sur la chaussée mouillée.

«JE SUIS  
UN ARTISTE  
QUI TRAVAILLE  
AVEC AUTANT DE  
MÉTHODE QU'UN  
CHERCHEUR»